

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.

Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

SOMMAIRE : Préambule du Rapport présenté par le Gouverneur de la Banque Nationale de Belgique à l'assemblée générale des actionnaires — Les budgets de 1969 et 1970 (suite) — Bibliographie relative aux problèmes économiques et financiers intéressant la Belgique — Législation économique — Statistiques.

**PREAMBULE DU RAPPORT PRESENTE PAR LE GOUVERNEUR
DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE
A L'ASSEMBLEE GENERALE DES ACTIONNAIRES**

Le contexte conjoncturel et les problèmes qu'il a suscités.

L'année 1969 a été marquée par une forte progression du produit national, en Belgique comme dans les autres pays de la Communauté Economique Européenne. Ces pays, de même que les Etats-Unis et le Royaume-Uni, ont mené des politiques visant à contrecarrer les tensions inflationnistes et à assurer l'équilibre de leurs balances des paiements. C'est dans ce contexte national et international que s'inscrit la politique que les autorités belges, et en particulier la Banque, ont été amenées à poursuivre pendant l'année écoulée.

Deux problèmes sont apparus à la fois dès le début de 1969, se sont développés ensuite et ont nécessité une action de plus en plus vigoureuse des autorités monétaires.

Le problème du maintien de l'équilibre intérieur.

L'un a pour origine le renversement, exceptionnel par sa rapidité, de la conjoncture en Belgique. Jusqu'au milieu de 1968, la demande globale n'avait été que faiblement crois-

sante, mais, à partir de l'automne, son rythme d'expansion s'est accéléré; dès le début de l'année 1969, il fut évident que toutes les catégories de dépenses s'inscrivaient en nette reprise; les commandes de l'étranger étaient influencées par l'essor que connaissaient ou retrouvaient les économies des principaux pays partenaires; l'exécution des programmes d'investissements publics entamée au moment de la politique de relance se poursuivait; les ménages accroissaient leurs dépenses de consommation et de construction d'habitations en raison de l'amélioration des perspectives d'emploi et sous l'incitant d'un facteur accidentel, la crainte d'une hausse des prix lors de la substitution, à la taxe de transmission, d'une taxe sur la valeur ajoutée; l'évolution prévisible de la demande amenait les industriels à revoir leurs projets d'investissements, dans le sens d'une extension très importante de ceux-ci. La progression des dépenses des entreprises et des particuliers s'appuyait sur un large recours aux crédits des intermédiaires financiers. L'activité économique stimulée par l'ampleur croissante de la demande totale atteignit, dès les premiers mois de l'année, un niveau élevé par rapport aux capacités de

l'appareil de production. Les prix de gros aussi bien que de détail tendaient à hausser à un rythme plus rapide.

Les risques de tension n'ont pas cessé de se préciser tout au long de l'année; ils ont justifié l'adoption d'une politique monétaire destinée à éviter qu'un excès trop grand de la demande sur l'offre, globalement ou dans certains secteurs particulièrement sensibles aux facteurs de hausse, ne provoque des augmentations de coûts et de prix supérieures à celles qui se produisaient à l'étranger. Il va de soi cependant que l'économie belge ne peut pas entièrement échapper à la propagation de ces dernières.

Le problème extérieur : les mouvements de fonds vers l'étranger.

L'autre problème concernait les relations internationales, plus particulièrement les mouvements de capitaux. Dans l'immédiat, aussi longtemps qu'étaient évitées les poussées inflationnistes d'origine purement intérieure, l'équilibre des relations commerciales n'était pas menacé; au contraire, ensuite des développements à l'étranger, la vive progression des exportations se poursuivait et couvrait largement l'accroissement, concomitant et en grande partie dérivé, des importations. Mais il n'en était pas de même pour les opérations en capital; en effet, les mouvements de fonds vers l'étranger étaient stimulés par un ensemble de facteurs. Un écart s'était créé entre les taux d'intérêt pratiqués sur les marchés intérieurs et internationaux parce que, en Belgique, les taux avaient été maintenus à un niveau relativement bas pour ne pas compromettre la reprise conjoncturelle, tandis que, sur les marchés internationaux, les taux avaient haussé, sous l'influence de la politique monétaire restrictive des autorités américaines; ces disparités de rendements incitaient les banques à accroître leur position de change au comptant, déjà fort élevée; le public amplifiait ses placements en valeurs mobilières étrangères. De plus, les facultés d'accès aux fonds et notamment au crédit bancaire étaient plus aisées en Belgique que dans divers autres pays — comme la France et la Grande-Bretagne — qui appliquaient d'ores et déjà des mesures restrictives en vue de remédier au déséquilibre de leur balance de paiements; ainsi, les crédits des intermédiaires financiers belges contri-

buient à financer la constitution de créances extérieures, à l'occasion d'importations dont le prix était payé d'avance et d'exportations dont le produit n'était rapatrié qu'avec un certain retard. Enfin, des mouvements de capitaux à court terme, inévitables en raison de l'internationalisation des marchés de fonds, s'agençaient en conséquence des anticipations de modifications de parité, en particulier celle du mark allemand; une crise de cette nature s'était déjà produite en novembre 1968; elle devait se renouveler en mai et en août 1969, et plus particulièrement au cours de ce dernier mois, au moment où la dévaluation du franc français fit naître des rumeurs inconsidérées quant au maintien de la parité du franc belge.

Les mesures de politique monétaire prises en avril et mai.

Les mesures de politique monétaire à prendre pour faire face à ces deux difficultés — excès possibles de l'expansion conjoncturelle, réaction des marchés de fonds intérieurs aux facteurs externes — étaient cohérentes. L'action des autorités devait s'assigner pour objectif de rendre les fonds moins abondants sur les marchés intérieurs, plus coûteux pour les emprunteurs, plus rémunérateurs pour les prêteurs.

En conséquence, de nombreuses décisions furent prises successivement, jusqu'à l'automne.

La Banque a majoré ses taux d'escompte et d'intérêt le 6 mars, puis le 10 avril. Le taux d'escompte de base, qui avait déjà été relevé de 0,75 p.c. le 19 décembre, a, de la sorte, été porté de 4,50 à 5,50 p.c.

La Banque décida de ne plus admettre au réescompte les acceptations du Fonds des Routes dont l'échéance serait postérieure au 30 septembre 1969. Un tel réescompte, qui aboutit à élargir les ressources monétaires auxquelles l'Etat peut temporairement faire appel pour financer ses investissements, ne se justifie, en effet, comme le souligne le Rapport au Roi de l'arrêté royal n° 41 du 29 septembre 1967, que lorsque le montant des fonds disponibles ne peut assurer le financement du volume d'investissements nécessaire pour atteindre un niveau élevé d'emploi, condition qui n'était manifestement plus réalisée.

Le 3 avril, l'Institut Belgo-Luxembourgeois du Change enjoignit aux banques dont la position au comptant en monnaies étrangères du marché réglementé était particulièrement importante, de résorber progressivement cette position pour la ramener au 30 juin à un montant imposé.

A la fin d'avril, la Banque donna aux banques des directives, dont l'objet était de limiter à 14 p.c., pour l'ensemble de l'année, l'expansion, par rapport à l'encours à la fin de 1968, des crédits utilisés par les entreprises et particuliers, en ce compris les crédits de caisse, en francs belges, à l'étranger. Compte tenu des facteurs saisonniers, l'augmentation ne pouvait dépasser 10 p.c. tant à la fin de juin qu'à la fin de septembre. Ces directives avaient un double objectif : d'une part, elles limitaient immédiatement la création de liquidités à laquelle procèdent les banques, s'appuyant sur le prêteur en dernier ressort, d'autre part, elles obligeaient celles-ci à se montrer moins généreuses dans l'ouverture de nouveaux crédits, réduisant ainsi les marges de trésorerie potentielle qui permettent aux entreprises d'accélérer la passation de commandes à régler ultérieurement. Aux autres catégories d'intermédiaires financiers — institutions publiques de crédit, caisses d'épargne privées et compagnies d'assurances —, les organes respectifs de tutelle firent des recommandations de limitation analogues, adaptées aux modalités des opérations de ces organismes; les directives ont porté sur le montant des ouvertures de crédit, la politique cherchant — là également — à étaler l'expansion des programmes de dépenses des entreprises et celle des décisions de bâtir.

A la fin d'avril également, la Banque introduisit un système de plafonds de réescompte et de visa. Le plafond de chaque banque était, en principe, égal à un pourcentage — 16 p.c. à l'origine — de ses principales ressources en francs belges; mais il était prévu que le plafond d'une banque serait réduit, au cas où elle ne respecterait pas la norme d'encadrement du crédit, du montant du dépassement; en effet, la Banque ne pouvait accepter de refinancer des crédits octroyés au-delà du maximum fixé par ses directives. Ce nouvel instrument de politique monétaire permet à la Banque d'informer clairement et formellement les banques de ses décisions de limiter ou d'élargir les facultés qu'elle leur offre de se procurer des trésoreries par la voie du réescompte et, en

même temps, d'influencer immédiatement un des éléments de la liquidité des banques, à savoir l'ampleur des portefeuilles d'effets susceptibles d'être admis au réescompte. La mise en place d'un tel mécanisme était d'autant plus justifiée qu'il fallait ralentir le gonflement exceptionnellement rapide du portefeuille commercial de la Banque : en effet, les interventions de celle-ci par le réescompte compensaient, au détriment de ses réserves, le resserrement des liquidités intérieures dû aux sorties de capitaux privés.

A partir de mai, la Banque a réduit, de 180 à 120 jours, la durée généralement admise pour le visa des effets représentatifs d'exportations de biens de consommation. Elle a voulu de la sorte rendre moins aisé un allongement du décalage entre l'expédition des marchandises et leur paiement.

En vue notamment de contribuer à l'efficacité des mesures prises par la Banque dans le domaine du crédit, la Commission bancaire a, par un arrêté du 20 mai, prescrit aux banques le respect, jusqu'au 31 mai 1970, d'un « coefficient de rempli », c'est-à-dire d'un rapport minimum, progressant de mois en mois jusqu'à un plafond de 60 p.c., entre leurs actifs aisément négociables et leur passif à court terme en francs belges.

Renforcement des mesures précédentes.

Au cours des mois qui ont suivi la mise en vigueur, par la Banque et l'Institut Belgo-Luxembourgeois du Change, des dispositions qui viennent d'être décrites, l'expansion conjoncturelle s'est poursuivie à un rythme rapide. Cependant, bien que la progression des crédits bancaires se soit sensiblement ralentie et bien que la position des banques au comptant en monnaies étrangères du marché réglementé soit revenue de 14,3 milliards de francs belges le 31 mars à 5,1 milliards le 30 juin, le problème des paiements extérieurs a continué de se poser pour les deux raisons déjà mentionnées : d'une part, la hausse des taux d'intérêt sur le marché de l'euro-dollar, qui, à partir de juin, du fait des emprunts considérables effectués par les banques américaines, ont dépassé 10 p.c. pour les dépôts à trois mois et, d'autre part, des déplacements internationaux de fonds dus aux perspectives de modification de la parité de certaines monnaies. Au cours des mois de mai et d'août, les réserves nettes de

la Banque ont diminué respectivement d'environ 3 et 8 milliards de francs belges. Afin de renforcer ses moyens d'action, la Banque a étendu ses accords de « swap » avec des banques centrales étrangères; le crédit réciproque à court terme avec la Federal Reserve Bank of New York a été porté de 225 à 300 millions de dollars à la mi-mai et à 500 millions au début de septembre; en août, la Bundesbank a consenti à la Banque une possibilité de crédit à court terme d'un montant de 400 millions de marks allemands; cette faculté n'a pas été utilisée et il y a été renoncé en novembre.

Afin de rétablir l'équilibre des paiements extérieurs, la Banque et l'Institut Belgo-Luxembourgeois du Change ont renforcé et complété les mesures qu'ils avaient prises antérieurement.

La Banque a de nouveau augmenté ses taux d'escompte et d'intérêt les 29 mai, 31 juillet et 18 septembre, portant à cette dernière date son taux d'escompte de base à 7,50 p.c., contre 4,50 p.c. au début de l'année et un minimum de 3,75 p.c. en 1968. Lors du relèvement du 31 juillet, le taux spécial pour les opérations de financement d'exportations, déjà supprimé le 1^{er} janvier dans le cas des ventes aux Etats membres de la Communauté Economique Européenne, a été totalement abandonné, car il permettait à certaines entreprises d'alimenter leur trésorerie à un coût inférieur aux conditions du marché.

Cette hausse des taux officiels ne fut pas un phénomène propre à la Belgique. Au contraire, dans le courant de 1969, toutes les principales banques centrales étrangères apportèrent à leurs barèmes, en une ou plusieurs fois, des majorations variant entre 0,50 et 3 p.c.

Les normes d'expansion des crédits bancaires aux entreprises et particuliers, autorisées au 30 septembre et au 31 décembre, furent réduites, de manière à limiter l'augmentation des encours utilisés à 8,1 p.c., au lieu de 10 p.c., pour les trois premiers trimestres et à 11,2 p.c., au lieu de 14 p.c., pour l'ensemble de l'année. Les normes fixées à la fin d'avril s'étaient, en effet, révélées trop larges, compte tenu des données subséquentes, puisque, tout en étant respectées, elles avaient permis non seulement, comme c'était l'intention, un financement normal de toutes les transactions légitimes, dont le volume était

allé en croissant, mais, en outre, contrairement à l'objectif visé, une continuation des sorties de capitaux privés.

Lorsque, le 17 septembre, la Banque annonça aux banques qu'elle abaissait la norme au 31 décembre, elle leur fit part, en outre, de son intention de poursuivre la politique d'encadrement du crédit pendant le premier semestre de 1970. L'accroissement autorisé pendant cette période est le même que pour le second semestre de 1969. Les banques étaient ainsi mises en mesure d'agencer en temps opportun leurs ouvertures de crédit susceptibles de donner lieu à des utilisations l'année suivante. Pour le premier semestre de 1970, comme pour l'année 1969, des objectifs correspondants furent imposés aux autres intermédiaires financiers par les autorités dont ils dépendent.

Les plafonds de réescompte et de visa furent aussi réduits. Le rapport de 16 p.c. des ressources en francs belges des banques fut abaissé à 14 p.c. le 18 août. Le 17 septembre, la Banque annonça que ce pourcentage serait ramené à 10 à la fin du premier trimestre de 1970 par des diminutions mensuelles de deux tiers de point à partir de la fin d'octobre. Ces décisions étaient justifiées par la permanence du recours direct et indirect au réescompte de la Banque, exceptionnel au regard des montants enregistrés au cours de périodes conjoncturelles analogues.

De son côté, l'Institut Belgo-Luxembourgeois du Change donna à deux reprises des instructions aux banques en vue de limiter davantage leur position de change sur le marché réglementé. Il prit, de plus, une série de mesures qui, sans rien modifier aux principes de base de la réglementation en vigueur mais en appliquant celle-ci de façon plus stricte, visaient à éviter que des exportations de capitaux à court terme, devant normalement passer par le marché libre, pussent être effectuées via le marché réglementé sous le couvert d'opérations sur marchandises.

Effets des mesures. Motifs de la continuation de la politique antérieure.

Les effets des mesures prises par la Banque et l'Institut Belgo-Luxembourgeois du Change entre mai et septembre commencèrent à se manifester dès avant la fin de cette période. Alors que les réserves nettes de la Banque

étaient tombées de 114,9 milliards à la fin d'octobre 1968 — période de tension qui donna lieu à la Conférence de Bonn — à 93,7 milliards à la mi-août 1969, elles commencèrent à se reconstituer ensuite; à partir de la mi-septembre, le marché réglementé des changes redevint vendeur; le mouvement s'amplifia progressivement pour atteindre un maximum lorsque la nouvelle parité du mark allemand fut connue. Au cours du seul mois d'octobre, les réserves de la Banque augmentèrent de 13,4 milliards; à la fin de l'année, elles avaient rejoint le niveau de 118,5 milliards.

La situation conjoncturelle en Belgique et à l'étranger n'a cependant permis aucun relâchement de la politique de crédit de la Banque au cours des tout derniers mois.

À l'étranger, en effet, les pressions inflationnistes sont, en général, restées vives et les taux d'intérêt sont demeurés, en conséquence, très élevés. Les principales banques centrales ont maintenu leur taux d'escompte au niveau maximum de l'année. Certaines ont même procédé à de nouveaux relèvements. Les taux sur le marché de l'euro-dollar, après un repli passager en octobre, ont de nouveau haussé. Dans ces circonstances, toute baisse sensible des taux d'intérêt en Belgique aurait risqué de susciter de nouvelles sorties de capitaux privés. La Banque n'a pu, dès lors, envisager de modifier ses taux d'escompte et d'intérêt et le Fonds des Rentes a continué d'influencer à la hausse le taux du marché de l'argent au jour le jour, en recourant à ce marché plutôt qu'aux avances de la Banque pour financer ses opérations.

Au surplus, des raisons de politique conjoncturelle intérieure justifiaient le maintien du niveau élevé des taux d'intérêt, ainsi que des limitations à l'expansion des crédits. La difficulté devant laquelle se trouvaient de nombreux secteurs d'augmenter encore leur production à bref délai, faisait naître le risque d'une accélération de la hausse des prix, qui, si elle prenait quelque importance, aurait une incidence défavorable sur la position concurrentielle de l'économie belge. Ce risque a encore été accru par la réévaluation du mark allemand, qui doit normalement entraîner un renchérissement de la valeur unitaire des biens importés de la République Fédérale d'Allemagne, ainsi qu'une augmentation du volume ou des prix des exportations. C'est pourquoi le Gouvernement, qui avait déjà renoncé antérieurement à engager la tranche conditionnelle du budget

extraordinaire de 1969 et avait postposé l'introduction du système de la taxe sur la valeur ajoutée, a annoncé le 28 novembre un ensemble de mesures destinées à assurer un développement équilibré de l'économie et comportant, entre autres, un renforcement de la sélectivité en matière d'aides de l'Etat aux investissements privés, des dispositions plus restrictives pour les ventes à tempérament et les prêts personnels, un assouplissement des limitations à l'importation pour certains produits et une réduction des ristournes fiscales accordées à diverses exportations.

De son côté, la Banque, soucieuse de promouvoir une utilisation des facteurs de production disponibles qui soit conforme à l'intérêt général du pays, fit en novembre de nouvelles recommandations aux banques concernant les priorités à observer par elles à l'intérieur du contingent de crédit qui leur est alloué. Doivent être considérés comme prioritaires, les crédits qui sont de nature à contribuer directement à l'activité productrice, particulièrement dans les régions déprimées, de même que ceux qui sont requis pour la réalisation d'investissements fixes ou qui sont indispensables à la fabrication de produits destinés à l'exportation. En revanche, l'effort de modération doit être rigoureux pour les crédits finançant la construction et la consommation.

*
**

Les résultats : rétrospective de l'évolution économique et financière en 1969.

Malgré les difficultés, à certains moments aiguës, qu'il fallut surmonter, les développements économiques en Belgique, considérés dans l'ensemble de l'année 1969, apparaissent comme particulièrement satisfaisants.

D'une part, d'après les plus récentes évaluations, le taux d'expansion du produit national en termes réels serait passé de 3,8 p.c. en 1968 à 6 p.c. en 1969, soit l'un des pourcentages les plus élevés des dix dernières années. L'accélération est due aux exportations, dont la valeur a progressé, pour l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise, de 23 p.c. au cours des onze premiers mois, contre 16 p.c. en 1968, aux investissements en capital fixe qui, après avoir fléchi l'année précédente, auraient augmenté de 16,5 p.c. — à prix courants — dans les princi-

pales industries, et, enfin, à la construction de logements qui a connu une reprise très nette. La production des dix premiers mois pour l'ensemble des industries manufacturières s'est accrue de 10,5 p.c., contre 6,5 p.c. en 1968. Au dernier trimestre cependant, l'économie belge se trouvait, d'après toutes les indications disponibles, dans une situation très proche du plein emploi des facteurs de production. En octobre, le degré moyen d'utilisation des capacités installées de l'ensemble des industries manufacturières était de 87 p.c., dépassant ainsi le maximum atteint en 1964 durant la phase antérieure de très haute conjoncture; la surcharge de certains éléments d'équipement, l'insuffisance de divers approvisionnements et le manque de main-d'œuvre qualifiée empêchaient une utilisation plus complète des capacités de production; le nombre d'offres d'emploi en suspens était près de trois fois plus élevé qu'un an plus tôt. Le chômage, bien qu'en nette régression, dépassait encore sensiblement, il est vrai, ses minima antérieurs, mais il était attribuable, moins à une insuffisance globale des possibilités de travail, qu'à une répartition géographique inégale des occasions d'emploi, à une insuffisance de la mobilité des travailleurs et, dans certains cas, à une qualification inadéquate de la main-d'œuvre disponible.

D'autre part, le progrès de la croissance s'est produit sans désordre économique, les facteurs de tension ayant été contenus dans des limites acceptables. Certes, la hausse des salaires et des prix a été plus forte qu'en 1968. En effet, le gain horaire moyen brut des ouvriers s'est accru de 8,1 p.c. de septembre 1968 à septembre 1969, contre 5,3 p.c. pour les douze mois précédents; au cours des onze premiers mois, le renchérissement des prix de gros des produits industriels a été de 4,7 p.c. en 1969, contre 1,2 p.c. en 1968; les prix à la consommation ont augmenté de 4,4 p.c. en 1969, contre 2,5 p.c. en 1968; les prix de la construction ont subi des majorations de l'ordre de 7 à 10 p.c., suivant les catégories de travaux, plus nettes que celles de l'année précédente qui étaient de l'ordre de 2,5 à 4 p.c. Mais, d'après les comparaisons qui peuvent être faites, ces hausses semblent ne pas avoir été, dans l'ensemble, plus importantes que dans les autres pays de la Communauté Economique Européenne, et avoir même souvent été plus modérées.

D'ailleurs, le solde de la balance commerciale de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise se compare favorablement à celui des années antérieures : d'après les statistiques douanières, il y a eu un excédent de 1,6 milliard au cours des onze premiers mois de 1969, contre un déficit de 7,9 milliards en 1968.

Grâce à cette évolution du solde commercial et en raison des emprunts placés à l'étranger par les intermédiaires financiers et organismes d'exploitation du secteur public, les transactions courantes et le mouvement des capitaux des entreprises et des particuliers avec l'étranger, qui avaient laissé, pour les dix premiers mois, un déficit de 5,1 milliards en 1968, se sont soldés par un boni de 3,6 milliards en 1969.

Si la politique de crédit a imposé des limitations, il n'en reste pas moins que, d'une période à l'autre, l'augmentation de l'encours total des crédits, accordés par l'ensemble des intermédiaires financiers (non compris les sociétés d'assurance-vie) et utilisés par les entreprises et particuliers, est passée de 41,4 à 49,7 milliards. Dans les organismes non monétaires, en raison de l'importance des crédits, pour la plupart à moyen et long terme, consentis avant les mesures d'encadrement, l'encours effectivement utilisé s'est accru de 37,8 milliards, contre 26,5 milliards en 1968; au contraire, pour les crédits octroyés par les organismes monétaires, dont la rotation est en général plus rapide et dont l'évolution peut, dès lors, être infléchie dans des délais plus brefs, l'encours utilisé n'a progressé que de 11,9 milliards en 1969, contre 14,9 milliards en 1968.

En raison de l'incidence, sur les recettes fiscales, de la forte expansion, en valeur, du produit national et grâce au freinage exercé, pour des raisons conjoncturelles, par le Gouvernement sur les dépenses extraordinaires, les besoins nets de financement de l'Etat ont fléchi. Ils ont été couverts dans une plus large mesure qu'en 1968 par des ressources non monétaires; l'amélioration sensible des taux alloués aux souscripteurs d'obligations a contribué largement à ce résultat : ainsi, l'emprunt d'Etat d'octobre, dont le rendement était de 8,51 p.c., contre 6,88 p.c. pour l'émission similaire de février, a rapporté le montant élevé de 14,5 milliards, déduction faite des remboursements effectués sur un emprunt antérieur. Non compris les placements temporaires en certificats de trésorerie effectués par des orga-

nismes publics avec le produit d'emprunts en monnaies étrangères, le financement de l'Etat par les organismes monétaires est revenu, pour les dix premiers mois, de 24,6 milliards en 1968 à 8,6 milliards en 1969; toutefois, ce dernier montant comprend un recours aux marchés étrangers de 5 milliards, alors que les engagements envers ceux-ci avaient diminué de 3,6 milliards, l'année précédente.

La constitution, par les particuliers et les entreprises, d'actifs financiers, sous toutes les formes qu'il a été possible de recenser, en francs belges et monnaies étrangères, a été moindre qu'en 1968, puisqu'elle est revenue de 92,2 à 88,7 milliards pour les dix premiers mois, du fait notamment que les particuliers et entreprises ont utilisé une part plus élevée de leur épargne au financement d'investissements et de la construction de logements.

La constitution d'actifs en monnaies étrangères, sous forme de valeurs mobilières et de dépôts auprès de banques belges, a progressé, passant de 10 à 20,5 milliards. Cette augmentation d'une année à l'autre s'est produite au cours des premiers mois de la période. Par la suite, ces placements sont devenus moins intéressants, car les perspectives de la Bourse de New York sont apparues moins favorables, la hausse des rendements a été plus rapide pour les fonds publics belges que pour les euro-obligations, dont les émissions se sont par ailleurs ralenties, et des dispositions ont été prises qui rendent moins rémunératrice la détention de dépôts en devises.

C'est donc la constitution d'actifs libellés en francs belges qui s'est réduite en 1969; le fléchissement a porté sur les encaisses monétaires.

En effet, les nouveaux dépôts non monétaires en francs belges ont atteint sensiblement le même volume que l'année précédente; mais leur composition a été fortement influencée par l'évolution des taux d'intérêt : par rapport à 1968, il s'est produit un glissement considérable des dépôts sur livrets, dont seule la prime de fidélité a été majorée, vers les dépôts à terme, dont les taux ont été nettement augmentés. Les achats nets d'obligations ont peu varié d'une année à l'autre, grâce à la reprise des souscriptions après qu'un relèvement substantiel des taux de rendement eut été opéré.

Par contre, les encaisses monétaires, qui avaient progressé de 7,8 milliards au cours des

dix premiers mois de 1968, se sont réduites de 5,3 milliards en 1969. Si ce renversement est un peu plus net pour la monnaie scripturale, la diminution structurelle de la proportion des billets de la Banque dans le total du stock monétaire ne s'en est pas moins poursuivie.

Le taux d'expansion du stock monétaire moyen ayant été nettement plus faible que celui, particulièrement rapide, du produit national à prix courants, la vitesse de rotation de la monnaie s'est accrue en 1969. Des encaisses oisives ont été transformées en actifs financiers non monétaires afin de bénéficier de la rémunération élevée de ceux-ci; par ailleurs, les entreprises ont fait un usage plus intensif de leurs trésoreries, dont la détention était devenue plus coûteuse, notamment en modifiant l'ampleur des crédits commerciaux qu'elles s'accordent les unes aux autres.

Les besoins financiers des entreprises n'ont pas seulement été couverts par cette activation de leurs encaisses mais aussi, de façon plus fondamentale, par l'augmentation de leurs bénéfices; ceux-ci ont été favorablement influencés par le développement de la production, par la hausse des prix de vente et par l'amélioration de la productivité; les effets de ces facteurs ont plus que compensé les conséquences du renchérissement de la main-d'œuvre, des capitaux et des matières premières. Ainsi, les entreprises ont pu financer des transactions en forte expansion, sans que les normes de l'encadrement du crédit aient été dépassées. Les crédits bancaires se situaient même, à la fin de septembre, nettement en deçà de l'objectif fixé, bien que celui-ci eût été abaissé en août.

Cet écart entre les normes imposées et les encours effectifs semble indiquer que la situation financière des entreprises est devenue plus aisée vers la fin de l'année.

A cette époque, en tout cas, les problèmes de financement du Trésor se sont sensiblement atténués, la liquidité des intermédiaires financiers s'est améliorée, les marchés de fonds ont été beaucoup plus largement approvisionnés et le portefeuille commercial de la Banque a nettement diminué. Dans le cas particulier du marché de l'argent au jour le jour, les prêts ont été stimulés et les emprunts découragés dès le deuxième trimestre par les directives que les participants à ce marché ont reçues de leurs organes de tutelle : en moyenne, par

trimestre, le montant de leurs prêts doit désormais être à tout le moins équivalent à celui de leurs emprunts.

D'une façon beaucoup plus générale, l'élargissement, au quatrième trimestre, des apports de fonds tant sur les divers marchés qu'auprès des intermédiaires financiers doit être attribué dans une large mesure au niveau élevé des taux d'intérêt offerts, qui a influencé notamment les mouvements de capitaux entre la Belgique et l'étranger. Ceux-ci ont, par ailleurs, été favorablement affectés par la disparition des tensions sur les marchés internationaux des changes.

*
**

Conditions de la continuation de la croissance équilibrée.

Ainsi, au terme de l'année 1969, les perturbations financières d'ordre intérieur et extérieur qui avaient été, durant celle-ci, à l'origine de difficultés et de préoccupations, sont éliminées. Si les décisions prises à l'étranger ont été finalement un facteur important de cette normalisation, il n'en reste pas moins que la Banque, par sa politique d'ensemble, a contribué à cet aboutissement. Dans la mesure de son action de stabilisation, elle a, en outre, cette année, abrité l'économie belge des risques inhérents à son évidente prospérité, à savoir un emballement désordonné des coûts et des prix et une détérioration grave de la balance des paiements.

S'il est vrai que la plupart des avis autorisés concordent lorsqu'ils envisagent l'éventualité d'un affaiblissement de l'essor dans le courant de 1970, sous l'influence de l'évolution économique à l'étranger, il s'impose avec d'autant plus de rigueur de préserver les facultés concurrentielles du pays. Le niveau relatif des coûts est un des éléments dont celles-ci sont fonction, et, dès lors, la stabilité de ceux-ci requiert un effort de modération de tous ceux — autorités publiques, chefs d'entreprises ou représentants des travailleurs — dont les décisions l'influencent. La puissance concurrentielle des activités du pays est toutefois tout autant fonction d'éléments profonds, tenant à la structure des secteurs, aux méthodes d'organisation et aux procédés technologiques des entreprises, ainsi qu'à la qualification de la main-d'œuvre; le progrès dans ces direc-

tions s'est accéléré au cours des dernières années; il doit, sans aucun doute, s'accroître dans l'actuelle phase d'essor qui le facilite.

La politique monétaire peut aider efficacement à la réalisation de ces objectifs, en s'efforçant d'assurer les équilibres indispensables, comme elle l'a fait en 1969, par la régularisation des apports sur les marchés intérieurs des fonds. Ceux-ci demeurent sollicités par une demande pressante émanant de divers secteurs. En ce qui concerne les dépenses de l'Etat, il ressort, dès à présent, des prévisions budgétaires, qu'elles exerceront en 1970 un effet d'expansion accru. Alors que l'augmentation de ces dépenses, en 1969, mesurée par les réalisations du budget global, y compris le Fonds des Routes, a été limitée à 9 p.c. par rapport à l'année antérieure, l'accroissement qu'indique la comparaison des prévisions pour 1969 et 1970 — en ce compris les dépenses du Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale — atteint 10,8 p.c. environ. Même si, comme le Gouvernement en a exprimé la volonté, le budget est strictement exécuté, le financement du déficit global obligera le Trésor à emprunter un montant brut de l'ordre de 65 milliards, en ce non compris la couverture des remboursements qui devront être effectués sur les emprunts venant à échéance facultative; toutefois, le chiffre de 65 milliards comprend les remboursements et amortissements sur la dette consolidée; dès lors, l'augmentation prévue de l'endettement net du Trésor en 1970 sera inférieure à celle de 1969, qui a été de 28,1 milliards.

Il reste que l'orientation de la politique financière des pouvoirs publics impose aux autorités monétaires un devoir constant de prudence, aussi longtemps que les impératifs de l'action anticyclique demeureront inchangés.

*
**

Normalisation des relations monétaires internationales.

Si les trois premiers trimestres de l'année ont été marqués par de profonds déséquilibres dans les paiements internationaux de certains pays importants, la situation s'est nettement améliorée par la suite. Le déficit de la balance des paiements de la France a amené les autorités françaises à dévaluer le franc le 11 août.

Pour réduire le surplus persistant des paiements courants de la République Fédérale d'Allemagne, les autorités de ce pays, après avoir laissé s'apprécier le cours du mark à partir du 30 septembre, ont fixé une parité plus élevée le 27 octobre; dès lors, le mouvement antérieur d'importations de capitaux s'est renversé. Au Royaume-Uni, le solde laissé par les transactions courantes et les opérations en capital à long terme, favorablement influencé par la dévaluation de novembre 1967 et la réalisation du programme de redressement, est devenu positif dès le deuxième trimestre. Les Etats-Unis n'ont apparemment pas eu de problèmes de réserves de change en 1969; en effet, le déficit très important de leurs autres opérations avec l'étranger a été couvert par les emprunts considérables à court terme que les banques américaines ont effectués sur le marché de l'euro-dollar, y provoquant une hausse des taux qui s'est propagée à la plupart des marchés monétaires nationaux.

*L'or et les nouveaux instruments de réserve.
Adaptation des statuts de la Banque.*

La détente sur les marchés des changes au dernier trimestre est allée de pair avec une baisse des cours sur les marchés libres de l'or; le prix de l'once est tombé aux environs de la parité officielle de 35 dollars. Abstraction faite de mouvements spéculatifs passagers, les cours libres de l'or sont déterminés par les ventes des pays producteurs, d'une part, par les besoins industriels et artistiques et la thésaurisation, d'autre part. Depuis mars 1968 jusqu'à présent, ils n'ont plus eu de lien avec les prix, basés sur les parités des diverses monnaies, auxquels les banques centrales effectuent entre elles les règlements en or. Celui-ci reste, en effet, le moyen ultime de couverture des soldes des balances de paiements. Le rôle qu'il joue à cet égard tend, cependant, à perdre progressivement de son importance. Sans doute le récent accord entre le Fonds Monétaire International et l'Union de l'Afrique du Sud aura-t-il pour effet de faire entrer une fraction plus ou moins grande de la production nouvelle d'or dans les réserves officielles. Mais les quantités disponibles ne pourraient, en tout état de cause, s'accroître à un rythme suffisant pour satisfaire les besoins des banques centrales; celles-ci veulent pouvoir renforcer leurs réserves;

cette préoccupation est justifiée par le développement des échanges mondiaux et surtout par l'ampleur que prennent les mouvements de capitaux à court terme en conséquence de l'internationalisation des marchés de fonds. Il n'est d'ailleurs pas souhaitable que la création nécessaire de moyens finals de règlements internationaux soit fonction de facteurs aussi aléatoires que les conditions techniques de la production d'or, la politique des pays producteurs et le comportement des thésauriseurs et des spéculateurs. Il est, dès lors, à la fois inéluctable et plus sûr que cette création s'opère à l'aide de nouveaux instruments de réserve, dont le volume puisse être déterminé, de façon délibérée, par la communauté monétaire internationale, en fonction des nécessités du développement équilibré de l'économie mondiale. C'est à cette fin que les statuts du Fonds Monétaire International ont été amendés en vue d'habiliter cette institution à créer des droits de tirage spéciaux. Il va de soi que le maniement de ce nouveau mécanisme de création de réserves requerra des autorités internationales une très grande prudence.

La loi du 9 juin 1969, qui a approuvé l'adhésion de la Belgique à cet amendement, a autorisé la Banque à comptabiliser ces droits comme avoirs propres, de même que tous les autres droits que l'Etat belge possède comme membre du Fonds. En vertu de cette même loi et des amendements apportés aux statuts de la Banque par l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 5 septembre 1969, tous les droits qui sont comptabilisés de cette manière constituent, au même titre que l'or, la couverture des engagements à vue de la Banque; ils sont, en effet, libellés sur une base définie en or et ont la même liquidité que celui-ci.

Les Etats membres du Fonds Monétaire International ont décidé la création de droits de tirage spéciaux, à dater du 1^{er} janvier 1970, à concurrence de 3,5 milliards de dollars en 1970 et de 3 milliards pour chacune des années 1971 et 1972. Dans la première répartition annuelle, la Belgique se voit allouer 71 millions de dollars.

Les facultés du système monétaire international de rencontrer, aux conditions appropriées, les besoins justifiés de liquidités internationales seront aussi renforcées par la révision quinquennale des participations au Fonds Monétaire International qui aura lieu en 1970

et portera vraisemblablement le total de celles-ci de 21,3 milliards de dollars à environ 29 milliards. Le Fonds proposera que la quote-part de la Belgique soit accrue plus que proportionnellement au total et passe de 422 à 650 millions de dollars.

Coopération monétaire entre les VI.

Si la coopération monétaire s'impose à l'échelle mondiale, il est au moins aussi nécessaire et plus facilement réalisable, d'organiser une assistance mutuelle active entre les pays de la Communauté Economique Européenne, qui se sont assigné pour objectif d'intégrer leurs économies.

Un mémorandum sur la coordination des politiques économiques et la coopération monétaire au sein de la Communauté a été adressé le 12 février 1969 par la Commission au Conseil. Celui-ci a marqué son accord, le 17 juillet, sur les principes contenus dans ce mémorandum, en ce compris l'instauration d'un système communautaire de soutien monétaire à court terme. A l'invitation du Conseil, le Comité des Gouverneurs des banques centrales a élaboré un projet d'accord qui assigne à chaque banque participante une quote-part déterminant le soutien dont elle peut bénéficier et celui dont elle consent à assurer le financement; les concours s'élèvent au total à 1 milliard de dollars, dont 100 millions pour la Belgique; l'octroi de rallonges, atteignant au maximum un second milliard de dollars, pourra être décidé. Cet accord entre banques centrales sera mis en vigueur lorsque les procédures de coordination des politiques économiques à court et à moyen terme, proposées par la Commission, auront été définitivement approuvées par le Conseil; il sera ultérieurement complété par un système de concours financier à moyen terme entre Etats.

Les chefs d'Etat ou de Gouvernement réunis en conférence à La Haye les 1^{er} et 2 décembre 1969 ont décidé le principe d'une harmonisation plus étroite des politiques économiques sur laquelle devra s'appuyer le développement de la coopération monétaire; concernant cette dernière, ils sont convenus de faire examiner la possibilité d'instituer un fonds de réserve européen destiné à soutenir une politique monétaire commune.

*
**

Opportunité d'une coordination internationale des politiques économiques.

La coordination des politiques est importante non seulement au sein du Marché commun, mais au niveau de la communauté économique internationale dans son ensemble. Elle présente un intérêt tout particulier pour un pays comme la Belgique qui est largement ouvert à toutes les influences extérieures.

Certes, les autorités belges peuvent et doivent agir sur la demande intérieure; mais une limitation de celle-ci ne suffit pas à assurer l'équilibre de l'économie, si des tensions inflationnistes d'origine étrangère provoquent une forte augmentation du volume et des prix des exportations et entraînent des hausses de coûts par le renchérissement des produits importés; inversement, lorsque des situations de récession se développent à l'étranger et se propagent en Belgique, une action de soutien de la demande intérieure ne peut prendre une grande ampleur en raison de ses incidences sur la balance des paiements.

Ce n'est pas seulement l'importance de son commerce extérieur qui rend la Belgique sensible aux évolutions étrangères. L'internationalisation de plus en plus poussée des marchés de fonds et l'importance toujours croissante des firmes plurinationales risquent d'enlever une bonne partie de leur efficacité aux instruments actuels de la politique monétaire d'équilibre intérieur, conçus pour agir dans le cadre national; elles tendent aussi de plus en plus à propager dans les économies de petite et moyenne dimension les effets des options de politique économique qu'arrêtent les économies dominantes.

Cette internationalisation renouvelée de la vie économique, particulièrement avancée dans le domaine des mouvements de capitaux, et qui progresse dans celui des échanges de produits et de services, est, certes, un élément d'efficacité dans l'organisation économique d'un vaste ensemble; mais, laissés au cours des choses, ses développements risquent d'entrer en conflit, dans certaines circonstances, avec les politiques menées par les autorités de chaque Etat qui ont la responsabilité de l'emploi et de l'élévation du bien-être de leurs nationaux. L'opposition n'est pas inéluctable; elle sera écartée si ces autorités élargissent les modalités de leur action : la solution des problèmes n'est

plus strictement nationale; elle requiert, au contraire, de tous les pays, quelle que soit leur importance économique respective, un effort continu, volontaire et loyal de coopération.

Chargée, par essence, comme toutes les banques centrales, de veiller aux intérêts légitimes de l'économie nationale, mais observant avec attention l'évolution récente et prochaine qui a rendu et rendra ces intérêts de plus en plus solidaires, au-delà des oppositions contingentes, de ceux des autres nations, la Banque souhaite que les décisions de politique économique, comme les faits qu'elles entendent régir, couvrent une aire plus vaste que celle de chaque

pays. Elle pense que la coordination des actions des gouvernements et des banques centrales doit être renforcée, notamment au sein des institutions internationales, dont les recommandations impartiales, formulées en tenant compte de la diversité des situations particulières, imposent, de façon égale, à la liberté de décision de tous les pays, grands et petits, des limites à ne pas enfreindre. Elle voit dans cette coordination un instrument créateur de cohésion dans la construction européenne, ainsi que dans les relations de la Communauté avec les autres grandes unités économiques et avec le tiers monde.

LES BUDGETS DE 1969 ET 1970 (suite)

LES INVESTISSEMENTS PUBLICS ET LE BUDGET EXTRAORDINAIRE.

1. Les investissements publics.

En raison de l'évolution qui s'est produite dans les techniques administratives et financières, le budget extraordinaire ne donne plus, à lui seul, une vue globale de l'ampleur des investissements publics dont la charge incombe au pouvoir central. En effet, une fraction croissante de ces investissements se réalise en marge du budget extraordinaire proprement dit, par le canal de fonds administrativement autonomes, d'organismes paraétatiques, de pouvoirs publics subordonnés et, plus récemment, d'associations constituées par des pouvoirs subordonnés avec l'approbation et, souvent, la participation active du pouvoir central.

L'analyse des investissements du pouvoir central doit donc englober, outre le « secteur budgétaire » proprement dit, les travaux réalisés par :

— les fonds autonomes, et notamment le Fonds des Routes qui se finance essentiellement par l'appel direct au marché des capitaux;

— les pouvoirs subordonnés, à concurrence de la part subsidiée par l'Etat;

— le secteur dit débudgétisé qui comprend les dépenses effectuées pour la construction des autoroutes E3, E5, E9, E39 et E40 et pour la modernisation du canal Albert et du canal Bruxelles-Rupel;

— le « secteur paraétatique » dont les dépenses concernent surtout le logement social,

les télécommunications, les transports en commun et la distribution d'eau.

En effet, tous ces investissements seront, en dernier ressort, financés par l'Etat (1).

Non seulement pour cette raison, mais aussi parce qu'une vue d'ensemble des investissements publics est nécessaire à la conduite d'une politique conjoncturelle cohérente et parce qu'une fraction importante des réalisations envisagées sont d'une nature telle que leur financement s'étale nécessairement sur une période qui dépasse les limites d'un seul exercice budgétaire, la notion de « programme » s'est imposée progressivement en matière d'investissements publics. Le programme, en effet, constitue un plan traduisant les décisions d'investir que les pouvoirs publics se proposent de prendre et dont la réalisation et, partant, le financement peuvent s'étaler sur plusieurs années.

Le budget, qui constitue en quelque sorte le volet financier du programme, est normalement conçu de manière à permettre de faire appel au « maximum possible » des moyens techniques et financiers propres à assurer l'exécution du programme des travaux fixés; le degré d'utilisation effective, par le Gouverne-

(1) S'il est logique d'additionner l'ensemble des investissements qui se réalisent à l'intervention de l'Etat, du Fonds des Routes, du secteur débudgétisé et des organismes paraétatiques, il faut attirer l'attention sur le fait que les décaissements relatifs à ces investissements n'influencent pas la trésorerie de l'Etat de la même manière. Les paiements du secteur débudgétisé et des organismes paraétatiques n'influencent pas la trésorerie au moment où ils sont faits. Par les mécanismes de garantie et de remboursement, ils influencent néanmoins, à plus long terme, les finances de l'Etat.

ment, de l'autorisation qui lui est donnée par le vote du budget, dépendra de son appréciation des possibilités réelles, compte tenu du respect des équilibres fondamentaux dont il entend assumer la responsabilité.

Dans le programme financier qu'est le budget, il convient de distinguer les crédits d'engagement et les crédits d'ordonnancement. Les premiers fixent les limites dans lesquelles de nouvelles dépenses peuvent être décidées; les seconds constituent l'évaluation des sommes qu'il y aura à mettre en paiement, compte tenu des engagements pris au cours des années antérieures et des nouvelles autorisations d'engagements accordées pour l'année en cours.

*
**

Pour 1970, le programme global de base des investissements des départements ministériels, du Fonds des Routes et du secteur dit débudgétisé, pour lesquels une autorisation d'engagements est demandée, s'élève à 62 milliards (1). Outre ce programme de base, une tranche conditionnelle globale de 14,6 milliards est prévue, qui pourrait être engagée si l'évolution de la situation économique et financière le justifiait; le programme maximal atteint ainsi 76,6 milliards.

C'est pour rendre possible, le cas échéant, l'exécution intégrale de cette tranche conditionnelle que les crédits sont inscrits à 100 p.c. au budget extraordinaire, où ils atteignent un montant de 35 milliards pour les investissements proprement dits et 43,7 milliards en y ajoutant les crédits prévus pour couvrir les opérations financières, soit 8,7 milliards.

Si l'on ajoute encore à ce total les crédits correspondant au programme à 100 p.c. du secteur débudgétisé, soit 30,9 milliards, on aboutit à un total général de crédits de 74,6 milliards, à rapprocher du programme global autorisé à 100 p.c. de 76,6 milliards.

Le total des crédits disponibles en 1970 sera, en fait, supérieur aux 74,6 milliards précités puisqu'il comprendra également les soldes des crédits qui seront reportés de l'année budgétaire 1969. Quoique à l'heure actuelle ces soldes ne puissent déjà être établis, on peut

les estimer à 6,8 milliards. Le volume global disponible en 1970 serait donc de l'ordre de 81,4 milliards.

Contrairement à la détermination des crédits d'engagement portés aux budgets, les prévisions de décaissements n'ont pas été faites dans l'hypothèse d'une exécution à 100 p.c. du programme autorisé. Eu égard aux conditions actuelles de la conjoncture économique et financière et au renchérissement du loyer de l'argent sur les marchés financiers national et international, les dispositions arrêtées par le Gouvernement portent sur la mise en œuvre effective du seul programme de base, jugé représenter le maximum de l'effort réalisable dans le respect des exigences de l'équilibre économique et financier fondamental.

Dans cette optique, le volume du financement prévu en 1970, non compris le secteur paraétatique, s'élève au total à 60,8 milliards, dont 49,3 milliards pour le budget extraordinaire et le Fonds des Routes et 11,5 milliards pour le secteur débudgétisé.

Dans l'hypothèse d'un budget ordinaire équilibré et compte tenu des amortissements de la dette publique, qui atteindront 22,4 milliards en 1970, ainsi que de quelques autres facteurs moins importants, le Gouvernement estime que la réalisation des 49,3 milliards de décaissements précités pourrait entraîner, en 1970, une augmentation de quelque 27 milliards de la dette publique.

*
**

Ainsi qu'on le constate au tableau I, les engagements portés au programme de 1970 dépassent ceux des années antérieures, même si on ne tient pas compte de la tranche conditionnelle. Dans ce dernier cas, l'accroissement par rapport à 1969 est de 2,6 milliards; il reflète la volonté du Gouvernement de maintenir, pour 1970, un volume global de réalisations qui soit aussi élevé que possible eu égard aux circonstances.

Dans le domaine des investissements routiers, l'effort spécial entamé ces dernières années va se poursuivre en 1970 : les crédits d'engagement prévus à cet effet (Fonds des Routes et Intercommunales E3, E5, E9, E39 et E40) passent à 21 milliards, contre 19,1 milliards au programme ajusté de 1969 et 18,6 milliards de réalisations en 1968.

(1) Aucun chiffre n'est donné pour les investissements, en 1970, du « secteur paraétatique »; le programme des engagements de ce secteur a porté, en 1968 et 1969, sur un total d'environ 16 milliards.

Tableau I.

Engagements
(millions de francs)

	1968 (Réalizations)	1969 (Programme ajusté)	1970 (Programme initial)
1. Travaux publics	12.549	13.461	12.757
2. Fonds des Routes	11.937	11.322	10.623
3. Communications	2.584	3.635	3.788
4. Postes, Télégraphes et Téléphones	68	100	103
5. Education nationale	2.556	2.944	3.427
6. Culture	197	191	199
7. Santé publique	1.030	1.935	1.981
8. Agriculture	731	722	753
9. Affaires économiques	17	47	16
10. Intérieur	111	199	129
11. Affaires étrangères	59	53	55
12. Justice	11	4	5
13. Finances	11	6	23
Total 1-13 ...	31.861	34.619	33.859
14. Gendarmerie	183	166	173
15. Défense nationale	3.344	1.954	3.576
Total 14-15 ...	3.527	2.120	3.749
<i>Programmes spéciaux : Défense nationale :</i>			
16. Chars	778	927	650
17. Avions	6.521	980	—
Total 16-17 ...	7.299	1.907	650
18. Dépenses financières	7.064	8.346	9.104
Total 1-18 ...	49.751	46.992	47.362
<i>Secteur débudgétisé :</i>			
19. Travaux communaux financés par le Crédit Communal de Belgique	3.392	3.170	3.128
20. E3	4.619	3.910	4.300
21. E5	1.900	3.400	4.000
22. E39	143	510	800
23. E9 et E40	—	1	1.290
24. Canal Albert et Canal Bruxelles-Rupel	1.001	1.424	1.140
Total 19-24 ...	11.055	12.414	14.658
Total 1-24 ...	60.806	59.406	62.020
25. Tranche conditionnelle	—	—	14.582
Total général ...	60.806	59.406	76.602

1 Compris dans le Fonds des Routes.

L'aménagement des ports et des voies navigables retient également l'attention; il ressortira, au budget extraordinaire des travaux publics, pour une tranche d'engagement d'au moins 6 milliards.

En outre, les transports bénéficieront également des crédits inscrits au budget des Communications en faveur des investissements ferroviaires, aéronautiques, maritimes (ligne Ostende-Douvres) et urbains (essentiellement les prémétros).

L'effort accompli par le département de la Santé publique restera également important; il permettra de poursuivre notamment les programmes d'adduction, d'épuration et d'évacuation des eaux et d'équipement hospitalier et médico-pédagogique.

Quant à la Défense nationale, elle interviendra encore pour des montants considérables, le renouvellement de l'équipement en chars et en avions se poursuivant selon le programme établi.

Tableau II.

Paiements
(millions de francs)

	1968 (Réalizations)	1969 (Prévisions ajustées)	1970 (Prévisions initiales)
1. Travaux publics	11.685	12.531	12.931
2. Fonds des Routes	9.282 ¹	11.254 ¹	11.298
3. Communications	3.127	3.181	3.546
4. Postes, Télégraphes et Téléphones	108	85	119
5. Education nationale	3.033	3.312	3.009
6. Culture	69	236	189
7. Santé publique	591	975	1.350
8. Agriculture	590	669	713
9. Affaires économiques	11	30	35
10. Intérieur	24	102	142
11. Affaires étrangères	56	68	56
12. Justice	5	17	7
13. Finances	45	24	17
Total 1-13 ...	28.626	32.754	33.412
14. Gendarmerie	148	184	280
15. Défense nationale	4.719	3.080	2.765
Total 14-15 ...	4.867	3.264	3.045
<i>Programmes spéciaux : Défense nationale :</i>			
16. Chars	906	2.090	2.200
17. Avions	690	948	2.100
Total 16-17 ...	1.596	3.038	4.300
18. Dépenses financières	7.064	7.900	8.500
Total général ...	42.153	46.956	49.257

¹ Il s'agit du montant total des ordonnancements se rapportant aux travaux ou tranches de travaux effectivement réalisés, sans égard au mode de paiement (en espèces ou par acceptation, par le Fonds des Routes, de lettres de change). Les sorties de fonds auxquelles ont donné lieu ces ordonnancements diffèrent donc du montant de ces derniers à concurrence des variations de l'encours existant des traites en question; cet encours s'étant, en 1968, accru de 1,1 milliard et, en 1969, réduit de 1,8 milliard, les sorties de fonds effectives ont été de 8,2 milliards en 1968 et 18,1 milliards en 1969.

2. Le budget extraordinaire.

a) Ajustement du budget extraordinaire de 1969.

L'ensemble des propositions budgétaires établies par les départements ministériels au titre des dépenses extraordinaires pour 1969 comportait 28,3 milliards en crédits d'engagement et 38,3 milliards en crédits d'ordonnement. Des amendements aux budgets de l'Agriculture, des Affaires économiques et des Travaux publics avaient porté ces montants à 28,8 et 38,8 milliards.

Ces crédits étaient établis sur base de la réalisation du programme des engagements à 100 p.c., c'est-à-dire du programme de base à 85 p.c. auquel devait éventuellement s'ajouter une tranche conditionnelle de 15 p.c. environ.

L'évolution conjoncturelle a amené le Gouvernement à ne pas engager la tranche conditionnelle. Aussi, pour éviter le report, vers 1970, d'une masse de crédits inscrits au budget

de 1969, mais dont l'utilisation n'a pas été permise, fut-il décidé :

— de présenter intégralement en réduction au feuilleton extraordinaire de 1969, les crédits d'engagement représentant la tranche conditionnelle;

— de porter en réduction des crédits d'ordonnement repris au budget, les montants qui y avaient été inscrits en vue de faire face aux paiements qu'aurait entraînés l'engagement en 1969 de la tranche conditionnelle;

— d'inscrire en supplément toutes les demandes de crédits additionnels, tant en crédits d'engagement qu'en crédits d'ordonnement.

Ces décisions ont entraîné une réduction nette de 3,2 milliards des crédits d'engagement de 1969, alors que les ordonnancements, s'ils enregistrent des réductions de 0,8 milliard, comportent toutefois des majorations de 1,7 milliard.

Ces majorations concernent principalement les départements ci-après :

— Défense nationale : + 0,9 milliard pour l'achat de chars « Léopard »;

— Agriculture : + 0,6 milliard, avance récupérable au Fonds agricole, correspondant à la valeur, sur le marché mondial, de ses achats d'intervention;

— Santé publique : + 0,2 milliard pour les travaux à l'hôpital universitaire de l'Université catholique de Louvain en construction à Woluwe Saint-Lambert, ainsi que pour le rattrapage du retard encouru dans les travaux au collecteur d'eaux industrielles usées le long du canal Albert; ce collecteur est appelé à jouer un rôle important dans le développement économique de la Campine et du Limbourg.

b) Budget extraordinaire de 1970.

Les recettes extraordinaires sont estimées, pour 1970, à 2 milliards, contre des rentrées probables de 0,4 milliard en 1969. La majoration d'une année à l'autre résulte de l'intention du Gouvernement de procéder à d'importantes ventes de terrains et de bâtiments appartenant au domaine de l'Etat.

Quant aux crédits budgétaires sollicités, ils s'élèvent à 28,2 milliards en engagements et à 40,4 milliards en ordonnancements. Il faut souligner que les montants précités ne se rapportent qu'aux autorisations nouvelles accordées pour 1970; les facultés réelles d'engagement et d'ordonnement au cours de cette année comprendront, en outre, les crédits autorisés antérieurement et reportés à la fin de

Tableau III.

Affectation des dépenses extraordinaires

(millions de francs)

	Crédits d'engagement			Crédits d'ordonnement		
	1969 (Ajusté) 1 (1)	1970 (2)	Différence (3) = (2) - (1)	1969 (Ajusté) 1 (4)	1970 (5)	Différence (6) = (5) - (4)
1. Dépenses extraordinaires de biens et services	5.537	5.882	+ 345	8.866	8.094	- 772
dont : Défense nationale	(3.705)	(3.837)	(+ 132)	(6.921)	(7.293)	(+ 372)
Travaux publics	(1.793)	(2.025)	(+ 232)	(1.897)	(781)	(- 1.116)
2. Transferts de revenus extraordinaires	30	45	+ 15	440	578	+ 138
dont : Communications	—	—	—	(297)	(421)	(+ 124)
3. Transferts de capitaux	3.125	3.915	+ 790	10.242	11.890	+ 1.648
dont : Intérieur	(181)	—	(- 181)	(101)	(289)	(+ 188)
Agriculture	(300)	(397)	(+ 97)	(284)	(225)	(- 59)
Affaires économiques	—	—	—	(291)	(227)	(- 64)
Communications	(131)	(164)	(+ 33)	(769)	(1.219)	(+ 450)
Travaux publics	(1.575)	(1.724)	(+ 149)	(5.934)	(5.295)	(- 639)
Education nationale	—	—	—	(750)	(1.600)	(+ 850)
Santé publique et Famille	(936)	(1.630)	(+ 694)	(1.796)	(2.818)	(+ 1.022)
4. Investissements civils directs	9.774	13.387	+ 3.613	10.144	9.179	- 965
dont : Agriculture	(493)	(654)	(+ 161)	(376)	(482)	(+ 106)
Communications	(31)	(151)	(+ 120)	(88)	(136)	(+ 48)
Travaux publics	(8.075)	(11.312)	(+ 3.237)	(8.636)	(7.085)	(- 1.551)
Education nationale	(318)	(421)	(+ 103)	(370)	(421)	(+ 51)
Santé publique et Famille	(414)	(300)	(- 114)	(265)	(464)	(+ 199)
5. Octroi de crédits et participations	7.063	4.942	- 2.121	9.574	9.846	+ 272
dont : Affaires économiques	—	—	—	(680)	(620)	(- 60)
Communications	(6.580)	(4.363)	(- 2.217)	(6.445)	(7.216)	(+ 771)
Travaux publics	(221)	(274)	(+ 53)	(242)	(225)	(- 17)
Finances	—	—	—	(946)	(1.160)	(+ 214)
6. Divers	26	26	—	441	763	+ 322
dont : Dette publique	—	—	—	(409)	(487)	(+ 78)
Travaux publics	(25)	(25)	—	(25)	(25)	—
Premier Ministre	—	—	—	—	(250)	(+ 250)
Total général ...	25.555	28.197	+ 2.642	39.707	40.350	+ 643

1 Non compris les crédits reportés de l'année budgétaire précédente. Ces crédits augmentent le total général des crédits d'engagement de 7.810 millions et celui des crédits d'ordonnement de 4.521 millions.

1969 à défaut d'avoir pu être engagés. En matière d'engagements, l'importance de ces reports serait, selon une première évaluation, de l'ordre de 6,8 milliards, ce qui porterait les disponibilités totales en 1970 à 35 milliards environ.

Le montant de 28,2 milliards de crédits d'engagement budgétaires sollicités pour 1970 n'est pas directement comparable à celui du programme global d'engagements qui figure au tableau I; le premier, en effet, ne concerne que les crédits d'engagement proprement dits à charge desquels des engagements peuvent être pris sur le budget des départements intéressés. Par contre, comme on l'a indiqué ci-avant, le second englobe l'ensemble des investissements à charge, immédiate ou différée, du pouvoir central, quelle que soit la technique appliquée pour l'engagement et le financement de la dépense. Parmi cet ensemble, figurent notamment les investissements de divers fonds spéciaux (Fonds des Routes, Fonds des constructions scolaires de l'Etat, Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale...) pour lesquels l'engagement et le paiement ne sont pas dissociés dans la technique budgétaire actuelle. Les montants

nécessaires sont donc portés directement, et uniquement, en crédits d'ordonnancement.

En ajoutant les crédits prévus pour les investissements de ces fonds aux 28,2 milliards précités, on obtient un total de 43,7 milliards de crédits prévus, qui se comparent à 45,7 milliards ⁽¹⁾ inscrits au programme d'engagements de 1970.

En ce qui concerne les ordonnancements, destinés en grande partie au paiement de travaux engagés au cours d'exercices antérieurs, les nouveaux crédits sollicités s'élèvent, comme il a été dit, à 40,4 milliards. Les reports de 1969 à 1970 pouvant, d'après les premières évaluations, être de l'ordre de 8,8 milliards, la masse des crédits d'ordonnancement disponibles en 1970 s'élèverait ainsi, non compris le secteur débudgétisé, à 49,2 milliards environ, montant qui se compare aux 38 milliards de décaissements prévisibles inscrits aux rubriques 1 et 3 à 18 du tableau II.

(1) Ce chiffre s'obtient en déduisant du programme de base total, soit 62 milliards (cf. tableau I), le programme du Fonds des Routes (10,6 milliards) et du secteur débudgétisé (14,6 milliards), puis en ajoutant au solde de 36,8 milliards ainsi dégagé, la tranche conditionnelle de 8,9 milliards à financer éventuellement par le budget extraordinaire.

Le regroupement économique et fonctionnel des opérations du pouvoir central

Dans la quatrième partie de l'« Exposé général du budget des recettes et des dépenses pour l'année budgétaire 1970 », les opérations du pouvoir central pour les années 1968, 1969 et 1970 sont regroupées selon le schéma des classifications économique et fonctionnelle en vigueur dans les trois pays du Benelux.

Les recettes et les dépenses du pouvoir central, recensées dans ces regroupements, ne sont pas limitées, comme les budgets, aux opérations des départements ministériels proprement dits, ni même, comme les prévisions de décaissement, aux opérations influençant directement le Trésor pendant la période considérée. Elles englobent, en principe, et consolident avec les recettes et dépenses de l'Etat, toutes les opérations qui devraient figurer aux budgets, y compris celles qui, pour des motifs divers, sont effectuées par l'intermédiaire de fonds spéciaux ou d'institutions autonomes. La plupart de ces fonds et institutions sont financés essentiellement par des crédits transférés des budgets de

l'Etat; d'autres sont financés en partie par le budget de l'Etat et en partie au moyen d'impôts à affectation spéciale; quelques uns, enfin, font appel au marché des capitaux par voie d'emprunts.

Les regroupements économique et fonctionnel des opérations du pouvoir central sont d'un grand intérêt. Ils fournissent une présentation économiquement justifiée de la gestion du pouvoir central; ils permettent de réaliser l'intégration de toutes les opérations dans les comptes nationaux et dans le budget national; enfin, ils donnent le moyen de faire des comparaisons internationales de données budgétaires.

A. REGROUPEMENT ECONOMIQUE

Le regroupement économique donne lieu à l'établissement de deux comptes : le compte des opérations courantes et le compte des opérations de capital.

Le solde du premier indique, s'il est positif, l'épargne ou, s'il est négatif, la désépargne du pouvoir central. Cette méthode de classification permet donc de déterminer si le pouvoir central a été ou sera en mesure d'affecter des

ressources courantes au financement de ses investissements ou d'autres dépenses en capital, ou bien s'il s'est trouvé ou se trouvera dans l'obligation de couvrir une partie de ses dépenses courantes par l'emprunt.

Tableau IV.

Regroupement économique des opérations budgétaires du pouvoir central

(millions de francs)

	1968 (Réalizations)	1969 (Crédits ajustés)	1970 (Crédits demandés)
1. Compte « Opérations courantes » :			
a) Dépenses et recettes courantes pour biens et services	- 74.430	- 84.504	- 88.640
b) Intérêts, pertes et profits d'entreprises ...	- 32.008	- 38.636	- 39.708
c) Transferts de revenus à destination et en provenance d'autres secteurs	+188.351	+212.427	+232.446
d) Transferts de revenus à l'intérieur du secteur public	- 81.876	- 88.403	- 94.043
Divers	+ 83	—	- 560
Solde des opérations courantes ...	+ 120	+ 884	+ 9.495
2. Compte « Opérations de capital » :			
Solde des opérations courantes ...	+ 120	+ 884	+ 9.495
e) Transferts de capitaux à destination et en provenance d'autres secteurs	+ 746	+ 314	- 315
f) Transferts de capitaux à l'intérieur du secteur public	- 2.460	- 2.606	- 3.426
g) Investissements civils	- 27.049	- 34.532	- 35.472
h) Octrois de crédits et participations	- 10.328	- 11.220	- 13.350
i) Dette publique	- 20.698	- 22.378	- 24.510
Divers	+ 12	+ 31	+ 571
Solde des opérations de capital ...	- 59.777	- 70.391	- 76.502
Solde global ...	- 59.657	- 69.507	- 67.007

Dans l'appréciation des résultats présentés ci-après, on ne peut perdre de vue qu'il y a lieu normalement d'augmenter les dépenses courantes de chaque exercice de $\pm 1,8$ milliard à titre d'amortissement des immeubles et du matériel; ce chef d'imputation n'a, en effet, été mentionné dans les comptes que pour mémoire.

Du tableau ci-dessous, il ressort que, pour les années 1968 à 1970, le solde d'épargne est positif dans chaque cas.

	Total des dépenses courantes	Total des recettes courantes	Solde du regroupement
(milliards de francs)			
1968	234,6	234,7	+ 0,1
1969	262,7	263,6	+ 0,9
1970	278,5	288,0	+ 9,5

Il faut bien préciser cependant que si le solde de 1968 traduit des réalisations effectives, celui de 1969 se rapporte à des prévisions ajustées et celui de 1970 à des prévisions initiales. Pour ces deux dernières années, les réalisations effectives pourraient présenter un écart plus ou moins grand par rapport aux données figurant au tableau et qui ne sont encore que des estimations.

Ainsi, pour 1969, la réévaluation des recettes ayant été faite sur la base des réalisations probables, il se pourrait que les annulations à intervenir à la clôture de l'exercice ($\pm 2,5$ milliards d'après les prévisions) accroissent le solde positif.

Quant au solde de + 9,5 milliards indiqué pour 1970, il ne constitue qu'une première estimation, fondée sur les prévisions budgétaires.

taires. L'écart important que cette estimation présente par rapport aux prévisions de simple équilibre du budget ordinaire s'explique :

1) par le fait que les critères de classification en opérations courantes et de capital, d'une part, en budgets ordinaire et extraordinaire, d'autre part, diffèrent sur des points importants;

2) par l'incorporation, dans le regroupement économique, des opérations d'un certain nombre de fonds et institutions à financement autonome, tels que le Fonds des Routes et les Associations intercommunales constituées en vue de l'exécution de certains travaux routiers.

Les ajustements nécessaires pour passer du solde budgétaire à celui du compte « opérations courantes » du regroupement économique sont résumés ci-après :

Opérations qui influencent le solde d'épargne en 1970

	en dimi- nution	en augmen- tation
	(milliards de francs)	
Dépenses du budget extraordinaire reprises dans le compte des opérations courantes (principalement des investissements militaires)	8,8	—
Dépenses du budget ordinaire reprises dans le compte de capital (principalement des amortissements de la dette, dépenses d'équipement et transferts de capitaux)	—	27,1
Recettes ordinaires reprises dans le compte de capital (principalement les droits de succession) .	5,2	—
Dépenses courantes extrabudgétaires (provenant principalement de fonds)	16,6	—
Recettes courantes extrabudgétaires (provenant principalement de fonds)	—	12,9
Total ...	30,6	40,0
Différence ...		9,4

1. Compte des opérations courantes.

Les dépenses et recettes recensées comme opérations courantes sont rattachées aux quatre groupes suivants :

a) Consommation.

Les salaires, pensions et autres charges sociales du personnel des services publics forment le poste le plus important des dépenses de consommation. Ils passent de 50 milliards

en 1968 à 59,9 milliards en 1970, soit une augmentation de 9,9 milliards ou de 20 p.c. Celle-ci a pour causes principales :

— l'incidence des hausses successives de l'index;

— les engagements contractés en application des accords de programmation sociale dans les services publics (incidence budgétaire : 1,2 milliard en 1970);

— l'augmentation normale des salaires inhérente au statut pécuniaire;

— l'accroissement des effectifs du personnel; celui-ci s'accroît nettement dans l'enseignement de l'Etat, tandis que, pour les corps spéciaux, on enregistre une diminution absolue.

L'augmentation des dépenses pour achats de biens et de services a été moins rapide : de 18,7 milliards en 1968, elles sont passées à 21,3 milliards en 1970, soit une progression de 13,9 p.c.; de 1969 à 1970, l'augmentation prévue n'est que de 1 milliard, soit 4,9 p.c.

Les dépenses courantes prévues au titre de travaux et d'équipement s'élèvent en 1970 à 8,8 milliards, contre 10,3 milliards en 1969 et 6,9 milliards en 1968. Parmi ces dépenses, sont inscrits les « investissements » militaires, considérés du point de vue économique comme des dépenses de consommation, les contributions à l'O.T.A.N., la réparation et l'entretien des routes, voies navigables, ouvrages hydrauliques, etc. Les crédits d'ordonnancement pour achats de biens militaires durables atteignent 6,3 milliards en 1970, contre 4,1 milliards en 1968 et 6,4 milliards en 1969. L'acquisition de nouveaux chars de combats et avions, décidée antérieurement, exerce ici son influence. Quand aux dépenses d'entretien et de réparation des investissements publics, étroitement liées à l'effort fait dans le domaine de l'infrastructure, le crédit de 2,4 milliards prévu pour 1970 les fait rentrer dans la ligne normale de l'évolution antérieure, après l'important gonflement qu'elles ont subi en 1969 en raison du coût de la réparation des dégâts imprévisibles occasionnés aux routes par les intempéries.

Au total, les dépenses de consommation du pouvoir central croissent de 14,2 milliards, soit 19 p.c., entre 1968 et 1970, dont 9,9 milliards entre 1968 et 1969 et 4,3 milliards entre 1969 et 1970.

Quant aux recettes comptabilisées à titre d'opérations sur biens et services, elles ne varient guère : 1,3 milliard en 1968, 1,1 milliard en 1969 et 1,3 milliard en 1970.

b) Intérêts, pertes et profits.

Les charges d'intérêt de la Dette publique, y compris les primes d'émission et de remboursement, passent de 25,4 milliards en 1968 à 32,7 milliards en 1970, soit un accroissement de 28,7 p.c. Cette rubrique tient compte des charges non seulement de la Dette publique directe, mais également de celles des emprunts de fonds et institutions autonomes.

Les contributions aux pertes d'exploitation passent de 9,8 milliards en 1968 à 11,1 milliards en 1969 et 10,8 milliards en 1970. La diminution constatée en 1970, par rapport à 1969, s'explique par le fait qu'on s'attend à une réduction du déficit d'exploitation des Postes par suite de l'application des nouveaux tarifs postaux. Par rapport à 1968, la progression provient principalement des interventions dans le déficit des sociétés de transport urbain et de la Société Nationale des Chemins de fer belges qui augmente respectivement de 11 p.c. et de 19 p.c.

Les recettes, formées par les participations aux bénéfices d'exploitation d'entreprises publiques et par les intérêts reçus, augmentent de 10 p.c. entre 1968 et 1970.

c) Transferts directs de revenus.

Les transferts de revenus visés ici sont ceux qui s'opèrent entre l'Etat, d'une part, les entreprises privées, les entreprises publiques, les ménages et l'étranger, d'autre part. Le montant total des sommes transférées s'élève à 50,1 milliards en 1970, contre 41,6 milliards en 1968, soit une augmentation de 20,4 p.c.; pour 1969, le chiffre correspondant s'élève à 46,9 milliards, ce qui équivaut à un accroissement de 12,7 p.c. par rapport à 1968.

De 1968 à 1970, l'accroissement a été particulièrement prononcé en ce qui concerne les subventions octroyées aux entreprises privées en réduction des loyers et des intérêts : ces subventions passent de 3,5 milliards en 1968 à 7,5 milliards en 1970, soit une augmentation de 114,3 p.c., imputable, en ordre principal, à la stimulation des investissements privés au moyen de subsides-intérêts accordés par la voie du Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale. Les transferts directs à l'étranger se sont aussi fortement accrus : en 1970, ils s'élèvent à 7,5 milliards, contre 4,8 milliards en 1968, ce qui représente une progression de 56,3 p.c. reflétant surtout les

efforts accrus en faveur de la coopération au développement.

Quant aux transferts au profit des ménages, qui comprennent essentiellement les pensions de guerre, l'aide aux handicapés, les soins aux indigents, l'intervention dans le coût d'exploitation des hôpitaux, ainsi que les bourses d'études, ils passent de 17,4 milliards en 1968 et de 17,2 milliards en 1969 à 19,3 milliards en 1970.

Les recettes — 282,6 milliards en 1970, soit une augmentation de 22,9 p.c. par rapport à 1968 — enregistrées dans ce groupe proviennent surtout des impôts directs et indirects, non compris les droits de succession qui sont enregistrés comme transferts de capitaux, des recettes propres du Fonds agricole (prélèvements) ainsi que du produit des impôts affecté directement au Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale; accessoirement, elles concernent de faibles montants résultant d'autres transferts de revenus des ménages et entreprises, et de l'étranger.

d) Transferts de revenus entre secteurs publics.

Ce groupe comprend essentiellement les transferts de revenus entre le pouvoir central et les autres secteurs des pouvoirs publics, à savoir la sécurité sociale, les pouvoirs subordonnés, les provinces et les communes ainsi que l'enseignement libre. Le tableau ci-après donne un aperçu de leur évolution :

	1968	1969	1970
	Réalisations	Prévisions ajustées	Prévisions initiales
	(milliards de francs)		
Sécurité sociale	33,5	35,2	36,2
dont :			
Maladie et invalidité .	16,2	...	19,9
Pensions de vieillesse	9,7	...	11,1
Chômage	4,2	...	1,2
Allocations familiales .	1,9	...	1,8
Autres	1,5	...	2,2
Communes et provinces .	25,8	28,5	31,3
dont :			
Subventions à l'ensei-			
gnement	10,3	...	11,6
Autres objectifs	15,5	...	19,7
Enseignement libre	22,8	25,0	26,9
Total ...	82,1	88,7	94,4

Ce sont les transferts en faveur des pouvoirs subordonnés qui connaissent l'expansion la plus rapide.

2. Compte des opérations de capital.

Outre le report du solde du compte des opérations courantes, le compte des opérations de capital comporte les rubriques ci-après :

e) Transferts de capitaux.

Les transferts directs de l'Etat aux entreprises, aux ménages et à l'étranger s'élèvent à 5,7 milliards en 1970, contre 3,5 milliards en 1968, soit une augmentation de 63 p.c. qui est due exclusivement aux interventions accrues en capital en faveur des entreprises dans le cadre de l'expansion économique et de la reconversion régionale. Les transferts aux ménages — comprenant notamment les primes à la construction — et à l'étranger n'enregistrent pas de variations importantes.

Du côté des recettes, ce groupe comprend les transferts à l'Etat en provenance des entreprises, des ménages et de l'étranger et les impôts sur le patrimoine. Ces recettes passent de 4,3 milliards en 1968 à 5,4 milliards en 1970, soit un accroissement de 25,6 p.c.

f) Transferts de capitaux entre secteurs publics.

Les contributions financières de l'Etat aux investissements réels des pouvoirs publics subordonnés et de l'enseignement libre, qui forment les dépenses enregistrées dans ce groupe, passent de 2,6 milliards en 1968 et 2,7 milliards en 1969 à 3,6 milliards en 1970. La majoration, qui se chiffre à 28 p.c., concerne principalement les pouvoirs subordonnés et résulte de l'accroissement des dépenses affectées à l'amortissement, pris en charge par l'Etat, d'emprunts contractés par les communes auprès du Crédit Communal de Belgique, à des constructions scolaires et au remembrement rural.

g) Investissements directs.

L'ensemble des investissements directs du pouvoir central — départements ministériels, Fonds des Routes et secteur dit débudgétisé — a atteint 27,4 milliards en 1968; pour 1969 et 1970, on prévoit des crédits de paiement respectivement de l'ordre de 34,9 et 37,4 milliards. Ce dernier chiffre est supérieur de 7,2 p.c. à celui de 1969 et de 36,5 p.c. à celui de 1968.

Hormis les dépenses d'acquisition de terrains et de bâtiments ⁽¹⁾, les divers types d'investissements — construction de bâtiments (principalement destinés à l'enseignement), travaux routiers et hydrauliques, achats de biens meubles durables, dépenses non ventilées ⁽¹⁾ — sont en forte progression.

Quant aux recettes, une augmentation considérable des ventes de terrains et de bâtiments appartenant au domaine de l'Etat les porteront à 1,9 milliard en 1970, contre 0,3 milliard en 1969 et 0,4 milliard en 1968.

De plus amples considérations au sujet des investissements ont été développées dans la première partie du présent article.

h) Crédits et participations.

La progression des dépenses comptabilisées sous cette rubrique, soit + 2,3 milliards par rapport à 1969 et + 3,2 milliards par rapport à 1968, provient essentiellement des interventions financières en faveur des entreprises et de l'octroi de crédits à l'étranger. Les premières sont destinées surtout à la modernisation des transports en commun dans les grandes villes et de l'équipement de la Société Nationale des Chemins de fer belges et à la construction navale. Le second est lié principalement à l'effort accompli dans le cadre de l'aide aux pays en voie de développement.

i) Dette publique.

Les montants recensés ici concernent les amortissements de la Dette publique directe et des autres emprunts assimilés.

B. REGROUPEMENT FONCTIONNEL

Dans le regroupement fonctionnel, les dépenses sont classées suivant les objectifs importants de la politique gouvernementale. Ce regroupement permet de se faire une idée de la portée et de l'évolution des tâches confiées à l'Etat; il porte sur les mêmes dépenses que celles qui ont fait l'objet du regroupement économique.

⁽¹⁾ Il est à noter que les dépenses d'investissement non ventilées, comprenant celles des Intercommunales constituées pour l'exécution de certaines autoroutes, financent, en partie, les expropriations de terrains et, pour le solde, des travaux en cours.

Tableau V.

Regroupement fonctionnel des dépenses du pouvoir central

Fonctions	1968	1969	1970	1968	1969	1970
	(Réali- sations)	(Crédits ajustés)	(Crédits demandés)			
	(millions de francs)			(en pour cent du total)		
Administration générale	11.069	12.669	14.073	3,7	3,7	3,9
Défense nationale	29.499	32.732	34.017	9,8	9,6	9,3
Relations avec l'étranger	5.539	7.271	7.770	1,9	2,1	2,1
Justice et Police	7.245	8.165	9.281	2,4	2,4	2,6
Communications	47.599	57.994	60.627	15,9	17,1	16,7
Industrie, Commerce et Classes moyennes	11.341	13.073	15.667	3,8	3,8	4,3
Agriculture et Ravitaillement	12.403	14.835	14.891	4,1	4,4	4,1
Enseignement, Culture et Cultes	58.420	64.113	68.670	19,5	18,9	18,9
Interventions sociales	40.980	42.986	44.874	13,7	12,7	12,3
Santé publique	6.135	6.644	8.822	2,0	2,0	2,4
Logement	3.651	4.718	5.477	1,2	1,4	1,5
Domages de guerre et Calamités	10.402	11.070	11.094	3,5	3,3	3,0
Dette publique	41.825	47.577	51.295	13,9	14,0	14,1
Relations avec les pouvoirs subordonnés	13.934	15.469	17.493	4,6	4,6	4,8
Divers	9	9	9	—	—	—
Total du regroupement fonctionnel ...	300.051	339.325	364.060	100,0	100,0	100,0
Rapprochement avec les données budgétaires officielles	-16.963	-27.240	-33.304			
Total officiel du budget ...	283.088	312.085	330.756			

En moyenne, l'Etat consacre \pm 20 p.c. de ses dépenses totales à la fonction *Enseignement, Culture et Cultes*. La légère diminution du pourcentage de 1970 (18,9) par rapport à 1968 (19,5) traduit l'effort du Gouvernement pour maintenir l'augmentation des dépenses afférentes à cette fonction dans les limites raisonnables. En chiffres absolus, les interventions s'élèvent en 1970 à 68,7 milliards, contre 64,1 milliards en 1969 et 58,4 milliards en 1968. L'accroissement entre 1968 et 1969 était de 10 p.c.; entre 1969 et 1970, il a été ramené à 7 p.c.

Outre les dépenses, ordinaires et extraordinaires, du département de l'Education nationale, qui s'élèvent à 56,3 milliards en 1970, il y a lieu, pour l'appréciation de cette fonction, de tenir compte également des autres éléments qui en font partie et dont les principaux sont :

- 1) les constructions scolaires, pour lesquelles des paiements d'un montant de 3,9 milliards sont prévus en 1970, contre 4 milliards en 1969 et 3,6 milliards en 1968;
- 2) les pensions, qui passent de 4 milliards en 1968 à 4,6 milliards en 1970;
- 3) les dépenses de la Culture.

Au second rang, par ordre d'importance, vient la fonction *Communications* qui représente, en 1970 comme en 1969, 17 p.c. des

dépenses totales, contre 16 p.c. en 1968; elle figure pour 60,6 milliards en 1970, contre 58 milliards en 1969 et 47,6 milliards en 1968. Ses principales composantes sont les suivantes :

- 1) Les communications routières.

Les crédits prévus à ce titre s'élèveront à 33 milliards en 1970, contre 30,5 milliards en 1969 et 23 milliards en 1968.

Pour l'infrastructure des routes, le total des crédits, y compris les dépenses courantes, atteint 28,4 milliards en 1970, contre 25,1 milliards en 1969 et 18,8 milliards en 1968. Ces montants englobent, outre les crédits inscrits au budget des Travaux publics, l'ensemble des opérations du Fonds des Routes et des Intercommunales E3, E5, E9, E39 et E40.

Une réduction apparaît en matière de gros entretien, où les crédits ont été limités à 1,4 milliard en 1970, contre 2,6 milliards en 1969 et 1,8 milliard en 1968.

La participation de l'Etat dans les investissements des sociétés intercommunales de transport, principalement en faveur de la construction de prémétros, passe de 1,2 milliard en 1968 à 1,5 milliard en 1969 et à 1,9 milliard en 1970.

2) Les communications ferroviaires.

Dans cette sous-fonction, les dépenses, formées principalement d'interventions en faveur de la Société Nationale des Chemins de fer belges s'élèvent à 10,8 milliards en 1968, 11,2 milliards en 1969 et 11,5 milliards en 1970. Les interventions dans le déficit d'exploitation passent de 2,6 milliards en 1968 à 2,1 milliards en 1970. Les participations en faveur du Fonds de renouvellement se maintiennent pour les trois années à 3,3 milliards.

3) Les communications par eau.

Cette rubrique comprend principalement les dépenses d'investissement pour les ports et les cours d'eau, les interventions en faveur de la construction navale ainsi que le gros entretien des voies d'eau. Le tableau ci-dessous fait apparaître l'évolution de cette sous-fonction :

	1968	1969	1970
	(milliards de francs)		
Travaux d'infrastructure (Voies hydrauliques, ports, y compris les travaux au Rupel, au Canal Albert et au Canal Gand-Ter-neuzen)	5,4	6,8	6,0
Gros entretien	1,1	1,2	1,0
Constructions navales	1,0	0,8	1,1
Autres	1,2	1,0	1,3
Total ...	8,7	9,8	9,4

4) Les Postes.

Le déficit de l'Administration des Postes ne s'accroît que légèrement entre 1968 et 1970 (+ 2 p.c.); l'augmentation des dépenses d'exploitation (+ 14 p.c.) sera compensée dans une large mesure par l'accroissement escompté des recettes (+ 25 p.c.).

La fonction *Interventions sociales* occupe, par ordre d'importance, la troisième place avec ± 12 p.c. des dépenses totales. En chiffres absolus, les crédits prévus pour cette fonction en 1970 atteignent 44,9 milliards. L'accroissement par rapport à 1968 s'élève à 10 p.c. et affecte principalement le secteur maladie-invalidité et le secteur des pensions; l'assurance des maladies professionnelles et les transferts en faveur des handicapés augmentent aussi très sensiblement. Globalement, la com-

parabilité, d'une année à l'autre, de cette fonction est affecté par les fluctuations du poste « chômage », en forte réduction de 1968 à 1970.

Les dépenses de *Défense nationale* passent de 29,5 milliards en 1968 à 32,7 milliards en 1969 et 34 milliards en 1970. L'augmentation reflète surtout l'accroissement des crédits prévus pour le remplacement des avions et des chars de combat.

Les dépenses relatives à la fonction *Industrie, Commerce et Classes moyennes* passent de 11,3 milliards en 1968 à 13,1 milliards en 1969 et 15,6 milliards en 1970, augmentant ainsi de 38 p.c. au cours de la période considérée.

Les subventions à l'industrie charbonnière se situent, en 1970, au niveau de 4,3 milliards, nettement inférieur à celui des années précédentes : 5,1 milliards en 1968 et 5,2 milliards en 1969; cette régression reflète l'effort continu d'assainissement dans ce secteur. La plus grande partie des dépenses pour l'expansion économique et la reconversion régionale relève également de cette fonction. Elles s'élevaient à 2,4 milliards en 1968; pour 1969 et 1970, on prévoit respectivement 4,4 et 7,7 milliards. Ces opérations sont effectuées par le canal du Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale, alimenté tant par des crédits transférés du budget extraordinaire que par le produit de recettes fiscales spécialement y affectées.

Pour la fonction *Agriculture et Ravitaillement*, la progression des dépenses se présente comme suit : 14,9 milliards en 1970 et 1969, contre 12,4 milliards en 1968. Cette fonction comprend, outre les dépenses figurant au budget de l'Agriculture, celles de quelques fonds et organismes publics importants, tels le Fonds agricole, le Fonds d'investissement agricole, le Fonds d'assainissement pour l'agriculture, l'Office national du lait, l'Office national des débouchés agricoles et horticoles ainsi que le Fonds destiné au remembrement légal des biens ruraux. L'augmentation, considérable entre 1968 et 1970, des crédits afférents à cette fonction se rapporte principalement au Fonds agricole dont les dépenses, en chiffres bruts, passent de 9 milliards en 1968 à 11,1 milliards en

1969 et à 10,7 milliards en 1970; elles ont trait aux :

	1968	1969	1970
	(milliards de francs)		
Restitutions à l'exportation	4,1	3,3	3,6
Subventions aux entreprises	3,5	5,9	4,3
Contributions au F.E.O.G.A.	1,4	1,9	2,8
Total ...	9,0	11,1	10,7

Les recettes propres du Fonds agricole — principalement les prélèvements et le produit de la taxe d'abattage — n'atteignent que 4,3, 4,6 et 4,4 milliards pour les années 1968, 1969 et 1970; le déficit est couvert par des crédits inscrits au budget du Ministère de l'Agriculture.

Pour la fonction *Relations avec l'étranger*, on constate une augmentation de 40 p.c. entre 1968 et 1970. Les charges plus élevées de notre représentation diplomatique en liaison avec l'augmentation du coût de la vie à l'étranger, mais surtout la contribution sans cesse croissante de la Belgique aux budgets des diverses organisations internationales et l'effort de coopération au développement (3,6 milliards en 1968, 4,8 milliards en 1969 et 5,2 milliards en 1970) exercent ici leur influence.

Les dépenses relatives à la fonction *Logement* passent de 3,7 milliards en 1968 à 5,5 milliards en 1970. Cette progression (+ 48,6 p.c.) traduit l'effort particulier fait en faveur du logement social par l'octroi de primes à la construction et à l'achat d'habitations, et de subventions réduisant les loyers et les intérêts consentis via le Fonds national du logement.

Les dépenses pour la fonction *Santé publique* augmentent fortement; elles passent de 6,1 milliards en 1968 à 6,6 milliards en 1969 et 8,8 milliards en 1970. L'accroissement concerne surtout les interventions dans les frais de gestion des hôpitaux, ainsi que dans les charges d'intérêt et d'amortissement des emprunts contractés par les administrations locales auprès du Crédit Communal de Belgique pour le financement, d'une part, de constructions et de travaux en matière d'hôpitaux et d'hygiène publique et, d'autre part, de pertes d'exploita-

tion des hôpitaux de Commissions d'Assistance publique. Les dépenses pour la médecine sociale et préventive atteignent 1,4 milliard en 1970.

Dans la fonction *Administration générale* qui représente en moyenne 4 p.c. des dépenses totales, sont comprises les dépenses à charge des budgets des Dotations, des Finances et de l'Intérieur. Le facteur salaires est déterminant pour l'augmentation des dépenses entre 1968 et 1970.

Les dépenses pour la fonction *Justice et Police* concernent les services judiciaires, la police d'Etat (y compris la Gendarmerie, mais à l'exclusion de la police communale), les établissements pénitentiaires, la sûreté nationale, la protection civile et la protection de l'enfance.

Les pensions de guerre constituent le poste principal de la fonction *Domages de guerre et Calamités* qui représente en 1970 encore 3 p.c. des dépenses totales. Pour 1970, on prévoit à ce titre une dépense de 5,5 milliards, contre 5,1 milliards en 1968. Cette augmentation (+ 7,8 p.c.) reflète les nouveaux avantages octroyés aux victimes du devoir patriotique et aux victimes civiles de la guerre.

Dans la série des dépenses non réparties fonctionnellement, la *Dettes publiques* constitue le poste principal. Le pourcentage de celui-ci par rapport au total des dépenses se maintient au niveau assez constant de ± 14 p.c. au cours des trois dernières années; l'augmentation entre 1968 et 1970 atteint 23 p.c. Outre le service financier des emprunts de l'Etat, ce poste comprend également celui du Fonds des Routes, de l'Intercommunale E3, du Fonds de dotation des pensions de guerre et de la Caisse autonome des dommages de guerre.

Les dépenses consenties par le pouvoir central dans le cadre de ses *Relations avec les pouvoirs publics subordonnés* ne sont pas non plus réparties fonctionnellement. Elles augmentent de 26 p.c. de 1968 à 1970 par suite, surtout, de la progression des transferts au profit du Fonds des communes et du Fonds des provinces, alimentés par une quote-part fixe dans le produit des impôts de l'Etat.

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES ECONOMIQUES ET FINANCIERS INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans le *Bulletin* de janvier 1970. Il y a lieu de remarquer que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions ni les sources statistiques.

1. MONNAIE ET CREDIT

Bélgian Franc. (*International Currency Review*, Londres, janvier 1970, pp. 27-32.)

CAMU A., Franc Debate. (*Euromoney*, Londres, I, n° 8, janvier 1970, pp. 35-36.)

GIELEN J., Les taux d'intérêt atteignent un maximum historique. (*Reflets et Perspectives de la Vie économique*, Bruxelles, VIII, n° 6, novembre 1969, pp. 447-454.)

Le contrôle du crédit en Belgique en 1969. (*Bulletin économique de la Société Générale de Banque*, Bruxelles, IX, n° 89, janvier 1970, pp. 2-3.)

2. INSTITUTIONS MONETAIRES

TIMMERMANS A.P., Les banques en Belgique, 1946-1968. (*Imprimerie Groeninghe*, Courtrai, 1969, 932 p.)

3. INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONETAIRES

Aperçu des marchés belges des actions et des obligations en 1969. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank*, Bruxelles, XXV, n° 1, 2 janvier 1970, pp. 1-9.)

BRACKENIERS P., Performances et utilité des fonds de placement. (*Reflets et Perspectives de la Vie économique*, Bruxelles, VIII, n° 6, novembre 1969, pp. 455-467.)

L'analyse financière, les entreprises et le marché boursier. (*Bulletin économique de la Société Générale de Banque*, Bruxelles, VIII, n° 88, décembre 1969, pp. 1-5.)

Les cours des actions freinés par des taux d'intérêt élevés. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank*, Bruxelles, XV, n° 2, 9 janvier 1970, pp. 17-23.)

L'inauguration de la nouvelle Bourse de Luxembourg. (*Bulletin de documentation du Ministère d'Etat du Grand-Duché de Luxem-*

bourg, Luxembourg, XXV, n° 10, 6 novembre 1969, pp. 11-13.)

4. FINANCES PUBLIQUES

Le Planning-Programming-Budgeting-System. Recueil des actes du colloque organisé le 31 mai 1968 à l'Abbaye du Rouge Cloître par l'Institut belge de Finances publiques. (*Bulletin de documentation du Ministère des Finances*, Bruxelles, n° 11, novembre 1969, pp. 5-75.)

MEIRE P., Les répercussions de l'instauration de la taxe sur la valeur ajoutée sur les prix de revient et sur la formation du prix de vente. (*Journal pratique de droit fiscal et financier*, Bruxelles, XLIII, n°s 8-9, août-septembre 1969, pp. 225-245.)

Premiers commentaires de la T.V.A. Code de la T.V.A. Loi du 3-7-1969. (*Institut belge d'information et de documentation*, Bruxelles, 1969, 2 vol., 226+51 p.)

VAN DER HEEDEN K., Les structures fiscales des pays du Benelux. (*Benelux-Bulletin trimestriel économique et statistique*, Bruxelles, n°s 3-4, décembre 1969, pp. 29-35.)

5. REVENU NATIONAL — EPARGNE — INVESTISSEMENTS — CONSOMMATION

Les bénéfiques et le financement des entreprises en 1968-1969. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank*, Bruxelles, XXV, n° 4, 23 janvier 1970, pp. 37-43.)

Les comptes nationaux de la Belgique, 1965-1968. (*Bulletin de Statistique*, Bruxelles, LV, n° 11, novembre 1969, pp. 847-895.)

SCHOONBRODT R., Politique foncière. (*Les Dossiers de l'Action sociale catholique*, Bruxelles, XLVI, n°s 6-7-8, octobre-novembre-décembre 1969, pp. 440-449.)

6. DEMOGRAPHIE

ANDRE R., Etude régionale de la natalité et de la fécondité des populations belge et étrangère. (*Revue de l'Institut de Sociologie*, Bruxelles, n° 3, 3^e trimestre 1969, pp. 569-586.)

ANDRE R., Le vieillissement de la Belgique (Université Libre de Bruxelles, Institut de Sociologie, Cahiers du Centre National de Sociologie du Travail, 7). (*Editions de l'Institut de Sociologie*, Bruxelles, 1969, 143 p.)

8. EMPLOI ET CHOMAGE

LAUWERIJNS M., L'assurance-chômage en Belgique. (*Benelux-Bulletin trimestriel économique et statistique, Bruxelles, nos 3-4, décembre 1969, pp. 41-49.*)

SPITAELS G., De vakbeweging in België (Université Libre de Bruxelles, Institut de Sociologie, Etudes d'Economie sociale). (*Editions de l'Institut de Sociologie, Bruxelles, 1969, 96 p.*)

9. SECURITE SOCIALE

SPITAELS G., et KLARIC D., Le salaire indirect et la couverture des besoins sociaux. 2. L'enquête : Sécurité sociale et opinions des groupes professionnels; recherche effectuée à la demande de l'Office Belge pour l'Accroissement de la Productivité (Université Libre de Bruxelles, Institut de Sociologie, Etudes d'Economie sociale). (*Université Libre de Bruxelles, Bruxelles, 1969, 264 p.*)

10. SITUATION ET POLITIQUE ECONOMIQUES

Etudes sur les phénomènes économiques inter-régionaux en Belgique (Etudes et Documents, 1). (*Institut de Science économique régionale, Namur, 1969, III+233 p.*)

HEYVAERT H. et WILMES Ph., Vers une économie moderne en Belgique. (*La Revue Nouvelle, Bruxelles, XXVI, n° 1, janvier 1970, pp. 13-26.*)

La conjoncture belge à fin 1969. (*Bulletin économique de la Société Générale de Banque, Bruxelles, VIII, n° 88, décembre 1969, pp. 5-7.*)

MART M., La situation économique et sociale au Grand-Duché de Luxembourg. (*Bulletin de documentation du Ministère d'Etat du Grand-Duché de Luxembourg, Luxembourg, XXV, n° 12, 18 novembre 1969, pp. 1-8.*)

Menace de surchauffe économique ? (*Bulletin financier de la Banque de Bruxelles, n° 1, 9 janvier 1970, pp. 1-3.*)

Perspectives économiques pour 1970 dans les pays du Benelux. (*Benelux-Bulletin trimestriel économique et statistique, Bruxelles, nos 3-4, décembre 1969, pp. 61-70.*)

VANDENABEELE G. et autres, L'économie belge et internationale 1969; tableaux synoptiques 1913-1968 (Université Libre de Bruxelles, Institut de Sociologie, Centre d'Economie politique). (*Editions de l'Institut de Sociologie, Bruxelles, 1969, 108 p.*)

11. INDUSTRIE — AGRICULTURE — PECHE

CALBERG G., Où en est l'énergie nucléaire dans notre pays et dans le monde occidental ? (*Electricité, Bruxelles, n° 141, décembre 1969, pp. 3-12.*)

HATRY P., L'industrie pétrolière, ses succès, ses problèmes, son avenir. (*Industrie, Bruxelles, XXIII, n° 12, décembre 1969, pp. 837-846.*)

Les marchés des matières premières en 1969. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXV, n° 3, 16 janvier 1970, pp. 29-32.*)

13. TRANSPORTS

MARCHAND M., Péages optimaux sur les autoroutes dans une économie imparfaitement concurrentielle. (*Recherches économiques de Louvain, Louvain, XXXV, n° 3, août 1969, pp. 209-219.*)

15. COMMERCE EXTERIEUR

ROBROEKS J.H.C.A., Le commerce extérieur du Benelux en 1968. (*Benelux-Bulletin trimestriel économique et statistique, Bruxelles, nos 3-4, décembre 1969, pp. 5-12.*)

16. TRANSACTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES

ALIBER R.Z., Gresham's Law and the Demand for NRU's and SDR's : A Reply. (*The Quarterly Journal of Economics, Cambridge, LXXXIII, n° 4, novembre 1969, pp. 704-705.*)

Après la ratification définitive des droits spéciaux de tirage. (*Cadres, Rome, XV, n° 4, octobre-décembre 1969, pp. 9-10.*)

BEYFUSS J., Das internationale Währungssystem. Krise und Reform. (Beiträge des Deutschen Industrieinstituts, 7). (*Deutsche Industrieverlag, Cologne, 1968, 30 p.*)

BLESSING K., Dr. Blessing's Farewell. The World's Monetary Future Surveyed. (*Euro-money, Londres, II, n° 8, janvier 1970, pp. 4-8.*)

Bretton Woods : il y a vingt-cinq ans. (*Cadres, Rome, XV, n° 4, octobre-décembre 1969, pp. 95-98.*)

CLERFAYT G., Pouvoir monétaire et philosophie politique. Application au problème monétaire international. (*Reflets et Perspectives de la Vie économique, Bruxelles, VIII, n° 6, novembre 1969, pp. 429-446.*)

De jaarvergadering van de Bretton Woods-instellingen in 1969. (*Kwartaalbericht van De Nederlandsche Bank, Amsterdam, n° 3, décembre 1969, pp. 33-47.*)

DEMING F.L., Towards a Better Payments System. (*Euro-money, Londres, II, n° 8, janvier 1970, pp. 8-10.*)

FERRAS G., Le marché européen du dollar. (*Banque, Paris, XLV, n° 281, janvier 1970, pp. 30-42.*)

FROWEN S.F., Wechselkursflexibilität und das Weltwährungssystem. (*Kredit und Kapital, Berlin, II, n° 4, 4^e trimestre 1969, pp. 369-395.*)

GAINES T., Outlook for the Dollar (Economic Report, December 1969). (*Manufacturers Hanover Trust, New York, 1969, s.p.*)

Gold and the Balance of Payments. (*First National Bank of Chicago, Chicago, 1969, 27 p.*)

- HORSEFIELD J.K., Le financement compensatoire du Fonds. (*Finances et Développement*, Washington, VI, n° 4, décembre 1969, pp. 38-42.)
- KAHN J., Pour comprendre les crises monétaires (Notre temps). (*Editions Sociales*, Paris, 1969, 159 p.)
- KOSZUL J.-P., La tendance sur le marché de l'euro-dollar. (*Banque*, Paris, XLV, n° 281, janvier 1970, pp. 43-47.)
- LAMFALUSSY A., La funzione monetaria dell'oro nei prossimi dieci anni. (*Bancaria*, Rome, XXV, n° 11, novembre 1969, pp. 1331-1341.)
- LIPFERT H., Problems and Developments of the International Monetary System. (*Review of the Economic Conditions in Italy*, Rome, XXIII, n° 6, novembre 1969, pp. 519-543.)
- MENAIS G.-P., Le marché européen des capitaux. (*Banque*, Paris, XLV, n° 281, janvier 1970, pp. 80-81.)
- MIKESELL R.F., The Eurodollar Market and the U.S. International Accounts. (*Euromoney*, Londres, II, n° 8, janvier 1970, pp. 44-45.)
- PRACHOWNY M.F.J., A structural Model of the U.S. Balance of Payments. (*North-Holland Publishing Company*, Amsterdam, 1969, 176 p.)
- Principes et opérations. (*Banque Mondiale*, Washington, 1969, 143+annexes.)
- RIJNVOS C.J., Obligatieleningen in Europese rekeneenheden. (*Bank- en Effectenbedrijf*, Amsterdam, XVIII, n° 112, décembre 1969, pp. 21-26.)
- SALANT W.S., International Reserves and Payments Adjustment. (*Banca Nazionale del Lavoro Quarterly Review*, Rome, n° 90, septembre 1969, pp. 281-308.)
- SOHMEN E., Flexible Exchange Rates. (*University of Chicago Press*, Chicago, 1969, XVI+263 p.)
- SWIDROWSKI J., Les restrictions de change en 1969. (*Finances et Développement*, Washington, VI, n° 4, décembre 1969, pp. 30-37.)
- WIDMER R., Der Euromarkt. (Taschenbücher für Geld, Bank und Börse, 54). (*Knapp*, Frankfurt/Main, 1969, 104 p.)
- CARLI G., Les aspects monétaires de l'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché Commun. (*Cadres*, Rome, XV, n° 4, octobre-décembre 1969, pp. 23-26.)
- CLERC F., Passé et avenir de la politique agricole européenne. (*Les Problèmes de l'Europe*, Paris, XI, n° 42, 4^e trimestre 1968, pp. 49-54.)
- DE CARMOY G., Monetary Problems of the E.E.C. (*The Banker*, Londres, CXX, n° 527, janvier 1970, pp. 21-25.)
- HOUSSIAUX J.R., La politique des fusions et des concentrations dans la concurrence européenne (Les Cahiers du C.E.P.E.C., 38). (*Centre d'Etudes politiques et civiques*, Paris, 1969, 31 p.)
- JAY P., Conditions for a Common European Currency. (*International Currency Review*, Londres, janvier 1970, pp. 5-12.)
- La commission économique pour l'Europe. (*Echos des Communications*, Bruxelles, XII, n° 3, décembre 1969, pp. 193-213.)
- Les communautés dans l'Europe. 2. L'Europe centrale et orientale. (Université Libre de Bruxelles, Institut d'Etudes Européennes, Enseignement complémentaire, Nouvelle Série, 3). (*Editions de l'Institut de Sociologie*, Bruxelles, 1969, 178 p.)
- Les mille grandes entreprises du Marché Commun. (*Entreprise*, Paris, 1969, 114 p.)
- Loi sur les sociétés commerciales. (*Editions de la Fédération des Industries belges*, Bruxelles, 1969, 59 p.)
- MANSHOLT S.L., E.E.G. Vorderingen en barrières. (*Economisch-Statistische Berichten*, Rotterdam, LIV, n° 2726, 17 décembre 1969, pp. 1275-1277.)
- ROUSSAKIS E.N., The Common Market and the Zollverein : Experiences in Integration. (*Recherches économiques de Louvain*, Louvain, XXXV, n° 3, août 1969, pp. 201-208.)
- RUEFF J., L'unité de l'Europe se fera par la monnaie ou ne se fera pas. (*Cadres*, Rome, XV, n° 4, octobre-décembre 1969, pp. 33-34.)
- TRIFFIN R., On the Creation of a European Reserve Fund. (*Banca Nazionale del Lavoro Quarterly Review*, Rome, n° 91, décembre 1969, pp. 327-346.)
- VAN ITTERSUM B.F., Monetaire problemen bij Britse toetreding. (*Economisch-Statistische Berichten*, Rotterdam, XXI, n° 2730, 21 janvier 1970, pp. 85-88.)
- VAN LYNDEN C.D.A., 25 années de Benelux. (*Benelux-Bulletin trimestriel économique et statistique*, Bruxelles, n°s 3-4, décembre 1969, pp. 3-4.)
- VON DER GROEBEN H., L'harmonisation fiscale et le Marché Commun. (*Bulletin des Communautés Européennes*, Bruxelles, II, n°s 9-10, septembre-octobre 1969, pp. 9-13.)

17. INTEGRATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE

ASZKENAZY H., Les pays scandinaves face au Marché Commun. (*Les Problèmes de l'Europe*, Paris, n° 42, 4^e trimestre 1968, pp. 43-48.)

Avis de la Commission au Conseil concernant les demandes d'adhésion du Royaume-Uni, de l'Irlande, du Danemark et de la Norvège (1^{er} octobre 1969). (*Bulletin des Communautés Européennes*, Bruxelles, supplément aux n°s 9-10, septembre-octobre 1969, pp. 1-88.)

LEGISLATION ECONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge au cours du mois précédant celui de la parution du Bulletin.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est faite des autres textes législatifs.

Par ailleurs, la législation économique mentionne les décisions, directives et règlements les plus importants figurant dans le Journal officiel des Communautés Européennes.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

1. — *Economie générale*
2. — *Monnaie, crédit et banque*
3. — *Finances publiques*
4. — *Agriculture*
5. — *Industrie*
6. — *Travail*
7. — *Commerce intérieur*
8. — *Commerce extérieur*
9. — *Transports*
10. — *Prix et salaires*
11. — *Pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers*
12. — *Communauté Economique Européenne*

1. — ECONOMIE GENERALE

Arrêté royal du 4 décembre 1969

modifiant l'arrêté royal du 4 février 1965 prescrivant une investigation statistique mensuelle concernant le chiffre d'affaires réalisé par certaines entreprises de commerce de détail (Moniteur du 23 janvier 1970, p. 774).

Arrêté royal du 12 janvier 1970

pris en exécution de l'article 1^{er}, § 5, de l'arrêté royal n° 22 du 23 mai 1967, modifiant l'en-cours sur lequel s'imputent les garanties accordées en vertu des lois des 17 et 18 juillet 1959 et du 14 juillet 1966 (Moniteur du 21 janvier 1970, p. 703).

Article 1^{er} — En application de l'article 4 de la loi du 17 juillet 1959, modifié par l'article 1^{er}, § 5, de l'arrêté royal n° 22 du 23 mai 1967, le montant global de l'en-cours à concurrence duquel la garantie de l'Etat peut être accordée dans le cadre des lois des 17 et 18 juillet 1959 et 14 juillet 1966, est porté de 25 à 35 milliards de francs par libération de deux tranches de 5 milliards de francs chacune.

2. — MONNAIE, CREDIT ET BANQUE

Arrêté royal du 10 novembre 1969

modifiant l'arrêté royal du 17 juin 1931 portant règlement général du contrôle des entreprises d'assurances sur la vie (Moniteur du 17 janvier 1970, p. 616).

Arrêté royal du 10 novembre 1969

modifiant l'arrêté royal du 30 juin 1936 portant règlement général du contrôle des entreprises de prêts hypothécaires (Moniteur du 17 janvier 1970, p. 619).

Arrêté royal du 10 novembre 1969

modifiant l'arrêté royal du 12 mai 1938 portant règlement général du contrôle des entreprises de capitalisation (Moniteur du 17 janvier 1970, p. 622).

Arrêté royal du 12 décembre 1969

approuvant une modification aux statuts de l'Institut de Réescompte et de Garantie (Moniteur du 21 janvier 1970, p. 695).

Article 1^{er}. — A l'article 7 des statuts de l'Institut de Réescompte et de Garantie, les mots « vingt-cinq milliards de francs » sont remplacés par les mots « vingt-sept milliards et demi de francs ».

3. — FINANCES PUBLIQUES

Loi du 7 novembre 1969

contenant le budget des Affaires culturelles communes pour l'année 1969 (Moniteur du 6 janvier 1970, p. 91).

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires de l'année budgétaire 1969 afférentes aux Affaires culturelles communes (...) des crédits s'élevant à la somme de 2.420.412.000 francs.

Art. 6. — Des crédits d'ordonnancement résultant des obligations contractées en exécution des autorisations accordées par la présente loi et par les lois antérieures sont ouverts jusqu'à concurrence de 158.806.000 francs (...)

Art. 7. — Les opérations effectuées sur les fonds spéciaux (...) sont évaluées à 160.777.000 francs pour les recettes et à 215.670.000 francs pour les dépenses.

Loi du 7 novembre 1969

contenant le budget de la Culture française pour l'année 1969 (Moniteur du 13 janvier 1970, p. 334).

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires de l'année budgétaire 1969 afférentes à la Culture française (...) des crédits s'élevant à la somme de 654.794.000 francs.

Loi du 7 novembre 1969

contenant le budget de la Culture néerlandaise pour l'année 1969 (Moniteur du 13 janvier 1970, p. 356).

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires de l'année budgétaire 1969 afférentes à la Culture néerlandaise (...) des crédits s'élevant à la somme de 724.794.000 francs.

Loi du 10 décembre 1969

contenant le règlement définitif du budget de l'exercice 1965 et de budgets d'organismes d'intérêt public pour l'année 1965 ou pour des années antérieures (Moniteur du 17 janvier 1970, p. 584).

Arrêté royal du 11 décembre 1969

fixant la situation des crédits reportés de l'année 1968 (dépenses ordinaires) du budget du Ministère de l'Intérieur (Moniteur du 9 janvier 1970, p. 269).

Loi du 24 décembre 1969

tendant à proroger l'article 302ter du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe (Moniteur du 7 janvier 1970, p. 130).

Arrêté ministériel du 30 décembre 1969

modifiant l'arrêté ministériel du 6 décembre 1934 relatif au régime fiscal des alcools et boissons spiritueuses (Moniteur du 3 janvier 1970, p. 66).

Arrêté ministériel du 30 décembre 1969

concernant la valeur en douane des marchandises (Moniteur du 28 janvier 1970, p. 910).

**Arrêté royal et arrêté ministériel
du 2 janvier 1970**

relatif à l'émission de l'emprunt 8 p.c.-8,25 p.c. 1970-1975-1981 (Moniteur du 7 janvier 1970, pp. 131 et 132).

Art. 2. — L'emprunt est représenté par des obligations au porteur (...) portant intérêt aux taux indiqués ci-après :

8 p.c. l'an à partir du 20 janvier 1970 jusqu'au 19 avril 1975;

8,25 p.c. l'an à partir du 20 avril 1975 jusqu'au 19 avril 1981.

..

Art. 3. — Le prix d'émission est fixé à 99,50 p.c. de la valeur nominale; il est payable intégralement au moment du dépôt des souscriptions, soit en espèces, soit en obligations de l'emprunt 5,25 p.c. 1960-1970 remboursables le 8 février 1970 (...)

Art. 12. — Il est alloué une commission de 1,25 p.c. du capital nominal souscrit à leur intervention aux banques, agents de change et caisses d'épargne privées visés à l'article 1^{er}, ainsi qu'aux établissements financiers du secteur public.

La demi-commission peut être allouée aux investisseurs institutionnels.

**Arrêté royal et arrêté ministériel
du 2 janvier 1970**

relatif à l'émission de l'emprunt 8,25 p.c. 1970-1980 (Moniteur du 7 janvier 1970, pp. 134 et 135).

Art. 2. — L'emprunt est représenté par des obligations au porteur (...) portant intérêt au taux de 8,25 p.c. l'an à partir du 20 janvier 1970.

..

Art. 3. — Le prix d'émission est fixé à 99,50 p.c. de la valeur nominale; il est payable intégralement au moment du dépôt des souscriptions, soit en espèces, soit en obligations de l'emprunt 5,25 p.c. 1960-1970 remboursables le 8 février 1970 (...)

Art. 11. — Il est alloué une commission de 1,25 p.c. du capital nominal souscrit à leur intervention aux banques, agents de change et caisses d'épargne privées visés à l'article 1^{er}, ainsi qu'aux établissements financiers du secteur public.

La demi-commission peut être allouée aux investisseurs institutionnels.

Arrêtés ministériels des 6 et 14 janvier 1970

relatifs au tarif des droits d'entrée (Moniteur des 8 et 20 janvier 1970, pp. 196 et 655).

Arrêtés royaux des 12 et 16 janvier 1970

modifiant l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus (Moniteur des 27 et 29 janvier 1970, pp. 842 et 950).

Arrêtés ministériels des 12 et 26 janvier 1970

relatifs aux contingents tarifaires (Moniteur des 28 et 29 janvier 1970, pp. 914, 917 et 952).

8. — COMMERCE EXTERIEUR

Arrêté ministériel du 4 décembre 1969

modifiant l'arrêté ministériel du 12 août 1969 soumettant à licence l'exportation de certaines marchandises (Moniteur du 8 janvier 1970, p. 208).

**Arrêtés ministériels des 31 décembre 1969
et 12 janvier 1970**

relatifs aux contingents tarifaires (Moniteur des 16 et 24 janvier 1970, pp. 555 et 808).

12. — COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Mémorandum de la Commission au Conseil

relatif au maintien des conditions d'une croissance équilibrée dans la Communauté (Journal officiel du 20 janvier 1970, n° C 8, p. 12).

**Directive de la Commission
du 17 décembre 1969 (70/32/C.E.E.)**

concernant les fournitures de produits à l'Etat, à ses collectivités territoriales et aux autres personnes morales de droit public (Journal officiel du 19 janvier 1970, n° L 13, p. 1).

**Décision de la Commission
du 19 décembre 1969 (70/1/C.E.C.A.)**

relative aux charbons à coke et cokes (Journal officiel du 6 janvier 1970, n° L 2, p. 10).

**Règlement du Conseil
du 19 décembre 1969 (70/109/C.E.E.)**

portant établissement d'un régime commun applicable aux importations de pays à commerce d'Etat (Journal officiel du 26 janvier 1970, n° L 19, p. 1).

**Décision du Conseil du 20 décembre 1969
(70/4/C.E.E.)**

portant dérogation à la décision du 9 octobre 1961, relative à l'uniformisation de la durée des accords commerciaux avec les pays tiers en ce qui concerne l'accord conclu entre le Benelux et Hong-Kong sur le commerce des textiles de coton (Journal officiel du 9 janvier 1970, n° L 6, p. 4).

**Directive de la Commission
du 22 décembre 1969 (70/50/C.E.E.)**

fondée sur les dispositions de l'article 33, paragraphe 7, portant suppression des mesures d'effet équivalent à des restrictions quantitatives à l'importation non visées par d'autres dispositions prises en vertu du traité C.E.E. (Journal officiel du 19 janvier 1970, n° L 13, p. 29).

**Décision de la Commission
du 22 décembre 1969 (70/60/C.E.E.)**

concernant l'application de l'article 115, alinéa 1^{er}, du traité C.E.E., au secteur de l'énergie (Journal officiel du 20 janvier 1970, n° L 24, p. 12).

STATISTIQUES

(La table des matières et la liste des abréviations utilisées figurent à la fin du Bulletin)

A la suite de chaque chapitre, le lecteur trouvera des références bibliographiques; elles font mention de quelques publications statistiques qui contiennent des données plus détaillées concernant l'objet du chapitre ou des données correspondantes pour les pays étrangers.

Les abonnés qui le désirent, peuvent obtenir la communication des données figurant aux tableaux VI-1, IX-3, XIII-3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 13, XVIII-1 et 2 et XIX-2 dès qu'elles sont établies. Les demandes sont à adresser à la Banque Nationale de Belgique, Service de Documentation, boulevard de Berlaimont 5, 1000 Bruxelles. Ces demandes préciseront quels sont, parmi les tableaux énumérés ci-dessus, ceux que l'abonné désire recevoir.

I. — POPULATION ET COMPTES NATIONAUX

1. — POPULATION

Source : Institut National de Statistique et Ministère de l'Emploi et du Travail.

	Source	1947	1965	1965	1967	1968
		(milliers)		(milliers)		
		(à fin d'année)		(à fin d'année)		
Population totale	I.N.S.	8.512	9.499	9.499	9.606	9.632
Population en âge de travailler (15 à 65 ans)	»	5.850	6.022	6.022	6.058	6.071
dont : Hommes	»	2.902	2.998	2.998	3.017	3.023
Femmes	»	2.948	3.024	3.024	3.041	3.048
Population active ² :	Ministère de l'Emploi et du Travail	(estimations de moyennes annuelles)		(estimations à fin juin)		
		3.481	3.660	3.672	3.698	3.715
dont : Agriculture	»	423	206	230	209	201
Industries extractives	»	191	97	94	74	67
Industries manufacturières	»	1.311	1.291	1.256	1.220	1.202
Bâtiments et construction	»	197	286	293	304	304
Transports	»	243	243	263	263	268
Commerce, banques, assurances et services	»	1.024	1.476	1.412	1.483	1.510
Chômeurs complets	»	92	61	63 ³	92 ³	110 ³
Ouvriers frontaliers ⁴	»			61	53	53

¹ Depuis 1965 la population active a été calculée à la date du 30 juin suivant une nouvelle méthode. Les chiffres ainsi obtenus ne sont pas comparables avec la série précédente.

² Y compris les chômeurs et non compris les forces armées.

³ Comprend les chômeurs en formation et en réadaptation professionnelle.

⁴ Dans l'ancienne série, les ouvriers frontaliers étaient répartis sur les différents secteurs.

I - 2. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(Estimations de l'I.N.S. système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission des Comptes nationaux.

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968
1. Rémunération des salariés ¹ :										
a) Salaires et traitements de travailleurs assujettis à la Sécurité sociale	136,8	144,8	152,7	166,1	181,6	210,9	230,1	255,9	269,7	285,5
b) Rémunérations des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	10,6	11,8	12,6	14,2	15,3	16,6	18,4	19,8	20,8	22,4
c) Contributions des employeurs à la sécurité sociale	23,6	26,2	28,9	31,5	36,9	43,1	49,8	52,2	58,3	62,5
d) Rémunérations des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	60,0	63,5	64,6	69,2	76,9	82,5	92,9	103,8	113,2	121,5
e) Corrections et compléments	13,6	15,5	15,2	20,0	22,9	22,6	23,1	21,1	18,5	22,8
Total ...	244,6	261,8	274,0	301,0	333,6	375,7	414,3	452,8	480,5	514,2
2. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :										
a) Agriculture, horticulture et sylviculture ¹	22,5	23,4	27,0	25,2	27,3	28,8	29,8	27,4	27,8	31,5
b) Professions libérales ¹	11,7	12,5	13,3	14,3	15,1	16,7	22,0	24,2	25,2	27,2
c) Commerçants et artisans indépendants ¹	73,0	76,0	79,3	82,8	87,2	100,8	104,9	110,2	113,3	116,5
d) Revenus des sociétés de personnes ²	6,0	6,5	7,1	7,2	7,4	8,3	8,6	8,2	8,4	8,4
e) Ajustement statistique	1,0	1,3	0,4	0,6	0,4	- 0,5	0,2	- 0,2	- 0,9	- 1,0
Total ...	114,2	119,7	127,1	130,1	137,4	154,1	165,5	169,8	173,8	182,6
3. Revenu de la propriété échéant aux particuliers ¹ :										
a) Intérêts	17,3	19,2	21,0	23,5	25,4	27,8	31,3	34,7	38,4	41,8
b) Loyers (réellement perçus ou imputés)	34,3	34,2	34,1	34,0	33,6	34,8	34,2	37,2	38,6	40,1
c) Dividendes, tantièmes, dons	11,4	13,1	14,6	16,1	14,6	15,0	17,0	18,3	18,6	22,0
Total ...	63,0	66,5	69,7	73,6	73,6	77,6	82,5	90,2	95,6	103,9
4. Bénéfices non distribués de sociétés ² ...	10,6	11,7	13,2	11,7	13,5	16,7	17,0	11,9	16,6	18,9
5. Impôts directs des sociétés quelle qu'en soit la forme juridique	7,6	9,2	10,0	11,5	11,3	14,2	17,0	18,1	18,8	21,4
6. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat	5,0	5,8	5,8	5,4	4,4	5,9	5,3	4,2	7,1	6,2
7. Intérêt de la dette publique	-14,0	-16,4	-18,6	-18,6	-20,5	-22,5	-24,3	-26,3	-29,0	-31,5
Revenu national net au coût des facteurs ...	431,0	458,3	481,2	514,7	553,3	621,7	677,3	720,7	763,4	815,7
8. Amortissements	53,2	56,1	58,4	61,7	66,8	73,7	79,4	86,0	92,1	97,7
Revenu national brut au coût des facteurs ...	484,2	514,4	539,6	576,4	620,1	695,4	756,7	806,7	855,5	913,4
9. Impôts indirects	60,2	65,4	73,2	78,8	84,4	94,1	101,9	119,1	131,8	137,8
10. Subsidés	- 6,6	- 7,2	- 6,7	- 7,2	- 6,6	- 7,7	- 9,7	-12,3	-12,7	-15,4
Produit national brut aux prix du marché ...	537,8	572,6	606,1	648,0	697,9	781,8	848,9	913,5	974,6	1.035,8

¹ Avant taxation.
² Après taxation.

I - 3. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DE LA PRODUCTION AUX PRIX DU MARCHÉ

(Estimations à prix courants, système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission des Comptes nationaux.

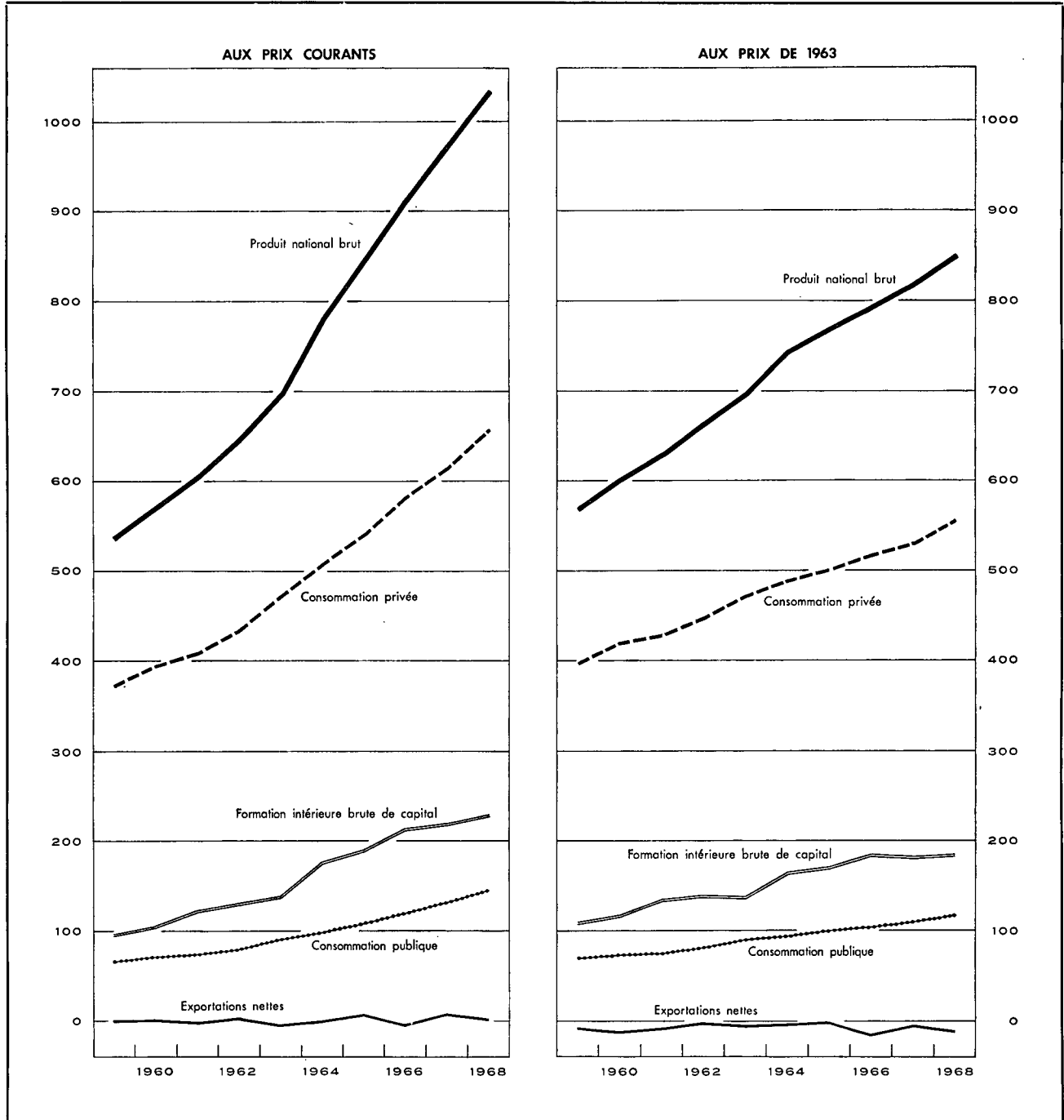
	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968
1. Agriculture, sylviculture et pêche	35,3	36,6	40,4	38,9	41,7	44,1	45,4	43,5	44,7	49,1
2. Industries extractives	14,3	14,0	14,0	14,0	15,6	16,5	15,2	12,6	12,2	11,6
3. Industries manufacturières :										
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	37,8	39,3	40,7	42,5	44,9	48,1	49,5	53,8	59,1	63,0
b) Textiles	14,0	15,5	16,3	16,7	18,9	21,1	21,1	24,0	22,3	24,6
c) Vêtements et chaussures	7,1	7,6	8,2	9,2	9,6	10,8	11,7	12,5	12,3	13,2
d) Bois et meubles	5,5	6,7	6,8	7,8	9,0	10,6	11,3	13,0	13,9	15,1
e) Papier, impression, édition	7,8	8,5	9,1	10,3	11,2	12,5	13,3	14,6	15,7	16,8
f) Industries chimiques et activités connexes	13,7	14,5	14,9	15,6	17,5	19,6	21,0	22,6	23,8	26,1
g) Terre cuite, céramiques, verre et ciment	9,2	10,3	10,8	11,9	12,0	14,7	14,8	15,5	16,5	16,7
h) Fer, acier et métaux non ferreux ...	14,6	18,6	17,1	17,0	16,3	21,5	23,0	23,9	25,1	28,1
i) Fabrications métalliques et constructions navales	33,2	36,9	43,0	49,0	55,4	62,3	68,5	72,9	73,7	76,4
j) Industries non dénommées ailleurs	10,7	12,3	12,9	14,1	18,4	21,2	22,2	25,3	26,7	29,3
<i>Total de la rubrique 3 ...</i>	<i>153,6</i>	<i>170,2</i>	<i>179,8</i>	<i>194,1</i>	<i>213,2</i>	<i>242,4</i>	<i>256,4</i>	<i>278,1</i>	<i>289,1</i>	<i>309,3</i>
4. Construction	30,7	33,2	36,9	40,3	43,0	55,2	57,9	62,5	67,7	68,1
5. Electricité, gaz et eau	10,7	11,1	11,5	12,6	13,4	14,6	18,3	20,0	21,8	24,8
6. Commerce, banques, assurances, immeubles d'habitation :										
a) Commerce	83,5	87,8	95,3	103,4	111,7	119,9	142,9	158,7	172,8	179,2
b) Services financiers et assurances ...	15,0	16,0	17,2	19,1	21,6	24,4	24,0	27,4	29,0	31,8
c) Immeubles d'habitation	39,9	40,5	41,1	41,5	42,5	45,1	45,7	49,7	51,6	53,6
<i>Total de la rubrique 6 ...</i>	<i>138,4</i>	<i>144,3</i>	<i>153,6</i>	<i>164,0</i>	<i>175,8</i>	<i>189,4</i>	<i>212,6</i>	<i>235,8</i>	<i>253,4</i>	<i>264,6</i>
7. Transports et communications	35,9	38,9	38,8	42,1	45,9	52,0	57,8	63,6	67,6	75,9
8. Services	112,8	119,8	124,6	132,8	144,5	159,8	183,9	199,8	217,6	235,2
9. Corrections	0,6	-3,0	0,3	3,8	-0,1	2,9	-5,4	-9,2	-6,9	-10,9
Produit intérieur brut aux prix du marché ...	532,3	565,1	599,9	642,6	693,0	776,9	842,1	906,7	967,2	1.027,7
10. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde	5,5	7,5	6,2	5,4	4,9	4,9	6,8	6,8	7,4	8,1
Produit national brut aux prix du marché ...	537,8	572,6	606,1	648,0	697,9	781,8	848,9	913,5	974,6	1.035,8

I- 4. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(Système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission des Comptes nationaux.



I - 4a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants, système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission des Comptes nationaux.

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968
1. Consommation privée :										
a) Produits alimentaires	105,8	108,2	112,5	119,8	125,1	130,5	138,2	146,9	154,0	159,6
b) Boissons et tabacs	28,3	29,1	30,3	31,2	33,2	36,7	39,1	40,5	44,1	46,7
c) Vêtements et autres effets personnels	35,9	38,4	40,6	43,1	47,4	50,8	51,1	54,4	54,8	58,5
d) Loyers, taxes, eau	47,5	48,2	49,1	50,2	51,9	55,7	57,0	61,6	64,3	67,0
e) Chauffage et éclairage	18,8	19,7	20,4	24,2	27,5	25,3	27,6	28,3	29,9	32,6
f) Articles ménagers durables	28,5	32,3	34,9	36,4	40,8	46,4	48,3	51,8	52,7	57,9
g) Entretien de la maison	17,4	18,3	19,1	20,6	21,5	23,6	25,7	27,7	29,8	32,2
h) Soins personnels et hygiène	21,9	23,5	24,9	27,1	28,8	30,9	38,0	42,2	45,7	51,8
i) Transports et Communications	28,9	33,0	34,0	36,1	43,3	48,8	51,8	57,4	61,2	66,8
j) Loisirs	30,2	30,6	32,3	33,9	36,2	41,0	44,4	47,3	51,4	54,7
k) Autres dépenses et ajustement statistique	10,3	12,3	12,1	10,4	16,5	18,1	19,7	24,6	26,0	29,9
Total ...	373,5	393,6	410,2	433,0	472,2	507,8	540,9	582,7	613,9	657,7
2. Consommation publique :										
a) Rémunérations et pensions	46,3	49,8	51,3	54,8	61,4	66,6	77,1	85,7	93,4	101,2
b) Biens et services	17,4	18,2	17,7	21,1	24,9	26,1	27,1	28,8	32,4	33,1
c) Loyer net imputé ou payé	2,2	2,3	2,6	2,9	3,3	3,8	4,3	4,5	5,2	5,8
d) Amortissements imputés des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement de l'Etat ...	1,0	1,0	1,1	1,2	1,3	1,5	1,7	1,8	2,1	2,3
Total ...	66,9	71,3	72,7	80,0	90,9	98,0	110,2	120,8	133,1	147,4
3. Formation intérieure brute de capital :										
a) Agriculture, sylviculture et pêche ...	4,2	3,5	4,0	3,9	4,2	4,9	5,3	6,0	5,7	6,6
b) Industries extractives	1,9	1,5	2,0	1,5	2,0	2,0	2,0	1,7	1,6	1,9
c) Industries manufacturières	18,7	26,4	32,2	37,6	39,0	40,7	46,3	54,3	54,0	50,1
d) Construction	2,3	2,6	3,3	5,7	5,6	5,1	5,5	6,5	6,9	6,8
e) Electricité, gaz et eau	6,0	4,8	4,6	7,6	6,7	7,8	9,4	11,3	14,3	13,7
f) Commerce, banques, assurances	10,1	11,1	12,2	13,0	14,6	15,4	15,7	18,1	18,0	18,5
g) Immeubles d'habitation	24,7	29,3	32,2	29,4	29,4	46,6	58,7	56,5	57,4	58,3
h) Transports et communications	11,5	12,4	12,6	13,6	14,6	15,4	18,6	20,5	23,4	23,6
i) Pouvoirs publics et enseignements ...	11,8	12,1	13,5	15,6	17,9	23,1	19,7	24,8	29,0	33,7
j) Autres services	2,7	2,9	3,2	3,4	3,7	3,9	4,1	4,9	5,4	5,5
k) Variations de stocks	4,0	-0,2	4,2	1,5	0,9	11,0	4,4	7,7	2,9	8,8
l) Ajustement statistique	-0,7	-0,1	-0,4	-1,2	0,1	0,1	...	1,1	0,9	1,8
Total ...	97,2	106,3	123,6	131,6	138,7	176,0	189,7	213,4	219,5	229,3
4. Exportations nettes de biens et services :										
a) Exportations totales	176,3	200,1	216,7	233,6	254,2	295,0	325,7	350,1	376,8	421,0
b) Importations totales	176,1	198,7	217,1	230,2	258,1	295,0	317,6	353,5	368,7	419,6
c) Exportations nettes	+0,2	+1,4	-0,4	+3,4	-3,9	—	+8,1	-3,4	+8,1	+ 1,4
Produit national brut aux prix du marché ...	537,8	572,6	606,1	648,0	697,9	781,8	848,9	913,5	974,6	1.035,8

I - 4b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Indices des estimations aux prix de 1963, système normalisé)

Source : Institut National de Statistique. — Commission des Comptes nationaux.

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968
1. Consommation privée :										
a) Produits alimentaires	89	93	95	98	100	101	100	103	108	110
b) Boissons	87	89	92	93	100	106	108	105	110	114
c) Tabac	89	93	95	100	100	105	110	114	116	116
d) Vêtements et autres effets personnels	80	85	89	93	100	104	102	104	104	107
e) Loyers, taxes, eau	96	96	97	99	100	102	102	104	106	108
f) Chauffage et éclairage	69	74	77	92	100	90	96	97	101	108
g) Articles ménagers durables	72	82	87	91	100	112	115	120	120	130
h) Entretien de la maison	92	94	96	100	100	103	104	106	109	111
i) Soins personnels et hygiène ...	82	87	90	96	100	102	109	110	114	126
j) Transports	70	77	79	84	100	110	117	122	128	140
k) Communications P.T.T.	81	83	87	93	100	108	114	123	132	141
l) Loisirs	89	89	93	96	100	105	110	113	117	121
<i>Total ...</i>	<i>84</i>	<i>89</i>	<i>91</i>	<i>95</i>	<i>100</i>	<i>104</i>	<i>106</i>	<i>110</i>	<i>112</i>	<i>118</i>
2. Consommation publique										
a) Rémunérations et pensions	79	83	86	91	100	105	114	119	125	129
b) Biens et services	73	76	74	86	100	102	103	107	117	135
c) Intérêt imputé des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement de l'Etat (y compris les amortissements)	71	74	80	90	100	109	117	119	131	141
<i>Total ...</i>	<i>77</i>	<i>81</i>	<i>82</i>	<i>90</i>	<i>100</i>	<i>104</i>	<i>111</i>	<i>116</i>	<i>122</i>	<i>131</i>
3. Formation intérieure brute de capital :										
a) Agriculture, sylviculture et pêche	111	93	104	97	100	110	116	126	115	124
b) Industries extractives	105	86	113	81	100	96	93	78	70	84
c) Industries manufacturières	52	73	89	100	100	99	110	126	123	113
d) Construction	44	48	62	105	100	89	94	109	116	114
e) Electricité, gaz et eau	99	80	75	119	100	108	126	147	180	169
f) Commerce, banques, assurances	75	82	90	93	100	99	97	110	106	107
g) Immeubles d'habitation	99	117	125	107	100	146	171	155	146	143
h) Transports et communications .	83	89	90	96	100	101	118	125	137	135
i) Pouvoirs publics (à l'exclusion de l'enseignement)	82	75	77	84	100	139	98	115	137	162
j) Enseignement	64	76	94	105	100	88	99	122	115	118
k) Autres services	80	84	94	96	100	99	99	117	125	126
<i>Total ...</i>	<i>79</i>	<i>86</i>	<i>98</i>	<i>101</i>	<i>100</i>	<i>119</i>	<i>123</i>	<i>134</i>	<i>132</i>	<i>134</i>
4. Exportations nettes de biens et services :										
a) Exportations totales	73	80	87	93	100	111	120	124	133	148
b) Importations totales	74	83	89	93	100	111	118	128	132	149
Produit national brut aux prix du marché (prix de 1963)	81,8	86,2	90,4	95,5	100,0	106,9	110,6	113,7	117,6	122,1

Références bibliographiques :

Population : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Publications du Centre National de Calcul Mécanique. — Recensement général de la population, de l'industrie et du commerce au 31 décembre 1961. — « Centre de Recherches économiques » de Louvain. — Annuaire démographique (O.N.U.). — Revue internationale du Travail (B.I.T.). — Annuaire des Statistiques du Travail (B.I.T.). — Ministère de l'Emploi et du Travail : « Aperçu de l'évolution de la population active belge pour la période 1948-1960 ».*
 Revenu national et P.N.B. : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S., juillet-août 1968, p. 704. — Séries statistiques de Bruxelles (D.U.L.B.E.A.). — « Centre de Recherches économiques » de Louvain. — International Financial Statistics (F.M.I.). — Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.). — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Yearbook of International Accounts Statistics (O.N.U.). — Statistiques Economiques belges 1950-1960. — Bulletin général de statistiques de l'Office Statistique des Communautés européennes.*

II. — EMPLOI ET CHOMAGE

1. — INDICES DE L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE (ouvriers)

Base 1958 = 100 ¹

Source : Ministère de l'Emploi et du Travail.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Industries extractives	Industries manufacturières							Textiles (sans confection)	Construc- tion
			Ensemble	Métallurgie de base	Fabrications métalliques			Textiles (sans confection)			
					Fabrication de produits métalliques à l'exclusion des machines et du matériel de transport	Construction de machines à l'exclusion des machines électriques	Construction de machines, appareils et fournitures électriques		Construction de matériel de transport		
1963	104,0	60,1	107,8	105,7	119,5	131,5	113,1	100,6	99,1	108,9	
1964	108,2	61,2	111,0	107,4	122,0	134,4	123,1	104,5	98,7	117,5	
1965	105,8	57,2	109,6	107,0	117,6	138,3	129,1	105,2	93,6	112,9	
1966	104,5	48,6	109,7	101,5	121,0	135,3	116,6	108,3	98,0	111,2	
1967	102,1	43,9	106,4	93,3	119,2	129,3	109,2	105,3	95,6	113,0	
1968	99,5	39,5	104,5	91,9	112,6	127,0	109,4	104,7	92,0	108,3	
1967 2 ^e trimestre .	102,6	44,7	106,4	93,6	117,9	127,8	110,1	106,6	95,7	114,7	
3 ^e trimestre .	102,2	43,2	105,7	91,8	118,0	127,3	108,8	105,1	92,0	117,2	
4 ^e trimestre .	100,9	42,0	105,2	92,4	118,4	127,4	108,3	101,3	93,7	112,3	
1968 1 ^{er} trimestre .	97,6	40,8	103,2	91,0	114,5	124,8	106,1	101,4	92,7	102,1	
2 ^e trimestre .	98,9	40,0	103,2	91,4	111,4	125,7	107,1	102,7	91,6	109,3	
3 ^e trimestre .	100,5	38,8	104,7	91,7	111,4	127,3	109,2	106,3	91,8	112,5	
4 ^e trimestre .	100,7	38,0	106,0	93,7	113,1	129,9	115,0	108,6	91,9	109,4	
1967 Août	102,0	43,1	105,6	92,3	117,6	127,7	108,5	104,8	90,6	117,6	
Septembre ...	102,6	42,7	105,6	91,4	118,9	126,9	108,9	104,5	90,7	119,6	
Octobre	101,9	42,3	105,6	92,8	117,9	127,9	109,1	98,9	93,7	116,6	
Novembre	101,6	42,0	105,4	92,4	120,0	126,9	108,1	102,3	94,0	115,4	
Décembre	99,2	41,7	104,7	92,0	117,4	127,3	107,7	102,6	93,5	105,0	
1968 Janvier	97,5	41,2	103,7	91,4	116,0	125,4	106,0	101,9	93,0	99,3	
Février	97,4	40,8	102,9	90,9	113,7	125,0	105,6	100,7	92,6	101,9	
Mars	98,0	40,5	103,0	90,8	113,9	123,9	106,6	101,5	92,6	105,0	
Avril	98,5	40,3	102,9	91,2	112,2	125,5	106,7	100,7	91,8	107,9	
Mai	98,9	40,0	103,3	91,3	111,4	125,1	107,6	103,1	91,6	108,5	
Juin	99,4	39,8	103,5	91,7	110,7	126,6	107,3	104,2	91,5	111,5	
Juillet	99,7	39,4	103,9	91,5	111,1	127,0	106,7	105,1	91,1	110,8	
Août	100,4	39,0	104,5	91,6	110,8	125,5	108,8	106,6	91,8	113,2	
Septembre ...	101,3	38,1	105,7	91,9	112,4	129,4	112,0	107,1	92,5	113,6	
Octobre	101,3	38,1	106,1	94,1	113,5	129,8	113,0	108,7	91,3	112,0	
Novembre	100,8	37,9	106,0	94,0	112,8	130,0	115,5	108,2	91,8	109,9	
Décembre	100,1	38,1	105,9	92,9	113,1	130,0	116,5	108,9	92,6	106,2	

¹ Indices sur base originale 1964 = 100 convertis en indices base 1958 = 100.

II - 2. — DEMANDES ET OFFRES D'EMPLOI ¹

(milliers d'unités)

Source : Office National de l'Emploi.

	Demandes d'emploi						Offres d'emploi		
	Chômeurs complets indemnisés			Chômeurs occupés par les pouvoirs publics	Demandeurs d'emploi libres inoccupés		reçues ²	en suspens	
	à aptitude normale		à aptitude partielle ou très réduite		Total	ayant moins de 20 ans			ayant 20 ans ou plus
	ayant moins de 20 ans	ayant 20 ans ou plus							
1962	22,7		48,2	70,9	6,7	3,6	18,9	15,0	
1963	17,1		42,0	59,1	6,1	3,7	15,9	17,1	
1964	13,4		37,0	50,4	6,3	4,1	13,9	13,1	
1965	19,5		35,9	55,4	6,9	6,5	13,7	8,4	
1966	2,5	23,1	35,9	61,5	6,6	2,4	5,7	13,3	7,5
1967	5,2	41,2	38,9	85,3	6,7	2,8	6,3	11,9	4,4
1968	5,2	53,4	44,1	102,7	7,0	2,6	6,4	13,4	4,9
1969	2,8	36,2	46,3	85,3	5,9	1,3	4,6	16,0	11,6
1968 2 ^e trimestre	4,4	53,1	43,5	101,0	7,5	1,6	5,9	14,2	4,8
3 ^e trimestre	3,9	46,8	43,9	94,6	7,9	3,6	6,0	12,9	5,4
4 ^e trimestre	5,8	50,7	45,9	102,4	6,7	3,0	6,6	13,0	5,6
1969 1 ^{er} trimestre	3,9	53,2	47,1	104,2	5,6	1,3	5,7	16,6	7,3
2 ^e trimestre	2,0	36,1	45,4	83,5	6,9	0,9	4,0	18,4	12,0
3 ^e trimestre	1,8	27,7	46,1	75,6	7,2	1,6	4,1	15,0	13,9
4 ^e trimestre	3,3	28,0	46,7	78,0	6,2	1,5	4,3	14,1	13,2
1969 Janvier	4,5	57,3	47,6	109,4	5,4	1,6	6,4	17,4	6,6
Février	4,1	54,9	47,5	106,5	5,4	1,2	5,7	13,6	6,9
Mars	3,0	47,3	46,3	96,6	5,9	1,0	5,1	18,7	8,3
Avril	2,5	42,3	45,6	90,4	6,6	0,9	4,3	18,9	9,8
Mai	1,9	36,4	45,5	83,8	7,0	0,8	4,2	17,8	11,8
Juin	1,5	29,6	45,3	76,4	7,2	1,0	3,6	18,5	14,5
Juillet	1,7	29,8	46,0	77,5	7,3	1,3	3,7	11,0	12,3
Août	1,6	26,7	46,1	74,4	7,2	1,7	4,0	14,4	13,6
Septembre	2,1	26,5	46,4	75,0	7,1	1,8	4,5	19,5	15,8
Octobre	2,9	26,4	46,0	75,3	6,9	1,7	4,5	17,2	14,9
Novembre	3,0	27,2	46,6	76,8	6,4	1,5	4,4	12,8	12,5
Décembre	4,1	30,3	47,6	82,0	5,4	1,3	4,1	12,2	12,2
1970 Janvier	2,2	30,4	47,2	79,8	5,1	0,9	4,4	26,7 ³	20,4 ³

¹ Pour les données annuelles ou trimestrielles : moyenne mensuelle des données à fin de mois. Pour les données mensuelles : fin de mois.

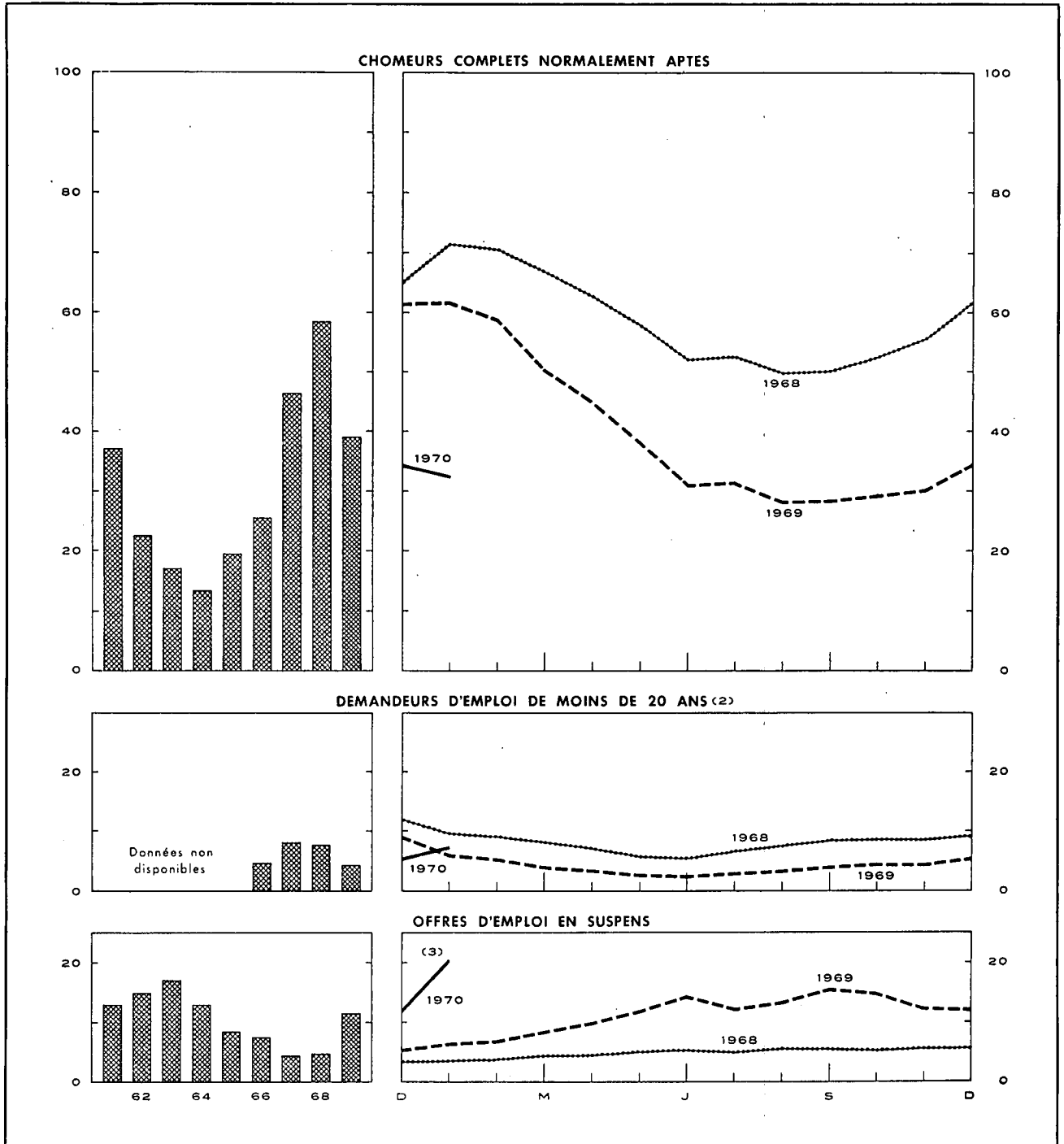
² Il s'agit des offres reçues pendant le mois. Pour les données annuelles ou trimestrielles : moyenne mensuelle des offres reçues pendant l'année ou le trimestre.

³ Entrée en vigueur le 1-1-1970 de l'arrêté royal du 5-12-1969 relatif à la déclaration de licenciements collectifs et à la notification des emplois vacants. Cet arrêté impose notamment aux entreprises qui occupent au moins 20 travailleurs de notifier à l'Office national de l'Emploi tout emploi vacant depuis trois jours ouvrables au moins.

II - 2. — DEMANDES ET OFFRES D'EMPLOI ¹

(milliers d'unités)

Source : Office National de l'Emploi.



¹ Pour les données annuelles : moyenne mensuelle des données à fin de mois. Pour les données mensuelles : fin de mois.

² Chômeurs complets normalement aptes et demandeurs d'emploi libres inoccupés.

³ Entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1970 de l'arrêté royal du 5 décembre 1969 relatif à la déclaration de licenciements collectifs et à la notification des emplois vacants. Cet arrêté impose notamment aux entreprises qui occupent au moins 20 travailleurs de notifier à l'Office national de l'Emploi tout emploi vacant depuis trois jours ouvrables au moins.

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — PRODUCTION AGRICOLE

Sources : Ministère de l'Agriculture (production végétale). — Institut National de Statistique (nombre d'animaux, production animale et superficie cultivée).

	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
Superficie cultivée ¹ (milliers d'hectares)									
Céréales panifiables	256	252	246	262	266	247	232	235	227
dont : froment	206	209	200	216	227	212	199	203	199
seigle	44	39	41	42	34	30	27	27	22
Céréales non panifiables	263	260	255	239	254	260	259	251	250
Plantes industrielles	92	93	94	106	95	92	95	107	109
Plantes racines et tuberculifères	120	116	114	103	98	98	99	90	86
Légumes cultivés pour la graine	11	10	10	11	10	9	8	8	8
Prés et prairies	821	829	825	815	810	810	810	807	804
Divers	136	129	135	129	119	124	123	116	121
Total ...	1.699	1.689	1.679	1.665	1.652	1.640	1.626	1.614	1.605
Production végétale (milliers de tonnes)									
Froment	722	835	759	900	854	650	828	839	p 761
Autres céréales	1.011	1.083	1.039	1.064	962	896	1.129	1.033	p 973
Betteraves sucrières	2.969	2.079	2.200	3.515	2.748	2.858	3.615	4.108	p 4.217
Lin (graines et paille)	196	231	240	283	190	167	105	108	p 112
Chicorée à café	60	37	47	68	46	29	32	40	p 44
Pommes de terre	1.789	1.872	1.530	1.755	1.419	1.475	1.943	1.566	p 1.478
Nombre d'animaux ¹ (milliers d'unités)									
Chevaux agricoles	148	141	132	120	108	95	86	86	81
Total des bovidés	2.728	2.832	2.805	2.663	2.731	2.773	2.759	2.805	2.844
dont : vaches laitières	1.025	1.051	1.044	999	1.010	1.019	1.029	1.067	1.076
Porcs	1.772	2.053	1.795	1.833	1.847	1.971	2.323	2.502	2.803
Production animale									
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres)	1.538	1.630	1.644	1.712	1.953	2.199	2.403	2.585	
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	429	462	458	429	461	500	548	586	

¹ Recensement au 15 mai de chaque année.

III - 2. — PECHE MARITIME

Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges

(moyennes mensuelles en tonnes)

Source : Institut National de Statistique.

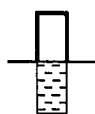
	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968
Aiglefin	262	285	300	221	281	233	141	130	136
Cabilland	689	698	868	728	630	1.124	1.052	1.322	1.695
Plie	390	291	346	424	322	294	442	516	450
Sole	350	314	347	631	201	263	329	412	356
Raie	323	328	310	298	319	280	182	178	219
Hareng	528	409	273	153	134	112	61	30	11
Crevettes	39	80	48	76	75	72	80	104	80

Références bibliographiques : Revue de l'Agriculture (Ministère de l'Agriculture). — Statistiques agricoles (I.N.S.). — Annuaire statistique de la Belgique. — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Bulletin mensuel : Economie et statistiques agricoles (F.A.O.).

IV. — INDUSTRIE

IV - 0. — RESULTATS DES ENQUETES DE LA CONJONCTURE ¹

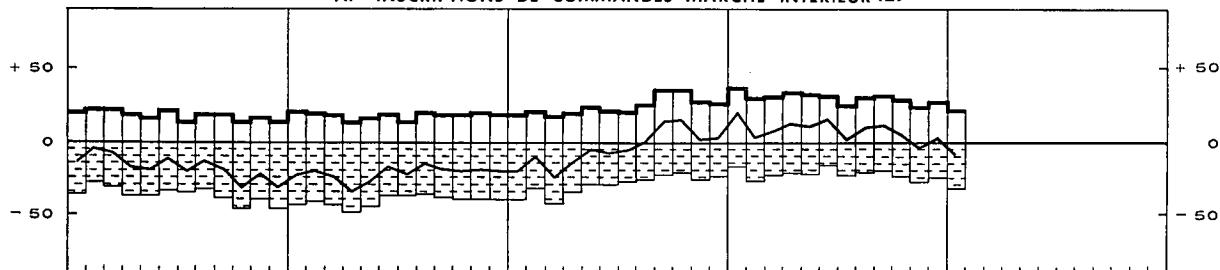
Ensemble des industries : Textile — Sidérurgie — Fabrications métalliques — Papier — Bois — Cuir — Métaux non ferreux



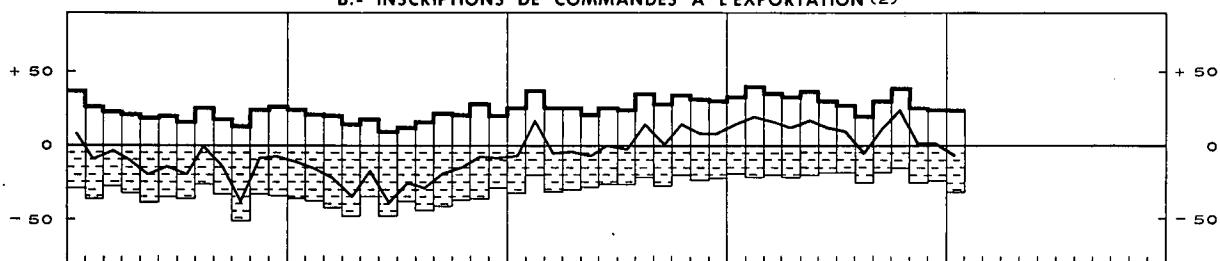
Pourcentage des réponses "en hausse" pour les questions A, B et C
 Pourcentage des réponses "supérieur à la normale" pour les questions D et E
 Pourcentage des réponses "en baisse" pour les questions A, B et C
 Pourcentage des réponses "inférieur à la normale" pour les questions D et E

— Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement "en hausse" et "en baisse" pour les questions A, B et C
 — Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement "supérieur" et "inférieur" à la normale pour les questions D et E

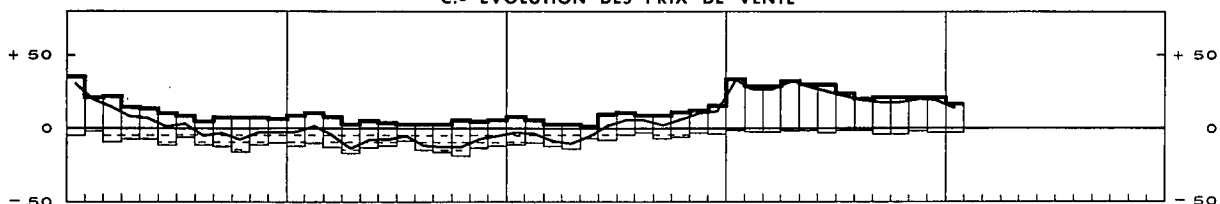
A.- INSCRIPTIONS DE COMMANDES MARCHÉ INTERIEUR (2)



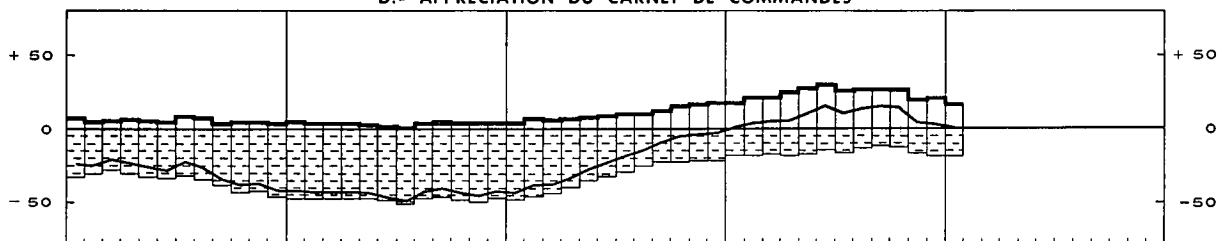
B.- INSCRIPTIONS DE COMMANDES A L'EXPORTATION (2)



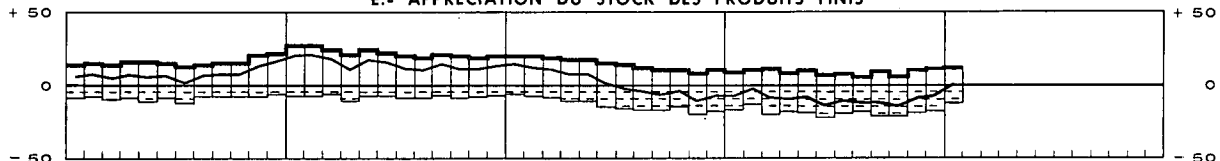
C.- EVOLUTION DES PRIX DE VENTE



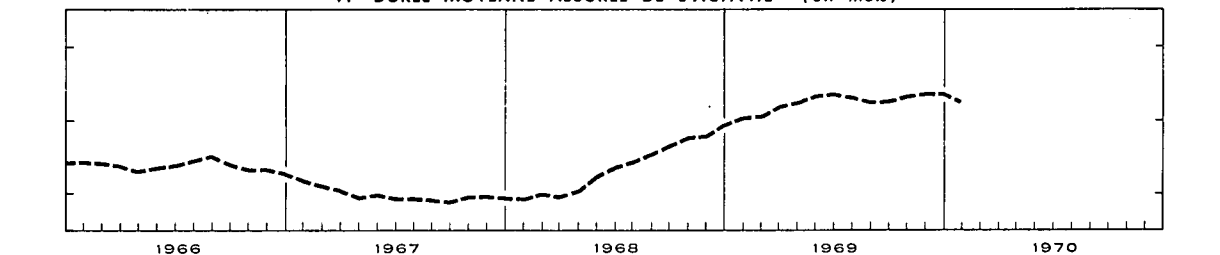
D.- APPRECIATION DU CARNET DE COMMANDES



E.- APPRECIATION DU STOCK DES PRODUITS FINIS



F.- DUREE MOYENNE ASSUREE DE L'ACTIVITE (en mois)



¹ Les réponses des participants sont pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent pour les questions de A à E la variation par rapport au mois précédent.
² Mouvements saisonniers éliminés.

IV - 1. — INDICES GENERAUX DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Base 1958 = 100

Moyennes mensuelles ou mois	Indices non désaisonnalisés				Mouvement trend-cyclique
	Source : I.N.S.		Source : « Centre de Recherches économi- ques » de Louvain 1	Source : Agéfi 2	Source : I.N.S.
	Indice général *	dont : industries manufacturières seules	Indice général *	Indice général	Indice général *
1964	144	153	139	147	144
1965	147	157	144	149	147
1966	150	162	148	150	150
1967	152	165	149	152	153
1968	161	176	p 161	166	p 162
1969				p 180	
1968 2 ^e trimestre	160	175	164	162	p 160
3 ^e trimestre	154	168	151	164	p 164
4 ^e trimestre	173	190	p 172	175	p 168
1969 1 ^{er} trimestre	p 173	p 189	p 172	175	p 174
2 ^e trimestre	p 179	p 195	p 185	180	p 178
3 ^e trimestre	p 167	p 183	p 166	p 177	p 182
4 ^e trimestre				p 188	
1969 Janvier	p 176	p 191	p 170	179	p 172
Février	p 164	p 179	p 172	166	p 174
Mars	p 180	p 197	p 175	182	p 175
Avril	p 181	p 198	p 185	178	p 176
Mai	p 172	p 188	p 181	178	p 178
Juin	p 183	p 200	p 189	183	p 179
Juillet	p 147	p 161	p 150	168	p 180
Août	p 164	p 180	p 162	p 180	p 182
Septembre	p 191	p 209	p 187	p 185	p 183
Octobre	p 206	p 226		p 195	p 185
Novembre	p 183	p 202		p 183	
Décembre				p 185	
1970 Janvier				183 ³	

* Non compris la construction.

1 Indices sur base originale 1961 convertis en indices base 1958 = 100.

2 Indices sur base originale 1953 convertis en indices base 1958 = 100.

3 Prévisions.

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (Principaux secteurs)

Base 1958 = 100

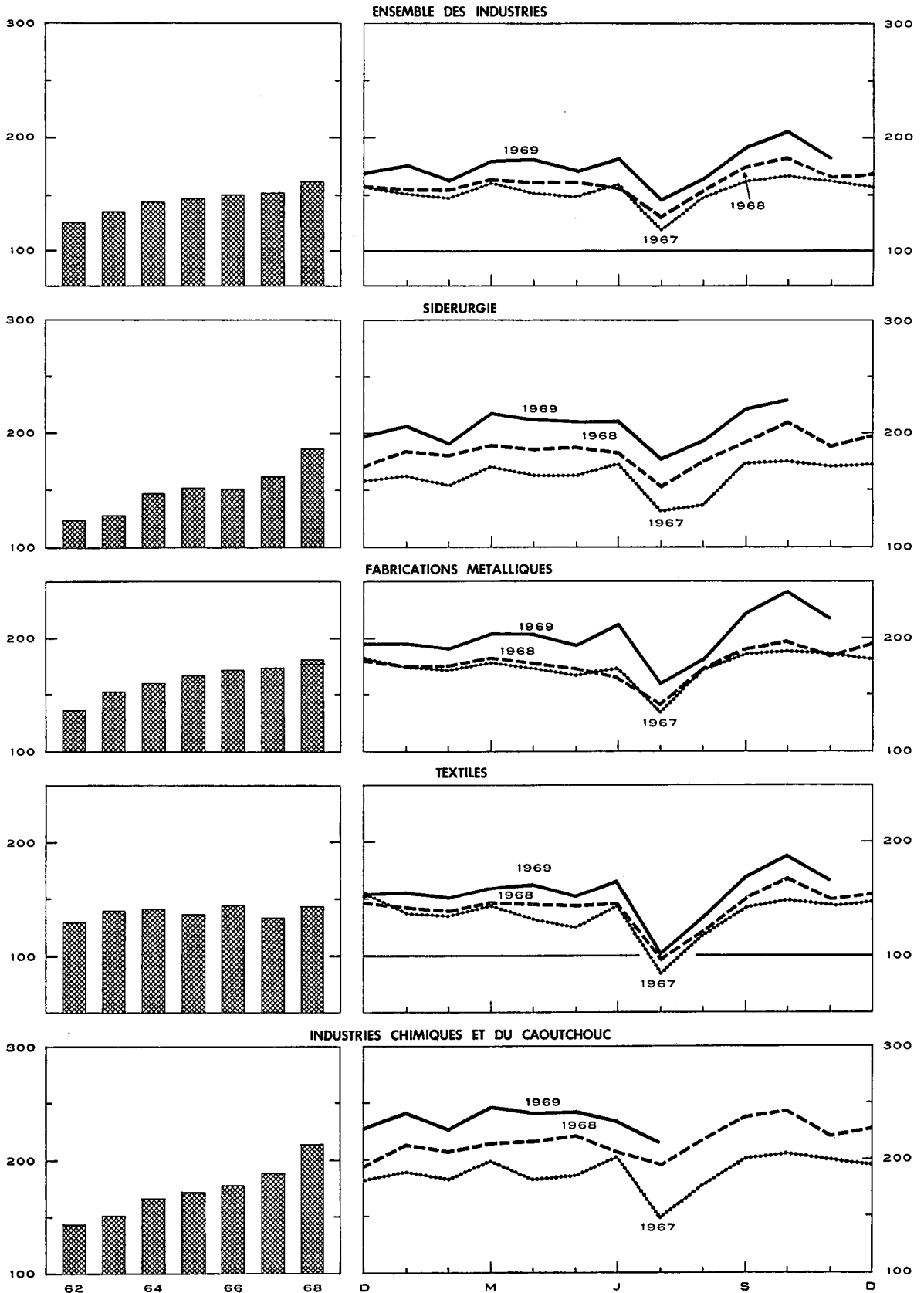
Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général *	Industries manufacturières													
		Industries extractives	dont :												
			Indice général	Industries prod. minéraux non métall. à l'excl. dérivés pétrole et charbon	Sidérurgie	Industrie des métaux non ferreux	Industrie des fabrications métalliques	Industries alimentaires et fabrication des boissons	Industries textiles				Industrie chimique et industrie du caoutchouc		Raffineries de pétrole
									Total	dont :			Total	dont : Trans- formation des matières plastiques (1962 = 100)	
Fila- ture	Tissage	Bonne- terie	Total	Transformation des matières plastiques (1962 = 100)											
1963	135	88	142	131	128	145	153	119	140	137	139	157	151	124	187
1964	144	92	153	151	147	162	160	127	142	135	146	153	166	148	206
1965	147	85	157	147	152	175	167	127	138	132	137	154	172	178	241
1966	150	76	162	148	151	177	172	134	145	135	149	161	178	213	256
1967	152	73	165	149	162	171	174	142	134	121	141	150	189	270	267
1968	161	67	176	150	186	187	178	145	143	134	150	153	219	321	355
1968 2 ^e trimestre	160	71	175	159	187	190	172	145	145	137	151	159	216	313	314
3 ^e trimestre	154	60	168	149	174	178	168	147	125	114	133	133	218	311	386
4 ^e trimestre	173	66	190	157	199	199	193	158	158	147	169	165	231	350	405
1969 1 ^{er} trimestre	p 173	64	p 189	141	206	192	p 198	134	156	145	164	167	p239	370	434
2 ^e trimestre	p 179	65	p 195	169	211	191	p 204	p 144	161	148	170	173	p239	392	437
3 ^e trimestre	p 167	55	p 183	162	198	184	p 188	p 152	p136	p133	145	144			440
1968 Novembre	166	64	183	157	189	190	186	158	150	138	161	160	222	336	388
Décembre	170	63	187	144	199	201	196	145	155	149	168	148	228	328	438
1969 Janvier	p 176	69	p 191	137	208	198	p 196	141	156	148	165	158	p242	371	460
Février	p 164	58	p 179	125	192	184	p 193	126	151	139	160	163	p227	348	403
Mars	p 180	65	p 197	161	219	194	p 205	136	160	148	166	181	p247	390	439
Avril	p 181	67	p 198	166	213	188	p 205	146	164	149	171	181	p241	389	426
Mai	p 172	61	p 188	171	211	186	p 195	p 135	153	137	163	166	p242	380	433
Juin	p 183	67	p 200	171	210	199	p 213	p 150	167	159	175	172	p234	406	452
Juillet	p 147	45	p 161	152	179	163	p 160	p 148	p103	91	142	100	p216	310	435
Août	p 164	55	p 180	162	194	183	p 181	p 157	p135	121	119	155		341	448
Septembre	p 191	65	p 209	173	222	207	p 223	p 150	p170	p156	175	176			435
Octobre	p 206	72	226	187	230	212	242	193	189	163	225	180			456
Novembre	p 183	60	202	176			218	171	167						435

* Non compris la construction.

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (I.N.S.)

Base 1958 = 100



IV - 3. — ENERGIE

Sources : Administration des Mines [col. (1), (2) et (5)] — Administration de l'Energie [col. (8) et (9)] — Calculs B.N.B. [col. (4)] — I.N.S. [col. (8), (6) et (7)].

Moyennes mensuelles ou mois	Houille					Electricité	Pétroles bruts	Gaz	
	Production globale	Stock sur le carreau des char- bonnages à fin de période	Importations nettes	Consom- mation apparente de houille cru ¹	Rendement journalier par ouvrier fond et surface	Production totale	Mise en œuvre	Production des cokeries destinée aux fournitures industrielles directes	Total de gaz disponible
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
1964	1.775	1.489	407	2.502	1.154	1.623	1.112	106	240
1965	1.649	2.419	422	2.393	1.212	1.697	1.300	107	268
1966	1.458	3.046	417	2.188	1.270	1.793	1.383	97	268
1967	1.369	2.644	364	2.140	1.336	1.884	1.440	98	296
1968	1.234	1.735	464	2.242	1.418	2.088	1.913	103	404
1969	p 1.100	p 630			p 1.505	2.303			
1968 2 ^e trimestre	1.296	2.493	462	2.223	1.421	1.963	1.693	103	317
3 ^e trimestre	1.075	2.218	442	2.077	1.391	1.923	2.083	100	334
4 ^e trimestre	1.204	1.735	464	2.354	1.458	2.323	2.189	104	445
1969 1 ^{er} trimestre	1.219	1.578	455	2.267	1.472	2.334	2.342	103	625
2 ^e trimestre	1.145	1.381	482	2.267	1.489	2.164	2.358	105	543
3 ^e trimestre	951	1.069	437	1.990	1.503	2.090	2.372		
4 ^e trimestre	p 1.085	p 630			p 1.559	2.621			
1969 Janvier	1.318	1.664	498	2.430	1.465	2.429	2.482	107	628
Février	1.142	1.589	384	2.118	1.469	2.217	2.173	92	590
Mars	1.196	1.578	482	2.252	1.481	2.356	2.371	110	657
Avril	1.192	1.527	443	2.255	1.492	2.216	2.298	101	550
Mai	1.065	1.405	493	2.256	1.471	2.136	2.339	106	560
Juin	1.178	1.381	511	2.289	1.504	2.141	2.438	108	520
Juillet	813	1.248	431	1.877	1.484	1.940	2.345	107	597
Août	926	1.134	397	1.962	1.489	2.052	2.421	114	542
Septembre	1.115	1.069	483	2.132	1.536	2.278	2.351		
Octobre	1.181	974			1.542	2.531			
Novembre	p 1.024	809			1.552	2.548			
Décembre	p 1.050	p 630			p 1.583	2.785			
1970 Janvier	p 477 ²	p 569			p 1.230 ²				

¹ Production de houille + importations nettes de charbon, de coke et d'agglomérés + la variation des stocks (1,3 tonne de coke ou 0,9 tonne d'agglomérés = 1 tonne de houille crue).
² Grèves.

IV - 4. — METALLURGIE

Sources : Institut National de Statistique [col. (1) et (2)] — Fabrimétal [col. (3) à (6)].

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions totales
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)		(6)
1964	728	536	6,29	5,20	11,49	11,84
1965	764	559	6,58	6,02	12,60	12,76
1966	743	572	6,90	6,59	13,49	13,43
1967	810	626	6,72	6,70	13,42	13,69
1968	964	722	7,35	8,60	15,95	14,67
1969	1.070					
1968 2 ^e trimestre	958	728	7,06	8,13	15,19	14,73
3 ^e trimestre	914	658	6,86	8,07	14,93	12,99
4 ^e trimestre	1.033	777	8,41	9,98	18,39	16,67
1969 1 ^{er} trimestre	1.038	824	8,62	11,32	19,94	16,43
2 ^e trimestre	1.079	834	p 8,57	p 11,35	p 19,92	p 18,84
3 ^e trimestre	1.030	744	p 7,99	p 9,92	p 17,91	p 16,33
4 ^e trimestre	p 1.131					
1969 Janvier	1.025	853	9,74	12,15	21,89	15,96
Février	971	762	8,02	11,05	19,07	15,88
Mars	1.117	857	8,11	10,76	18,87	17,44
Avril	1.086	844	p 8,41	p 11,63	p 20,04	p 18,66
Mai	1.077	825	p 8,00	p 10,96	p 18,96	p 17,54
Juin	1.076	833	p 9,31	p 11,47	p 20,78	p 20,31
Juillet	955	652	p 7,11	p 8,03	p 15,14	p 14,72
Août	1.014	705	p 7,87	p 8,90	p 16,77	p 14,07
Septembre	1.120	876	p 9,00	p 12,82	p 21,82	p 20,19
Octobre	1.174	919				
Novembre	1.088 ¹					
Décembre	1.130 ¹					
1970 Janvier	955 ¹					

¹ Estimations de l'Agéfi.

IV - 5. — CONSTRUCTION : données annuelles

Source : Institut National de Statistique.

Années	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation					Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation				
	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments achevés	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments achevés
	Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles			Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles		
	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Constructions nouvelles et reconstructions totales	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Constructions nouvelles et transformations
Nombre										
1959	38.989	26.683	9.724	1.368	33.045	3.036	8.661	3.135	4.951	5.286
1960	41.102	28.881	9.645	1.230	34.129	3.151	11.805	3.567	6.360	5.407
1961	44.552	31.603	10.436	1.406	35.233	3.498	12.785	3.958	7.071	5.975
1962	38.530	27.818	9.888	1.617	31.446	4.957	16.545	2.960	5.399	5.424
1963	38.686	28.020	12.408	1.480	27.693	6.016	20.797	3.417	4.602	5.179
1964	44.235	34.575	14.827	1.728	35.751	6.583	20.661	3.969	5.466	7.741
1965	39.254	31.001	17.067	1.996	39.780	6.562	24.421	4.301	6.442	12.353
1966	<i>p</i> 42.648	35.727			32.702	8.700	1		1	10.143
1967	<i>p</i> 37.125	33.143			29.645	8.436	1		1	9.304
1968	<i>p</i> 37.704	30.179			28.874 ²		1		1	8.525 ²

¹ En 1966, 1967 et 1968, le volume à construire pour les constructions nouvelles, reconstructions totales, transformations, extensions et reconstructions partielles s'élève respectivement à 25.507, 26.136 et 23.981 milliers de m³.

² Depuis 1968, nombre de bâtiments commencés.

IV - 6. — CONSTRUCTION : données mensuelles

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation ¹		Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation ²	
	Autorisations de bâtir accordées (nombre)	Bâtiments commencés (nombre)	Autorisations de bâtir accordées (nombre)	Bâtiments commencés (nombre)
1967 4 ^e trimestre	2.713	2.140	896	907
1968 1 ^{er} trimestre	2.979	1.491	775	449
2 ^e trimestre	3.301	2.842	1.038	716
3 ^e trimestre	3.011	2.809	1.030	824
4 ^e trimestre	3.277	2.482	990	853
1969 1 ^{er} trimestre	3.375	1.942	1.018	702
2 ^e trimestre	4.539	3.776	1.499	1.072
1968 Juillet	3.424	3.031	1.209	728
Août	2.961	2.783	1.070	898
Septembre	2.649	2.612	812	845
Octobre	3.685	3.646	1.042	1.180
Novembre	2.868	2.359	917	837
Décembre	3.278	1.442	1.011	542
1969 Janvier	2.610	1.627	789	544
Février	3.637	1.239	980	554
Mars	3.877	2.959	1.285	1.009
Avril	4.672	3.862	1.487	1.070
Mai	4.172	3.943	1.367	1.116
Juin	4.772	3.522	1.644	1.030
Juillet	4.574	3.108	1.698	1.022

¹ Constructions nouvelles ou reconstructions totales pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

² Constructions, reconstructions, transformations et extensions pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

IV - 7. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (ajustés pour variations saisonnières)

Base 1963 = 100

Source : O.C.D.E.

	Ensemble des pays C.E.E.			Belgique			Allemagne occidentale ¹		
	1967	1968	% variat. *	1967	1968	% variat. *	1967	1968	% variat. *
1 ^{er} trimestre	117	125	+ 6,8	112	117	+ 3,7	112	120	+ 7,1
2 ^e trimestre	116	122	+ 5,2	113	119	+ 5,1	111	127	+ 14,4
3 ^e trimestre	119	131	+10,1	114	121	+ 6,7	114	129	+ 13,2
4 ^e trimestre	123	137	+11,4	115	125	+ 8,4	120	135	+ 12,5
	1968	1969		1968	1969		1968	1969	
1 ^{er} trimestre	125	140	+12,0	117	128	+ 9,9	120	140	+ 16,7
2 ^e trimestre	122	143	+17,2	119	131	+ 10,4	127	144	+ 13,4
3 ^e trimestre	131	143	+ 9,2	121	134	+ 10,4	129	143	+ 10,9
4 ^e trimestre	137			125			135		
	France			Italie			Pays-Bas		
	1967	1968	% variat. *	1967	1968	% variat. *	1967	1968	% variat. *
1 ^{er} trimestre	119	127	+ 6,7	126	133	+ 5,6	125	137	+ 9,6
2 ^e trimestre	118	107	- 9,3	128	135	+ 5,5	126	141	+ 11,9
3 ^e trimestre	120	131	+ 9,2	127	136	+ 7,1	130	145	+ 11,5
4 ^e trimestre	123	139	+13,0	131	141	+ 7,6	133	151	+ 13,5
	1968	1969		1968	1969		1968	1969	
1 ^{er} trimestre	127	138	+ 8,7	133	143	+ 7,5	137	154	+ 12,4
2 ^e trimestre	107	142	+32,7	135	145	+ 7,4	141	158	+ 12,1
3 ^e trimestre	131	141	+ 7,6	136	143	+ 5,1	145	163	+ 12,4
4 ^e trimestre	139			141			151		

* Pourcentage de variation par rapport à l'indice du trimestre correspondant de l'année précédente.

¹ Y compris Berlin-Ouest.

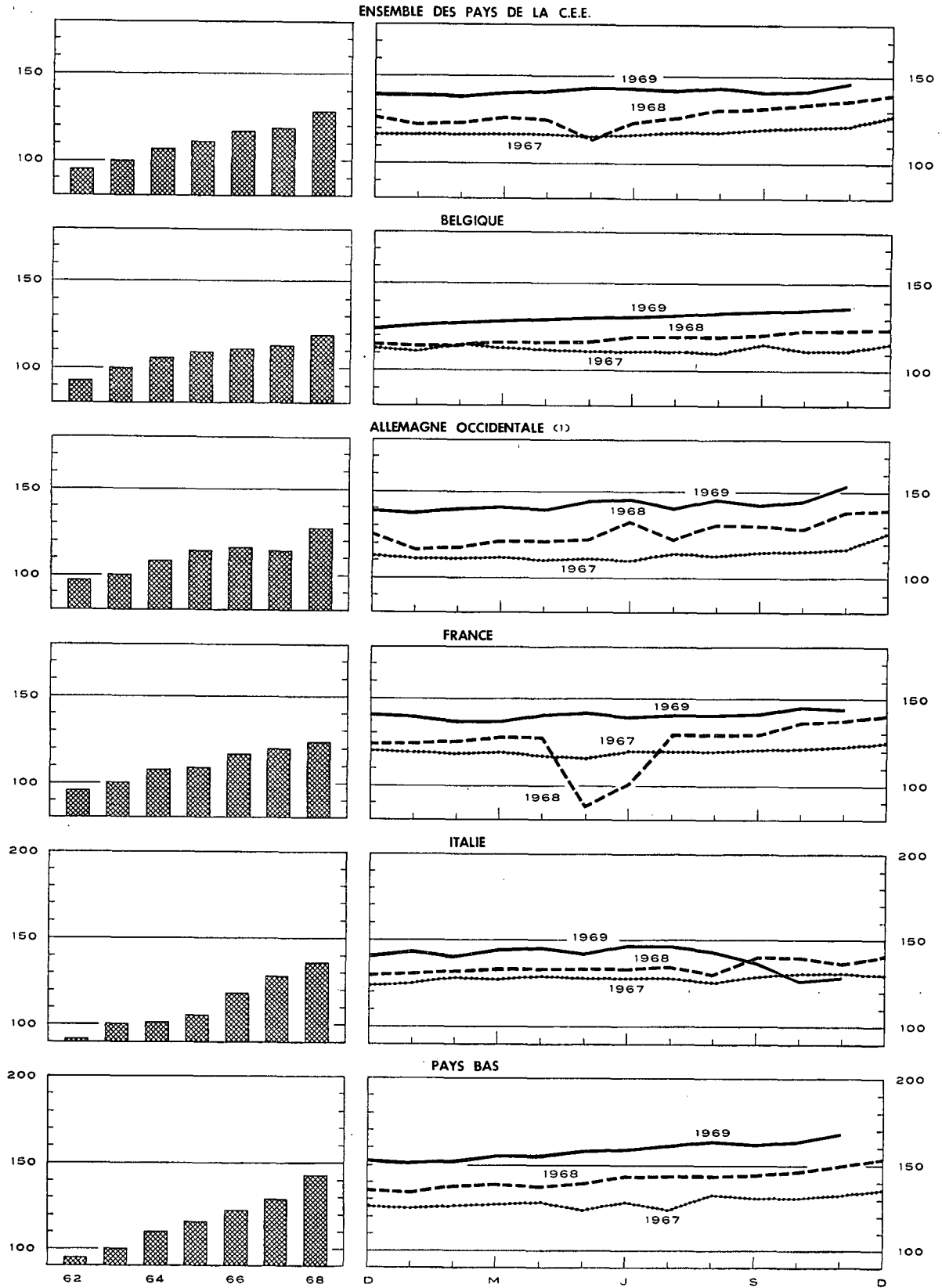
Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Annales des Mines de Belgique.* — *Revue du Travail.* — « *Centre de Recherches économiques* » de Louvain. — *Industrie*, revue de la F.I.B. — *Bulletin de Fabrimétal.* — *Bulletin statistique mensuel de Fedéchar.* — *Bulletin du M.A.E.* (Administration de l'Industrie - Energie électrique). — *Energie.* — *Figas*, circulaire d'information de la Fédération de l'Industrie du Gaz. — *Agence économique et financière.* — *La Construction.* — *Principaux indicateurs économiques* (O.C.D.E.).

IV - 7. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (O.C.D.E.)

Base 1963 = 100

(Indices ajustés pour variations saisonnières)



1 A partir de 1968, y compris Berlin-Ouest.

V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a. — Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B., S.N.C.V. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					S.N.C.V. Tonnes-km transportées 2	SABENA	
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)					Trafic payant aérien régulier	
	Nombre de voyageurs- km	Nombre de tonnes-km productives 1	Tonnage total	dont :			(millions de passagers-km)	(millions de tonnes-km)
				combustibles et huiles minérales	minerais			
(millions)	(milliers de tonnes)	(milliers)						
1963	751	569	5.444	2.212	1.151	171	112,2	13,8
1964	753	577	5.549	2.030	1.291	154	135,5	16,5
1965	748	563	5.323	1.867	1.274	124	148,8	18,8
1966	726	519	4.943	1.650	1.222	114	137,8	18,4
1967	711	507	4.952	1.576	1.259	73	162,8	22,8
1968	681	556	5.273	1.621	1.321	35	164,7	25,3
1969						37		
1968 2 ^e trimestre	689	518	5.014	1.564	1.235	36	174,3	25,7
3 ^e trimestre	660	521	4.947	1.466	1.270	39	256,2	33,2
4 ^e trimestre	692	648	5.984	1.890	1.429	34	128,8	24,3
1969 1 ^{er} trimestre	p 674	585	5.513	1.643	1.377	36	166,3	26,6
2 ^e trimestre	p 699	607	5.754	1.669	1.448	40	172,3	29,0
3 ^e trimestre	p 675	583	5.458	1.557	1.458	34	292,0	40,0
4 ^e trimestre						38		
1968 Décembre	690	639	5.886	1.869	1.447	31	123,5	25,0
1969 Janvier	p 671	592	5.672	1.840	1.392	39	124,1	27,8
Février	p 662	549	5.113	1.465	1.282	27	100,0	23,8
Mars	p 688	613	5.754	1.623	1.456	41	132,5	28,3
Avril	p 699	578	5.556	1.625	1.382	41	142,3	26,6
Mai	p 714	610	5.699	1.637	1.492	39	160,5	27,6
Juin	p 686	634	6.008	1.744	1.470	39	214,1	32,9
Juillet	p 695	589	5.455	1.536	1.500	29	318,6	41,7
Août	p 647	554	5.183	1.523	1.383	34	297,3	40,3
Septembre	p 684	605	5.737	1.611	1.492	40	260,1	37,9
Octobre	p 706	699	6.532			41	181,9	32,9
Novembre	p 675	683	6.129			43	122,9	27,2
Décembre						31		

1 Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

2 Les tonnes-km transportées sont calculées en faisant la somme des produits du tonnage transporté par le nombre de kilomètres du transport effectué.

V - 1b. — Navigation maritime

Sources : Administration du port d'Anvers [col. (1)], du port de Gand [col. (4)], I.N.S. (autres colonnes).

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand		
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)	
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
1963	4.356	2.602	1.282	151	162	67
1964	4.558	3.036	1.408	165	178	78
1965	4.615	3.366	1.587	160	149	108
1966	4.761	3.376	1.514	143	148	76
1967	4.872	3.516	1.683	125	136	74
1968	5.127	4.042	1.991	131	108	97
1969				419		
1968 2 ^e trimestre ..	5.136	3.934	2.103	110	95	78
3 ^e trimestre ..	5.064	4.096	2.135	135	106	85
4 ^e trimestre ..	5.229	4.001	1.937	169	131	138
1969 1 ^{er} trimestre ..	5.194	3.928	2.069	315	193	278
2 ^e trimestre ..	5.592	4.029	1.685	418	378	283
3 ^e trimestre ..	5.487			466		
4 ^e trimestre ..				476		
1968 Décembre	5.166	3.829	2.290	196	213	149
1969 Janvier	5.292	4.176	2.418	311	211	337
Février	4.590	3.953	1.848	267	145	240
Mars	5.701	3.654	1.942	367	223	258
Avril	5.325	3.695	1.223	403	298	272
Mai	5.647	4.086	1.892	389	560	300
Juin	5.803	4.307	1.936	463	275	278
Juillet	5.713	4.288	2.068	414	457	549
Août	5.899	4.135	1.942	474	403	252
Septembre	5.348			511		
Octobre	5.915			530		
Novembre	5.334			448		
Décembre				449		

1 Trafic intérieur + importations + exportations + transit.

V - 1c. — Navigation intérieure

Source : I.N.S.

Ensemble des trafics 1	
(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes- km.)
(1)	(2)
5.400	433
6.276	509
6.412	507
6.633	497
7.111	522
7.778	554
7.859	556
8.129	582
7.801	568
7.468	545
8.189	606
7.080	511
7.672	562
6.775	492
7.958	580
8.258	601
8.038	601
8.270	615
7.542	569
7.098	531

V - 2. — TOURISME ¹

(milliers de nuitées)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	Allemagne occ.	U.S.A.
1961	1.518	1.166	77	49	92	41	21
1962	1.578	1.192	85	57	101	44	24
1963	1.704	1.269	94	68	110	52	28
1964	1.843	1.355	108	82	118	57	30
1965	1.909	1.402	112	83	120	64	31
1966	1.971	1.448	107	91	117	72	34
1967	2.098	1.552	110	105	114	72	40
1968	2.083	1.560	101	115	98	72	35
1967 4 ^e trimestre	523	292	39	29	24	29	32
1968 1 ^{er} trimestre	392	210	32	22	17	26	21
2 ^e trimestre	1.892	1.353	107	92	116	73	41
3 ^e trimestre	5.450	4.328	228	315	215	155	51
4 ^e trimestre	516	305	36	27	20	28	26
1969 1 ^{er} trimestre	397	212	30	22	17	28	21
2 ^e trimestre	1.895	1.382	115	104	94	75	41
1968 Août	6.768	5.524	364	216	269	142	52
Septembre	1.565	1.039	118	55	127	74	43
Octobre	561	308	38	29	27	35	36
Novembre	511	299	42	24	19	29	27
Décembre	475	309	28	29	15	20	15
1969 Janvier	350	183	27	21	15	25	20
Février	340	175	26	19	15	23	21
Mars	502	278	37	27	21	36	23
Avril	1.515	1.113	109	39	88	45	28
Mai	1.617	1.143	83	95	89	60	38
Juin	2.553	1.890	81	177	105	119	56
Juillet	8.224	6.603	182	759	235	191	72
Août	7.008	5.661	310	292	232	228	65

¹ Y compris les nuitées du camping.

V - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Indices des ventes

Base 1953 = 100

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Grands magasins à rayons multiples ¹					Coopératives	Gros-sistes	Entre-prises à suc-cursales	Indices après élimination des variations de prix et des variations saisonnières (Calculs B.N.B.)		
	Indice général	Alimen-tation	Habille-ment	Ameu-blement	Ménage ²				Indice général	Alimen-tation générale	Alimen-tation	Grands maga-sins	Coopé-ratives	Grossis-tes en alimen-tation générale
1961	161	160	164	145	165	144	163	152	145	130	147
1962	170	172	172	154	171	152	173	172	151	135	154
1963	180	177	185	164	179	161	179	193	156	140	156
1964	196	188	200	183	200	168	196	220	163	140	163
1965 *	212	203	212	199	218	181	213	260	168	145	169
1966	225	218	222	206	236	188	220	295	173	145	166
1967	232	232	220	199	240	193	243	343	173	145	178
1968	244	242	229	206	259	198	259	427	178	144	187
1968 1 ^{er} trimestre	214	241	184	202	231	197	238	395	172	144	183
2 ^e trimestre	239	227	244	206	248	198	258	414	178	146	189
3 ^e trimestre	234	225	218	201	259	186	256	414	180	141	180
4 ^e trimestre	291	271	271	215	300	211	283	485	180	144	198
1969 1 ^{er} trimestre	234	261	200	216	260	197	261	482	182	140	194
2 ^e trimestre	263	258	269	218	274	201	286	527	188	143	200
3 ^e trimestre	252	246	233	209	280	188	280	531	187	138	188
1968 Novembre	288	258	264	203	264	202	259	460			
Décembre	335	306	302	232	366	235	312	550			
1969 Janvier	237	258	204	238	254	202	262	469			
Février	212	246	166	188	254	185	244	458			
Mars	253	278	230	221	272	203	276	519			
Avril	255	267	252	207	260	200	290	521			
Mai	278	267	292	234	300	210	280	554			
Juin	255	239	264	214	264	193	288	506			
Juillet	259	235	260	216	286	185	273	515			
Août	251	252	218	198	276	188	272	546			
Septembre	247	252	220	214	278	190	296	532			
Octobre	276	278	264	225	310	203	307	592			
Novembre	296	265	272	203	288	193	279	563			

* A partir de 1965 nouvelle série, indices sur base originale 1964 = 100 convertis en base 1953 = 100.

¹ Y compris les ventes en supermarché à partir de 1965. — ² Articles de ménage et appareils ménagers.

V - 3b. — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : Institut National de Statistique.

	Nombre de contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédit accordé au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1967 1 ^{er} semestre	1.576	891	136	549	18,36	7,34	4,88	6,14	7,71	3,62	1,74	2,35
2 ^o semestre	1.543	921	129	493	18,44	7,68	4,84	5,92	7,56	3,50	1,83	2,23
1968 1 ^{er} semestre	1.655	1.028	142	490	20,30	8,42	5,64	6,24	8,84	4,12	2,24	2,48
2 ^o semestre	1.670	992	156	522	21,78	8,94	6,16	6,68	8,75	3,95	2,25	2,55
1969 1 ^{er} semestre	1.710	1.004	170	536	24,60	9,78	7,25	7,57	10,42	4,47	2,90	3,05

2° — Retards de paiement

	Nombre de débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Total des montants de 3 termes impayés par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (millions de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1967 1 ^{er} semestre	69	34	2	33	104,3	41,7	9,9	52,7
2 ^o semestre	53	35	1	17	94,5	42,0	8,9	43,6
1968 1 ^{er} semestre	50	34	1	15	96,3	44,2	10,0	42,1
2 ^o semestre	49	31	2	16	94,8	42,1	10,6	42,1
1969 1 ^{er} semestre	51	33	2	16	124,1	63,4	14,7	46,0

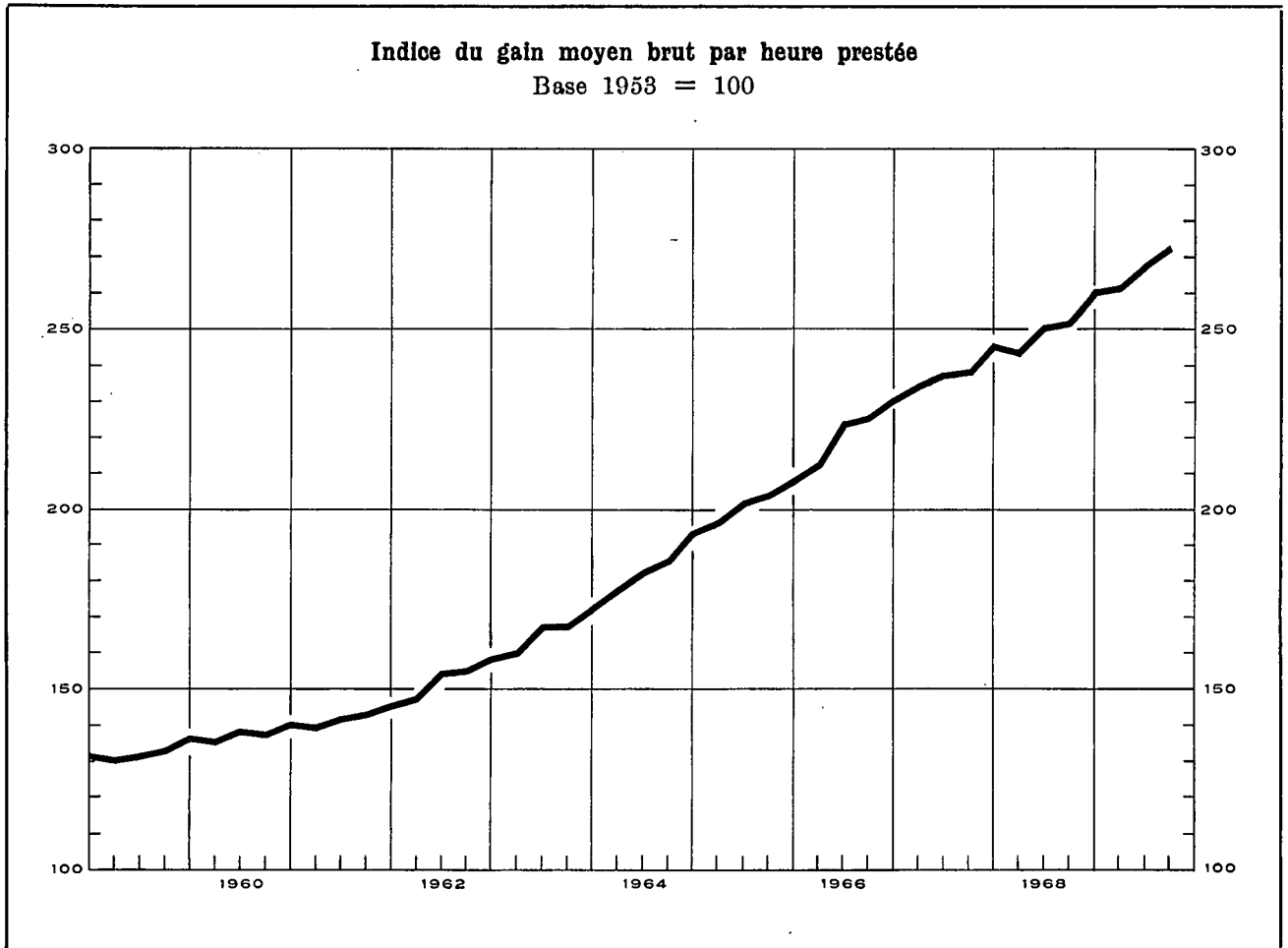
3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel agricole, tracteurs agricoles, bétail	Autos pour-transport de personnes exceptés autobus		Motos, scooters, vélos, moteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtement	Livres	Equipement professionnel autre que articles cités antérieurement (commerce, artisanat, industrie, professions libérales)	Articles ménagers et à usage personnel non dénommés ailleurs	Services (voyages, réparations de véhicules à moteur)
		neufs	usagés		neuves	usagées						
		Nombre de contrats (milliers)										
1967 1 ^{er} semestre	777	4,7	1,4	2,0	53,3	20,5	7,5	284,8	22,9	7,8	366,6	5,6
2 ^o semestre	776	3,6	0,9	1,9	46,7	18,5	8,2	302,8	28,3	7,3	354,2	3,6
1968 1 ^{er} semestre	874	4,0	1,0	1,9	62,5	22,1	9,3	320,7	36,4	8,4	403,9	3,8
2 ^o semestre	843	4,0	0,9	2,3	53,5	20,0	9,8	319,1	39,7	8,4	380,3	5,6
1969 1 ^{er} semestre	821	4,8	1,0	2,2	72,7	22,0	10,0	247,2	45,0	8,4	404,7	3,5
Crédit accordé (millions de francs)												
1967 1 ^{er} semestre	7.713	707	86	175	2.933	591	52	293	75	783	1.982	36
2 ^o semestre	7.565	564	67	196	2.638	553	56	367	88	748	2.257	31
1968 1 ^{er} semestre	8.836	602	79	162	3.617	681	66	357	127	792	2.324	29
2 ^o semestre	8.753	548	73	255	3.193	620	83	434	121	834	2.552	40
1969 1 ^{er} semestre	10.417	786	88	221	4.419	723	76	297	126	1.012	2.627	42
Crédit accordé — Répartition en % par rapport au total												
1967 1 ^{er} semestre	100,0	9,2	1,1	2,3	38,0	7,6	0,7	3,8	1,0	10,2	25,7	0,4
2 ^o semestre	100,0	7,5	0,9	2,6	34,9	7,3	0,7	4,8	1,2	9,9	29,8	0,4
1968 1 ^{er} semestre	100,0	6,8	0,9	1,8	41,0	7,7	0,7	4,1	1,4	9,0	26,3	0,3
2 ^o semestre	100,0	6,3	0,8	2,9	36,5	7,1	0,9	5,0	1,4	9,5	29,2	0,4
1969 1 ^{er} semestre	100,0	7,6	0,8	2,1	42,4	7,0	0,7	2,9	1,2	9,7	25,2	0,4

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Bulletin de la Chambre de Commerce d'Anvers. — Centre de Recherches économiques de Louvain. — Statistique mensuelle du trafic international des ports (I.N.S.). — Chronique des transports (bimensuel) — Les transports maritimes. Etude Annuelle (O.C.D.E.). — Bulletin général de Statistiques (Office statistique des Communautés européennes).

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES OUVRIERS (hommes + femmes)



Indices des rémunérations dans l'industrie

Base 1953 = 100

Sources : col. (1) - (2) - (3) : B.N.B. (méthode d'établissement, voir Bulletin de novembre 1957, p. 413). — col. (4) : O.N.S.S. calculs B.N.B. (voir note) — col. (5) : « Centre de Recherches économiques » de Louvain.

	Gain moyen brut par heure prestée (1)	Salaire horaire type 1		Indice de la masse salariale 2 (4)	Indice du coût de la main-d'œuvre 3 (5)
		Ouvrier qualifié (2)	Ouvrier non qualifié (3)		
1961	143	140	141	134	148
1962	154	149	151	146	160
1963	167	161	163	158	176
1963 *	167	160	162		
1964	185	176	180	181	200
1965	203	191	196	193	223
1966	224	209	215	208	246
1967	239	223	232	213	267
1968	252	235	244	221	284
1969	p 272	253	265		
1968 Sept.	252	237	246		284
1968 Déc.	261	240	250		295
1969 Mars	p 263	246	258		297
1969 Juin	p 270	251	263		305
1969 Sept.	p 273	256	268		310
1969 Déc.	p 282	259	272		

Moyennes générales des salaires horaires des ouvriers (charges sociales comprises)

Source : Fédération des Industries belges.

	Belgique (francs belges)	Allemagne occidentale	Royaume-Uni	Pays-Bas	France	Italie
1961	41,76	115,1	100,6	85,8	96,3	82,4
1962	44,72	119,6	98,9	88,2	98,8	88,6
1963	49,25	116,1	93,2	87,7	97,4	95,8
1964	55,98	111,3	88,3	90,4	91,8	94,4
1965	62,40	110,0	87,2	89,0	88,3	85,5
1966	68,73	105,9	85,5	89,8	85,0	80,1
1967	75,81	100,2	80,5	89,9	82,2	79,6
1968	82,92	96,2	68,3	89,3	83,7	76,3
1969	p 88,58	100,7	67,9	92,3	82,2	76,5
1967 Mars-Avril	74,52	101,0	80,5	89,7	82,6	80,2
1967 Sept.-Octobre	77,09	99,4	80,6	90,1	82,9	79,4
1968 Mars-Avril	81,46	96,0	68,6	88,7	81,3	77,2
1968 Sept.-Octobre	84,38	96,5	67,9	89,9	86,8	76,5
1969 Mars-Avril	p 86,93	98,8	68,8	93,9	86,9	76,0
1969 Sept.-Oct.	(e) 90,23	97,9 ⁶	67,0	90,8	77,7	77,0

1 Non compris les ouvriers du transport.

2 Il s'agit de l'indice simple des rémunérations globales allouées aux ouvriers assujettis à la sécurité sociale et appartenant aux industries extractives et manufacturières, à celles du bâtiment et de la construction et aux transports et communications. (Pour la définition des rémunérations globales, voir XXIV^e Rapport annuel O.N.S.S., p. 271).

3 Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le coût horaire de la main-d'œuvre et non pas le coût par unité produite.

4 Les indices du gain moyen brut par heure prestée et du salaire horaire type sont obtenus en pondérant les indices relatifs aux différents secteurs économiques par les rémunérations salariales globales payées dans ces secteurs. Les rémunérations salariales globales retenues sont celles de l'année 1953 pour les périodes figurant au-dessus de la ligne (1963 et années antérieures); ce sont celles de l'année 1963 pour les périodes figurant au-dessous de la ligne (1968 et périodes suivantes).

5 La F.I.B. publie les salaires horaires étrangers exprimés en francs belges sur la base des cours du change. Les pourcentages obtenus ne tiennent pas compte des variations de niveau des prix belges et étrangers : ils ne reflètent donc pas le rapport des salaires réels.

6 Depuis le 20 octobre 1969, date de la réévaluation du D.M., le pourcentage par rapport au salaire belge s'établit à 107,0.

VI - 2. — GAINS HORAIRES BRUTS MOYENS DANS L'INDUSTRIE (hommes + femmes)

(en francs par heure)

Source : Institut National de Statistique.

Groupe et branche d'industrie	1964 octobre	1965 octobre	1966 octobre	1967 octobre	1968 avril	1968 octobre	1969 avril
<i>Industries extractives :</i>							
Extraction de charbon (fond et surf.) ¹ .	52,62	56,62	60,57	64,11	63,64	67,49	69,48
Carrières ¹	44,59	48,24	53,13	54,01	56,19	56,88	59,99
Total des industries extractives ¹	51,83	55,84	59,68	62,97	62,77	66,20	68,35
<i>Industries manufacturières :</i>							
Dénrées alimentaires (sauf boissons) ...	37,09	40,29	43,47	45,59	47,67	48,74	51,30
Boissons	39,59	44,38	47,77	50,56	53,14	54,13	56,23
Tabac	33,50	37,06	41,06	43,60	45,33	47,00	51,02
Industries textiles	34,61	37,27	41,83	44,32	45,37	46,55	49,86
Chaussures, habillement	28,98	32,45	35,97	37,66	39,18	39,90	42,29
Bois (sauf meubles)	37,01	39,93	44,71	48,00	49,73	50,69	54,21
Industrie du meuble	40,65	42,17	46,75	49,18	51,50	53,16	55,65
Papier, articles en papier	39,61	43,58	47,88	50,88	53,09	53,17	56,79
Impressions et reliures	43,96	48,06	52,17	56,79	60,90	61,45	64,48
Cuir (sauf chaussures, habillement)	33,97	37,07	40,77	43,38	45,14	46,62	48,67
Industrie du caoutchouc et des matières plastiques	40,29	43,59	48,49	51,42	52,85	54,05	58,01
Industries chimiques	44,43	49,81	56,32	59,59	59,30	61,49	64,78
Industrie du pétrole	62,88	71,33	78,36	85,10	87,37	88,22	91,89
Produits minéraux non métalliques	42,55	45,83	50,98	53,46	55,58	56,02	59,96
Industries métallurgiques de base	52,08	54,96	59,55	62,98	64,33	66,23	70,19
Fabricat. métall., à l'exclus. des machines et du matériel de transport	43,37	46,13	49,44	52,12	53,17	54,88	58,63
Construction de machines, à l'exclusion des machines électriques	45,23	47,38	52,22	56,20	56,72	59,18	62,93
Industrie électrotechnique	39,97	43,99	48,80	51,19	52,73	54,46	57,15
Construction de matériel de transport ...	48,55	51,80	56,34	59,53	61,32	63,21	67,53
Total des industries manufacturières	40,74	44,03	48,58	51,36	52,86	54,22	57,57
dont : hommes	44,53	48,14	52,94	55,92	57,51	59,04	62,58
femmes	29,16	31,97	35,51	37,67	38,94	39,79	42,55
<i>Construction</i> ¹	43,75	47,30	52,82	55,71	57,23	57,89	61,06
<i>Moyenne générale pour l'industrie :</i>							
Total (hommes + femmes)	42,20	45,60	50,01	52,84	54,24	55,60	58,85
dont : hommes	45,11	48,75	53,43	56,42	57,85	59,34	62,70

¹ Hommes seulement.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — « *Centre de Recherches économiques* » de Louvain. — *Rapports annuels de l'O.N.S.S.* — *Revue du Travail.* — *Industrie*, revue de la F.I.B. — *Le coût de la main-d'œuvre dans l'industrie européenne*, *Etudes et Documents*, nouvelle série, no 52, 1959 (B.I.T.). — *Annuaire des statistiques du Travail* (B.I.T.).

VII. — PRIX ET INDICES DE PRIX

1. — PRIX DE GROS MONDIAUX

Moyennes journalières	Froment au Canada	Café à New York Santos IV	Laine Mérinos 64S au Royaume- Uni	Coton aux Etats-Unis (15 marchés)	Caoutchouc à Londres « Spot » price n° 1	Cuivre à Londres	Etain à Londres clôture	Ferrailles aux Etats-Unis	Pétrole brut à West-Texas
	\$ par 60 lbs	cents par lb.	d par lb.	\$ par 100 lbs	d par lb.	£ par long ton		\$ par long ton	\$ par Barrel
1961	1,93	36,0	90	32,20	24	230	888	35,3	2,86
1962	2,16	34,0	94	33,60	23	234	897	29,4	2,89
1963	2,14	34,1	107	33,60	21	234	910	27,0	2,89
1964	2,22	46,7	105	32,20	20	351	1.236	34,7	2,89
1965	2,10	44,7	92	30,40	21	469	1.413	35,2	2,89
1966	2,22	40,8	101	26,40	19	555	1.296	31,0	2,89
1967	2,19	37,8	94	23,00	16	418	1.229	27,0	2,88
1968	2,09	37,4	106	27,20	19	526	1.323	27,1	2,90
1968 1 ^{er} trimestre	2,09	37,3	107	25,73	17	681	1.319	32,7	2,88
2 ^e trimestre	2,09	37,5	106	24,97	18	492	1.309	26,2	2,90
3 ^e trimestre	2,11	37,4	104	30,47	19	454	1.300	24,3	2,91
4 ^e trimestre	2,08	37,6	106	27,60	20	475	1.365	25,0	2,91
1969 1 ^{er} trimestre	2,08	38,3	103	25,83	23	539	1.371	28,7	2,95
2 ^e trimestre	2,01	37,3	101	25,66	25	601	1.417	29,3	3,02
3 ^e trimestre		39,4	97	25,33	27	654	1.465	33,7	
1968 Novembre	2,07	37,5	107	27,30	20	465	1.405	25,0	2,91
Décembre	2,08	37,7	103	26,30	20	501	1.380	26,0	2,91
1969 Janvier	2,08	38,5	104	26,20	21	531	1.367	29,0	2,91
Février	2,08	38,7	103	25,70	23	544	1.374	29,0	2,91
Mars	2,08	37,8	101	25,60	25	541	1.373	28,0	3,02
Avril	2,00	37,3	102	25,60	25	587	1.399	27,0	3,02
Mai	2,01	37,2	102	25,70	24	589	1.421	30,0	3,02
Juin	2,01	37,4	100	25,60	25	627	1.431	31,0	3,02
Juillet	2,01	37,5	97	25,70	26	615	1.456	30,0	3,02
Août	1,99	38,3	97	25,30	28	680	1.469	34,0	
Septembre		42,4	96	25,00	26	668	1.469	37,0	
Octobre		46,9	96	24,90	24	658	1.497	34,0	
Novembre			94			690	1.542		

VII - 2. — INDICES DES PRIX DE GROS MONDIAUX

Base 1953 = 100

Sources : Comtel Reuter — Moody's Investors Service — Der Volkswirt — Chamber of Shipping.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice Reuter	Indice Moody	Indices Schulze			Fret Royaume-Uni (affrètement au voyage) ¹
			général	industriel	alimentaire	
1962	84	89	98	101	90	85
1963	94	90	100	103	95	104
1964	96	90	104	107	96	107
1965	92	93	103	108	91	121
1966	91	96	104	109	93	109
1967	88	89	100	105	91	115
1968	100	88	101	107	89	118
1969	108	96	104	111	91	112
1968 2 ^e trimestre	99	88	100	106	90	116
3 ^e trimestre	97	88	99	105	87	115
4 ^e trimestre	102	89	101	108	88	119
1969 1 ^{er} trimestre	105	91	103	109	90	114
2 ^e trimestre	108	94	103	110	90	110
3 ^e trimestre	108	98	104	111	91	109
4 ^e trimestre	111	100	106	112	93	118
1969 Janvier	105	91	102	108	90	115
Février	105	91	103	109	91	113
Mars	106	92	103	109	90	113
Avril	107	92	103	110	90	118
Mai	108	95	103	110	90	108
Juin	108	96	104	110	91	104
Juillet	107	96	104	110	91	112
Août	108	98	104	112	90	109
Septembre	108	99	105	112	91	105
Octobre	110	99	105	112	92	118
Novembre	112	100	106	112	93	121
Décembre	112	101	106	113	93	114
1970 Janvier	113	104	107	113	93	

¹ Affrètement au voyage pour cargaisons sèches.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1953 = 100 *

Source : Ministère des Affaires Economiques.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits agricoles			Produits industriels								Ensemble des produits industriels pris à trois stades de fabric.		
		indice général	animaux	végétaux	indice général	indigènes	importés	minéraux	métaux et prod. métall.	textiles	chimiques	matériaux de construction	matières premières	demi- produits	produits finis
1961	102,4	94,3	110,2	81,5	104,5	106,7	100,4	99,4	109,1	93,3	104,5	121,7	99,9	103,0	108,5
1962	103,2	100,8	106,9	95,2	103,8	107,6	96,1	97,7	108,5	90,5	104,5	125,6	97,4	103,1	108,6
1963	105,8	107,0	117,9	97,5	105,4	110,0	96,3	99,7	109,4	95,5	105,1	130,0	98,8	104,6	110,7
1964	110,7	109,9	126,7	96,0	110,9	113,9	103,7	104,6	116,2	98,8	108,4	140,5	104,7	110,5	115,6
1965	111,9	113,2	131,2	98,5	111,5	113,8	105,6	106,6	118,0	93,1	109,3	143,9	104,1	110,9	117,2
1966	114,5	118,2	134,0	104,8	113,5	115,0	109,3	106,6	118,8	94,9	111,6	145,9	103,6	114,4	119,9
1967	113,2	118,1	134,8	104,2	112,0	115,0	107,3	105,2	116,9	90,7	111,9	154,9	98,6	112,6	121,2
1968	113,5	116,8	138,4	99,5	112,7	116,6	102,3	105,1	117,5	91,9	111,9	158,5	98,2	114,3	121,8
1969	119,1	126,4	143,2	112,3	117,3	120,4	107,6	107,2	125,6	93,3	113,9	162,7	101,1	122,3	125,5
1968 2 ^e trimestre ..	112,5	113,6	136,1	95,7	112,2	116,9	101,6	104,5	117,2	91,1	111,2	158,7	97,9	113,5	121,6
1968 3 ^e trimestre ..	113,4	116,9	139,0	99,2	112,5	116,3	101,5	104,7	117,1	92,0	111,5	158,7	98,1	114,0	121,6
1968 4 ^e trimestre ..	115,5	123,2	143,3	106,8	113,6	117,3	102,9	105,3	117,4	94,1	112,5	159,0	99,2	115,6	122,5
1969 1 ^{er} trimestre ..	116,8	124,3	144,9	107,5	115,0	118,3	104,8	106,3	118,5	93,6	114,7	159,4	99,8	118,2	123,6
1969 2 ^e trimestre ..	118,6	126,6	145,6	110,8	116,7	119,5	107,3	106,6	122,9	93,3	113,3	163,3	100,9	121,6	124,5
1969 3 ^e trimestre ..	119,4	124,9	142,0	110,5	118,0	120,9	108,6	107,6	128,7	92,5	112,9	163,3	101,6	124,2	125,5
1969 4 ^e trimestre ..	121,6	129,9	140,2	120,5	119,6	122,9	109,7	108,1	132,4	93,9	114,9	164,7	102,0	125,2	128,3
1968 Février	112,5	112,7	133,8	95,8	112,5	115,8	103,5	106,3	118,9	90,4	112,1	157,6	97,6	114,5	121,8
1968 Mars	112,7	113,5	135,9	95,8	112,5	115,8	103,3	105,2	118,7	90,3	112,8	158,3	97,6	114,4	121,8
1968 Avril	112,7	114,4	137,1	96,4	112,2	116,1	101,7	104,5	117,4	90,7	112,8	158,6	97,5	113,4	121,9
1968 Mai	112,6	114,6	138,0	96,2	112,1	116,0	101,5	104,5	117,0	90,9	110,6	158,7	97,9	113,3	121,4
1968 Juin	112,2	111,7	133,1	94,6	112,3	116,1	101,6	104,6	117,2	91,7	110,2	158,7	98,2	113,8	121,4
1968 Juillet	112,5	113,1	133,2	96,9	112,3	116,2	101,1	104,7	117,1	91,8	110,4	158,7	98,3	113,7	121,3
1968 Août	113,4	117,1	141,4	97,9	112,4	116,2	101,5	104,5	117,0	92,0	112,0	158,7	98,1	113,8	121,7
1968 Septembre ..	114,2	120,6	142,5	102,9	112,7	116,4	101,8	105,0	117,1	92,3	112,0	158,7	98,0	114,5	121,8
1968 Octobre	115,0	121,2	141,6	104,6	113,5	117,2	102,9	106,2	117,0	94,3	112,1	158,7	99,3	114,8	122,7
1968 Novembre ..	115,5	123,5	142,9	107,6	113,5	117,2	102,9	104,7	117,5	94,3	112,7	159,2	99,1	115,6	122,3
1968 Décembre ..	116,0	125,0	145,3	108,3	113,9	117,6	103,0	105,1	117,7	93,8	112,8	159,2	99,2	116,5	122,5
1969 Janvier	116,4	124,7	144,9	108,1	114,4	118,1	103,5	105,4	118,2	93,5	114,4	159,4	99,3	117,5	122,9
1969 Février	117,0	123,9	144,3	107,2	115,3	118,4	105,5	107,0	118,6	93,8	114,9	159,4	100,1	118,3	124,0
1969 Mars	117,1	124,4	145,4	107,3	115,3	118,4	105,4	106,6	118,8	93,4	114,9	159,4	99,9	118,7	123,9
1969 Avril	118,6	127,4	144,8	112,7	116,5	119,2	107,3	106,3	121,2	93,7	114,8	163,3	100,9	120,4	124,9
1969 Mai	118,5	125,7	144,9	109,7	116,7	119,5	107,1	106,6	122,9	93,8	112,4	163,3	101,2	121,8	124,2
1969 Juin	118,7	126,6	147,0	109,9	116,8	119,7	107,5	106,9	124,7	92,5	112,6	163,3	100,7	122,5	124,4
1969 Juillet	118,7	123,8	141,4	109,0	117,5	120,2	108,5	107,7	126,4	92,5	112,7	163,3	101,7	123,5	124,5
1969 Août	119,6	124,8	143,8	109,5	118,3	121,1	109,0	107,7	130,0	92,7	112,0	163,3	101,9	124,5	125,6
1969 Septembre ..	119,9	126,0	141,3	112,9	118,3	121,4	108,4	107,5	129,6	92,2	114,0	163,3	101,2	124,5	126,4
1969 Octobre	120,2	126,7	136,4	117,9	118,6	121,9	108,6	107,3	129,5	93,3	114,4	164,7	101,0	124,1	127,4
1969 Novembre ..	121,5	130,9	141,7	121,3	119,3	122,4	109,8	108,3	131,0	93,7	115,1	164,7	101,9	125,1	127,6
1969 Décembre ..	123,1	132,0	142,6	122,4	120,9	124,4	110,6	108,6	136,8	94,7	115,1	164,7	103,0	126,4	130,0
1970 Janvier	123,8	131,8	142,0	122,6	121,9	125,4	111,4	110,3	138,0	94,6	115,8	165,3	104,4	126,6	131,0

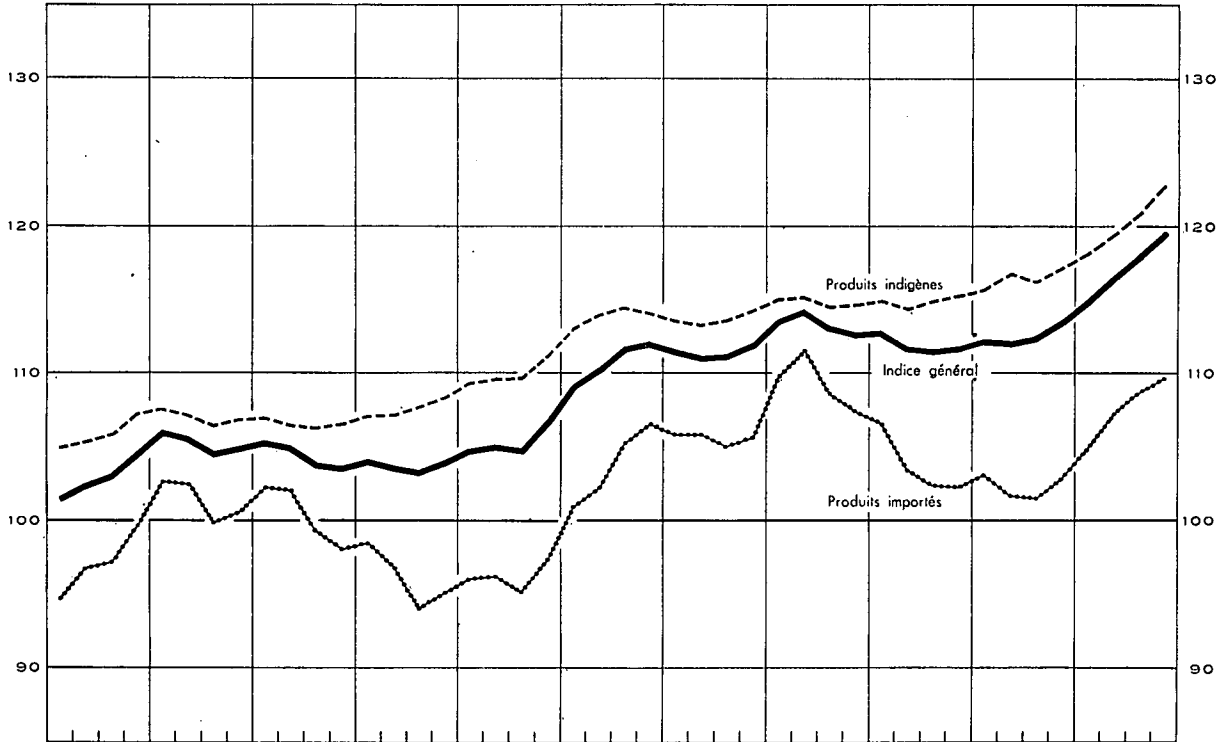
* Indices base originale 1936-38 = 100 convertis en indices base 1953 = 100.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

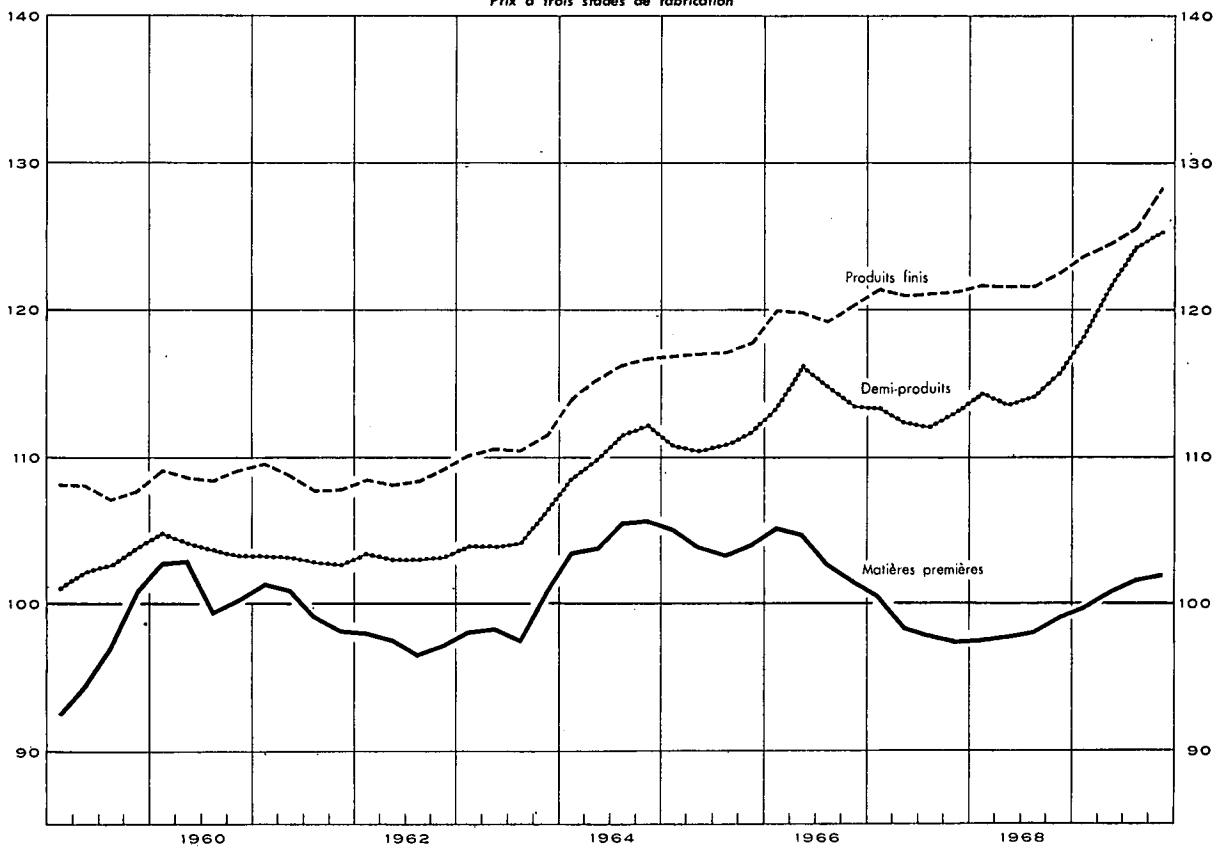
Base 1958 = 100

PRODUITS INDUSTRIELS INDIGENES ET IMPORTES

Source : M.A.E.



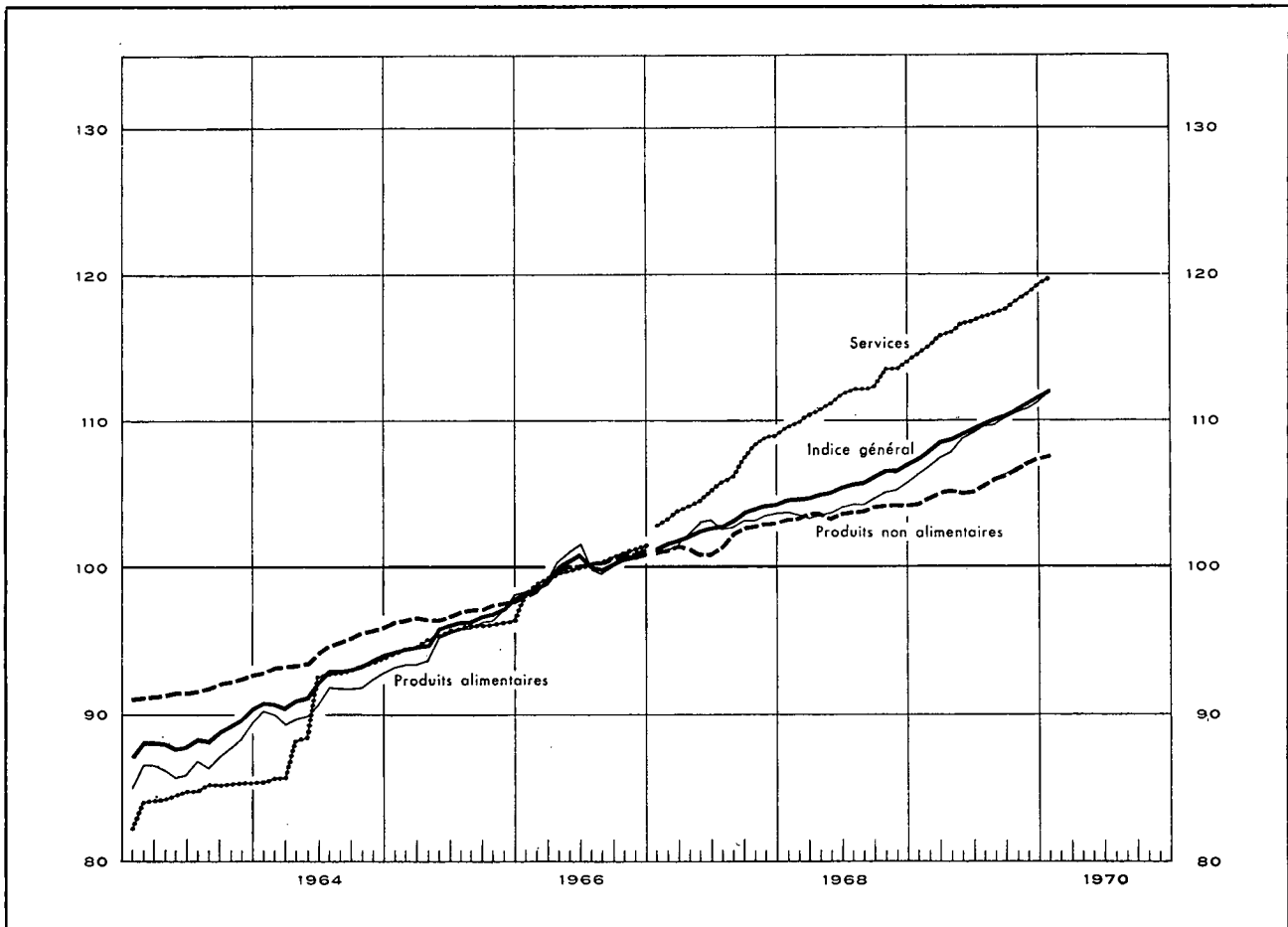
PRODUITS INDUSTRIELS INDIGENES ET IMPORTES
Prix à trois stades de fabrication



VII - 4. — INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE ¹

Base 1966 = 100

Source : Ministère des Affaires Economiques.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général		Produits alimentaires		Produits non alimentaires		Services	
1963	88,55		86,76		91,74		84,61	
1964	92,24		91,00		94,41		90,44	
1965	95,99		95,31		96,99		95,47	
1966	100,00		100,00		100,00		100,00	
1967	102,91		102,52		101,84		105,83	
1968	105,69		104,28		103,81		111,79	
1969	109,65		109,10		105,81		116,97	
		1969		1970		1969		1970
1 ^{er} trimestre	108,04		106,93		104,77		115,18	
2 ^e trimestre	109,19		108,64		105,24		116,54	
3 ^e trimestre	110,10		109,86		106,05		117,42	
4 ^e trimestre	111,29		110,97		107,17		118,75	
Janvier	107,54	112,22	106,41	112,17	104,39	107,68	114,56	119,82
Février	108,00	112,57	106,87	112,67	104,80	107,90	115,10	120,39
Mars	108,58		107,51		105,12		115,87	
Avril	108,87		107,95		105,35		116,05	
Mai	109,20		108,78		105,08		116,68	
Juin	109,49		109,19		105,28		116,89	
Juillet	109,89		109,64		105,72		117,19	
Août	110,05		109,75		106,04		117,41	
Septembre	110,37		110,19		106,40		117,65	
Octobre	110,81		110,55		106,77		118,17	
Novembre	111,31		110,94		107,22		118,66	
Décembre	111,75		111,42		107,53		119,42	

¹ L'indice des prix à la consommation est calculé depuis 1967 sur la base de la moyenne de l'année 1966. Il a remplacé l'indice des prix de détail qui a été établi pour la dernière fois en décembre 1967. Les chiffres des années 1962 à 1965 du présent tableau ont été obtenus par conversion de l'indice des prix de détail (base 1958 = 100) en indices : base 1966 = 100. Le coefficient de conversion utilisé est le rapport des deux indices pour l'année 1966, soit 0,7897 pour l'indice général. La même méthode a été appliquée aux indices partiels des groupes : produits alimentaires, produits non alimentaires et services; les coefficients de conversion sont respectivement : 0,7564, 0,8347 et 0,6207. L'actuel indice général des prix à la consommation porte sur 147 produits, l'indice des produits alimentaires sur 60, celui des produits non alimentaires sur 48, tandis que celui des services porte sur 89 de ceux-ci. Les anciens indices des prix de détail portaient respectivement sur 65, 85, 25 produits et 5 services.

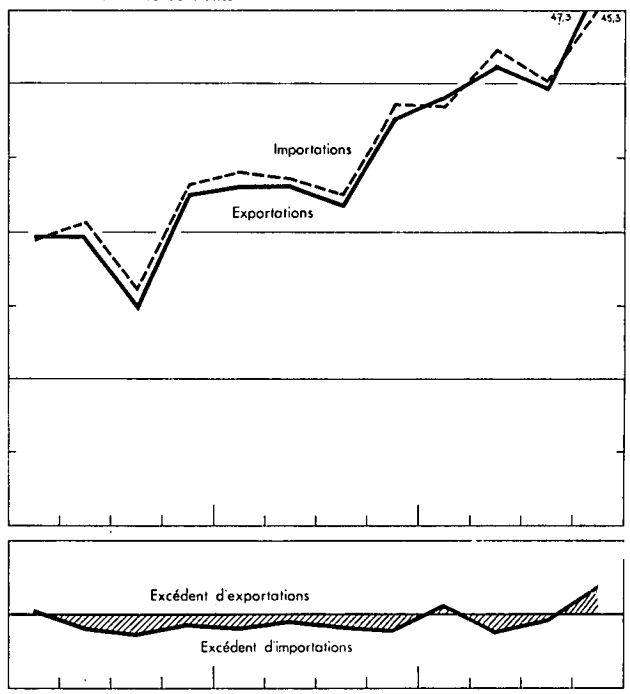
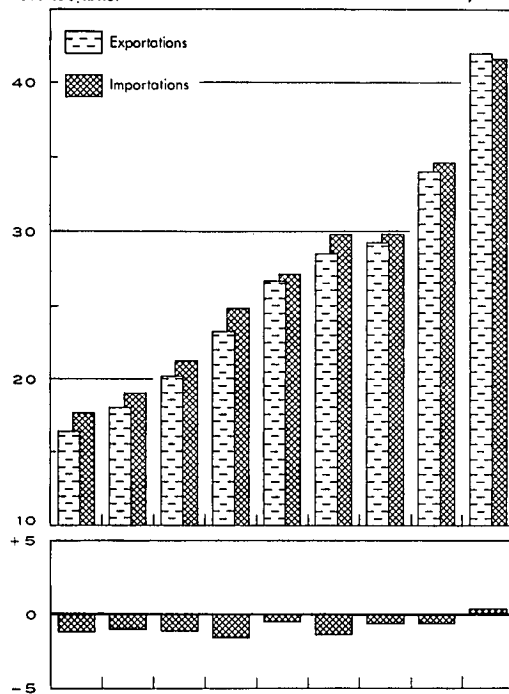
Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Revue du Travail*. — *Industrie*, revue de la F.I.B. — « Centre de Recherches économiques » de Louvain. — *L'industrie textile belge*, revue de Febeltex. — *Der Volkswirt*. — *Wirtschaft und Statistik*. — *Bulletin mensuel de Statistique (O.N.U.)*. — *Monthly Digest of Statistics*. — *Bulletin statistique de l'I.N.S.E.E.* — Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.). — *Données statistiques (Conseil de l'Europe)*. — *Journaux financiers* : *Agfci*, *Het financieele Dagblad*, *The Financial Times*, *Le Nouveau Journal*. — *Bulletin de la Fédération des Industries Belges*.

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

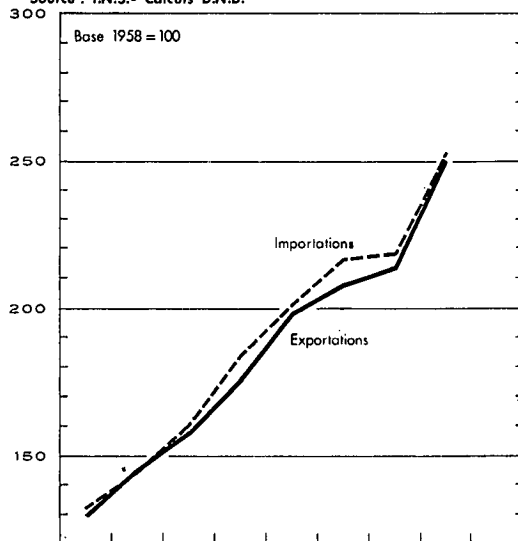
IMPORTATIONS, EXPORTATIONS ET BALANCE COMMERCIALE

Moyennes mensuelles en milliards de francs

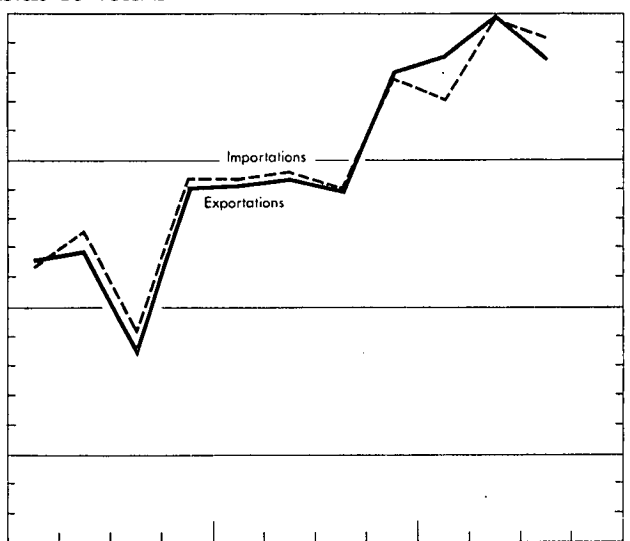
Source : I.N.S.



Source : I.N.S.- Calculs B.N.B.

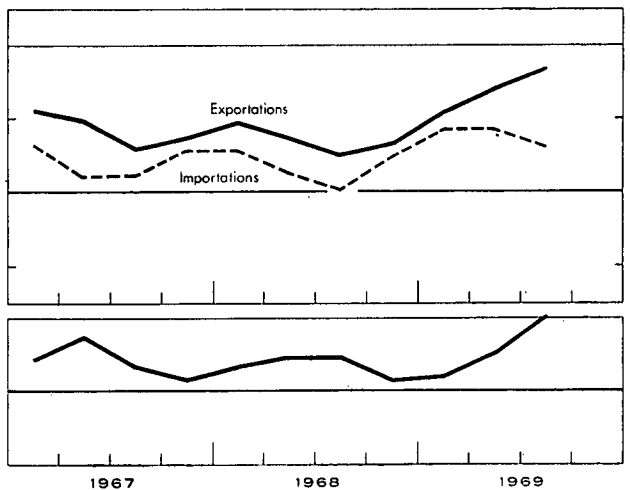
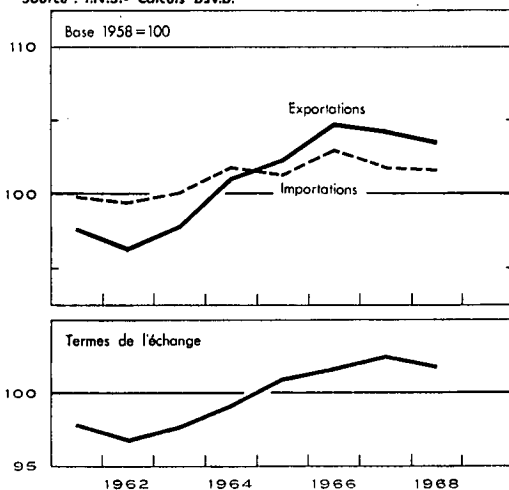


INDICES DU VOLUME

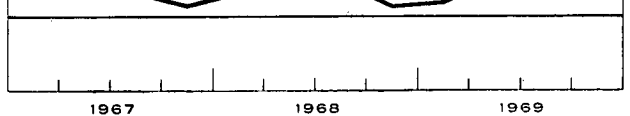
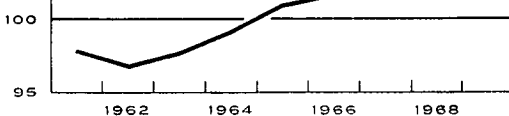


Source : I.N.S.- Calculs B.N.B.

INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES ET DES TERMES DE L'ÉCHANGE



Termes de l'échange



VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Moyennes mensuelles ou mois	Source : I.N.S.				Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.				
	Valeur (milliards de francs)			Pourcent. exportations	Indices base 1958 = 100				
	Importations	Exportations	Balance commerciale		du volume		des prix à		des termes de l'échange ¹
				importations	exportations	l'importation	l'exportation		
1962	19,0	18,0	- 1,0	95	144,6	145,1	99,5	96,4	96,9
1963	21,3	20,2	- 1,1	95	160,5	157,9	100,1	97,9	97,8
1964	24,9	23,3	- 1,6	94	184,4	175,7	101,9	101,1	99,2
1965	27,1	26,6	- 0,5	98	201,5	199,1	101,4	102,4	101,0
1966	29,9	28,5	- 1,4	95	216,4	207,9	103,0	104,8	101,7
1967	29,9	29,3	- 0,6	98	218,3	214,3	101,9	104,4	102,5
1968	34,7	34,0	- 0,7	98	252,6	250,3	101,7	103,6	101,9
1969 p	41,6	42,0	+ 0,4	101					
1968 2 ^e trimestre	33,6	33,2	- 0,4	99	246,5	243,9	101,4	103,8	102,4
3 ^e trimestre	32,6	31,9	- 0,7	98	241,0	239,8	100,2	102,6	102,4
4 ^e trimestre	38,7	37,7	- 1,0	97	278,3	280,3	102,5	103,4	100,9
1969 1 ^{er} trimestre	38,5	39,1	+ 0,6	102	271,3	286,1	104,4	105,5	101,1
2 ^e trimestre	42,5	41,4	- 1,1	97	298,6	299,9	104,4	107,1	102,6
3 ^e trimestre	40,2	39,7	- 0,5	99	292,3	284,6	103,1	108,5	105,2
4 ^e trimestre p	45,3	47,7	+ 2,4	104					
1968 Janvier-Novembre	34,4	33,7	- 0,7	98					
1969 Janvier-Novembre	41,2	41,4	+ 0,2	101					
1968 Septembre	33,5	33,7	+ 0,2	101					
Octobre	40,8	39,6	- 1,2	97					
Novembre	35,4	35,1	- 0,3	99					
Décembre	37,1	37,9	+ 0,8	102					
1969 Janvier	37,1	42,0	+ 4,9	113					
Février	36,8	34,9	- 1,9	95					
Mars	41,3	40,1	- 1,2	97					
Avril	40,6	40,1	- 0,5	99					
Mai	41,6	41,2	- 0,4	99					
Juin	44,8	41,8	- 3,0	93					
Juillet	40,4	43,1	+ 2,7	107					
Août	36,4	30,5	- 5,9	84					
Septembre	43,4	45,3	+ 1,9	104					
Octobre	48,5	48,9	+ 0,4	101					
Novembre	41,4	45,3	+ 3,9	109					
Décembre p	46,0	47,6	+ 1,6	103					

¹ Termes de l'échange = $\frac{\text{Indices des prix à l'exportation}}{\text{Indices des prix à l'importation}}$

N. B. — 1^o En raison des rectifications apportées aux chiffres cumulés, les chiffres des trimestres et les chiffres des x premiers mois ne correspondent pas nécessairement à la moyenne des chiffres mensuels.

2^o En ce qui concerne les indices du volume, des prix et des termes de l'échange, la moyenne des indices trimestriels diffère de l'indice annuel parce que ce dernier comprend en plus des produits saisonniers et certains articles dont les mouvements sont sporadiques.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon la nature des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce international de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles ou mois	Produits sidérurgiques	Fabrications métalliques	Métaux non ferreux	Textiles	Produits chimiques	Industrie houillère	Industrie pétrolière	Verres et glaces	Perles et pierres précieuses	Produits agricoles	Divers	Total
1961	3,1	3,8	1,3	2,6	1,2	0,2	0,4	0,4	0,8	0,5	2,1	16,4
1962	3,20	4,34	1,36	2,92	1,28	0,22	0,46	0,52	0,83	0,68	2,20	18,01
1963	3,21	5,03	1,54	3,23	1,46	0,25	0,66	0,50	0,96	0,89	2,43	20,16
<i>Nouvelle série</i>												
1963	3,21	4,80	1,54	3,23	1,46	0,25	0,66	0,50	0,96	0,89	2,66	20,16
1964	3,75	5,85	1,84	3,56	1,65	0,27	0,65	0,57	1,17	0,84	3,14	23,29
1965	4,13	7,07	2,22	3,78	2,02	0,18	0,69	0,58	1,22	1,16	3,54	26,59
1966	3,95	7,34	2,81	4,17	2,19	0,12	0,67	0,61	1,50	1,22	3,87	28,45
1967	4,24	7,53	2,63	3,85	2,45	0,13	0,68	0,67	1,54	1,54	4,04	29,30
1968	4,78	8,58	3,22	4,35	3,17	0,11	0,95	0,75	1,73	1,75	4,63	34,02
1968 1 ^{er} trimestre .	4,80	8,54	3,44	4,19	2,95	0,09	0,82	0,73	1,63	1,78	4,26	33,23
2 ^e trimestre .	4,63	8,61	3,23	4,14	2,91	0,10	0,85	0,72	1,78	1,66	4,56	33,19
3 ^e trimestre .	4,64	7,64	3,05	3,99	3,14	0,11	1,01	0,70	1,67	1,57	4,42	31,94
4 ^e trimestre .	5,04	9,55	3,15	5,09	3,69	0,15	1,11	0,85	1,84	1,99	5,25	37,71
1969 1 ^{er} trimestre .	5,44	9,94	3,36	5,20	3,80	0,11	1,30	0,75	1,84	2,14	5,20	39,08
2 ^e trimestre .	5,63	11,45	3,50	5,23	3,91	0,10	1,21	0,81	1,71	1,87	5,63	41,06
3 ^e trimestre .	5,53	9,96	4,11	4,66	3,86	0,11	1,50	0,79	1,61	1,99	5,60	39,72
1968 Novembre	5,39	8,44	2,66	4,84	3,03	0,14	0,97	0,77	2,06	1,94	4,84	35,08
Décembre	4,82	9,99	3,48	4,77	3,80	0,14	1,08	0,82	1,57	2,03	5,44	37,94
1969 Janvier	5,80	10,79	3,51	5,23	4,27	0,12	1,60	0,83	2,03	2,32	5,54	42,04
Février	5,13	8,69	2,89	4,70	3,36	0,10	1,11	0,65	1,59	1,99	4,67	34,88
Mars	5,40	10,25	3,65	5,66	3,75	0,11	1,18	0,75	1,92	2,09	5,39	40,15
Avril	5,72	9,98	3,40	5,35	4,10	0,09	1,24	0,83	1,80	1,94	5,67	40,12
Mai	5,30	12,64	3,39	5,21	3,85	0,11	1,18	0,79	1,57	1,76	5,44	41,24
Juin	5,87	11,74	3,70	5,14	3,78	0,11	1,21	0,82	1,76	1,90	5,78	41,81
Juillet	5,88	11,44	3,86	4,97	4,07	0,12	1,93	0,78	1,70	2,09	6,25	43,09
Août	4,59	7,03	3,18	3,24	3,38	0,11	1,21	0,61	1,43	1,59	4,11	30,48
Septembre ...	6,05	11,28	5,28	5,74	4,30	0,11	1,36	0,99	1,69	2,28	6,21	45,29
Octobre	7,70	12,97	4,71	5,83	4,38	0,13	1,17	0,87	2,44	2,34	6,36	48,90
Novembre	6,78	11,65	3,95	5,40	4,38	0,11	0,99	0,83	2,79	2,48	5,98	45,34

N. B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale.
 Pour une analyse du commerce extérieur de 1968 : voir le *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLIV^e année, vol. II, n° 1, juillet 1969.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon l'usage des produits

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés														Biens de consommation					Biens d'équipement 13	Divers 14	Total général			
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques 1	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires 2	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir 3	aux industries du papier et des arts graphiques 4	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction 5	aux industries du caoutchouc 6	aux raffineries de pétrole 7	à divers secteurs de production					Total	non durables				durables 12		
													combustibles		produits chimiques 9	autres produits 10	produits alimentaires		autres 11					produits animaux	produits végétaux
													liquides 8	autres											
1958	8.596	2.437	935	1.059	451	193	106	121	94			957	700	410		1.133	2.758	351	742		1.665	1.682	1	13.037	
1959	9.682	2.858	1.088	1.170	675	206	142	244	98	111		897	677	445		1.071	2.969	376	751	275	1.567	1.689	1	14.341	
1960	11.453	3.808	1.270	1.278	773	271	172	244	105	227		946	652	666		1.041	3.085	359	804	313	1.609	1.950	...	16.488	
1960	11.549	3.922	1.271	1.300	773	272	172	245	104	222	88	595	351	685	667	235	647	3.089	353	798	307	1.631	1.850	...	16.488
1961	12.070	4.045	1.472	1.245	793	285	196	247	109	242	81	623	344	724	696	277	691	3.285	395	812	309	1.769	2.223	1	17.579
1962	12.987	4.388	1.581	1.464	771	267	197	237	103	253	75	659	415	782	764	311	720	3.423	377	846	314	1.886	2.568	3	18.981
1963	14.395	4.700	1.662	1.480	938	316	219	265	119	290	82	933	393	960	898	344	796	4.019	462	920	360	2.277	2.883	3	21.300
1963	14.400	4.705	1.662	1.480	938	316	219	265	119	290	82	933	393	960	898	344	796	3.937	462	920	360	2.195	2.884	79	21.300
1964	16.390	5.343	1.958	1.591	1.126	397	233	293	140	360	88	992	405	985	1.087	454	938	4.976	696	1.050	402	2.828	3.464	83	24.913
1965	17.618	6.076	1.759	1.782	1.174	378	242	295	161	396	98	1.110	360	940	1.235	519	1.093	5.849	802	1.220	481	3.346	3.509	94	27.070
1966	19.740	7.195	1.855	2.024	1.508	403	258	317	147	487	109	1.033	420	851	1.384	538	1.211	6.110	829	1.295	515	3.471	4.000	42	29.892
1967	19.324	6.566	1.559	2.168	1.398	394	219	326	185	498	123	1.229	475	827	1.503	617	1.237	6.429	963	1.379	592	3.495	4.117	30	29.900
1968	23.120	8.185	1.804	2.229	1.899	405	237	354	149	538	155	1.711	558	1.000	1.826	604	1.466	7.236	1.034	1.416	712	4.074	4.278	88	34.722
1967 4 ^e trimestre	22.232	7.561	1.737	2.539	1.286	443	237	370	265	558	139	1.923	623	880	1.713	609	1.349	6.662	872	1.472	608	3.710	4.261	26	33.181
1968 1 ^{er} trimestre	22.828	8.532	1.821	2.224	1.736	311	265	298	121	453	146	1.578	641	953	1.787	551	1.411	6.805	974	1.324	632	3.875	4.273	51	33.957
2 ^e trimestre	22.298	8.269	1.739	1.953	1.768	371	222	362	147	530	146	1.491	519	978	1.826	576	1.401	7.145	1.182	1.466	651	3.846	4.116	49	33.608
3 ^e trimestre	21.542	7.134	1.652	2.088	1.886	447	196	338	153	564	158	1.850	464	940	1.704	579	1.389	6.975	907	1.364	688	4.016	4.022	60	32.599
4 ^e trimestre	25.812	8.804	2.003	2.651	2.204	490	266	418	175	606	171	1.925	606	1.131	1.987	711	1.664	8.019	1.074	1.540	847	4.558	4.704	191	38.726
1969 1 ^{er} trimestre	25.994	8.824	2.115	2.477	2.498	349	337	383	171	547	186	2.006	582	1.122	2.026	674	1.697	8.092	1.056	1.526	796	4.714	4.282	86	38.454
2 ^e trimestre	28.645	10.167	2.124	2.492	2.906	491	326	432	184	706	252	1.951	427	1.255	2.274	793	1.865	8.569	1.180	1.606	840	4.943	5.238	42	41.494
3 ^e trimestre	26.827	10.347	1.814	2.234	1.830	674	232	437	158	694	227	2.137	401	1.066	2.083	771	1.722	8.248	1.099	1.502	818	4.829	5.047	37	40.159

* Chiffres approximatifs constitués au moyen des anciennes positions tarifaires

1 Rubrique modifiée à partir de 1960 :

a) par l'incorporation de certains produits classés précédemment soit dans les « Biens de production servant aux divers secteurs de production — autres produits », soit dans les « Biens de consommation durables », soit dans les « Biens d'équipement ».

b) par l'exclusion de produits qui sont dorénavant repris dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production — autres produits ». Cette rubrique comprend, avant et après 1969, les pièces détachées d'automobiles.

Rubrique modifiée, en 1963, par l'incorporation de produits repris précédemment dans le poste « Biens de consommation durables ».

2 Rubrique modifiée par l'incorporation de produits repris précédemment sous la rubrique « Biens de consommation non durables — autres que alimentaires ». Cette rubrique comprend, avant et après 1960, les céréales.

3 La nouvelle série reprend les chaussures de toute nature, sauf celles en caoutchouc.

4 Rubrique modifiée, à partir de 1959, par l'incorporation de produits classés précédemment dans le poste : « Biens de production destinés à divers secteurs de production : autres produits ».

5 Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste « Biens de production destinés à divers secteurs de production : autres produits ».

6 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production : produits chimiques et autres produits ».

7 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production : combustibles liquides ».

8 Rubrique scindée, à partir de 1960 : voir note 7.

9 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste : « Biens de production servant à divers secteurs de production : autres produits ».

10 Rubrique modifiée, voir notes 1, 4, 5, 6 et 9.

11 Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste : « Biens de consommation durables ».

12 Rubrique modifiée.

a) en 1959 : voir note 11.

b) en 1960, par incorporation de produits venant des « Biens d'équipement » et par exclusion d'autres produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques ».

c) en 1964, par exclusion de produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques » et au poste « Divers ».

13 Rubrique modifiée : voir note 12 b) et par des produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques ».

14 Rubrique constituée, en ordre principal, depuis 1968, par des positions tarifaires confidentielles.

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES *

Base 1958 = 100

Source : Institut National de Statistique. — Calculs B.N.B.

	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1967		1968			1969		
										4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	100,8	100,2	98,7	98,9	100,4	99,0	100,5	99,2	99,2	100,3	100,1	98,9	97,4	99,6	101,7	102,3	100,2
Biens de consommation	96,9	99,0	98,9	100,0	102,3	105,1	105,9	104,6	103,3	104,9	104,3	102,5	102,3	104,6	106,6	106,0	105,1
Biens d'équipement	97,5	101,1	106,5	108,4	110,8	108,0	112,2	112,1	113,0	114,8	116,5	113,7	111,7	115,3	116,7	113,7	116,2
Ensemble ...	99,4	99,9	99,5	100,1	101,9	101,4	103,0	101,9	101,7	102,9	102,9	101,4	100,2	102,5	104,4	104,4	103,1
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	103,0	98,5	93,7	91,3	92,6	92,7	92,0	91,4	89,9	90,6	89,9	89,8	89,8	90,2	91,2	93,7	99,7
Fabrications métalliques	93,0	94,8	95,3	100,0	102,6	104,0	106,8	109,7	108,7	110,1	109,3	108,3	108,7	108,2	111,3	111,5	110,7
Métaux non ferreux	116,6	110,7	109,4	111,2	123,3	137,6	167,3	159,4	171,0	159,9	181,2	175,7	164,7	161,8	170,7	179,9	193,2
Textiles	100,0	101,2	100,7	103,7	109,1	106,8	106,3	104,7	99,8	102,0	101,7	99,0	99,0	99,4	101,0	101,3	100,8
Produits chimiques	98,2	98,7	94,7	92,4	94,2	96,2	95,7	94,3	93,3	93,5	92,4	93,8	91,8	93,2	94,2	92,6	93,8
Industrie houillère	74,6	70,3	71,9	81,9	96,8	78,5	73,9	71,9	77,0	75,9	76,6	73,8	78,4	78,4	81,1	82,2	88,1
Industrie pétrolière	85,2	85,2	83,2	80,8	78,5	77,9	74,2	74,5	74,8	77,3	80,0	77,1	73,4	71,0	72,7	71,1	73,1
Verres et glaces	99,5	101,1	99,8	96,6	99,1	98,4	99,4	105,2	102,7	102,4	103,6	103,1	101,9	102,3	103,3	103,0	104,3
Produits agricoles	98,2	100,3	105,0	114,3	109,3	114,1	118,5	114,4	113,0	110,7	111,8	111,4	112,5	120,8	126,6	126,8	124,8
Ciments	94,6	99,0	98,3	98,6	100,2	101,6	100,1	100,8	98,5	100,1	99,4	100,0	97,0	97,4	94,7	90,9	91,8
Carrières	101,6	98,2	96,8	95,4	96,1	98,5	97,9	100,6	101,6	100,6	104,0	100,2	100,3	101,9	105,7	106,2	105,9
Céramiques	88,3	91,1	95,7	100,7	109,4	111,3	115,8	116,1	119,4	115,2	115,4	118,0	120,9	121,6	119,2	118,3	120,5
Bois et meubles	98,3	99,3	97,0	99,0	104,7	107,8	111,1	113,2	109,7	113,9	112,4	111,6	108,0	108,6	111,1	109,2	110,9
Peaux, cuirs et chaussures	110,6	110,3	108,8	102,7	107,6	114,7	127,1	119,3	113,7	112,9	113,2	112,3	114,8	114,2	122,7	131,3	126,9
Papier et livre	94,5	92,4	95,3	92,7	95,4	98,5	99,0	98,5	95,0	99,8	100,7	96,8	94,1	100,5	96,5	97,6	96,8
Tabacs manufacturés	95,7	100,5	111,7	105,7	100,7	112,6	117,9	120,1	134,6	120,6	128,0	127,8	141,2	139,0	134,6	131,0	132,2
Caoutchouc	92,6	88,4	86,2	83,0	84,1	84,4	83,4	82,5	82,7	83,9	79,7	83,0	84,6	83,9	81,0	80,7	79,6
Industries alimentaires	91,1	91,1	89,6	94,2	97,7	98,3	98,5	97,8	94,8	98,0	95,0	94,0	95,2	95,8	97,5	100,1	93,2
Divers	95,3	90,1	87,8	88,9	93,0	87,4	78,9	78,8	83,0	78,8	80,7	82,1	81,2	87,0	80,3	88,3	102,9
Ensemble ...	98,7	97,8	96,4	97,9	101,1	102,4	104,8	104,4	103,6	103,8	104,8	103,8	102,6	103,4	105,5	107,1	108,5
INDICES DES TERMES DE L'ÉCHANGE ¹																	
Ensemble ...	99,3	97,9	96,9	97,8	99,2	101,0	101,7	102,5	101,9	100,9	101,8	102,4	102,4	100,9	101,1	102,6	105,2

¹ Indices des termes de l'échange = $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}}$

* Voir 2^e du N. B. au tableau VIII-1.

VIII - 4 b. — INDICES DU VOLUME *

Base 1958 = 100

Source : Institut National de Statistique. — Calculs B.N.B.

	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1967	1968				1969		
										4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	124,4	130,9	145,6	159,7	178,5	194,6	211,5	209,6	248,0	243,2	243,8	241,9	235,0	275,6	267,3	290,7	287,7
Biens de consommation	121,5	128,1	131,8	152,4	188,1	214,4	226,8	240,9	272,9	255,2	257,8	275,8	268,6	300,6	301,3	322,0	311,1
Biens d'équipement	122,9	147,7	161,4	179,3	214,1	221,8	233,1	234,7	250,9	238,9	230,9	231,2	234,5	266,1	249,1	310,9	294,3
Ensemble ...	123,8	132,3	144,6	160,5	184,4	201,5	216,4	218,3	252,6	244,1	244,1	246,5	241,0	278,3	271,3	298,6	292,3
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	127,4	117,5	127,3	130,9	151,6	166,0	160,4	173,4	198,5	183,5	199,4	193,7	193,7	209,6	222,7	225,7	207,0
Fabrications métalliques	130,5	141,2	164,6	175,0	208,2	250,5	260,0	259,5	297,4	286,0	288,8	298,9	274,0	335,8	343,8	395,5	346,8
Métaux non ferreux	124,3	131,9	135,2	150,7	162,5	175,3	182,8	179,3	204,2	200,7	206,4	199,4	201,0	211,0	212,8	209,3	231,2
Textiles	129,5	139,0	158,5	170,0	177,6	192,7	212,9	199,7	236,4	231,2	224,1	227,3	218,7	279,8	279,7	281,3	250,6
Produits chimiques	115,3	123,4	130,3	151,0	166,4	198,0	217,2	241,1	312,0	279,8	295,6	284,5	313,7	362,1	368,5	390,9	383,1
Industrie houillère	82,3	90,7	88,1	85,6	78,2	63,6	45,0	51,6	40,9	47,9	33,2	36,9	39,7	53,6	37,9	36,2	36,6
Industrie pétrolière	103,8	97,2	107,1	154,3	156,0	166,1	168,4	170,4	236,3	172,4	191,5	206,2	255,8	291,9	331,5	316,6	385,9
Verres et glaces	143,7	145,1	168,8	169,5	188,1	190,2	198,6	208,9	239,6	239,7	230,2	228,1	226,7	273,9	237,7	257,6	243,9
Produits agricoles	100,1	110,5	138,0	158,3	157,2	208,0	210,3	273,4	314,7	349,5	338,7	313,3	290,6	344,5	363,5	319,7	333,3
Ciments	108,2	111,3	109,2	99,3	115,8	133,7	114,6	106,3	109,6	112,5	91,3	133,1	115,9	98,4	88,8	117,7	121,1
Carrières	117,6	131,6	154,0	173,9	204,9	212,1	211,3	221,7	238,1	245,5	207,7	231,0	257,4	255,2	217,9	254,8	264,5
Céramiques	172,7	229,3	196,3	206,7	250,5	258,0	228,6	232,5	248,3	270,0	222,0	240,9	245,8	290,6	268,4	313,1	287,0
Bois et meubles	162,3	205,5	287,1	349,4	399,0	450,1	489,3	521,6	644,2	589,6	546,6	599,3	611,3	820,5	789,8	852,9	742,1
Peaux, cuirs et chaussures	124,4	160,1	175,8	195,5	209,2	217,1	223,8	227,8	250,8	266,3	254,0	242,2	243,1	272,0	312,7	292,4	297,2
Papier et livre	133,4	140,2	161,8	181,7	205,9	234,9	274,1	292,2	368,5	330,3	320,3	340,4	357,7	403,8	444,0	468,4	458,0
Tabacs manufacturés	147,9	178,8	167,2	216,0	278,0	336,4	329,7	374,5	424,7	429,6	366,3	382,4	400,0	549,8	375,9	366,9	375,4
Caoutchouc	124,8	148,1	165,6	187,0	222,0	261,1	281,2	300,9	363,5	327,0	337,9	375,2	336,4	393,1	442,7	464,2	463,1
Industries alimentaires	130,5	154,1	185,8	209,9	234,0	278,0	291,6	312,9	365,2	374,4	324,8	384,9	358,6	400,8	411,9	432,4	470,4
Divers	138,5	147,9	153,7	155,1	159,9	177,6	207,3	206,5	214,8	241,1	230,0	217,9	200,3	220,7	223,4	236,3	204,3
Ensemble ...	125,0	130,0	145,1	157,9	175,7	199,1	207,9	214,3	250,3	241,3	242,2	243,9	239,8	280,3	286,1	299,9	284,6

* Voir 2^o du N. B. au tableau VIII-1.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Allemagne occidentale			France			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1962	3,55	3,18	- 0,37	2,77	2,24	- 0,53	2,80	4,11	+ 1,31
1963	4,10	3,73	- 0,37	3,20	2,94	- 0,26	3,14	4,55	+ 1,41
1964	5,12	4,83	- 0,29	3,65	3,53	- 0,12	3,67	5,34	+ 1,67
1965	5,76	5,81	+ 0,05	4,15	3,86	- 0,29	4,02	5,87	+ 1,85
1966	6,47	6,00	- 0,47	4,65	4,60	- 0,05	4,37	6,33	+ 1,96
1967	6,33	5,80	- 0,53	4,43	5,19	+ 0,76	4,50	6,29	+ 1,79
1968	7,21	7,12	- 0,09	5,30	6,31	+ 1,01	5,06	7,16	+ 2,10
1969 p	9,65	9,57	- 0,08	6,62	8,81	+ 2,19	5,94	8,11	+ 2,17
1968 2 ^e trimestre	6,85	6,87	+ 0,02	4,80	5,50	+ 0,70	4,99	7,56	+ 2,57
3 ^e trimestre	6,68	7,03	+ 0,35	4,82	6,06	+ 1,24	4,84	6,44	+ 1,60
4 ^e trimestre	8,35	8,02	- 0,33	6,46	7,77	+ 1,31	5,60	7,68	+ 2,08
1969 1 ^{er} trimestre	8,28	8,69	+ 0,41	6,58	8,47	+ 1,89	5,74	7,75	+ 2,01
2 ^e trimestre	9,56	8,92	- 0,64	6,88	8,80	+ 1,92	6,16	8,12	+ 1,96
3 ^e trimestre	9,91	9,41	- 0,50	5,80	8,00	+ 2,20	5,48	7,61	+ 2,13
4 ^e trimestre p	10,87	11,24	+ 0,37	7,22	9,98	+ 2,76	6,36	8,97	+ 2,61
1968 Décembre	8,33	7,52	- 0,81	5,95	8,25	+ 2,30	5,39	7,43	+ 2,04
1969 Janvier	7,17	9,35	+ 2,18	6,50	8,62	+ 2,12	5,53	7,79	+ 2,26
Février	8,22	7,61	- 0,61	6,16	7,92	+ 1,76	5,49	7,25	+ 1,76
Mars	9,42	9,06	- 0,36	7,08	8,83	+ 1,75	6,19	8,20	+ 2,01
Avril	9,42	8,99	- 0,43	6,99	8,57	+ 1,58	5,99	7,89	+ 1,90
Mai	8,70	8,82	+ 0,12	6,68	8,70	+ 2,02	6,18	8,23	+ 2,05
Juin	10,32	8,90	- 1,42	6,83	9,07	+ 2,24	6,31	8,20	+ 1,89
Juillet	10,16	10,02	- 0,14	6,34	9,49	+ 3,15	4,66	7,73	+ 3,07
Août	7,73	6,97	- 0,76	4,74	5,42	+ 0,68	5,41	5,63	+ 0,22
Septembre	11,73	11,19	- 0,54	6,23	9,02	+ 2,79	6,41	9,45	+ 3,14
Octobre	12,04	11,91	- 0,13	7,74	10,41	+ 2,67	6,77	9,39	+ 2,62
Novembre	9,88	10,46	+ 0,58	6,56	9,59	+ 3,03	5,95	8,67	+ 2,72
Décembre p	10,68	11,36	+ 0,68	7,37	9,94	+ 2,57	6,37	8,85	+ 2,48
Moyennes mensuelles ou mois	Italie			Communauté Economique Européenne			Total métrop. européennes O.C.D.E.		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1962	0,56	0,72	+ 0,16	9,68	10,25	+ 0,57	12,50	13,25	+ 0,75
1963	0,74	1,04	+ 0,30	11,18	12,26	+ 1,08	14,33	15,51	+ 1,18
1964	0,94	0,88	- 0,06	13,38	14,58	+ 1,20	16,87	17,96	+ 1,09
1965	1,05	0,91	- 0,14	14,98	16,45	+ 1,47	18,74	20,41	+ 1,67
1966	1,22	0,94	- 0,28	16,70	17,87	+ 1,17	20,79	21,85	+ 1,06
1967	1,35	1,17	- 0,18	16,61	18,45	+ 1,84	20,66	22,47	+ 1,81
1968	1,50	1,29	- 0,21	19,07	21,88	+ 2,81	23,73	26,20	+ 2,47
1969 p	1,68	1,80	- 0,12	23,89	28,29	+ 4,40	29,45	33,75	+ 4,30
1968 2 ^e trimestre	1,44	1,32	- 0,12	18,08	21,25	+ 3,17	22,64	25,52	+ 2,88
3 ^e trimestre	1,50	1,10	- 0,40	17,84	20,63	+ 2,79	22,08	24,57	+ 2,49
4 ^e trimestre	1,61	1,57	- 0,04	22,02	25,04	+ 3,02	27,14	29,62	+ 2,48
1969 1 ^{er} trimestre	1,71	1,61	- 0,10	22,32	26,52	+ 4,20	27,67	31,73	+ 4,06
2 ^e trimestre	1,69	1,74	+ 0,05	24,28	27,59	+ 3,31	29,80	32,86	+ 3,06
3 ^e trimestre	1,78	1,69	- 0,09	22,97	26,71	+ 3,74	27,77	31,88	+ 4,11
4 ^e trimestre p	1,51	2,14	+ 0,63	25,96	32,33	+ 6,37	32,23	38,52	+ 6,29
1968 Décembre	1,46	1,64	+ 0,18	21,13	24,84	+ 3,71	26,24	29,64	+ 3,40
1969 Janvier	1,50	1,76	+ 0,26	20,70	27,52	+ 6,82	25,66	33,53	+ 7,87
Février	1,74	1,50	- 0,24	21,61	24,28	+ 2,67	26,98	28,89	+ 1,91
Mars	1,89	1,57	- 0,32	24,58	27,66	+ 3,08	30,28	32,66	+ 2,38
Avril	1,88	1,52	- 0,36	24,27	26,97	+ 2,70	29,92	31,70	+ 2,78
Mai	1,63	1,75	+ 0,12	23,19	27,50	+ 4,31	28,69	32,55	+ 3,86
Juin	1,56	1,94	+ 0,38	25,02	28,11	+ 3,09	31,45	33,51	+ 2,06
Juillet	1,84	1,94	+ 0,10	23,01	29,19	+ 6,18	27,86	34,73	+ 6,87
Août	1,81	1,32	- 0,49	19,69	19,34	- 0,35	24,60	23,70	- 0,90
Septembre	1,66	1,80	+ 0,14	26,03	31,46	+ 5,43	30,64	37,03	+ 6,39
Octobre	1,75	1,97	+ 0,22	28,30	33,68	+ 5,38	34,60	39,51	+ 4,91
Novembre	1,38	1,95	+ 0,57	23,77	30,67	+ 6,90	29,33	36,27	+ 6,94
Décembre p	1,41	2,50	+ 1,09	25,83	32,65	+ 6,82	32,76	39,78	+ 7,02

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Etats-Unis			Royaume-Uni			Pays de la zone sterling autres que le Royaume-Uni		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1962	1,88	1,72	- 0,16	1,53	0,90	- 0,63	1,14	0,74	- 0,40
1963	1,97	1,71	- 0,26	1,76	1,16	- 0,60	1,29	0,81	- 0,48
1964	2,19	1,88	- 0,31	1,89	1,15	- 0,74	1,47	0,88	- 0,59
1965	2,29	2,22	- 0,07	2,02	1,28	- 0,74	1,57	1,03	- 0,54
1966	2,37	2,46	+ 0,09	2,21	1,34	- 0,87	1,76	1,01	- 0,75
1967	2,46	2,45	- 0,01	2,09	1,39	- 0,70	1,82	1,06	- 0,76
1968	2,87	3,21	+ 0,34	2,51	1,49	- 1,02	1,91	1,09	- 0,82
1969	3,18	2,90	- 0,22	2,89	1,67	- 1,22			
1968 2 ^e trimestre	2,84	3,12	+ 0,28	2,38	1,49	- 0,89	1,78	1,06	- 0,72
3 ^e trimestre	2,70	2,99	+ 0,29	2,39	1,31	- 1,08	2,01	1,00	- 1,01
4 ^e trimestre	3,07	3,11	+ 0,04	2,73	1,51	- 1,22	1,99	1,19	- 0,80
1969 1 ^{er} trimestre	2,27	2,34	+ 0,07	2,86	1,71	- 1,15	2,22	1,16	- 1,06
2 ^e trimestre	3,42	3,50	+ 0,08	2,87	1,53	- 1,34	2,56	1,31	- 1,25
3 ^e trimestre	3,22	2,81	- 0,41	2,52	1,61	- 0,91	2,19	1,10	- 1,09
4 ^e trimestre	3,84	2,91	- 0,93	3,31	1,80	- 1,51			
1968 Décembre	2,97	3,04	+ 0,07	2,83	1,58	- 1,25	2,15	1,16	- 0,99
1969 Janvier	2,43	2,34	- 0,09	2,71	2,00	- 0,71	2,18	1,54	- 0,64
Février	1,64	1,79	+ 0,15	3,17	1,59	- 1,58	2,08	0,97	- 1,11
Mars	2,74	2,89	+ 0,15	2,70	1,54	- 1,16	2,40	0,99	- 1,41
Avril	2,82	3,06	+ 0,24	2,21	1,40	- 0,81	2,67	1,15	- 1,52
Mai	3,63	4,11	+ 0,48	3,10	1,58	- 1,52	2,69	1,17	- 1,52
Juin	3,59	3,32	- 0,27	3,27	1,56	- 1,71	2,33	1,05	- 1,28
Juillet	3,14	2,86	- 0,28	2,70	1,70	- 1,00	2,33	1,09	- 1,24
Août	3,15	2,43	- 0,72	2,71	1,49	- 1,22	2,21	1,05	- 1,16
Septembre	3,29	3,08	- 0,21	2,13	1,62	- 0,51	1,98	1,14	- 0,84
Octobre	3,53	3,56	+ 0,03	3,35	1,68	- 1,67	2,29	1,24	- 1,05
Novembre	3,54	2,69	- 0,85	2,73	1,82	- 0,91	2,29	1,50	- 0,79
Décembre	4,44	2,48	- 1,96	3,89	1,90	- 1,99			
Moyennes mensuelles ou mois	Amérique latine 1			Congo et Rwanda-Burundi			Comecon		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1961	0,72	0,64	- 0,08	0,96	0,19	- 0,77	0,36	0,39	+ 0,03
1962	0,85	0,58	- 0,27	0,76	0,21	- 0,55	0,43	0,36	- 0,07
1963	0,92	0,46	- 0,46	0,71	0,21	- 0,50	0,48	0,31	- 0,17
1964	0,96	0,61	- 0,35	0,86	0,28	- 0,58	0,49	0,32	- 0,17
1965	0,97	0,63	- 0,34	0,87	0,30	- 0,57	0,51	0,39	- 0,12
1966	1,04	0,62	- 0,42	1,31	0,30	- 1,01	0,58	0,50	- 0,08
1967	1,24	0,67	- 0,57	1,08	0,24	- 0,84	0,57	0,65	+ 0,08
1968	1,29	0,70	- 0,59	1,37	0,32	- 1,05	0,64	0,61	- 0,03
1968 1 ^{er} trimestre	1,39	0,67	- 0,72	1,63	0,31	- 1,32	0,64	0,64	...
2 ^e trimestre	1,39	0,77	- 0,62	1,34	0,30	- 1,04	0,60	0,66	+ 0,06
3 ^e trimestre	1,20	0,64	- 0,56	1,14	0,33	- 0,81	0,55	0,54	- 0,01
4 ^e trimestre	1,19	0,73	- 0,46	1,38	0,35	- 1,03	0,76	0,59	- 0,17
1969 1 ^{er} trimestre	1,16	0,74	- 0,42	1,56	0,37	- 1,19	0,56	0,62	+ 0,06
2 ^e trimestre	1,27	0,71	- 0,56	1,81	0,41	- 1,40	0,59	0,68	+ 0,09
3 ^e trimestre	1,34	0,75	- 0,59	1,90	0,36	- 1,54	0,70	0,51	- 0,19
1968 Octobre	1,24	0,70	- 0,54	2,00	0,38	- 1,62	0,63	0,66	+ 0,03
Novembre	1,25	0,64	- 0,61	1,18	0,27	- 0,91	0,73	0,46	- 0,27
Décembre	1,06	0,81	- 0,25	1,04	0,39	- 0,65	0,83	0,63	- 0,20
1969 Janvier	1,28	1,00	- 0,28	1,47	0,42	- 1,05	0,66	0,66	...
Février	1,07	0,57	- 0,50	1,78	0,34	- 1,44	0,50	0,46	- 0,04
Mars	1,15	0,64	- 0,51	1,43	0,34	- 1,09	0,53	0,71	+ 0,18
Avril	1,24	0,66	- 0,58	1,78	0,41	- 1,37	0,54	0,83	+ 0,29
Mai	1,14	0,65	- 0,49	1,33	0,37	- 0,96	0,58	0,62	+ 0,04
Juin	1,44	0,81	- 0,63	2,32	0,44	- 1,88	0,67	0,54	- 0,13
Juillet	1,34	0,69	- 0,65	2,10	0,45	- 1,65	0,62	0,49	- 0,13
Août	1,48	0,71	- 0,77	1,21	0,29	- 0,92	0,68	0,37	- 0,31
Septembre	1,21	0,86	- 0,35	2,43	0,33	- 2,10	0,78	0,67	- 0,11
Octobre	1,37	0,89	- 0,48	2,70	0,46	- 2,24	0,71	0,57	- 0,14
Novembre	1,40	0,77	- 0,63	1,23	0,46	- 0,77	0,75	0,80	+ 0,05

1 Comprend : Amérique Centrale, Amérique du Sud et Mexique.

Références bibliographiques : Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Industrie, revue de la F.I.B. — L'industrie textile belge, revue mensuelle de Febeltex. — Bulletin commercial belge de l'Office belge du Commerce extérieur. — Revue Commerciale de la Chambre Néerlandaise pour la Belgique et le Luxembourg. — Bulletins statistiques : Commerce extérieur (O.C.D.E.). — Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.). — Bulletin général de Statistique (Office statistique des Communautés européennes). — Centre de Recherches économiques de Louvain.

IX. -- BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

IX - 1. -- BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Chiffres annuels
(milliards de francs)

	1964	1965	1966	1967	1968	1969 p		
						Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :								
1.1 Opérations sur marchandises :								
1.11 Exportations et importations ¹	- 8,7	- 2,6	- 16,6	- 3,9	- 12,1	387,9	392,6	- 4,7
1.12 Travail à façon	+ 5,2	+ 6,6	+ 8,1	+ 7,8	+ 8,7	13,0	3,2	+ 9,8
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	+ 5,4	+ 3,2	+ 5,3	+ 5,4	+ 3,4	4,8	—	+ 4,8
1.2 Or non monétaire	- 0,8	- 2,0	- 1,5	- 2,4	- 1,2	1,0	1,4	- 0,4
1.3 Prêts ²	- 0,4	- 0,3	- 0,2	+ 1,6	+ 1,2	17,3	16,6	+ 0,7
1.4 Assur. pour le transport des marchandises ²	+ 1,0	+ 1,1	+ 0,4	+ 0,6	+ 0,5	6,6	6,7	- 0,1
1.5 Autres frais de transport	- 3,4	- 4,1	- 4,5	- 6,4	- 6,2	16,2	22,7	- 6,5
1.6 Déplacements à l'étranger	- 0,9	+ 0,6	+ 1,1	+ 1,2	+ 1,7	27,3	26,8	+ 0,5
1.7 Revenus d'investissements	- 2,3	+ 0,3	+ 0,2	+ 3,7	+ 3,3	8,7	8,4	+ 0,3
1.8 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 4,0	+ 4,1	+ 4,0	+ 4,3	+ 4,2	7,1	2,7	+ 4,4
1.9 Autres :	+ 0,2	+ 0,7	- 0,1	+ 0,7	+ 0,8	32,5	33,1	- 0,6
1.91 Ouvriers frontaliers								
1.92 Autres								
Total 1 ...	- 0,7	+ 7,5	- 3,9	+ 12,6	+ 4,2	523,0	514,9	+ 8,1
2. Transferts :								
2.1 Transferts privés	+ 3,0	+ 2,5	+ 1,6	+ 1,5	+ 2,2	8,4	8,1	+ 0,3
2.2 Transferts de l'Etat	- 2,4	- 2,4	- 2,5	- 4,0	- 4,7	0,5	4,8	- 4,3
Total 2 ...	+ 0,6	+ 0,1	- 0,9	- 2,5	- 2,5	8,9	12,9	- 4,0
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :								
3.1 Etat ³ :								
3.11 Engagements :								
3.111 Amortissements contractuels	- 2,3	- 3,3	- 1,8	- 1,9	- 2,1	—	2,1	- 2,1
3.112 Autres opérations	+ 2,8	- 2,0	- 0,4	- 4,0	- 0,8	3,0	2,0	+ 1,0
3.12 Avoirs	- 0,1	- 0,5	- 0,3	- 0,4	- 0,3	...	1,3	- 1,3
3.2 Autres pouvoirs publics :								
3.21 Engagements	+ 1,0	...	...	- 0,5	- 0,2	...	0,2	- 0,2
3.22 Avoirs	+ 0,1	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	+ 1,5	- 5,8	- 2,5	- 6,8	- 3,4	3,0	5,6	- 2,6
4. Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers :								
4.1 Organismes publics d'exploitation	+ 0,3	+ 1,7	+ 0,7	- 1,3	- 0,4	2,5	1,0	+ 1,5
4.2 Intermédiaires financiers non monétaires du secteur public	+ 2,0	+ 0,4	+ 1,0	+ 2,2	- 0,2	9,6	1,6	+ 8,0
4.3 Secteur privé ⁴ :								
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :								
4.311 Valeurs mobilières (chiffres nets)	- 1,3	- 2,1	- 6,5	- 5,3	- 13,4	—	15,1	- 15,1
4.312 Investissements directs	- 5,4	- 2,0	- 0,4	- 2,6	- 3,6	4,6	6,2	- 1,6
4.313 Immeubles	- 5,4	- 1,3	- 1,7	- 1,5	- 1,2	0,8	2,0	- 1,2
4.314 Autres (chiffres nets) .....		...	- 0,3	+ 1,3	+ 1,5	3,1	—	+ 3,1
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :								
4.321 Valeurs mobilières (chiffres nets)	+ 0,1	+ 0,5	- 0,2	+ 2,8	- 0,5	—	1,1	- 1,1
4.322 Investissements directs	+ 12,1	+ 7,1	+ 7,0	+ 11,5	+ 12,5	14,5	1,2	+ 13,3
4.323 Immeubles	+ 12,1	+ 0,2	- 0,3	- 0,2	- 0,1	0,5	0,8	- 0,3
4.324 Autres (chiffres nets)		+ 0,7	+ 0,7	+ 0,9	...	5,8	—	+ 5,8
4.33 Investissements et placements non ventilés (chiffres nets)	+ 1,0	+ 0,8	+ 0,6	+ 0,3	...	...	—	...
Total 4 ...	+ 8,8	+ 6,0	+ 0,6	+ 8,1	- 5,4	41,4	29,0	+ 12,4
5. Erreurs et omissions (nettes)	+ 0,5	+ 0,7	+ 0,3	+ 0,9	+ 1,6	3,6	—	+ 3,6
Total 1 à 5 ...	+ 10,7	+ 8,5	- 6,4	+ 12,3	- 5,5	579,9	562,4	+ 17,5
6. Financement du total :								
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger .....	...	+ 1,2	- 1,1	+ 2,7	- 0,8	—	—	+ 2,8
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :								
6.21 Banque Nationale	+ 12,6	+ 8,0	+ 1,7	+ 12,4	- 14,2	—	—	+ 5,2
6.22 Autres	- 1,9	- 0,7	- 7,0	- 2,8	+ 9,5	—	—	+ 9,5

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f. c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport des marchandises.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport des marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Y compris le Fonds des Routes (cf. l'article « Chapitres IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968).

⁴ Les montants postérieurs au 31 décembre 1964 ne sont pas strictement comparables à ceux des périodes précédentes par suite de l'amélioration du matériel statistique.

IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Soldes trimestriels
(milliards de francs)

	1967	1968				1969 p			
	4e trimestre	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Opérations sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations ¹	- 1,9	- 3,4	- 3,5	- 3,3	- 1,9	- 2,2	- 4,1	- 8,1	+ 9,7
1.12 Travail à façon	+ 2,0	+ 1,9	+ 2,3	+ 2,2	+ 2,3	+ 2,2	+ 2,2	+ 2,7	+ 2,7
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 0,7	+ 1,4	+ 2,5	- 0,1	- 0,4	+ 1,4	...	+ 1,7	+ 1,7
1.2 Or non monétaire	- 1,3	- 1,2	- 0,1	...	...	- 0,2	- 0,1	- 0,2	+ 0,1
1.3 Frets ²	+ 0,6	+ 0,3	+ 0,3	+ 0,6	...	+ 0,1	+ 0,2	...	+ 0,4
1.4 Assurances pour le transport de marchandises ² .....	...	...	...	...	...	...	- 0,1	...	...
1.5 Autres frais de transport	+ 0,3	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,1	...	- 0,2	...
1.6 Déplacements à l'étranger	- 0,4	- 0,7	- 2,1	- 3,6	+ 0,2	- 0,9	- 0,9	- 4,7	...
1.7 Revenus d'investissements	+ 0,5	+ 0,9	- 0,6	+ 0,8	+ 0,6	+ 0,9	- 1,8	+ 0,8	+ 0,6
1.8 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 1,1	+ 1,2	+ 1,2	+ 0,1	+ 0,8	- 0,2	+ 0,6	...	- 0,1
1.9 Autres :									
1.91 Ouvriers frontaliers	+ 1,2	+ 1,0	+ 0,9	+ 1,1	+ 1,2	+ 1,0	+ 1,4	+ 0,9	+ 1,1
1.92 Autres .....	...	+ 0,1	+ 0,4	+ 0,6	- 0,3	- 0,2	- 0,2	- 0,4	+ 0,2
Total 1 ...	+ 2,8	+ 1,6	+ 1,4	- 1,5	+ 2,7	+ 2,0	- 2,8	- 7,5	+ 16,4
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	+ 0,7	+ 0,8	+ 0,4	+ 0,8	+ 0,2	+ 0,6	...	- 0,4	+ 0,1
2.2 Transferts de l'Etat	- 1,5	- 1,7	- 0,7	- 1,0	- 1,3	- 1,7	- 0,6	- 0,9	- 1,1
Total 2 ...	- 0,8	- 0,9	- 0,3	- 0,2	- 1,1	- 1,1	- 0,6	- 1,3	- 1,0
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat ³ :									
3.11 Engagements :									
3.111 Amortissements contractuels	- 0,4	- 0,7	- 0,6	- 0,5	- 0,3	- 0,7	- 0,6	- 0,5	- 0,3
3.112 Autres opérations	+ 1,7	+ 0,2	- 0,5	- 0,1	- 0,4	...	+ 1,7	- 0,3	- 0,4
3.12 Avoirs	- 0,3	- 0,1	...	- 0,1	- 0,1	- 0,3	...	- 0,2	- 0,8
3.2 Autres pouvoirs publics :									
3.21 Engagements .....	...	...	- 0,2	...	...	...	- 0,2	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	+ 1,0	- 0,6	- 1,3	- 0,7	- 0,8	- 1,0	+ 0,9	- 1,0	- 1,5
4. Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers :									
4.1 Organismes publics d'exploitation	- 0,1	- 0,2	...	- 0,3	+ 0,1	+ 0,1	+ 1,0	...	+ 0,4
4.2 Intermédiaires financiers non monétaires du secteur public	- 0,1	- 0,6	...	- 0,9	+ 1,3	+ 5,1	+ 2,4	+ 0,5	...
4.3 Secteur privé :									
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.311 Valeurs mobilières ...	- 1,6	- 2,4	- 3,0	- 3,4	- 4,6	- 5,3	- 3,8	- 3,7	- 2,3
4.312 Investissements directs	- 1,3	- 2,1	- 0,2	- 0,6	- 0,7	- 1,7	+ 1,9	- 0,3	- 1,5
4.313 Immeubles	- 0,3	- 0,3	- 0,4	- 0,2	- 0,3	- 0,3	- 0,3	- 0,3	- 0,3
4.314 Autres	+ 0,3	+ 0,2	+ 0,7	+ 0,6	...	+ 0,2	+ 2,2	- 0,1	+ 0,8
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.321 Valeurs mobilières ...	+ 1,9	...	- 0,3	- 0,3	+ 0,1	- 0,4	- 0,2	- 0,5	...
4.322 Investissements directs	+ 3,6	+ 4,2	+ 2,8	+ 1,7	+ 3,8	+ 1,1	+ 2,8	+ 4,5	+ 4,9
4.323 Immeubles	- 0,1	- 0,1	...	...	...	- 0,1	- 0,1	...	- 0,1
4.324 Autres .....	...	- 1,1	+ 0,5	+ 0,4	+ 0,2	+ 1,4	+ 2,3	+ 1,1	+ 1,0
4.33 Investissements et placements non ventilés .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 4 ...	+ 2,3	- 2,4	+ 0,1	- 3,0	- 0,1	+ 0,1	+ 8,2	+ 1,2	+ 2,9
5. Erreurs et omissions	- 0,6	+ 1,5	- 0,4	+ 1,1	- 0,6	+ 2,2	- 1,9	+ 1,9	+ 1,4
Total 1 à 5 ...	+ 4,7	- 0,8	- 0,5	- 4,3	+ 0,1	+ 2,2	+ 3,8	- 6,7	+ 18,2
6. Financement du total :									
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger	- 0,9	+ 1,9	- 1,3	- 0,4	- 1,0	+ 1,0	+ 0,4	- 0,9	+ 2,3
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :									
6.21 Banque Nationale	+ 6,9	- 3,5	+ 0,9	- 5,0	- 6,6	- 5,1	+ 3,8	- 7,1	+ 13,6
6.22 Autres	- 1,3	+ 0,8	- 0,1	+ 1,1	+ 7,7	+ 6,3	- 0,4	+ 1,3	+ 2,3

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport des marchandises.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport des marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitres IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968].

IX - 3. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS
 Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés
 (milliards de francs)

	1969			1969			1968	1969
	3e trimestre			4e trimestre			Année	P
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde		
1. Transactions sur biens et services :								
1.1 Opérations sur marchandises :								
1.11 Exportations et importations ¹	91,2	99,3	- 8,1	112,1	102,4	+ 9,7	-12,1 ⁴	- 4,7 ⁵
1.12 Travail à façon	3,5	0,8	+ 2,7	3,6	0,9	+ 2,7	+ 8,7	+ 9,8
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	1,7	—	+ 1,7	1,7	—	+ 1,7	+ 3,4	+ 4,8
1.2 Or non monétaire	0,1	0,3	- 0,2	0,4	0,3	+ 0,1	- 1,3	- 0,4
1.3 Frets ²	4,4	4,4	...	4,6	4,2	+ 0,4	+ 1,2	+ 0,7
1.4 Assurances pour le transport de marchandises ²	0,2	0,2	...	0,1	0,1	...	...	- 0,1
1.5 Autres frais de transport	1,7	1,9	- 0,2	1,9	1,9	...	+ 0,5	- 0,1
1.6 Déplacements à l'étranger	4,7	9,4	- 4,7	4,0	4,0	...	- 6,2	- 6,5
1.7 Revenus d'investissements	7,3	6,5	+ 0,8	8,5	7,9	+ 0,6	+ 1,7	+ 0,5
1.8 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	1,9	1,9	...	1,8	1,9	- 0,1	+ 3,3	+ 0,3
1.9 Autres :								
1.91 Ouvriers frontaliers	1,6	0,7	+ 0,9	1,9	0,8	+ 1,1	+ 4,2	+ 4,4
1.92 Autres	7,4	7,8	- 0,4	9,7	9,5	+ 0,2	+ 0,8	- 0,6
Total 1 ...	125,7	133,2	- 7,5	150,3	133,9	+16,4	+ 4,2	+ 8,1
2. Transferts :								
2.1 Transferts privés	2,3	2,7	- 0,4	1,8	1,7	+ 0,1	+ 2,2	+ 0,3
2.2 Transferts de l'Etat	0,1	1,0	- 0,9	0,2	1,3	- 1,1	- 4,7	- 4,3
Total 2 ...	2,4	3,7	- 1,3	2,0	3,0	- 1,0	- 2,5	- 4,0
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :								
3.1 Etat ³ :								
3.11 Engagements :								
3.111 Amortissements contractuels	—	0,5	- 0,5	—	0,3	- 0,3	- 2,1	- 2,1
3.112 Autres opérations	0,1	0,4	- 0,3	0,5	0,9	- 0,4	- 0,8	+ 1,0
3.12 Avoirs .....	...	0,2	- 0,2	...	0,8	- 0,8	- 0,3	- 1,3
3.2 Autres pouvoirs publics :								
3.21 Engagements .....	...	...	...	...	...	...	- 0,2	- 0,2
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	0,1	1,1	- 1,0	0,5	2,0	- 1,5	- 3,4	- 2,6
4. Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers :								
4.1 Organismes publics d'exploitation	0,1	0,1	...	0,7	0,3	+ 0,4	- 0,4	+ 1,5
4.2 Intermédiaires financiers non monétaires du secteur public	0,7	0,2	+ 0,5	...	...	...	- 0,2	+ 8,0
4.3 Secteur privé :								
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :								
4.311 Valeurs mobilières (chiffres nets) ...	—	3,7	- 3,7	—	2,3	- 2,3	-13,4	-15,1
4.312 Investissements directs	1,1	1,4	- 0,3	0,5	2,0	- 1,5	- 3,6	- 1,6
4.313 Immeubles	0,2	0,5	- 0,3	0,2	0,5	- 0,3	- 1,2	- 1,2
4.314 Autres (chiffres nets)	—	0,1	- 0,1	0,8	—	+ 0,8	+ 1,5	+ 3,1
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :								
4.321 Valeurs mobilières (chiffres nets) ...	—	0,5	- 0,5	—	...	...	- 0,5	- 1,1
4.322 Investissements directs	4,8	0,3	+ 4,5	5,2	0,3	+ 4,9	+12,5	+13,3
4.323 Immeubles	0,1	0,1	...	0,2	0,3	- 0,1	- 0,1	- 0,3
4.324 Autres (chiffres nets)	1,1	—	+ 1,1	1,0	—	+ 1,0	...	+ 5,8
4.33 Investis. et plac. non ventilés (chiffres nets)	...	—	...	...	—	...	...	...
Total 4 ...	8,1	6,9	+ 1,2	8,6	5,7	+ 2,9	- 5,4	+12,4
5. Erreurs et omissions (nettes)	1,9	—	+ 1,9	1,4	—	+ 1,4	+ 1,6	+ 3,6
Total 1 à 5 ...	138,2	144,9	- 6,7	162,8	144,6	+18,2	- 5,5	+17,5
6. Financement du total :								
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger ...	—	—	- 0,9	—	—	+ 2,3	- 0,8	+ 2,8
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :								
6.21 Banque Nationale	—	—	- 7,1	—	—	+13,6	-14,2	+ 5,2
6.22 Autres	—	—	+ 1,3	—	—	+ 2,3	+ 9,5	+ 9,5

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport des marchandises.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport des marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitres IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1968].

⁴ Exportations = 318,6; importations = 330,7.

⁵ Exportations = 387,9; importations = 392,6.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.). — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XL^e année, vol. I, n° 1, page 21 : « Aménagements apportés à des séries de la partie « statistiques » — chapitres IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires », XLIV^e année, vol. I, n° 6, page 725 : « La balance des paiements de l'U.E.B.L. en 1968 ».

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1. — COURS OFFICIELS ARRÊTÉS PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières	1 \$ U.S.A.	1 fr. français	1 Livre sterling	1 florin P.-B.	1 fr. suisse	1 Deutsche Mark	100 livres italiennes	1 Cour. suéd.	1 Cour. norv.	1 Cour. dan.	1 \$ canadien		100 escudos	100 schillings autrich.	100 pesetas	1 Mark finlandais
											câble	courrier				
1965	49,64	10,13	138,78	13,79	11,47	12,43	7,94	9,62	6,94	7,18	46,042	46,041	173,07	192,21	82,88 ¹	—
1966	49,83	10,14	139,18	13,77	11,52	12,46	7,98	9,65	6,97	7,21	46,252	46,252	173,58	192,87	83,15	—
1967	49,69	10,10	138,65 ² 119,68 ³	13,79	11,48	12,46	7,96	9,63	6,95	7,17 ² 6,65 ³	46,059	46,058	172,87	192,30	82,89 ² 71,35 ³	—
1968	49,93	10,08	119,52	13,80	11,57	12,51	8,01	9,66	6,99	6,67	46,342	46,341	174,41	193,19	71,65	—
1969	50,13	10,12 ⁴ 8,98 ⁵	119,85	13,84	11,63	12,56 ⁶ 13,47 ⁷	7,99	9,70	7,02	6,67	46,558	46,558	176,15	193,87	71,77	11,88 ⁸
1968 2 ^e trimest.	49,77	10,06	119,05	13,75	11,52	12,48	7,98	9,63	6,97	6,67	46,157	46,157	173,90	192,63	71,41	—
3 ^e trimest.	50,07	10,07	119,64	13,80	11,64	12,52	8,05	9,70	7,01	6,67	46,653	46,652	174,82	193,88	71,88	—
4 ^e trimest.	50,22	10,12	119,89	13,85	11,68	12,60	8,06	9,71	7,03	6,69	46,804	46,804	175,47	194,31	72,06	—
1969 1 ^e trimest.	50,22	10,14	120,02	13,86	11,64	12,51	8,02	9,71	7,03	6,68	46,731	46,730	176,24	194,05	72,00	—
2 ^e trimest.	50,26	10,11	120,12	13,81	11,63	12,56	8,01	9,72	7,04	6,67	46,640	46,641	176,49	194,20	71,88	—
3 ^e trimest.	50,29	10,11 ⁹ 9,07 ¹⁰	120,05	13,87	11,68	12,62 ¹¹	8,00	9,73	7,04	6,68	46,608	46,607	176,75	194,69	72,07	—
4 ^e trimest.	49,78	8,93	119,21	13,80	11,55	13,47	7,94	9,64	6,97	6,64	46,262	46,261	175,15	192,58	71,16	11,85
1969 Février	50,17	10,13	120,00	13,84	11,61	12,49	8,02	9,70	7,02	6,67	46,704	46,703	176,08	193,79	71,96	—
Mars	50,28	10,14	120,27	13,86	11,70	12,51	8,00	9,73	7,04	6,70	46,703	46,701	176,63	194,33	72,08	—
Avril	50,25	10,12	120,28	13,83	11,63	12,53	8,02	9,73	7,04	6,68	46,698	46,697	176,56	194,24	71,94	—
Mai	50,19	10,10	119,79	13,79	11,60	12,59	7,99	9,71	7,03	6,66	46,598	46,600	176,11	193,79	71,74	—
Juin	50,32	10,12	120,27	13,80	11,67	12,58	8,03	9,73	7,05	6,69	46,623	46,624	176,78	194,55	71,93	—
Juillet	50,28	10,11	120,20	13,81	11,66	12,57	8,01	9,72	7,04	6,68	46,517	46,516	176,56	194,66	71,96	—
Août	50,27	10,10 ¹² 9,08 ¹³	119,96	13,89	11,68	12,61	8,00	9,73	7,04	6,68	46,629	46,629	176,60	194,74	72,10	—
Septembre	50,32	9,06	119,98	13,92	11,71	12,67 ¹⁴	8,00	9,73	7,04	6,69	46,677	46,677	177,08	194,67	72,16	11,97
Octobre	49,95	8,95	119,40	13,89	11,61	13,46 ¹⁵	7,95	9,67	6,99	6,64	46,336	46,333	175,73	193,27	71,44	11,87
Novembre	49,70	8,91	119,11	13,79	11,49	13,47	7,94	9,62	6,95	6,63	46,189	46,190	174,84	191,95	70,99	11,83
Décembre	49,68	8,92	119,11	13,73	11,53	13,48	7,93	9,62	6,96	6,63	46,247	46,247	174,81	192,38	71,00	11,85
1970 Janvier	49,69	8,95	119,27	13,68	11,52	13,48	7,90	9,62	6,95	6,63	46,312	46,311	174,77	192,10	71,08	11,86

¹ Moyenne du 12 juillet au 31 décembre 1965.

² Moyenne du 1^{er} janvier au 17 novembre 1967.

³ Moyenne du 18 novembre au 31 décembre 1967.

⁴ Moyenne du 1^{er} janvier au 8 août 1969.

⁵ Moyenne du 11 août au 31 décembre 1969.

⁶ Moyenne du 1^{er} janvier au 24 septembre 1969. Du 25 septembre au 24 octobre, cotation suspendue.

⁷ Moyenne du 27 octobre au 31 décembre 1969.

⁸ Moyenne du 1^{er} septembre au 31 décembre 1969.

⁹ Moyenne du 1^{er} juillet au 8 août 1969.

¹⁰ Moyenne du 11 août au 30 septembre 1969.

¹¹ Moyenne du 1^{er} juillet au 24 septembre 1969. Du 25 septembre au 30 septembre 1969, cotation suspendue.

¹² Moyenne du 1^{er} août au 8 août 1969.

¹³ Moyenne du 11 août au 29 août 1969.

¹⁴ Moyenne du 1^{er} septembre au 24 septembre 1969. Du 25 septembre au 30 septembre 1969, cotation suspendue.

¹⁵ Cotation suspendue jusqu'au 24 octobre 1969. Moyenne du 27 octobre au 31 octobre 1969.

X - 2. — MONNAIES DES PAYS MEMBRES DE L'A.M.E.

parité par rapport au dollar, marges des cours acheteurs et vendeurs des banques centrales
et cours extrêmes à Bruxelles le 31 janvier 1970

Pays	Parité (ou cours moyen) par rapport au dollar des Etats-Unis 1		Marges des cours du dollar des Etats-Unis en % de la parité (ou du cours moyen) du dollar		Cours extrêmes à Bruxelles		
			vendeur (+)	acheteur (-)	acheteur 4	vendeur 5	pour :
					en francs belges		
Autriche	26,—	sch.	+ 0,769	- 0,769	189,4084	195,2519	100 sch.
Belgique	50,—	FB	+ 0,750	- 0,750	—	—	—
Danemark	7,50	CD	+ 0,750	- 0,750	6,5674	6,7674	1 C. dan.
France	5,55419	FF	+ 0,753	- 0,751	8,8679	9,1383	1 FF
Allemagne	3,66	DM	+ 0,820	- 0,820	13,4485	13,8774	1 DM
Grèce	30,—	Dr.	+ 0,333	- 0,333	—	—	—
Islande	88,—	C. isl.	+ 0,114	- 0,114	—	—	—
Italie	625,—	Lires	+ 0,720	- 0,720	7,8832	8,1184	100 Lires
Pays-Bas	3,62	Fl.	+ 0,760	- 0,760	13,6052	14,0223	1 Fl.
Norvège	7,14286	C. nor.	+ 0,800	- 0,740	6,8924	7,1051	1 C. nor.
Portugal	28,75	Esc.	+ 1,148	- 1,148	170,6499	177,2519	100 Esc.
Espagne	70,—	Pesetas	+ 0,750	- 0,750	70,3651	72,5080	100 Pesetas
Suède	5,17321	C.S.	+ 0,759	- 0,739	9,5204	9,8101	1 C.S.
Suisse	4,37282	F.S.	+ 1,765	- 1,780	11,1517	11,7288	1 F.S.
Turquie	9,—	L.t.	+ 0,889	—	—	—	—
Royaume-Uni	2,40	£ 2	+ 0,833 ³	- 0,833 ³	118,1075	121,9075	1 £

¹ Parité reconnue par le F.M.I., sauf dans le cas de la Suisse pour laquelle la parité indiquée est pratiquée par la banque centrale.

² Cours exprimé en dollars des Etats-Unis par livre sterling.

³ Les marges du Royaume-Uni ne sont pas tout à fait comparables à celles des autres pays; elles représentent les limites de fluctuations de la livre exprimée en dollars des Etats-Unis, alors que, pour les autres pays, les marges représentent les limites de la fluctuation du dollar des Etats-Unis exprimé en monnaie nationale.

⁴ (Parité de la FB par rapport au dollar des Etats-Unis - marge exprimée en FB du cours acheteur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-Unis) : (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours vendeur de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis.)

⁵ (Parité en FB par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée en FB du cours vendeur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-Unis) : (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis - marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours acheteur de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis.)

XI. — FINANCES PUBLIQUES ¹

1. — RECETTES ET DEPENSES DE TRESORERIE RESULTANT DES OPERATIONS BUDGETAIRES ²

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Budget ordinaire			Budget extraordinaire			Solde budgétaire total
	Recettes	Dépenses ³	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) - (5)	
1963	139,5	143,0	- 3,5	0,4	22,0	- 21,6	- 25,1
1964	157,8	155,3	+ 2,5	0,3	24,1	- 23,8	- 21,3
1965	172,7	176,5	- 3,8	0,2	25,2	- 25,0	- 28,8
1966	200,6	203,9	- 3,3	0,6	24,6	- 24,0	- 27,3
1967	219,6	221,7	- 2,1	0,2	28,5	- 28,3	- 30,4
1968	238,8	243,9	- 5,1	0,6	33,0	- 32,4	- 37,5
1968 3 premiers mois ...	57,2	64,6	- 7,4	0,2	8,5	- 8,3	- 15,7
4 premiers mois ...	75,5	83,0	- 7,5	0,2	10,4	- 10,2	- 17,7
5 premiers mois ...	93,9	102,1	- 8,2	0,2	13,6	- 13,4	- 21,6
6 premiers mois ...	112,2	124,5	- 12,3	0,3	15,3	- 15,0	- 27,3
7 premiers mois ...	144,4	142,5	+ 1,9	0,3	18,0	- 17,7	- 15,8
8 premiers mois ...	160,4	161,2	- 0,8	0,3	20,3	- 20,0	- 20,8
9 premiers mois ...	177,5	181,6	- 4,1	0,3	24,3	- 24,1	- 28,1
10 premiers mois ...	199,7	201,6	- 1,9	0,4	27,9	- 27,5	- 29,4
11 premiers mois ...	217,6	219,1	- 1,5	0,4	30,4	- 30,0	- 31,5
12 mois	238,8	243,9	- 5,1	0,6	33,0	- 32,4	- 37,5
1969 1 ^{er} mois	27,4	21,6	+ 5,8	...	4,1	- 4,1	+ 1,7
2 premiers mois ...	44,8	48,5	- 3,7	...	6,6	- 6,6	- 10,3
3 premiers mois ...	64,0	71,2	- 7,2	0,1	9,3	- 9,2	- 16,4
4 premiers mois ...	83,8	90,5	- 6,7	...	11,5	- 11,5	- 18,2
5 premiers mois ...	102,9	111,4	- 8,5	0,1	13,4	- 13,3	- 21,8
6 premiers mois ...	124,9	136,2	- 11,3	0,1	16,1	- 16,0	- 27,3
7 premiers mois ...	162,2	161,8	+ 0,4	0,1	18,3	- 18,2	- 17,8
8 premiers mois ...	180,3	180,5	- 0,2	0,1	20,6	- 20,5	- 20,7
9 premiers mois ...	198,8	202,5	- 3,7	0,1	23,1	- 23,0	- 26,7
10 premiers mois ...	222,6	228,8	- 6,2	0,2	26,4	- 26,2	- 32,4
11 premiers mois ...	242,7	249,9	- 7,2	0,2	29,4	- 29,2	- 36,4
12 mois	266,3	271,4	- 5,1	0,3	33,0	- 32,7	- 37,8

¹ Les statistiques concernant la Dette Publique figurent au chapitre XVI.

² Recettes et dépenses effectivement réalisées durant chaque période, quel que soit l'exercice budgétaire auquel elles sont rattachées, abstraction faite des virements internes.

³ Y compris les dépenses de la Caisse Autonome des Dommages de Guerre.

XI - 2. — IMPASSE DE TRESORERIE ET SON FINANCEMENT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Financement de l'impasse																			
	Solde budgétaire total 1	Fonds de tiers 2	Avances à des collectifs 3	Impasse 4	Emissions d'emprunts consolidés 5			Variations de la dette flottante										Prélèvements sur la marge auprès de la B.N.B. 16	Encaisse des comptables 3 et autres opérations de trésorerie 17	Total (18) = (7) + (15) + (16) + (17)
					en francs belges 5	en monnaies étrangères 6	Total (7) = (5) + (6)	en francs belges					en monnaies étrangères 14	Total (15) = (8) à (14)						
								Certificats de trésorerie à moyen terme émis sur le marché 8	Secteur bancaire 9	Secteur para-étatique 10	Congo, Rwanda et Burundi 11	Certificats divers 12			Office des chèques postaux 13					
(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2) + (3)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15) = (8) à (14)	(16)	(17)	(18)			
1963	-25,1	- 3,7	- 1,5	-30,3	+17,5	...	+17,5	- 6,0	+ 3,6	- 3,5	+ 0,1	- 0,1	+ 4,1	+10,5	+ 8,7	+ 4,1	...	+30,3		
1964	-21,3	+ 0,3	...	-21,0	+24,0	...	+24,0	- 7,5	+ 3,3	- 7,6	- 0,1	+ 0,2	+ 6,4	+ 2,9	- 2,4	+ 0,6	- 1,2	+21,0		
1965	-28,8	- 0,8	- 1,7	-31,3	+22,2	...	+22,2	...	+ 5,8	+ 4,4	...	+ 0,1	+ 0,2	- 1,2	+ 9,3	- 0,8	+ 0,6	+31,3		
1966	-27,3	+ 3,1	- 6,5	-30,7	+21,0	...	+21,0	...	+ 3,4	- 3,2	...	+ 0,3	+ 3,1	+ 5,6	+ 9,2	+ 0,6	- 0,1	+30,7		
1967	-30,4	+ 1,5	- 6,7	-35,6	+21,6	...	+21,6	...	- 7,6	+14,3	...	- 0,2	- 3,8	+ 7,1	+ 9,8	- 6,9	+11,1	+35,6		
1968	-37,5	- 1,3	- 9,1	-47,9	+37,0	...	+37,0	...	- 5,5	- 4,9	...	- 0,2	+ 7,8	+ 0,9	- 1,9	+12,0	+ 0,8	+47,9		
1968 3 premiers mois .	-15,7	- 0,9	- 1,8	-18,4	+ 9,8	...	+ 9,8	...	- 0,4	+ 7,5	...	- 0,1	- 1,5	- 0,4	+ 5,1	+ 3,6	- 0,1	+18,4		
4 premiers mois .	-17,7	- 2,9	- 2,7	-23,3	+ 9,8	...	+ 9,8	...	- 0,5	+ 8,7	...	- 0,1	+ 3,3	- 0,3	+11,1	+ 2,8	- 0,4	+23,3		
5 premiers mois .	-21,6	- 4,3	- 3,3	-29,2	+ 9,8	...	+ 9,8	...	+ 0,5	+13,9	...	- 0,1	- 1,9	- 0,3	+12,1	+ 7,2	+ 0,1	+29,2		
6 premiers mois .	-27,3	+ 0,8	- 3,8	-30,3	+14,8	...	+14,8	...	- 0,9	+11,1	...	- 0,2	- 0,9	- 0,3	+ 8,8	+ 7,2	- 0,5	+30,3		
7 premiers mois .	-15,8	- 1,5	- 4,6	-21,9	+19,6	...	+19,6	...	- 2,9	- 0,3	...	- 0,2	+ 0,1	- 0,3	- 3,6	+ 5,6	+ 0,3	+21,9		
8 premiers mois .	-20,8	- 3,0	- 5,4	-29,2	+19,6	...	+19,6	...	+ 0,5	+ 2,4	...	- 0,2	- 2,2	+ 0,7	+ 1,2	+ 7,2	+ 1,2	+29,2		
9 premiers mois .	-28,1	- 0,4	- 6,2	-34,7	+31,6	...	+31,6	...	- 1,8	- 3,0	...	- 0,2	- 0,9	+ 0,6	- 5,3	+ 8,1	+ 0,3	+34,7		
10 premiers mois .	-29,4	- 2,6	- 7,2	-39,2	+29,2	...	+29,2	...	- 1,0	- 3,8	...	- 0,2	+ 1,7	+ 1,0	- 2,3	+10,8	+ 1,5	+39,2		
11 premiers mois .	-31,5	- 3,3	- 8,0	-42,8	+29,2	...	+29,2	...	- 1,6	+ 2,3	...	- 0,1	- 3,0	+ 0,9	- 1,5	+12,9	+ 2,2	+42,8		
12 mois	-37,5	- 1,3	- 9,1	-47,9	+37,0	...	+37,0	...	- 5,5	- 4,9	...	- 0,2	+ 7,8	+ 0,9	- 1,9	+12,0	+ 0,8	+47,9		
1969 1 ^{er} mois	+ 1,7	- 1,1	- 0,8	- 0,2	...	...	...	...	+ 2,7	+11,3	...	...	- 5,2	...	+ 8,8	- 7,9	- 0,7	+ 0,2
2 premiers mois .	-10,3	- 1,7	- 1,7	-13,7	+ 0,8	...	+ 0,8	...	+ 2,5	+18,3	...	...	- 9,1	...	+11,7	+ 1,3	- 0,1	+13,7
3 premiers mois .	-16,4	+ 1,2	- 2,7	-17,9	+ 8,0	...	+ 8,0	...	+ 2,2	+14,1	...	- 0,1	- 6,1	...	+10,1	+ 0,4	- 0,6	+17,9		
4 premiers mois .	-18,2	- 1,4	- 3,4	-23,0	+ 4,9	...	+ 4,9	...	+ 4,5	+12,4	...	- 0,1	- 1,8	+ 2,2	+17,2	+ 0,2	+ 0,7	+23,0		
5 premiers mois .	-21,8	- 0,1	- 4,8	-26,7	+12,2	...	+12,2	...	+ 2,2	+14,5	...	- 0,1	- 6,3	+ 2,3	+12,6	+ 0,7	+ 0,2	+26,7		
6 premiers mois .	-27,3	+ 2,4	- 5,9	-30,8	+18,2	+ 1,0	+19,2	...	+ 5,5	+ 7,3	...	- 0,1	- 3,0	+ 2,3	+12,0	+ 1,2	- 1,6	+30,8		
7 premiers mois .	-17,8	+ 1,0	- 7,4	-24,2	+25,6	+ 1,0	+26,6	...	+ 2,1	+ 0,7	...	- 0,1	- 4,0	+ 2,3	+ 1,0	- 2,8	- 0,6	+24,2		
8 premiers mois .	-20,7	+ 0,4	- 8,9	-29,2	+25,6	+ 1,0	+26,6	...	+ 2,0	+ 0,5	...	- 0,1	- 7,4	+ 6,2	+ 1,2	+ 1,3	+ 0,1	+29,2		
9 premiers mois .	-26,7	+ 3,0	- 9,9	-33,6	+25,6	+ 1,0	+26,6	...	+ 4,8	+ 4,1	...	- 0,1	- 7,7	+ 6,2	+ 7,3	+ 1,3	- 1,6	+33,6		
10 premiers mois .	-32,4	+ 1,3	-10,9	-42,0	+39,8	+ 1,0	+40,8	...	+ 5,6	+ 2,1	...	- 0,1	- 5,6	+ 6,6	+ 8,6	- 6,3	- 1,1	+42,0		
11 premiers mois .	-36,4	+ 0,2	-12,1	-48,3	+39,4	+ 1,0	+40,4	...	+ 6,3	+ 6,4	...	- 0,1	- 6,0	+ 6,5	+13,1	- 3,6	- 1,6	+48,3		
12 mois	-37,8	+ 2,6	-13,2	-48,4	+36,0	+ 1,0	+37,0	...	+ 7,5	...	...	+ 0,3	- 1,9	+ 6,5	+12,4	+ 0,9	- 1,9	+48,4

1 Cf. tableau XI-1.

2 Non compris les dépenses de la Caisse Autonome des Dommages de Guerre qui figurent à la colonne (1).

3 Augmentation : (-); diminution : (+).

4 Cette colonne diffère de la colonne (3) « Déficit de Trésorerie » du tableau XI-3. Le déficit de trésorerie tient en effet compte de diverses catégories d'opérations qui n'interviennent pas dans le calcul de l'Impasse. C'est ainsi que le solde des opérations extrabudgétaires compris dans le déficit de trésorerie reprend non seulement les fonds de tiers — colonne (2) du tableau XI-2. —, mais aussi la rubrique « Encaisses des comptables et autres opérations de trésorerie » — colonne (17) du même tableau —, de même que les dépenses d'organismes paraétatiques — essentiellement le Fonds des Routes — financées par des émissions de dettes publiques indirectes et par des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes en règlement de travaux exécutés et réceptionnés. (Arrêté royal no 41 du 29 septembre 1967.)

5 Déduction faite des frais d'émission et des amortissements extrabudgétaires.

**XI - 3. — BESOINS NETS DE FINANCEMENT DE L'ETAT
ET LEUR COUVERTURE**

(milliards de francs)

Périodes	Solde budgétaire total 1	Solde des opérations extra- budgé- taires 2	Déficit de trésorerie 3	Amor- tissements de la dette publique compris dans les dépenses budgé- taires 4	Besoins nets de finan- cement de l'Etat 5	Couverture 6					Recours aux marchés étrangers 7
						Recours au marché belge				Total (9) = (6) à (8)	
						Variations			Total		
						de l'encours des emprunts consolidés et des certificats à moyen terme émis sur le marché (6)	des autres engagements à moyen terme (7)	des engagements à court terme (8)			
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)	(8)	(9) = (6) à (8)	(10)		
1962	- 16,2	- 4,3	- 20,5	+ 8,2	- 12,3	+ 15,5	+ 4,6	...	+ 20,1	- 7,8	
1963	- 25,1	- 9,0	- 34,1	+ 10,8	- 23,3	+ 5,7	- 1,1	+ 6,2	+ 10,8	+ 12,5	
1964	- 21,3	- 6,3	- 27,6	+ 12,6	- 15,0	+ 11,9	...	+ 2,0	+ 13,9	+ 1,1	
1965	- 28,8	- 7,8	- 36,6	+ 14,5	- 22,1	+ 17,2	+ 0,5	+ 9,2	+ 26,9	- 4,8	
1966	- 27,3	- 4,1	- 31,4	+ 14,3	- 17,1	+ 9,2	+ 0,9	+ 2,1	+ 12,2	+ 4,9	
1967	- 30,4	- 7,9	- 38,3	+ 15,3	- 23,0	+ 20,8	+ 0,7	+ 4,0	+ 25,5	- 2,5	
1968	- 37,5	- 12,3	- 49,8	+ 15,7	- 34,1	+ 24,7	+ 0,6	+ 12,5	+ 37,8	- 3,7	
1967 12 mois	- 30,4	- 7,9	- 38,3	+ 15,3	- 23,0	+ 20,8	+ 0,7	+ 4,0	+ 25,5	- 2,5	
1968 1 ^{er} mois	- 4,0	- 3,2	- 7,2	+ 2,1	- 5,1	- 1,8	...	+ 6,7	+ 4,9	+ 0,2	
2 ^{em} mois	- 9,6	- 4,7	- 14,3	+ 3,5	- 10,8	+ 7,0	...	+ 3,8	+ 10,8	...	
3 ^{em} mois	- 15,7	- 3,3	- 19,0	+ 4,4	- 14,6	+ 6,3	...	+ 9,1	+ 15,4	- 0,8	
4 ^{em} mois	- 17,7	- 6,7	- 24,4	+ 5,7	- 18,7	+ 5,2	...	+ 14,3	+ 19,5	- 0,8	
5 ^{em} mois	- 21,6	- 8,1	- 29,7	+ 6,3	- 23,4	+ 4,7	...	+ 20,1	+ 24,8	- 1,2	
6 ^{em} mois	- 27,3	- 4,5	- 31,8	+ 7,5	- 24,3	+ 8,8	...	+ 17,3	+ 26,1	- 1,8	
7 ^{em} mois	- 15,8	- 7,0	- 22,8	+ 8,8	- 14,0	+ 12,6	...	+ 3,5	+ 16,1	- 2,1	
8 ^{em} mois	- 20,8	- 8,9	- 29,7	+ 9,7	- 20,0	+ 12,0	- 0,2	+ 9,5	+ 21,3	- 1,3	
9 ^{em} mois	- 28,1	- 8,7	- 36,8	+ 12,2	- 24,6	+ 22,3	+ 0,8	+ 4,4	+ 27,5	- 2,9	
10 ^{em} mois	- 29,4	- 10,6	- 40,0	+ 12,7	- 27,3	+ 19,4	+ 1,2	+ 10,3	+ 30,9	- 3,6	
11 ^{em} mois	- 31,5	- 11,5	- 43,0	+ 14,3	- 28,7	+ 18,0	+ 0,7	+ 13,8	+ 32,5	- 3,8	
12 ^{em} mois	- 37,5	- 12,3	- 49,8	+ 15,7	- 34,1	+ 24,7	+ 0,6	+ 12,5	+ 37,8	- 3,7	
1969 1 ^{er} mois	+ 1,7	- 2,6	- 0,9	+ 2,6	+ 1,7	- 2,3	+ 1,0	- 0,6	- 1,9	+ 0,2	
2 ^{em} mois	- 10,3	- 3,7	- 14,0	+ 5,4	- 8,6	- 3,9	+ 2,9	+ 9,5	+ 8,5	+ 0,1	
3 ^{em} mois	- 16,4	- 2,2	- 18,6	+ 6,9	- 11,7	+ 2,2	+ 2,9	+ 7,3	+ 12,4	- 0,7	
4 ^{em} mois	- 18,2	- 4,5	- 22,7	+ 9,4	- 13,3	- 3,1	+ 2,9	+ 12,4	+ 12,2	+ 1,1	
5 ^{em} mois	- 21,8	- 5,1	- 26,9	+ 10,3	- 16,6	+ 3,7	+ 2,7	+ 8,0	+ 14,4	+ 2,2	
6 ^{em} mois	- 27,3	- 5,4	- 32,7	+ 12,3	- 20,4	+ 8,0	+ 4,8	+ 5,8	+ 18,6	+ 1,8	
7 ^{em} mois	- 17,8	- 7,3	- 25,1	+ 14,5	- 10,6	+ 13,9	+ 4,7	- 9,8	+ 8,8	+ 1,8	
8 ^{em} mois	- 20,7	- 8,3	- 29,0	+ 16,0	- 13,0	+ 12,6	+ 4,6	- 9,7	+ 7,5	+ 5,5	
9 ^{em} mois	- 26,7	- 8,1	- 34,8	+ 17,5	- 17,3	+ 11,2	+ 7,0	- 6,1	+ 12,1	+ 5,2	
10 ^{em} mois	- 32,4	- 10,5	- 42,9	+ 19,4	- 23,5	+ 24,5	+ 6,7	- 12,7	+ 18,5	+ 5,0	
11 ^{em} mois	- 36,4	- 13,6	- 50,0	+ 21,1	- 28,9	+ 22,6	+ 6,3	- 5,0	+ 23,9	+ 5,0	
12 ^{em} mois	- 37,8	- 12,7	- 50,5	+ 22,4	- 28,1	+ 18,0	+ 4,8	+ 0,5	+ 23,3	+ 4,8	

¹ Cf. tableau XI-1.

² Y compris les dépenses d'organismes paraétatiques financées par des émissions de dettes indirectes et, à partir de novembre 1967, celles financées par des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes en règlement de travaux exécutés et réceptionnés (Arrêté royal no 41 du 29 septembre 1967). Non compris les dépenses de la Caisse Autonome des Dommages de Guerre qui figurent à la colonne (1).

³ Cf. note 4 du tableau XI-2.

⁴ Suivant les situations de la dette publique.

⁵ Cf. tableau XVI-8b.

⁶ Y compris les variations de la dette indirecte et celles de l'encours des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes (cf. note 2).

⁷ Cette rubrique donne le mouvement de toutes les dettes, tant en devises qu'en francs belges, dont l'Etat est débiteur vis-à-vis de l'étranger, soit directement, soit par l'intermédiaire d'organismes belges.

XI - 4. — RECETTES FISCALES (par exercice) ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

A : recettes effectives.
B : différences par rapport aux évaluations budgétaires.

Exercices ³	Contributions directes ²		Douanes et accises		Enregistrement		Total	
	A	B	A	B	A	B	A	B
1960	41,4	+ 0,9	22,0	- 0,9	38,5	- 0,1	101,9	- 0,1
1961	44,0	- 1,4	23,8	+ 1,1	44,6	- 1,9	112,4	- 2,2
1962	51,4	+ 2,2	24,5	- 0,2	48,5	- 0,5	124,4	+ 1,5
1963	54,2	+ 1,0	25,9	- 0,1	52,5	+ 1,0	132,6	+ 1,9
1964	60,5	+ 4,7	28,2	+ 0,5	60,0	+ 4,5	148,7	+ 9,7
1965	69,6	+ 8,5	30,1	+ 0,4	65,7	+ 1,7	165,4	+ 10,6
1966	67,1	+ 3,3	33,7	+ 0,6	78,6	- 0,2	179,4	+ 3,7
1967	87,2	+ 1,9	37,1	+ 1,4	86,0	- 1,7	210,3	+ 1,6
1968	95,8	+ 0,4	38,7	- 0,3	92,4	- 1,1	226,9	- 1,0
1969	109,7	+ 0,1	42,8	+ 0,5	101,0	+ 1,3	253,5	+ 1,9
1968 Août	5,6	- 0,3	3,0	- 0,1	6,8	- 0,2	15,4	- 0,6
Septembre	5,4	+ 0,1	3,2	- 0,2	7,8	- 0,3	16,4	- 0,4
Octobre	9,9	+ 0,7	3,2	...	8,4	+ 0,3	21,5	+ 1,0
Novembre	6,2	- 0,1	3,2	- 0,2	7,8	- 0,1	17,2	- 0,4
Décembre	7,7	- 0,4	3,2	- 0,3	8,4	...	19,3	- 0,7
1969 Janvier	12,2	+ 0,2	4,7	+ 0,5	7,9	+ 0,1	24,8	+ 0,8
Février	6,1	- 0,1	3,1	- 0,2	7,2	- 0,6	16,4	- 0,9
Mars	6,1	+ 0,1	3,5	...	8,7	...	18,3	+ 0,1
Avril	6,9	+ 0,1	3,4	- 0,1	8,7	...	19,0	...
Mai	6,5	- 0,1	3,4	...	8,4	- 0,1	18,3	- 0,2
Juin	9,1	+ 0,3	3,4	...	8,8	+ 0,4	21,3	+ 0,7
Juillet	24,6	+ 3,0	3,4	- 0,1	8,4	+ 0,3	36,4	+ 3,2
Août	6,2	- 0,3	3,4	+ 0,1	7,7	+ 0,4	17,3	+ 0,2
Septembre	6,0	- 0,1	3,4	- 0,1	8,2	+ 0,4	17,6	+ 0,2
Octobre	10,3	+ 0,1	3,7	+ 0,2	9,1	+ 0,3	23,1	+ 0,6
Novembre	7,4	- 0,1	3,5	...	8,3	+ 0,1	19,2	...
Décembre	8,3	- 2,8	3,8	+ 0,2	9,6	+ 0,1	21,7	- 2,5
1970 Janvier	13,8	+ 1,8	3,6	- 0,1	8,6	- 0,2	26,0	+ 1,5

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Rwanda-Burundi.

² Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

³ En raison du passage du régime de l'exercice à celui de la gestion, la période complémentaire de 1966 a été supprimée et en conséquence les recettes qui auraient appartenu à cette période ont été rattachées au compte de 1967.

XI - 5. — DETAIL DES RECETTES FISCALES ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	Exercice 1969		Exercice 1969 : janvier		Exercice 1970 : janvier	
	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires
I. Contributions directes ²	109,7	109,6	12,2	12,0	13,8	12,0
précompte immobilier	1,1	1,2	...	...	0,1	0,1
précompte mobilier	11,4	11,4	1,1	1,1	1,2	1,3
précompte professionnel	50,2	48,9	5,2	5,1	5,6	5,8
versements anticipés	25,3	21,4	3,1	2,5	2,8	3,0
impôts des personnes physiques (rôles)	15,1	16,1	1,2	1,2	1,2	1,3
impôts des sociétés (rôles)	2,9	3,0	0,3	0,3	0,3	0,3
taxe de circulation sur les véhicules automobiles	1,9	6,0	0,9	1,4	2,5	0,1
impôts sur les revenus (lois coordonnées - ancien régime)	0,2	0,1	...	...	...	...
divers ²	1,6	1,5	0,4	0,4	0,1	0,1
II. Douanes et accises	42,8	42,3	4,7	4,2	3,6	3,7
dont : douanes	7,9	9,0	0,7	0,7	0,7	0,7
accises	33,4	33,2	3,9	3,5	2,8	3,1
taxes spéciales de consommat.	1,3	...	0,1	...	0,1	...
III. Enregistrement	101,0	99,7	7,9	7,8	8,6	8,8
dont : enregistrement	8,7	8,7	0,7	0,7	0,6	0,7
successions	3,9	4,2	0,3	0,3	0,3	0,4
timbres et taxes assimilées	87,5	86,0	6,8	6,7	7,6	7,7
Total ...	253,5	251,6	24,8	24,0	26,0	24,5
Différence par rapport aux éval. budgét.		+ 1,9		+ 0,8		+ 1,5

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux.

² Y compris les sommes réalisées ou remboursées sur les produits des exercices clos et les impôts des non résidents (rôles).

N. B. — Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

XI - 6. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Moyennes mensuelles ou mois	Contributions directes 2	Douanes et accises	Enregistrement	Total	Dont : versements anticipés sur la taxe professionnelle
1961	3,6	2,0	3,7	9,3	0,53
1962	4,2	2,1	4,0	10,3	0,66
1963	4,4	2,1	4,4	10,9	0,93
1964	5,0	2,4	5,0	12,4	1,09
1965	5,6	2,5	5,5	13,6	1,07
1966	6,5	2,8	6,6	15,9	1,39
1967	7,3	3,1	7,2	17,6	1,45
1968	8,0	3,2	7,7	18,9	1,65
1969	9,1	3,6	8,4	21,1	2,11
1967 9 premiers mois	7,4	3,0	7,1	17,5	1,76
1968 3 premiers mois	7,0	3,2	7,4	17,6	0,64
6 premiers mois	6,7	3,3	7,6	17,6	0,61
9 premiers mois	8,0	3,2	7,6	18,8	1,94
1969 3 premiers mois	8,1	3,8	7,9	19,8	1,17
6 premiers mois	7,5	3,4	8,6	19,5	0,76
9 premiers mois	9,3	3,5	8,2	21,0	2,56
1968 Août	5,6	3,0	6,8	15,4	0,10
Septembre	5,4	3,2	7,8	16,4	0,08
Octobre	9,9	3,2	8,4	21,5	2,06
Novembre	6,2	3,2	7,8	17,2	0,05
Décembre	7,7	3,2	8,4	19,3	0,17
1969 Janvier	12,2	4,7	7,9	24,8	3,12
Février	6,1	3,1	7,2	16,4	0,15
Mars	6,1	3,5	8,7	18,3	0,23
Avril	6,9	3,4	8,7	19,0	0,84
Mai	6,5	3,4	8,4	18,3	0,17
Juin	9,1	3,4	8,8	21,3	1,26
Juillet	24,6	3,4	8,4	36,4	17,08
Août	6,2	3,4	7,7	17,3	0,15
Septembre	6,0	3,4	8,2	17,6	0,07
Octobre	10,3	3,7	9,1	23,1	1,93
Novembre	7,4	3,5	8,3	19,2	0,02
Décembre	8,3	3,8	9,6	21,7	0,23
1970 Janvier	13,8	3,6	8,6	26,0	2,80

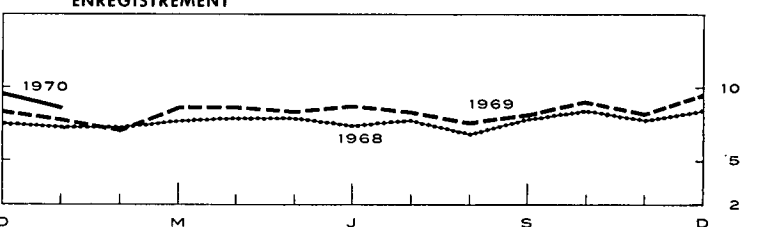
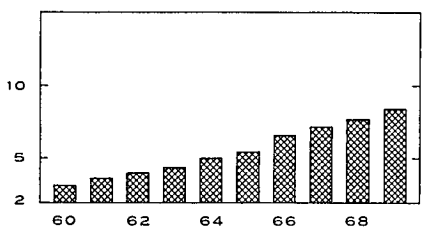
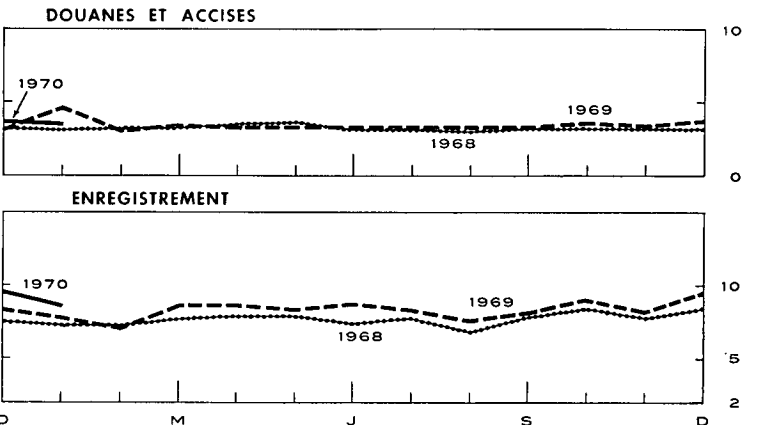
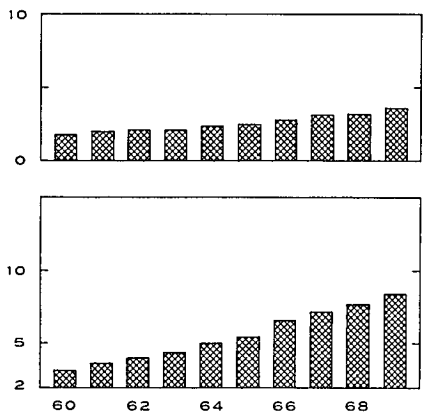
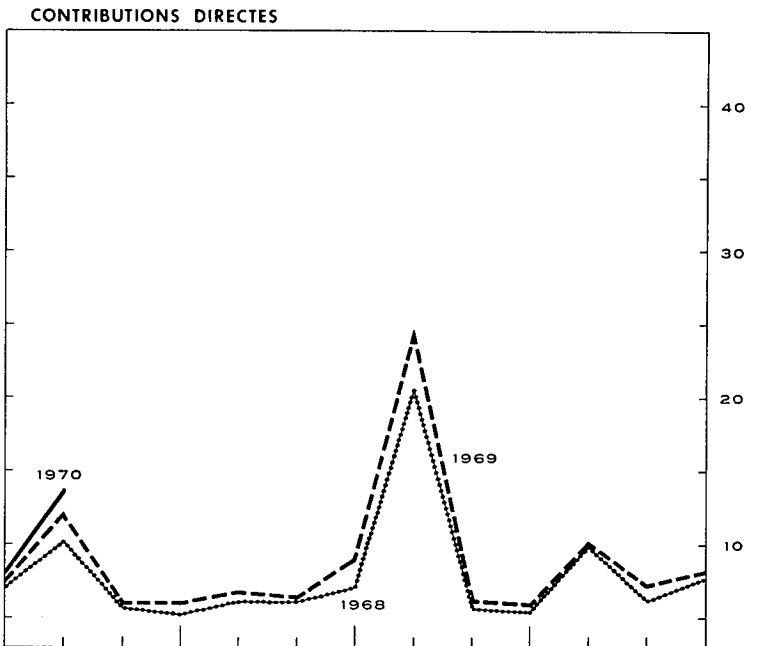
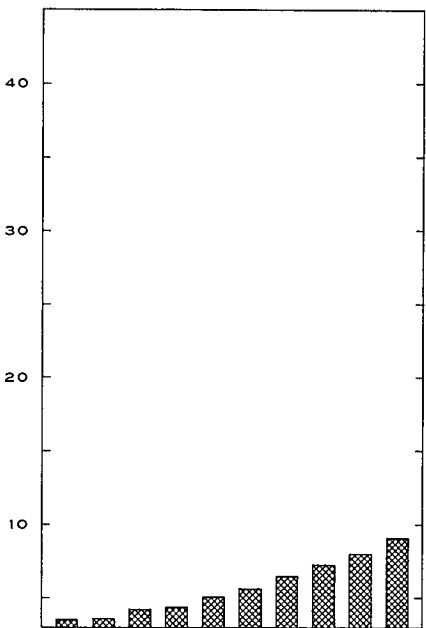
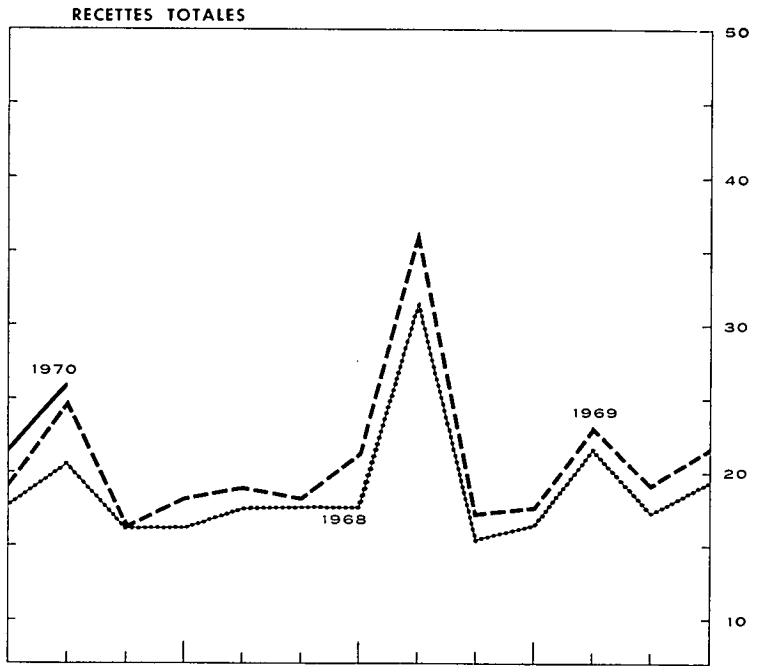
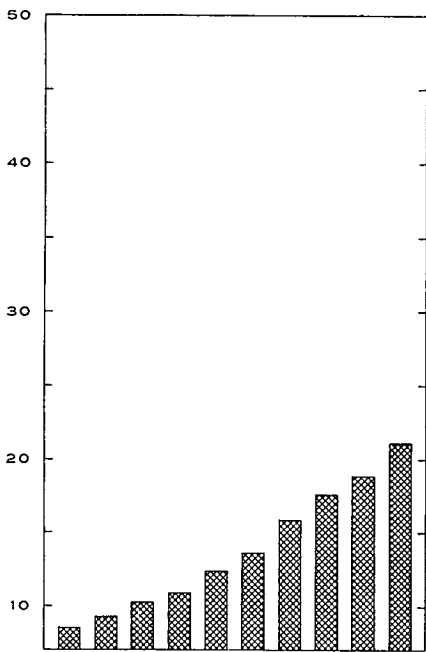
¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Rwanda-Burundi.

² Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

Références bibliographiques : Bulletin de Documentation (Ministère des Finances). — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Moniteur belge. — Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, n^o 5, novembre 1968 : « Les budgets de 1968 et 1969 » et XLII^e année, Vol. I, n^o 3, mars 1967 : « Chapitre XI « Finances publiques » de la série statistique - Révision de certaines données ».

XI - 6. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE

(milliards de francs)



XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE ¹
1a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1966 ²
(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (13) = (1) à (12)	
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger (6)	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements (12)
		Entreprises et particuliers (1)	Parastatutaires d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Organismes monétaires (7)		Fonds des Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)			
													données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opérations non effectuées		
Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...		0,1	—			69,7	—	4,3		2,2	3,8	80,1		
	Engagements en comptes courants ou d'avances ..	9,1					62,6	—	0,1		1,1		72,9		
	Obligations	17,0						—	1,2	18,9			37,2		
	Autres emprunts à moyen et long terme		0,1			0,4			130,9	41,0	126,9		299,3		
	Divers		1,8	1,8	0,3	26,2			2,0	5,5	0,7		38,3		
	(Actions et parts)	(220,6)	(1,1)	(...)	(...)		(0,9)	(—)	(0,5)	(4,5)	(—)	(...)	(227,6)		
	Total ...	26,1	2,1	1,8	0,3	26,6	...	132,3	—	138,5	65,4	130,9	3,8	527,8	
Parastatutaires d'exploitation (2)	Argent à très court terme	—					0,3		0,1				0,4		
	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,6					0,1	1,9	0,3				2,9		
	Engagements en comptes courants ou d'avances ..	0,2					0,3	0,5					1,0		
	Obligations accessibles à tout placeur	18,0	0,4			0,1	3,9	1,6	0,7	4,0	4,9	0,5	34,2		
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,2				2,0	2,6		1,2	5,5	1,2	13,9		
	Autres emprunts à moyen et long terme				0,1		1,3				0,2	10,7	12,3		
	Divers	8,5		5,5	0,3		1,6	0,2				0,1	16,7		
	(Actions et parts)	(0,9)		(15,2)	(7,1)	(...)	(0,1)	(—)	(0,3)	(0,2)	(0,4)	(0,9)	(25,1)		
	Total ...	27,2	0,7	5,5	0,5	0,1	9,6	6,7	0,7	5,5	10,6	12,6	1,6	81,4	
Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers	3,7			2,2		48,4				0,1	5,0	59,4		
	Certificats à court terme		0,4		0,2		17,1	3,3	4,6	0,1	10,0	3,5	82,9		
	Obligations accessibles à tout placeur	131,9	2,5		2,2	3,9	10,3	47,1	3,3	34,1	43,2	8,1	287,9		
	Obligations non accessibles à tout placeur	—					16,2	64,7		3,1	2,1	0,7	87,0		
	Divers		0,7			1,3					0,5	0,2	2,8		
	Total ...	135,6	3,7	—	4,6	5,2	43,7	203,9	6,6	41,8	45,9	19,1	520,1		
Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme	—											...		
	Engagements en comptes courants ou d'avances ..						9,6						9,6		
	Obligations accessibles à tout placeur	20,2	0,6		0,3		0,5	1,3	1,2	2,7	8,4	1,3	36,4		
	Obligations non accessibles à tout placeur	—					1,4	0,3		12,5	2,2		16,4		
	Autres emprunts à moyen et long terme		5,9							0,9		67,8	74,6		
	Divers	2,2	0,6	1,8							0,3	4,7	9,7		
	Total ...	22,4	7,1	1,8	0,3	...	1,8	11,2	1,2	16,1	10,6	69,5	146,7		
Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale	10,4											10,4		
	Obligations accessibles à tout placeur						0,2			0,1			0,3		
	Obligations non accessibles à tout placeur					0,4		0,8		1,3	11,5	0,1	16,1		
	Divers	29,6		0,5		3,4				0,7	0,8		39,0		
	Total ...	40,0	...	0,5	...	3,8	0,3	0,8	...	2,1	12,4	0,1	65,8		
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges)	—					1,8						1,8		
	Acceptations et effets commerciaux						18,3		1,2		1,7	1,4	22,6		
	Engagements en comptes courants ou d'avances ..						6,2		0,2				6,4		
	Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.)						150,4						150,4		
	Obligations	8,5		0,8		0,1	2,0	0,9	0,3	4,0	0,2		16,8		
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique ..														
	Divers		1,5	9,8				15,2					25,0		
	(Actions et parts)		(0,2)	(0,5)		0,4					1,1	0,2		10,4	
	Total ...	8,5	1,5	17,8	...	0,5	—	193,9	0,9	1,7	5,1	2,1	233,4		

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

	Intermédiaires financiers													
Organismes monétaires (7)	Monnaie	312,1	3,2	3,4	15,1	0,7	—	...	3,0	2,0	0,3	...	339,7	
	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	2,4	1,3	...	...	...	...	3,7
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	102,3	—	—	—	—	—	102,3	
	Dépôts en devises des résidents	5,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5,7	
	Dépôts sur livrets des résidents	48,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	48,5	
	Dépôts à terme des résidents	40,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	40,4	
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	—	—	—	—	15,6	...	—	—	...	15,6	
	Obligations (y compris les bons de caisse)	11,8	—	—	—	—	—	—	—	0,2	—	—	12,0	
	Divers	0,2	...	0,2	...	...	—	—	...	...	...	15,1	15,4
	(Actions et parts)	(11,9)	—	(0,2)	—	—	—	(0,5)	—	(0,1)	(0,1)	—	(12,9)	
	Total ...	418,7	3,2	3,6	15,1	0,7	104,6	16,9	...	3,0	2,2	0,3	15,1	583,4
	Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme	—	...	—	1,0	0,3	—	0,1	...	0,1	1,6
		Certificats à court terme	—	—	—	—	—	—	4,0	—	0,5	—	—	4,5
		Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	0,3	—	—	—	—	0,3
Divers		—	—	2,8	—	—	—	—	—	—	—	—	2,9	
Total ...		—	...	2,8	1,0	4,6	—	0,6	...	0,1	0,1	9,3
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue	4,8	...	...	0,1	1,6	—	—	—	0,7	0,2	...	7,4
	Dépôts sur livrets	182,1	...	—	0,2	...	—	—	—	...	...	...	182,4
	Dépôts à terme	1,6	0,9	...	...	3,9	—	—	—	0,1	...	0,4	7,0
	Obligations (y compris les bons de caisse)	14,5	—	—	—	—	—	—	0,1	0,7	—	—	15,3	
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,6	
	Divers	6,8	...	...	...	...	0,1	...	0,1	...	0,1	2,1	9,2
	(Actions et parts)	(2,2)	—	—	—	—	—	—	(...)	—	—	—	(2,2)	
	Total ...	210,4	0,9	...	0,2	5,6	—	0,1	...	0,2	1,5	0,3	2,6	221,8
Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)	Réserves de sécurité sociale	27,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	27,9	
	Réserves mathématiques	177,4	—	—	—	—	16,2	—	—	—	—	—	193,6	
	Divers	4,1	...	0,4	...	0,1	...	...	...	...	...	2,4	7,0
	Total ...	209,3	...	0,4	...	0,1	16,2	2,4	228,5
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue	3,4	...	...	0,1	...	0,3	—	...	...	...	...	3,8
	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	0,1	0,3	...	0,4	...	0,1	0,9	
	Dépôts sur livrets	9,5	...	—	...	...	—	—	...	...	...	...	9,5
	Dépôts à terme	3,2	1,1	...	5,1	3,1	0,6	0,6	—	0,3	1,2	...	15,3	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	0,5	—	1,2	...	0,2	1,9	
	Obligations accessibles à tout placeur	92,4	0,3	...	0,4	3,6	0,1	13,2	0,3	10,4	22,9	0,7	144,3	
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	1,2	4,0	1,4	...	4,4	20,6	...	33,1	
	Divers	4,1	...	12,7	...	...	2,5	...	...	0,4	...	0,1	5,3
	(Actions et parts)	(0,1)	(...)	(1,1)	(0,7)	(...)	(...)	(0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(2,2)
	Total ...	112,6	1,4	12,7	5,7	7,9	7,3	16,3	0,3	17,1	44,7	1,1	7,0	234,0
Secteurs indéterminés et ajustements (12)			2,8	2,8	...	1,6	—	17,5	0,7	11,3	5,4	2,3	—	44,4
(13) (1) à (12)	Total des créances	1.210,9	23,4	49,7	26,8	52,1	184,5	604,2	10,4	237,8	203,8	238,3	54,6	2.896,5

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

1 Certaines données en mouvements concernent l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise. Cf. notes 2 à 5 du tableau XII-2.

2 Pour les années 1957 à 1959, cf. le Bulletin d'Information et de Documentation, XXXVIII^e année, vol. 1, no 2, février 1963; pour l'année 1960, cf. le même bulletin, XXXIX^e année, vol. I, no 8, mars 1964; pour l'année 1961, cf. le même bulletin, XL^e année, vol. II, no 4, octobre 1965; pour l'année 1962, cf. le même bulletin, XLII^e année, vol. I, no 2, février 1967; pour l'année 1963, cf. le même bulletin, XLII^e année, vol. I, no 3, mars 1967; pour l'année 1964, cf. le même bulletin, XLIII^e année, vol. I, no 3, mars 1968; pour l'année 1965, cf. le même bulletin, XLIV^e année, vol. I, no 4, avril 1969.

XII - 1b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1967

(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (18) = (1) à (12)		
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements	
		Entreprises et particuliers	Parastatutiques d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)	Sécurité sociale	Organismes monétaires		Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires				
													(1)			(2)
données non disponibles																
... nihil ou inférieur à 50 millions																
— opérations non effectuées																
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,1	—	—	—	—	—	77,9	—	5,1	6,2	4,2	93,5	
			Engagements en comptes courants ou d'avances ...	9,4	—	—	—	—	—	—	75,9	—	0,1	1,2	—	86,6
			Obligations ...	17,8	—	—	—	—	—	—	—	—	1,2	19,0	—	38,0
			Autres emprunts à moyen et long terme ...	—	0,1	—	—	0,4	—	—	—	—	146,0	44,0	141,8	332,3
			Divers ...	—	2,2	2,1	0,1	21,6	—	—	—	—	1,0	12,0	0,8	39,8
			(Actions et parts) ...	(227,6)	(1,3)	(...)	—	(...)	—	—	—	(1,1)	(—)	(0,4)	(4,9)	(—)	(235,4)
			Total ...	27,2	2,4	2,1	0,1	22,0	—	153,7	—	153,4	75,0	150,0	4,2	590,2
		Parastatutiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme ...	—	—	—	—	—	—	—	—	0,5	—	—	0,5	
	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...		0,7	—	—	—	—	0,1	—	1,4	—	0,2	—	—	2,4	
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...		0,2	—	—	—	—	—	—	1,3	—	—	—	—	1,5	
	Obligations accessibles à tout placeur ...		19,5	0,6	—	—	3,7	2,9	0,7	4,2	4,7	0,6	—	—	37,0	
	Obligations non accessibles à tout placeur ...		—	0,2	—	0,1	1,4	4,6	—	1,4	5,3	0,7	1,0	—	14,8	
	Autres emprunts à moyen et long terme ...		—	—	—	0,1	2,1	—	—	—	0,2	12,2	—	—	14,5	
			Divers ...	8,7	0,1	5,7	0,3	1,9	0,5	—	—	0,1	0,4	17,6		
			(Actions et parts) ...	(1,0)	—	(15,6)	(7,6)	(...)	—	(0,1)	(—)	(0,4)	(0,5)	(0,9)	(26,3)	
			Total ...	29,1	0,8	5,7	0,5	9,2	10,7	0,7	6,3	10,3	13,6	1,5	88,4	
		Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers ...	3,3	—	—	2,3	—	44,4	—	—	—	0,1	8,6	58,7	
	Certificats à court terme ...		—	0,8	—	0,2	—	16,3	—	3,6	9,6	0,4	14,5	1,9	88,5	
	Obligations accessibles à tout placeur ...		142,5	2,4	—	2,3	1,9	9,7	54,1	2,9	35,0	48,2	7,6	1,4	308,0	
	Obligations non accessibles à tout placeur ...		—	0,2	—	—	—	13,0	67,4	—	2,7	2,0	0,4	0,2	85,9	
Divers ...	—		0,4	—	—	2,1	0,4	0,7	—	—	0,6	0,2	—	4,3		
		Total ...	145,8	3,8	—	4,7	39,4	207,9	6,5	47,3	51,2	22,7	12,1	545,4		
	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Engagements en comptes courants ou d'avances ...		—	—	—	—	—	—	8,0	—	—	—	—	—	8,0		
Obligations accessibles à tout placeur ...		22,0	0,6	—	0,3	—	0,4	2,5	1,0	3,1	8,5	1,3	—	39,8		
Obligations non accessibles à tout placeur ...		—	—	—	—	—	0,7	1,8	—	13,6	2,2	—	0,3	18,5		
Autres emprunts à moyen et long terme ...		—	6,2	—	—	—	—	—	—	1,0	—	74,6	—	81,8		
		Divers ...	2,4	0,6	1,3	—	—	—	—	—	—	0,2	4,0	8,5		
		Total ...	24,4	7,3	1,3	0,3	1,2	12,3	1,0	17,6	10,7	76,2	4,2	156,6		
	Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale ...	8,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8,7		
Obligations accessibles à tout placeur ...		—	—	—	—	—	0,2	—	—	—	—	—	—	0,3		
Obligations non accessibles à tout placeur ...		—	—	—	—	—	—	0,7	—	0,9	12,7	0,2	2,3	16,9		
Divers ...		25,0	—	0,5	—	1,1	—	—	—	0,7	1,5	—	4,1	33,0		
		Total ...	33,7	—	0,5	—	1,2	0,3	0,7	—	1,6	14,3	0,2	58,9		
	Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) ...	—	—	—	—	—	1,8	—	—	—	—	—	1,8		
Acceptations et effets commerciaux ...		—	—	—	—	—	—	21,1	—	1,7	—	2,7	2,5	28,1		
Engagements en comptes courants ou d'avances ...		—	—	—	—	—	—	6,4	—	0,2	—	—	—	6,6		
Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) ...		—	—	—	—	—	—	—	170,8	—	—	—	—	170,8		
Obligations ...		8,5	—	0,8	—	0,1	—	2,4	0,9	0,3	3,1	0,2	—	16,3		
Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique		—	—	10,6	—	—	—	—	14,7	—	—	—	—	25,3		
Divers ...		—	2,1	7,5	—	0,7	—	—	0,9	—	—	0,5	0,2	12,0		
(Actions et parts) ...	—	(0,2)	(0,5)	—	—	—	(—)	(1,5)	(—)	(0,4)	(1,3)	(—)	(...)	(3,8)		
		Total ...	8,5	2,2	18,9	—	0,8	—	218,2	0,9	2,2	3,6	3,1	260,8		

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

	Intermédiaires financiers													
Organismes monétaires (7)	Monnaie	319,5	3,2	4,0	17,7	0,7	—	...	2,4	2,6	0,3	...	350,5	
	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	3,4	3,0	0,1	0,1	...	...	6,8
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	117,7	—	—	—	—	—	117,7	
	Dépôts en devises des résidents	8,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8,4	
	Dépôts sur livrets des résidents	59,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	59,2	
	Dépôts à terme des résidents	48,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	48,6	
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	—	—	—	—	16,9	—	—	—	—	16,9	
	Obligations (y compris les bons de caisse)	13,3	—	—	—	—	—	—	—	0,3	—	—	13,5	
	Divers	0,2	...	0,2	...	...	...	...	...	...	...	16,1	16,4
	(Actions et parts)	(13,9)	...	(0,2)	...	...	...	(0,8)	...	(0,1)	(0,1)	...	(15,0)
	Total ...	449,3	3,2	4,2	17,7	0,7	121,1	19,9	0,1	2,5	2,8	0,4	16,1	638,1
	Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme	—	...	—	—	—
		Certificats à court terme	—	—	—	4,2	—	2,0	—	0,1	—	6,3
		Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...
		Divers	—	—	2,8	—	—	—	—	—	—	—	0,1	2,9
Total ...		—	...	2,8	4,2	—	2,0	...	0,1	0,1	9,2
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue	5,6	...	...	0,1	1,5	...	—	...	1,6	0,2	...	9,0
	Dépôts sur livrets	198,7	...	—	0,5	...	...	—	...	...	...	0,2	199,4
	Dépôts à terme	2,2	1,3	...	...	2,9	...	—	...	1,0	...	1,1	8,4
	Obligations (y compris les bons de caisse)	22,4	...	...	...	...	...	—	...	0,8	...	...	23,2
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,6	
	Divers	6,7	...	...	...	...	...	0,1	...	0,1	...	2,5	9,4
	(Actions et parts)	(2,3)	...	...	...	...	...	...	...	(0,1)	...	...	(2,4)
Total ...	236,2	1,3	...	0,6	4,4	...	0,1	...	0,1	3,4	0,2	3,8	250,1	
Organisme d'assurance-vie et accident du travail, fonds de pension (10)	Réserves de sécurité sociale	32,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32,6	
	Réserves mathématiques	189,6	—	—	—	17,2	—	—	—	—	—	—	206,8	
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	...	...	...	0,4	...	...	...	0,6	...	...	1,0
	Divers	9,7	...	0,5	...	2,2	...	...	...	...	...	2,5	14,9
	Total ...	231,9	...	0,5	...	2,6	17,2	0,6	...	2,5	255,3
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue	3,8	...	...	0,1	...	0,2	—	...	...	...	...	4,1
	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	2,4	...	1,3	...	0,2	0,1	4,1
	Dépôts sur livrets	10,6	...	—	...	...	...	—	...	...	...	...	10,6
	Dépôts à terme	2,7	1,0	...	3,1	2,7	0,6	0,6	—	0,3	1,6	...	13,1	
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	—	...	...	...	...	0,7	—	1,4	...	0,2	...	2,4
	Obligations accessibles à tout placeur	108,0	0,4	...	0,4	3,1	0,1	14,3	0,3	12,0	26,1	0,7	165,3	
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	...	...	...	1,1	5,4	2,0	...	5,0	21,8	...	37,4
	Divers	4,7	...	14,4	...	...	2,2	0,3	...	0,4	...	0,2	29,2
	(Actions et parts)	(0,1)	(...)	(1,2)	(0,7)	(...)	(...)	(0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	(2,2)	
Total ...	129,8	1,3	14,4	3,7	6,9	10,7	18,1	0,3	20,4	49,5	1,3	9,7	266,2	
Secteurs indéterminés et ajustements (12)			2,8	1,4	...	1,8	15,8	0,8	14,4	7,5	2,6	—	47,1	
	Total des créances	1.315,9	25,2	51,9	27,7	44,3	199 0	661,7	10,4	267,8	228,8	270,5	63,1	3.166,4

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 2. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1967 ¹

(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (13) = (1) à (12)	
		Secteurs nationaux non financiers						Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements (12)		
		Entreprises et particuliers (1)	Para-étatiques d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Etranger (6)	Organismes monétaires (7)	Fonds des Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)			
..... données non disponibles															
... nihil ou inférieur à 50 millions															
— opérations non effectuées															
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE		Secteurs nationaux non financiers													
		Entreprises et particuliers (1)													
		Parasétatiques d'exploitation (2)													
		Etat (Trésor) (3)													
		Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)													
		Sécurité sociale (5)													
		Etranger (6)													
		Acceptations, effets commerciaux et promesses ...													+ 13,4
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...													+ 13,7
		Obligations ...													+ 0,8
Autres emprunts à moyen et long terme ...												+ 33,0			
Divers ...												+ 14,0			
(Actions et parts) ...												+ 6,8			
Total ...												+ 74,9			
Argent à très court terme ...												...
Acceptations, effets commerciaux et promesses ...												- 0,4			
Engagements en comptes courants ou d'avances ...												+ 0,6			
Obligations accessibles à tout placeur ...												+ 2,8			
Obligations non accessibles à tout placeur ...												+ 0,9			
Autres emprunts à moyen et long terme ...												+ 2,2			
Divers ...												+ 0,9			
(Actions et parts) ...												+ 1,2			
Total ...												+ 7,0			
Fonds de tiers ...												- 1,9			
Certificats à court terme ...												+ 6,6			
Obligations accessibles à tout placeur ...												+ 20,1			
Obligations non accessibles à tout placeur ...												- 1,1			
Divers ...												+ 1,5			
Total ...												+ 25,2			
Argent à très court terme ...												...
Engagements en comptes courants ou d'avances ...												- 1,6			
Obligations accessibles à tout placeur ...												+ 3,4			
Obligations non accessibles à tout placeur ...												+ 2,2			
Autres emprunts à moyen et long terme ...												+ 7,1			
Divers ...												- 1,2			
Total ...												+ 10,0			
Réserves de sécurité sociale ...												+ 0,8			
Obligations accessibles à tout placeur ...												...
Obligations non accessibles à tout placeur ...												+ 1,9			
Divers ...												+ 0,3			
Total ...												+ 3,1			
Argent à très court terme (francs belges) ...												...
Acceptations et effets commerciaux ...												+ 5,5			
Engagements en comptes courants ou d'avances ...												+ 0,2			
Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) ...												+ 20,4			
Obligations ...												- 0,5			
Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique												+ 0,3			
Divers ...												+ 4,3			
(Actions et parts) ...												+ 6,1			
Total ...												+ 30,3			

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

		Total des créances													
Organismes monétaires (7)	Monnaie	+ 7,7	+ 0,1	+ 0,6	+ 2,6	+ 11,0
	Argent à très court terme	—	—	—	—	+ 3,1
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	+ 15,2
	Dépôts en devises des résidents	+ 2,7	—	—	—	+ 2,7
	Dépôts sur livrets des résidents	+ 10,7	—	—	—	+ 10,7
	Dépôts à terme des résidents	+ 8,2	—	—	—	+ 8,2
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	—	—	+ 1,3
	Obligations (y compris les bons de caisse)	+ 1,5	—	—	—	+ 1,6
	Divers	—	—	—	—	+ 1,0
	(Actions et parts)	(+ 1,6)	—	—	—	(+ 1,9)
	Total ...	+ 30,8	+ 0,1	+ 0,6	+ 2,6	...	+ 16,2	+ 3,0	+ 0,1	- 0,5	+ 0,6	+ 0,1	+ 1,0	+ 54,7	
	Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme	—	—	—	—	- 1,6
		Certificats à court terme	—	—	—	—	+ 1,8
		Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	- 0,3
		Divers	—	—	—	—
Total ...		—	—	—	—	...	- 1,0	- 0,4	—	+ 1,4	...	+ 0,1	...	...
Intermédiaires financiers Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue	+ 0,8	—	—	+ 0,1	+ 0,1	...	—	—	...	+ 0,7	...	...	+ 1,6
	Dépôts sur livrets	+ 20,1	—	—	+ 0,3	...	...	—	—	...	...	...	+ 0,2	+ 20,5
	Dépôts à terme	+ 0,6	+ 0,4	—	—	- 0,6	...	—	—	...	+ 0,3	...	+ 0,7	+ 1,4	
	Obligations (y compris les bons de caisse)	+ 4,3	—	—	—	...	...	—	—	...	+ 0,1	...	...	+ 4,4
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	+ 0,1	—	—	—	...	...	—	—	...	—	—	—	+ 0,1
	Divers	- 0,1	—	—	—	...	...	...	...	...	...	- 0,1	+ 0,4	+ 0,2
	(Actions et parts)	(+ 0,2)	—	—	—	...	...	...	...	(...)	...	...	...	(+ 0,2)
	Total ...	+ 25,8	+ 0,3	...	+ 0,3	- 0,4	...	...	...	...	+ 1,1	...	+ 1,3	+ 28,3
Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)	Réserves de sécurité sociale	+ 2,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 2,1	
	Réserves mathématiques	+ 12,2	—	—	—	—	+ 1,0 ⁶	—	—	—	—	—	—	+ 13,2	
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	- 0,1	
	Divers	+ 0,9	—	+ 0,1	—	- 0,5	...	...	...	...	...	...	...	+ 0,6
	Total ...	+ 15,3	...	+ 0,1	...	- 0,5	+ 1,0	...	...	...	- 0,1	...	...	+ 15,8
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue	+ 0,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,3	
	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	+ 2,3	- 0,3	—	+ 0,9	—	+ 0,2	—	+ 3,2	
	Dépôts sur livrets	+ 1,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 1,1	
	Dépôts à terme	- 0,5	- 0,1	—	- 2,0	+ 0,6	...	...	—	+ 0,1	- 0,6	...	+ 0,4	- 2,2
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,3	—	—	—	+ 0,5	
	Obligations accessibles à tout placeur	+ 15,6	+ 0,1	—	—	—	+ 0,7	...	+ 1,0	...	+ 1,6	+ 2,0	...	+ 21,0	
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	- 0,1	+ 1,4	+ 0,6	...	+ 0,5	+ 1,2	...	+ 4,3	
	Divers	+ 0,6	—	+ 1,7	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,1	+ 1,8	
	(Actions et parts)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(-)	(...)	(...)	(...)	(...)	
	Total ...	+ 17,2	...	+ 1,7	- 2,0	+ 1,3	+ 3,7	+ 1,5	...	+ 3,3	+ 2,6	+ 0,2	+ 2,8	+ 32,2	
Secteurs indéterminés et ajustements (12)		—	—	+ 0,1	—	+ 0,2	+ 0,4	- 1,7	+ 0,1	+ 3,1	+ 2,0	+ 0,3	—	+ 4,6	
	(13) = (1) à (12)	+ 108,1	+ 1,8	+ 3,2	+ 0,9	+ 2,2	+ 26,7	+ 57,5	...	+ 30,0	+ 14,1	+ 32,2	+ 9,3	+ 286,0	

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

1 Pour les années 1958, 1959 et 1960, cf. le *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXXVII^e année, vol. I, n° 2, février 1963; pour l'année 1961, cf. le même bulletin, XXXIX^e année, vol. I, n° 3, mars 1964; pour l'année 1962, cf. le même bulletin, XL^e année, vol. II, n° 4, octobre 1965; pour l'année 1963, cf. le même bulletin, XLII^e année, vol. I, n° 2, février 1967; pour l'année 1964, cf. le même bulletin, XLIII^e année, vol. I, n° 3, mars 1967; pour l'année 1965, cf. le même bulletin, XLIII^e année, vol. I, n° 3, mars 1968; pour l'année 1966, cf. le même bulletin, XLIV^e année, vol. I, n° 4, avril 1969.

2 Cf. rubriques 4.322, 4.323, 4.324 et 4.33 du tableau IX-1.

3 Cf. rubrique 4.321 du tableau IX-1. (Y compris les obligations.)

4 Cf. rubriques 4.312, 4.313 et 4.314 du tableau IX-1.

5 Cf. rubrique 4.311 du tableau IX-1. (Y compris les obligations pour le secteur créancier « Entreprises et particuliers ».)

6 Dans la balance des paiements, ce mouvement n'est pas enregistré dans les opérations en capital.

XII - 3a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1966

Totaux sectoriels
(milliards de francs)

..... données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opérations non effectuées	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'explo- itation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	26,1	2,1	1,8	0,3	26,6	56,9	...	132,3	—	138,5	65,4	130,9	467,1	3,8	527,8
2. Paraétatiques d'exploitation	27,2	0,7	5,5	0,5	0,1	34,0	9,6	6,7	0,7	5,5	10,6	12,6	36,1	1,6	81,4
3. Etat (Trésor)	135,6	3,7	—	4,6	5,2	149,1	43,7	203,9	6,6	41,8	45,9	19,1	317,3	10,0	520,1
4. Secteur public non compris ailleurs	22,4	7,1	1,8	0,3	...	31,6	1,8	11,2	1,2	16,1	10,6	69,5	108,6	4,8	146,7
5. Sécurité sociale	40,0	...	0,5	...	3,8	44,3	0,3	0,8	...	2,1	12,4	0,1	15,4	5,8	65,8
6. Total des secteurs nationaux non financiers	251,3	13,6	9,6	5,7	35,7	315,9	55,4	354,9	8,5	204,0	144,9	232,2	944,5	26,0	1.341,8
7. Etranger	8,5	1,5	17,8	.....	0,5	28,3	—	193,9	0,9	1,7	5,1	2,1	203,7	1,4	233,4
8. Organismes monétaires	418,7	3,2	3,6	15,1	0,7	441,3	104,6	16,9	...	3,0	2,2	0,3	22,4	15,1	583,4
9. Fonds des Rentes	—	...	2,8	...	...	2,8	1,0	4,6	—	0,6	...	0,1	5,3	0,1	9,3
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	210,4	0,9	....	0,2	5,6	217,1	.....	0,1	...	0,2	1,5	0,3	2,1	2,6	221,8
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	209,3	...	0,4	...	0,1	209,8	16,2	...	...	...	...	...	...	2,4	228,5
12. Organismes publics de crédit non monétaires	112,6	1,4	12,7	5,7	7,9	140,3	7,3	16,3	0,3	17,1	44,7	1,1	79,5	7,0	234,0
13. Total des intermédiaires financiers	951,0	5,5	19,5	21,0	14,3	1.011,3	129,1	37,9	0,3	20,9	48,4	1,8	109,3	27,2	1.277,0
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	.....	2,8	2,8	...	1,6	7,2	.....	17,5	0,7	11,3	5,4	2,3	37,2	—	44,4
15. Total des créances	1.210,9	23,4	49,7	26,8	52,1	1.362,9	184,5	604,2	10,4	237,8	203,8	238,3	1.294,5	54,6	2.896,5
16. Solde des créances et des dettes .	+ 683,1	— 58,0	— 470,4	— 119,9	— 13,7	+ 21,1	— 48,9	+ 20,8	+ 1,1	+ 16,0	— 24,7	+ 4,3	+ 17,5	+ 10,2	—

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 3b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1967

Totaux sectoriels
(milliards de francs)

..... données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opérations non effectuées	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	27,2	2,4	2,1	0,1	22,0	53,8	...	153,7	—	153,4	75,0	150,0	532,1	4,2	590,2
2. Paraétatiques d'exploitation	29,1	0,8	5,7	0,5	...	36,1	9,2	10,7	0,7	6,3	10,3	13,6	41,6	1,5	88,4
3. Etat (Trésor)	145,8	3,8	—	4,7	4,0	158,3	39,4	207,9	6,5	47,3	51,2	22,7	335,6	12,1	545,4
4. Secteur public non compris ailleurs	24,4	7,3	1,3	0,3	...	33,3	1,2	12,3	1,0	17,6	10,7	76,2	117,8	4,2	156,6
5. Sécurité sociale	33,7	...	0,5	...	1,2	35,4	0,3	0,7	...	1,6	14,3	0,2	16,8	6,4	58,9
6. Total des secteurs nationaux non financiers	260,2	14,3	9,6	5,6	27,2	316,9	50,1	385,3	8,2	226,2	161,5	262,7	1.043,9	28,4	1.439,5
7. Etranger	8,5	2,2	18,9	.....	0,8	30,4	—	218,2	0,9	2,2	3,6	3,1	228,0	2,5	260,8
8. Organismes monétaires	449,3	3,2	4,2	17,7	0,7	475,1	121,1	19,9	0,1	2,5	2,8	0,4	25,7	16,1	638,1
9. Fonds des Rentes	—	...	2,8	...	...	2,8	...	4,2	—	2,0	...	0,1	6,3	0,1	9,2
10. Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	236,2	1,3	...	0,6	4,4	242,5	.....	0,1	...	0,1	3,4	0,2	3,8	3,8	250,1
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	231,9	...	0,5	...	2,6	235,0	17,2	...	...	...	0,6	...	0,6	2,5	255,3
12. Organismes publics de crédit non monétaires	129,8	1,3	14,4	3,7	6,9	156,1	10,7	18,1	0,3	20,4	49,5	1,3	89,6	9,7	266,2
13. Total des intermédiaires financiers	1.047,2	5,8	21,9	22,0	14,6	1.111,5	149,0	42,3	0,4	25,0	56,3	2,0	126,0	32,2	1.418,9
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	.....	2,8	1,4	...	1,8	6,0	.....	15,8	0,8	14,4	7,5	2,6	41,1	—	47,1
15. Total des créances	1.315,9	25,2	51,9	27,7	44,3	1.465,0	199,0	661,7	10,4	267,8	228,8	270,5	1.439,2	63,1	3.166,4
16. Solde des créances et des dettes .	+ 725,7	— 63,2	— 493,5	— 128,9	— 14,6	+ 25,5	— 61,8	+ 23,6	+ 1,2	+ 17,7	— 26,5	+ 4,3	+ 20,3	+ 16,0	—

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 4. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1967

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

..... données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opérations non effectuées	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	+ 1,0	+ 0,4	+ 0,2	- 0,1	+ 0,3	+ 1,8	+ 12,5	+ 21,5	—	+ 14,9	+ 4,8	+ 19,1	+ 60,3	+ 0,4	+ 74,9
2. Paraétatiques d'exploitation	+ 1,9	+ 0,1	+ 0,2	...	...	+ 2,2	- 0,4	+ 4,0	...	+ 0,8	- 0,4	+ 1,0	+ 5,4	- 0,2	+ 7,0
3. Etat (Trésor)	+ 10,2	+ 0,1	—	+ 0,1	+ 1,0	+ 11,4	- 5,0	+ 4,2	- 0,1	+ 5,5	+ 3,1	+ 3,6	+ 16,3	+ 2,4	+ 25,2
4. Secteur public non compris ailleurs	+ 2,0	+ 0,2	- 0,5	...	...	+ 1,7	- 0,6	+ 1,1	- 0,1	+ 1,6	+ 0,1	+ 6,7	+ 9,4	- 0,6	+ 10,0
5. Sécurité sociale	+ 1,0	...	...	...	...	+ 1,0	...	- 0,1	...	- 0,5	+ 1,9	+ 0,1	+ 1,4	+ 0,6	+ 3,1
6. Total des secteurs nationaux non financiers	+ 16,1	+ 0,8	- 0,1	...	+ 1,3	+ 18,1	+ 6,5	+ 30,7	- 0,2	+ 22,3	+ 9,5	+ 30,5	+ 92,8	+ 2,6	+ 120,2
7. Etranger	+ 2,8	+ 0,6	+ 0,7	.....	+ 0,3	+ 4,4	—	+ 24,3	...	+ 0,5	- 1,6	+ 1,1	+ 24,3	+ 1,6	+ 30,3
8. Organismes monétaires	+ 30,8	+ 0,1	+ 0,6	+ 2,6	...	+ 34,1	+ 16,2	+ 3,0	+ 0,1	- 0,5	+ 0,6	+ 0,1	+ 3,3	+ 1,0	+ 54,7
9. Fonds des Rentes .....	—	...	...	...	...	...	- 1,0	- 0,4	—	+ 1,4	...	+ 0,1	+ 1,1	...	...
10. Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	+ 25,8	+ 0,3	...	+ 0,3	- 0,4	+ 26,0	.....	...	...	...	+ 1,1	...	+ 1,1	+ 1,3	+ 28,3
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	+ 15,3	...	+ 0,1	...	- 0,5	+ 14,9	+ 1,0	...	...	...	- 0,1	...	- 0,1	...	+ 15,8
12. Organismes publics de crédit non monétaires	+ 17,2	...	+ 1,7	- 2,0	+ 1,3	+ 18,2	+ 3,7	+ 1,5	...	+ 3,3	+ 2,6	+ 0,2	+ 7,6	+ 2,8	+ 32,2
13. Total des intermédiaires financiers	+ 89,1	+ 0,4	+ 2,4	+ 0,9	+ 0,4	+ 93,2	+ 19,9	+ 4,1	+ 0,1	+ 4,2	+ 4,2	+ 0,4	+ 13,0	+ 5,1	+ 131,0
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	.....	...	+ 0,1	...	+ 0,2	+ 0,3	+ 0,4	- 1,7	+ 0,1	+ 3,1	+ 2,0	+ 0,3	+ 3,8	—	+ 4,6
15. Total des créances	+ 108,1	+ 1,8	+ 3,2	+ 0,9	+ 2,2	+ 116,2	+ 26,7	+ 57,5	...	+ 30,0	+ 14,1	+ 32,2	+ 133,8	+ 9,3	+ 286,0
16. Solde des créances et des dettes .	+ 33,2	- 5,2	- 22,0	- 9,1	- 0,9	- 4,0	- 3,6	+ 2,8	...	+ 1,7	- 1,7	...	+ 2,8	+ 4,7	—

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XIII. — ORGANISMES MONETAIRES

1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires			Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires (5) = (1) à (4)	Avoirs extérieurs nets	Créances sur les pouvoirs publics		Crédits d'escompte, d'avances et d'accep- tations aux entreprises et particuliers		Créances et engagements sur et envers des intermédiaires financiers non monétaires		Emprunts obliga- taires des banques de dépôts	Divers *	
		Détenues par les entreprises et particulières		Détenues par le Trésor			Créances sur l'Etat 2	Créances sur les autres pouvoirs publics 3	Financés par les organismes monétaires	Pour mémoires : Financés par et hors des orga- nismes monétaires		Sur et envers le Fonds des Rentes			Sur et envers d'autres inter- médiaires
		Dépôts en francs belges 1	Dépôts en devises							Financés par et hors des orga- nismes monétaires	Financés par et hors des orga- nismes monétaires				
		(1)	(2)	(3)			(4)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)			(11)	(12)	(13)	(14)
1963	Septembre	266,8	53,1	8,4	...	328,3	80,7	165,8	5,1	79,9	89,7	6,9	10,6	-11,3	-9,4
	Décembre	277,8	55,1	9,1	...	342,0	79,2	170,6	5,8	88,8	97,5	7,4	11,5	-11,4	-9,9
1964	Mars	273,3	58,3	10,1	...	341,7	78,3	174,0	4,8	88,4	101,3	7,0	10,6	-11,2	-10,2
	Juin	285,6	58,3	8,1	...	352,0	79,4	177,8	5,2	92,2	104,3	8,9	10,0	-11,3	-10,2
	Septembre	283,8	64,1	5,0	...	352,9	81,0	175,9	5,0	94,3	105,4	7,8	11,2	-11,3	-11,0
	Décembre	297,4	65,1	5,2	...	367,7	88,0	179,7	6,3	98,2	108,5	7,8	11,1	-11,4	-12,0
1965	Mars	292,9	70,6	4,5	...	368,0	87,0	178,7	7,3	98,5	108,8	6,8	12,9	-11,3	-11,9
	Juin	309,5	71,1	5,1	...	385,7	92,4	185,5	7,6	102,4	113,4	7,1	12,1	-11,3	-10,1
	Septembre	306,4	74,8	3,9	...	385,1	90,4	189,0	7,0	106,9	116,5	4,2	11,8	-11,3	-12,9
	Décembre	318,6	77,4	4,4	...	400,4	94,8	191,9	8,6	112,5	124,5	4,7	12,6	-11,4	-13,3
1966	Mars	314,6	82,4	4,2	...	401,2	93,7	191,3	8,3	114,0	126,8	7,2	12,4	-11,5	-14,2
	Juin	329,3	81,1	4,9	...	415,3	93,4	197,4	9,5	119,0	130,8	8,8	13,4	-11,5	-14,7
	Septembre	322,4	86,4	5,1	...	413,9	89,5	195,6	10,5	125,2	135,5	5,1	15,2	-11,7	-15,5
	Décembre	339,7	89,0	5,7	...	434,4	89,2	203,9	12,0	134,9	144,5	4,6	15,7	-12,0	-13,9
1967	Mars	326,4	97,7	6,0	...	430,1	90,8	200,5	8,5	136,4	149,3	5,0	15,3	-12,4	-14,0
	Juin	347,5	98,9	7,5	...	453,9	92,9	207,9	11,1	140,4	155,8	8,6	17,7	-12,6	-12,1
	Septembre	343,2	105,7	6,9	...	455,8	90,9	214,3	11,4	145,6	158,8	3,8	18,8	-13,1	-15,9
	Décembre	350,5	107,9	8,4	...	466,8	97,1	207,9	13,0	156,9	170,5	4,1	17,5	-13,5	-16,2
1968	Mars	350,0	115,9	7,5	...	473,4	94,5	212,1	12,9	159,3	175,0	3,8	20,4	-14,7	-14,9
	Juin	372,7	118,3	7,9	...	498,9	97,2	225,3	12,7	166,0	181,1	7,9	19,7	-15,3	-14,6
	Septembre	361,8	123,3	9,1	...	494,2	90,1	226,8	13,1	168,0	182,3	7,8	20,6	-15,9	-16,3
	Décembre	376,5	125,8	8,8	...	511,1	86,1	231,5	16,8	182,5	196,0	6,8	21,0	-16,5	-17,1
1969	Mars	372,1	135,0	9,7	...	516,8	83,6	236,3	13,9	189,4	203,8	5,6	20,4	-17,2	-15,2
	Juin	393,8	135,5	12,6	...	541,9	88,5	243,1	17,3	198,4	210,6	8,7	22,5	-19,0	-17,6
	Septembre	373,9	142,2	15,3	...	531,4	85,3	p 242,6	p 18,3	195,8	206,4	9,2	p 26,4	-20,3	p -25,9
	Décembre	386,3	149,3	14,7	...	550,3	94,7	p 251,7	p 19,3	196,0	206,0	5,4	p 27,0	-21,1	p -22,7

1 Ces dépôts comprennent les dépôts à terme et les dépôts reçus en carnets ou livrets.

2 Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968].

3 Y compris les créances sur les fonds de pension.

4 Cette rubrique comprend principalement le solde des opérations autres qu'à court terme du Fonds monétaire, des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXIV^e année, vol. II, no 6, décembre 1949 — XXX^e année, vol. II, no 5, novembre 1955 — XXXIII^e année, vol. II, no 5, novembre 1958 — XLII^e année, vol. I, no 1, janvier 1967, vol. II, no 3, septembre 1967.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE, DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	31-12-68	31-3-69	30-6-69	30-9-69	31-12-69	
A. Créances sur l'étranger :																					
1. Or	74,2	78,1 ³	77,7	77,9	77,8	77,8	76,3	76,2	76,2	76,0	75,7	74,0	70,9	75,6	76,2	76,2	76,1	76,1	76,0	76,0	
2. F.M.I. — Participation	9,0	10,0	12,2	12,2	12,9	14,0	15,2	15,2	15,2	15,2	15,3	14,7	16,2	18,1	18,1	10,3	7,3	6,1	3,5	7,8	
— Prêts ¹	1,5	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	1,9	1,9	1,9	1,9	5,9	5,5	5,0	4,0	3,5	...	...
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Obligations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	1,8	6,2	2,7	6,7	4,9	7,3	6,1	7,6	6,9	6,8	2,7	8,0	5,3	8,1	9,9	14,2	14,4	17,1	15,6	9,8	
5. Créances sur l'U.E.P. ² .....	...	...	...	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères	25,9	21,9	23,2	21,9	20,0	19,7	20,0	21,4	21,3	29,9	34,9	36,1	36,6	24,2	18,2	18,1	17,9	25,0	29,3	35,6	
b) en francs belges	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,7	...	0,1	3,0	3,1	3,2	3,1	0,3	0,2	0,4	0,1	...	
Total des créances sur l'étranger ...	114,0	121,2	120,8	123,7	120,6	123,8	122,6	125,4	124,8	129,9	130,7	137,8	134,1	135,2	131,0	124,1	119,9	128,2	124,5	129,2	
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets	0,6	0,5	0,5	0,4	0,6	0,4	0,4	0,3	0,4	0,2	0,5	0,3	0,5	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	...	0,2	...	0,6	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1,1	0,7	1,0	...
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	...	...	0,5	...	0,5	...	...	...	...	...	...	...	...	0,5	0,3	0,7	0,2	...
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Sur l'Etat⁴ :																					
a) à un an au plus	9,9	10,0	9,9	9,0	10,0	9,3	10,0	9,6	9,9	10,0	8,8	2,7	6,3	10,0	10,9	15,3	15,8	16,7	16,0	15,5	
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	2,5	2,4	2,5	2,5	2,7	2,7	2,6	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,8	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,5	
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6	
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations bancaires .....	...	0,2	...	2,7	0,2	1,7	1,7	4,0	0,8	0,2	...	0,8	...	0,9	0,4	1,8	2,8	3,6	4,3	1,9
b) effets commerciaux	2,4	2,1	2,1	2,9	2,4	2,8	3,1	3,9	2,3	2,4	2,4	5,0	2,7	2,5	2,2	10,0	9,2	9,9	11,3	6,9	
c) avances .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	...	0,2	...	...
d) obligations :																					
— accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus																					
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus	2,0	0,5	0,3	...	0,2	...	0,8	...	...	1,4	2,0	0,3	...	...	...	...	0,5	0,6	1,0	...
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
D. Autres																					
	38,3	39,8	37,0	36,2	36,2	34,7	35,6	38,4	36,5	51,4	54,3	53,8	51,3	43,1	49,3	37,2	38,6	53,4	60,3	58,4	
TOTAL DE L'ACTIF ...	204,1	211,0	207,5	211,8	208,8	212,7	213,0	219,0	212,2	235,0	235,9	237,9	232,3	233,0	234,6	226,7	226,0	251,9	256,6	249,7	

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

² Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

³ Y compris 1 milliard d'or en compte auprès d'un correspondant étranger.

⁴ Y compris le Fonds des Rentes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968].

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	31-12-68	31-3-69	30-6-69	30-9-69	31-12-69
A. Engagements envers l'étranger :																				
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																				
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	0,6	0,6	0,7	0,6	0,4	0,5	0,7	0,5	0,5	1,5	1,0	2,0	6,3	9,9	0,7
Total des engagements envers l'étranger ...	0,7	0,8	0,9	0,9	0,9	0,8	0,8	0,9	0,8	0,6	0,7	0,9	0,7	0,7	1,7	1,2	2,2	6,5	10,1	0,9
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																				
1. Pièces et billets ²	3,1	3,3	3,3	3,5	3,6	3,8	3,3	3,5	3,5	3,8	3,6	4,0	3,9	4,4	4,3	4,4	4,8	5,3	4,6	4,9
2. Autres :																				
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :																				
— réserve monétaire	1,3	1,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	2,1	0,1	0,1	1,4	1,7	0,1	0,1	1,3	2,1	0,1	0,2	2,2	2,7	0,1	0,1	0,8	1,2	0,1	0,1	1,0
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																				
1. Monnaie fiduciaire ³	155,1	162,5	162,7	166,8	163,4	171,0	170,0	171,8	166,5	176,0	172,4	173,6	170,3	180,9	176,2	178,8	175,6	183,6	177,8	178,1
2. Monnaie scripturale :																				
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	0,5	0,3	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,5	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,8	0,5	0,6	0,6	0,4
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																				
a) détenues par les entreprises et particuliers :																				
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																				
a) envers le Fonds des Rentes	0,3	...	0,7	0,1	...	...	...	...	...	...	0,6	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	41,0	42,6	39,4	38,7	38,8	36,7	38,5	41,0	39,0	54,2	58,1	56,8	54,3	46,5	51,9	40,7	41,7	55,8	63,4	64,4
TOTAL DU PASSIF ...	204,1	211,0	207,5	211,8	208,8	212,7	213,0	219,0	212,2	235,0	235,9	237,9	232,3	233,0	234,6	226,7	226,0	251,9	256,6	249,7

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.

² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

³ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	30-6-68	31-7-68	31-8-68	30-9-68	31-10-68	30-11-68	31-12-68	31-1-69	28-2-69	31-3-69	30-4-69	31-5-69	30-6-69	31-7-69	31-8-69	30-9-69	31-10-69	30-11-69	31-12-69	31-1-70
A. Créances sur l'étranger :																				
1. Or	75,6	75,9	75,9	76,2	76,1	76,1	76,2	76,2	76,1	76,1	76,1	76,1	76,1	76,1	76,0	76,0	76,0	75,9	76,0	75,9
2. F.M.I. — Participation	18,1	18,1	18,2	18,1	18,2	13,2	10,3	10,3	10,2	7,3	7,3	6,1	6,1	3,5	3,5	3,5	3,6	6,3	7,8	7,8
— Prêts ¹	5,9	5,9	5,5	5,5	5,5	5,0	5,0	5,0	4,0	4,0	4,0	3,5	3,5	...	...	...	...	...	...	...
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3,8
3. Obligations	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	8,1	10,8	9,3	9,9	11,7	12,4	14,2	13,1	11,2	14,4	14,9	14,8	17,1	18,4	17,8	15,6	12,5	9,7	9,8	10,7
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																				
a) en monnaies étrangères	24,2	22,7	22,3	18,2	18,7	19,0	18,1	18,7	18,4	17,9	21,4	23,9	25,0	25,5	29,0	29,3	34,1	34,1	35,6	36,1
b) en francs belges	3,2	3,4	3,2	3,1	3,1	3,4	0,3	0,1	0,1	0,2	0,2	3,3	0,4	1,6	0,1	0,1	0,1	...	...	...
Total des créances sur l'étranger ...	135,2	136,9	134,4	131,0	133,3	129,1	124,1	123,4	120,0	119,9	123,9	127,7	128,2	125,1	126,4	124,5	126,3	126,0	129,2	134,3
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																				
1. Pièces et billets	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3
2. Autres :																				
a) sur la Banque Nationale de Belgique .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	...	...	0,7	...	0,3	...	1,1	0,4	0,7	0,7	...	...	1,0	...	...	...	1,1
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	...	...	...	0,4	0,5	0,8	...	0,3	0,9	0,1	0,7	0,5	0,8	0,2	...	...	...	0,1
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																				
1. Sur l'Etat ² :																				
a) à un an au plus	10,0	8,5	10,0	10,9	13,5	15,7	15,3	8,0	17,0	15,8	15,4	15,9	16,7	12,5	16,3	16,0	8,3	11,1	15,5	2,9
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,5	2,5
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																				
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																				
a) acceptations bancaires	0,9	1,6	...	0,4	1,1	1,3	1,8	3,1	2,8	2,8	3,1	3,4	3,6	4,6	5,1	4,3	4,4	3,1	1,9	3,4
b) effets commerciaux	2,5	3,7	2,1	2,2	3,1	4,0	10,0	9,8	8,3	9,2	9,5	12,8	9,9	11,9	14,2	11,3	9,0	6,8	6,9	7,4
c) avances .....	...	...	...	0,1	...	...	0,1	...	...	...	...	...	0,2	...	...	...	...	...	...	...
d) obligations :																				
— accessibles à tout placeur	0,2	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	3,5	0,4	2,7	2,9	0,6	1,3	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :																				
a) à un an au plus .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,5	...	...	0,6	1,1	0,3	1,0	...	...	...	...
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	43,1	41,6	43,3	49,3	48,9	42,9	37,2	39,9	37,3	38,6	43,8	52,9	53,4	46,5	62,8	60,3	49,4	56,8	58,4	56,1
TOTAL DE L'ACTIF ...	233,0	230,4	230,2	234,6	238,3	233,2	226,7	223,1	223,2	226,0	234,9	251,3	251,9	240,1	263,8	256,6	235,4	241,8	249,7	243,2

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).² Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968].

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	30-6-68	31-7-68	31-8-68	30-9-68	31-10-68	30-11-68	31-12-68	31-1-69	28-2-69	31-3-69	30-4-69	31-5-69	30-6-69	31-7-69	31-8-69	30-9-69	31-10-69	30-11-69	31-12-69	31-1-70
A. Engagements envers l'étranger :																				
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																				
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	0,5	0,5	0,6	1,5	6,6	6,1	1,0	2,6	1,2	2,0	2,8	9,4	6,3	1,7	11,8	9,9	1,0	0,9	0,7	0,6
Total des engagements envers l'étranger ...	0,7	0,7	0,8	1,7	6,8	6,3	1,2	2,8	1,4	2,2	3,0	9,6	6,5	1,9	12,0	10,1	1,2	1,1	0,9	0,8
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																				
1. Pièces et billets ²	4,4	4,3	3,9	4,3	4,0	4,0	4,4	4,2	4,1	4,8	4,6	4,6	5,3	5,0	4,4	4,6	4,4	4,6	4,9 ^p	4,9
2. Autres :																				
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :																				
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,8	0,1	0,1	1,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	1,0 ^p	...
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																				
1. Monnaie fiduciaire ³	180,9	179,6	178,4	176,2	175,0	175,3	178,8	173,9	176,4	175,6	178,7	181,7	183,6	183,1	180,5	177,8	174,2	173,4	178,1 ^p	173,1
2. Monnaie scripturale :																				
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,5	0,8	0,5	0,5	0,5	0,3	0,5	0,6	0,4	0,6	0,6	0,4	0,4	0,4	0,3
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																				
a) détenues par les entreprises et particuliers :																				
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																				
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	46,5	45,4	46,6	51,9	52,0	47,0	40,7	41,6	40,7	41,7	48,2	54,8	55,8	49,6	66,2	63,4	55,1	62,2	64,4 ^p	64,1
TOTAL DU PASSIF ...	233,0	230,4	230,2	234,6	238,3	233,2	226,7	223,1	223,2	226,0	234,9	251,3	251,9	240,1	263,8	256,6	235,4	241,8	249,7	243,2

1 Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.

2 Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

3 Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

4 Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	31-12-68	31-3-69	30-6-69	30-9-69	31-12-69
A. Créances sur l'étranger :																				
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	0,2	0,1	0,5	0,1	0,4	...	...	0,1	...	...	1,1	0,3	0,5	0,6	0,1	0,1	...	0,1	0,1	1,9
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																				
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	0,2	0,1	0,5	0,1	0,4	...	...	0,1	...	...	1,1	0,3	0,5	0,6	0,1	0,1	...	0,1	0,1	1,9
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																				
1. Pièces et billets	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	...	0,1
2. Autres :																				
a) sur la Banque Nationale de Belgique ..	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) sur les organismes publics	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,4	0,1	0,3	0,1	0,3	0,2	0,2	0,1	0,6	0,2	0,1	0,2	0,2
c) sur les banques de dépôts	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	...	0,3	...	0,5	0,1	0,1	...	...
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																				
1. Sur l'Etat :																				
a) à un an au plus	41,0	44,2	43,0	47,1	44,3	45,3	40,6	48,5	46,7	46,8	45,4	48,8	49,3	56,7	54,8	57,4	59,0	59,2	52,6	62,1
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	5,5	5,5	5,2	6,3	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,7	6,6	6,6	6,5	6,4	6,3	6,3	6,5	6,5	6,4	6,7
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																				
a) à un an au plus	5,5	5,7	5,0	6,5	6,2	7,3	8,3	9,6	5,4	7,3	7,3	8,0	7,6	5,5	6,1	10,0	7,0	10,2	11,5	11,4
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																				
a) acceptations bancaires .....	...	0,5	0,2	0,5	0,4	0,1	0,1	0,4	0,1	0,2	0,4	0,8	0,3	0,2	0,1	0,1	...	0,1	0,1	1,5
b) effets commerciaux	0,5	0,3	0,3	0,5	0,4	0,3	0,1	0,5	0,2	0,1	0,5	1,2	0,5	0,6	0,9	1,3	0,6	1,4	1,2	1,3
c) avances .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
d) obligations :																				
— accessibles à tout placeur	0,1	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	0,5	0,5	0,5	0,5	0,7	0,8	0,9	0,3	0,8	0,7	0,6	0,5	0,3	0,2	0,1	...	...	...	...	...
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	—	—	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :																				
a) à un an au plus .....	...	...	...	0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	0,1
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
D. Autres	2,9	3,8	3,1	2,9	3,1	2,4	3,4	4,9	3,7	3,6	4,2	4,0	4,6	4,7	2,9	4,6	3,9	3,7	4,4	3,0
TOTAL DE L'ACTIF ...	56,9	60,9	58,1	64,9	62,1	63,1	60,2	71,4	63,7	65,9	66,3	70,9	70,0	75,6	71,6	81,0	77,5	81,9	76,6	88,4

¹ Office des Chèques Postaux, Fonds Monétaire belge (actif à court terme et obligations), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue et à un mois au plus), Institut de Réescote et de Garantie (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire belge, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique D. « Autres ».

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	31-12-68	31-3-69	30-6-69	30-9-69	31-12-69
A. Engagements envers l'étranger :																				
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																				
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	2,7	2,6	2,5	2,3	2,1	2,0	1,2	1,2	1,1	0,8	0,6	1,1	1,1	0,3	0,4	0,6	0,8	0,3	0,3	0,4
Total des engagements envers l'étranger ...	2,7	2,6	2,5	2,3	2,1	2,0	1,2	1,2	1,1	0,8	0,6	1,1	1,1	0,3	0,4	0,6	0,8	0,3	0,3	0,4
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																				
1. Pièces et billets ²	0,6	0,5	0,5	0,4	0,5	0,4	0,4	0,3	0,4	0,2	0,4	0,3	0,5	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3
2. Autres :																				
a) envers la Banque Nationale de Belgique .....	...	...	...	...	0,2	...	0,6	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1,1	0,7	1,0	...
b) envers les organismes publics	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	...	0,4	0,1	0,3	0,1	0,3	0,2	0,1	0,1	0,6	0,2	0,1	0,2	0,1
c) envers les banques de dépôts :																				
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	2,2	0,9	1,3	5,8	3,0	0,6	0,7	5,8	2,3	0,7	1,5	5,6	2,9	0,6	1,4	5,3	3,3	1,6	2,1	10,1
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																				
1. Monnaie fiduciaire ³	6,3	6,4	6,4	6,6	6,5	6,7	6,8	6,9	6,9	6,9	6,8	6,5	6,3	6,5	6,5	6,6	6,5	6,8	6,8	7,1
2. Monnaie scripturale :																				
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	35,5	37,7	36,0	37,9	37,2	41,2	38,5	41,9	38,9	41,6	40,1	39,5	39,8	42,8	42,8	46,8	42,5	48,7	43,8	44,8
b) détenue par les pouvoirs publics	9,2	12,2	10,8	11,8	12,4	12,0	12,0	14,9	14,0	15,4	15,8	17,4	18,4	24,0	19,6	20,8	22,7	23,2	22,0	25,6
3. Liquidités quasi monétaires :																				
a) détenues par les entreprises et particuliers :																				
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																				
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	0,5	0,2	...	...	...	...	...	...	...	1,0	0,2	0,8	0,9	0,4	...	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit	0,3	...	0,3	...	0,2	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
TOTAL DU PASSIF ...	56,9	60,9	58,1	64,9	62,1	63,1	60,2	71,4	63,7	65,9	66,3	70,9	70,0	75,6	71,6	81,0	77,5	81,7	76,6	88,4

¹ Office des Chèques Postaux, Fonds Monétaire belge (pièces et billets), Crédit Communal de Belgique (passifs à vue et à un mois au plus), Institut de Réescampte et de Garantie (uniquement les passifs envers les organismes monétaires).

² Uniquement les pièces et billets détenus par la Banque Nationale de Belgique.

³ Les chiffres sont surévalués à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique.

⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

c) - Banques de dépôts — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	31-12-68	31-3-69	30-6-69	30-9-69	31-12-69	
A. Créances sur l'étranger :																					
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations	0,7	0,7	0,7	1,4	1,9	1,8	1,8	1,9	1,9	2,4	2,4	2,3	4,1	4,9	5,7	6,1	6,2	6,6	7,7	7,1	
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	5,6	4,3	4,2	5,2	6,3	4,6	6,0	5,6	5,4	7,6	8,2	6,4	7,5	7,7	5,7	6,4	5,8	6,6	6,7	6,5	
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères	39,7	35,2	34,7	36,7	43,5	43,3	43,3	52,6	48,5	54,1	52,3	60,1	63,2	79,8	79,3	85,6	97,5	133,9	136,8	134,4	
b) en francs belges	6,2	6,3	6,2	6,9	7,3	7,2	7,8	8,3	10,3	10,7	11,5	11,3	13,6	16,2	17,1	18,2	19,6	20,6	21,5	21,1	
Total des créances sur l'étranger ...	52,2	46,5	45,8	50,2	59,0	56,9	58,9	68,4	66,1	74,8	74,4	80,1	88,4	108,6	107,8	116,3	129,1	167,7	172,7	169,1	
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets	3,0	3,2	3,2	3,4	3,5	3,7	3,2	3,4	3,4	3,7	3,5	3,9	3,8	4,3	4,2	4,4	4,7	5,2	4,6	4,8	
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique .																					
— réserve monétaire	1,3	1,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	2,1	0,1	0,2	1,4	1,7	0,1	0,1	1,3	2,1	0,1	0,2	2,2	2,7	0,1	0,1	0,8	1,2	0,1	0,1	1,0	
b) sur les organismes publics	2,2	0,9	1,2	5,8	3,0	0,6	0,6	5,8	2,3	0,7	1,5	5,6	2,9	0,6	1,4	5,3	3,3	1,6	2,1	10,1	
c) sur les banques de dépôts	6,8	6,1	6,1	5,1	5,7	5,1	5,5	6,2	5,6	6,9	7,3	7,9	10,5	10,6	11,8	12,9	14,5	18,8	19,9	20,2	
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Sur l'Etat ¹ :																					
a) à un an au plus	29,1	29,7	33,6	28,8	29,6	33,7	31,9	34,0	32,0	37,6	42,0	34,9	34,7	35,6	32,7	28,1	32,0	35,6	p39,5	p 37,1	
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	33,0	35,5	34,8	37,4	37,2	38,3	40,4	37,9	38,1	38,9	41,2	44,7	45,6	46,3	51,7	54,0	53,0	55,7	p59,9	p 61,9	
— autres	23,8	24,2	26,0	26,8	27,1	27,6	29,5	30,7	30,5	31,3	33,6	33,4	33,0	33,7	33,7	33,9	33,4	32,8	p31,6	p 31,8	
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	0,4	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,8	0,9	1,0	1,1	1,1	2,0	2,3	3,7	3,7	3,7	3,7	3,7	p 3,9	p 4,9	
— autres	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,1	1,6	2,1	2,5	2,6	2,5	2,9	2,8	2,6	2,7	2,8	p 2,4	p 2,4	
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations bancaires	6,9	5,7	9,5	5,5	7,5	7,3	7,0	7,3	7,1	5,9	6,9	6,9	7,4	6,6	5,0	4,2	3,6	3,8	3,9	3,9	
b) effets commerciaux	40,4	43,1	42,0	45,6	45,5	47,3	48,4	55,5	56,5	58,3	60,9	64,6	67,5	68,9	68,6	67,1	70,4	74,0	74,9	81,0	
c) avances	48,3	50,4	52,7	54,8	57,5	59,6	64,8	63,3	69,4	73,3	74,5	77,7	80,8	86,3	90,7	98,0	102,8	105,3	100,1	99,4	
d) obligations :																					
— accessibles à tout placeur	2,0	2,1	2,0	1,8	1,8	1,5	1,5	1,5	2,0	2,3	2,8	2,9	2,8	3,5	3,3	4,3	4,1	4,1	p 4,1	p 4,2	
— autres	2,0	2,0	2,0	1,9	1,7	1,8	2,1	2,3	2,5	2,5	3,0	4,0	4,1	3,7	4,2	4,6	4,6	5,1	p 5,6	p 6,0	
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	7,0	7,6	5,7	4,7	6,4	5,9	4,4	4,3	4,7	6,4	6,8	4,2	4,6	5,4	6,3	6,8	—	—	—	—	
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus	0,1	...	0,1	0,2	0,2	0,5	0,7	1,0	1,0	1,0	0,9	1,0	3,3	1,8	1,9	2,1	1,6	2,2	p 1,7	p 2,1	
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	10,8	10,9	10,9	11,4	11,3	11,7	12,4	13,2	12,9	13,4	14,1	14,1	15,6	16,1	16,6	17,0	16,9	18,1	p19,1	p 20,3	
— autres	0,7	0,7	0,8	0,9	1,2	1,4	1,4	1,4	1,6	2,1	2,1	2,0	1,9	2,2	2,2	2,2	2,0	1,9	p 4,5	p 4,5	
D. Autres	36,2	40,9	40,9	43,3	41,9	45,3	46,0	49,0	47,1	54,1	48,6	50,1	52,4	56,9	55,1	59,6	67,0	78,4	p71,0	p 68,5	
TOTAL DE L'ACTIF ...	309,3	312,7	319,2	330,7	343,5	350,0	360,6	388,5	387,5	416,5	427,9	444,8	466,8	497,8	503,8	527,9	550,6	616,9	621,6	633,2	

¹ Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1964].

c) - Banques de dépôts — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	31-12-68	31-3-69	30-6-69	30-9-69	31-12-69	
A. Engagements envers l'étranger :																					
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères	54,9	51,1	53,1	55,3	62,6	62,3	67,1	78,3	73,2	84,1	85,3	89,3	94,8	110,1	110,7	113,9	123,4	163,4	169,8	169,5	
b) en francs belges ¹	21,1	21,0	20,3	20,6	20,7	22,3	22,8	24,3	25,0	26,3	28,7	29,8	31,9	36,2	35,9	38,7	39,0	37,3	31,8	34,7	
Total des engagements envers l'étranger ...	76,0	72,1	73,4	75,9	83,3	84,6	89,9	102,6	98,2	110,4	114,0	119,1	126,7	146,3	146,6	152,6	162,4	200,7	201,6	204,2	
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	...	...	...	...	0,5	...	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...	0,5	0,3	0,7	0,2	...
b) envers les organismes publics	0,4	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	0,2	...	0,3	...	0,5	0,1	0,1	...	...
c) envers les banques de dépôts	6,8	6,0	6,1	5,1	5,7	5,1	5,5	6,2	5,6	6,9	7,3	7,9	10,5	10,7	11,8	12,9	14,5	18,8	19,9	20,1	
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Monnaie fiduciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers	86,4	90,4	90,1	95,1	94,6	98,2	94,8	103,6	99,8	107,3	107,8	113,1	114,8	118,1	116,2	122,8	124,4	130,9	122,8	130,3	
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	32,7	32,4	34,2	35,4	38,3	36,3	40,5	40,5	45,6	45,1	48,7	48,6	53,0	53,0	55,0	54,4	60,2	60,3	67,3	76,0	
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	37,8	38,8	40,6	42,0	44,1	44,8	46,0	48,5	52,0	53,8	57,0	59,2	62,9	65,3	68,4	71,3	74,8	75,1	75,0	73,3	
— dépôts en devises	4,5	5,1	3,9	4,4	4,2	4,9	5,1	5,7	6,0	7,5	6,9	8,4	7,5	7,8	9,1	8,8	9,7	12,6	15,3	14,7	
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
4. Emprunts obligataires	11,4	11,3	11,3	11,4	11,5	11,5	11,7	12,0	12,4	12,6	13,1	13,5	14,7	15,3	15,8	16,5	17,3	19,0	20,3	21,1	
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	0,6	...	...	...	...	...	...	...	1,4	...	...	0,1	1,0	...	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit	0,4	0,1	0,1	0,2	0,4	0,1	0,2	...	0,3	0,3	0,4	0,1	0,4	0,6	0,4	0,5	0,7	0,5	0,2	0,3	
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
D. Autres	52,9	56,5	58,9	61,2	60,9	64,5	66,4	69,4	67,6	72,6	71,3	74,7	76,3	80,3	79,5	87,1	86,2	98,2	99,0	93,2	
TOTAL DU PASSIF ...	309,3	312,7	319,2	330,7	343,5	350,0	360,6	388,5	387,5	416,5	427,9	444,8	466,8	497,8	503,8	527,9	550,6	616,9	621,6	633,2	

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

d) - Ensemble des organismes monétaires — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	31-12-68	31-3-69	30-6-69	30-9-69	31-12-69		
A. Créances sur l'étranger :																						
1. Or	74,2	78,1 ⁵	77,7	77,9	77,8	77,8	76,3	76,2	76,2	76,0	75,7	74,0	70,9	75,6	76,2	76,2	76,1	76,1	76,0	76,0		
2. F.M.I. — Participation	9,0	10,0	12,2	12,2	12,9	14,0	15,2	15,2	15,2	15,2	15,3	14,7	16,2	18,1	18,1	10,3	7,3	6,1	3,5	7,8		
— Prêts ¹	1,5	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	1,9	1,9	1,9	1,9	5,9	5,5	5,0	4,0	3,5	...	...
3. Obligations	0,8	0,8	0,8	1,5	2,0	1,9	1,9	2,0	2,0	2,5	2,5	2,4	4,2	5,0	5,7	6,1	6,2	6,6	7,7	7,1		
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	7,6	10,6	7,4	12,0	11,6	11,9	12,1	13,3	12,3	14,4	12,0	14,7	13,3	16,4	15,7	20,7	20,2	23,8	22,4	18,2		
5. Créances sur l'U.E.P. ² .....	...	...	...	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																						
a) en monnaies étrangères	65,6	57,1	57,9	58,6	63,5	63,0	63,3	74,0	69,8	84,0	87,2	96,2	99,8	104,0	97,5	103,7	115,4	158,9	166,1	170,0		
b) en francs belges	7,7	7,8	7,7	8,4	8,8	8,7	9,3	9,8	12,0	10,7	11,6	14,3	16,7	19,4	20,2	18,5	19,8	21,0	21,6	21,1		
Total des créances sur l'étranger ...	166,4	167,8	167,1	174,0	180,0	180,7	181,5	193,9	190,9	204,7	206,2	218,2	223,0	244,4	238,9	240,5	249,0	296,0	297,3	300,2	(6)	
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																						
1. Pièces et billets	3,7	3,8	3,8	3,9	4,1	4,2	3,7	3,8	3,9	4,0	4,0	4,3	4,4	4,8	4,7	4,7	5,1	5,6	5,0	5,2		
2. Autres :																						
a) sur la Banque Nationale de Belgique :																						
— réserve monétaire	1,3	1,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
— autres	2,1	0,1	0,2	1,4	1,7	0,1	0,1	1,3	2,1	0,1	0,2	2,2	2,7	0,1	0,1	0,8	1,2	0,1	0,1	1,0		
b) sur les organismes publics	2,3	1,0	1,3	5,9	3,2	0,7	1,3	6,2	2,4	1,0	1,6	5,9	3,1	0,8	1,5	5,9	4,6	2,4	3,3	10,3		
c) sur les banques de dépôts	7,2	6,1	6,1	5,1	6,2	5,1	6,0	6,2	5,6	6,9	7,3	8,1	10,5	10,9	11,8	13,9	14,9	19,6	20,1	20,2		
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																						
1. Sur l'Etat ³ :																						
a) à un an au plus	80,0	83,9	86,5	84,9	83,9	88,3	82,5	92,1	88,6	94,4	96,2	86,4	90,3	102,3	98,4	100,8	106,8	111,5	p108,1	p114,7	(7)	
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	41,0	43,4	42,5	46,2	46,4	47,5	49,5	47,1	47,3	48,3	50,5	54,0	54,9	55,3	60,6	62,9	62,1	64,8	p 68,9	p 71,1	(7)	
— autres	57,8	58,2	60,0	60,8	61,1	61,6	63,5	64,7	64,5	65,3	67,6	67,4	67,0	67,7	67,7	67,9	67,4	66,8	p 65,6	p 65,8	(7)	
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																						
a) à un an au plus	5,5	5,7	5,0	6,5	6,2	7,3	8,3	9,6	5,4	7,3	7,3	8,0	7,6	5,5	6,1	10,0	7,0	10,2	11,5	11,4	(8)	
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	0,8	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1	1,2	1,3	1,5	1,6	1,6	2,5	2,8	4,2	4,2	4,2	4,3	4,3	p 4,5	p 5,5	(8)	
— autres	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,1	1,6	2,1	2,5	2,5	2,5	2,9	2,8	2,6	2,7	2,8	p 2,4	p 2,4	(8)	
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																						
a) acceptations bancaires	6,9	6,4	9,7	8,7	8,1	9,1	8,8	11,7	8,0	6,3	7,3	8,5	7,7	7,7	5,5	6,1	6,4	7,5	8,3	7,3	(9)	
b) effets commerciaux	43,3	45,5	44,4	49,0	48,3	50,4	51,6	59,9	59,0	60,8	63,8	70,8	70,7	72,0	71,7	78,4	80,2	85,3	87,4	89,2	(9)	
c) avances	48,3	50,4	52,7	54,8	57,5	59,6	64,8	63,3	69,4	73,3	74,5	77,7	80,8	86,3	90,8	98,1	102,8	105,5	100,1	99,4	(9)	
d) obligations :																						
— accessibles à tout placeur	2,1	2,1	2,0	1,8	1,8	1,6	1,5	1,5	2,0	2,4	2,8	2,9	2,9	3,7	3,5	4,5	4,3	4,4	p 4,4	p 4,5	(14)	
— autres	2,5	2,5	2,5	2,4	2,4	2,6	3,0	2,6	3,3	3,2	3,6	4,5	4,4	3,9	4,3	4,6	4,6	5,1	p 5,6	p 6,0	(14)	
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus ⁴	7,0	7,6	5,7	4,7	7,2	8,8	5,1	4,6	5,0	8,6	6,8	4,3	4,6	8,9	9,2	6,8	—	—	—	—	(11)	
5. Sur les paraétatiques de crédit :																						
a) à un an au plus	2,1	0,5	0,4	0,4	0,4	0,5	1,5	1,0	1,0	2,4	2,9	1,3	3,3	1,8	1,9	2,1	2,1	2,9	p 2,7	p 2,2	(12)	
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	10,8	10,9	10,9	11,4	11,3	11,7	12,4	13,2	12,9	13,4	14,1	14,1	15,6	16,2	16,7	17,1	17,0	18,2	p 19,2	p 20,4	(12)	
— autres	0,8	0,8	0,9	1,0	1,3	1,5	1,5	1,5	1,7	2,2	2,2	2,1	2,0	2,3	2,3	2,3	2,1	2,0	p 4,6	p 4,6	(12)	
D. Autres	77,4	84,5	81,0	82,4	81,2	82,4	85,0	92,3	87,3	109,1	107,1	107,9	108,3	104,7	107,3	101,4	109,5	135,5	p135,7	p129,9	(14)	
TOTAL DE L'ACTIF ...	570,3	584,6	584,8	607,4	614,4	625,8	633,8	678,9	663,4	717,4	730,1	753,6	769,1	806,4	810,0	835,6	854,1	950,5	954,8	971,3		

Colonne du tableau XIII-I « Bilans intégrés des organismes monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise

1 Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

2 Créances bilatérales sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

3 Y compris le Fonds des Rentes (cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968).

4 Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les créances sur le Fonds des Rentes sont comprises sous la Rubrique D. « Autres ».

5 Y compris 1 milliard d'or en compte auprès d'un correspondant étranger.

d) - Ensemble des organismes monétaires — Passif — Chiffres trimestriels

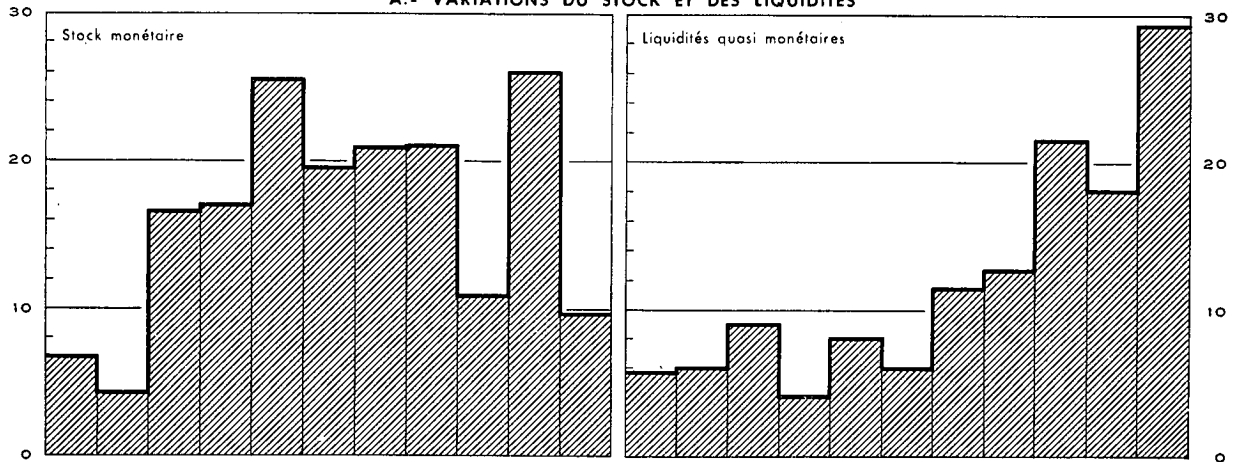
(milliards de francs)

	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	31-12-68	31-3-69	30-6-69	30-9-69	31-12-69		
A. Engagements envers l'étranger :																						
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Autres :																						
a) en monnaies étrangères	54,9	51,1	53,1	55,3	62,6	62,9	67,7	78,3	73,2	84,5	85,7	89,3	94,8	110,1	110,7	113,9	123,4	163,4	169,8	169,5		
b) en francs belges ¹	24,3	24,2	23,5	23,6	23,5	24,3	24,0	26,2	26,7	27,1	29,4	31,6	33,5	37,0	37,8	40,3	41,8	43,9	42,0	35,8		
Total des engagements envers l'étranger ...	79,4	75,5	76,8	79,1	86,3	87,4	91,9	104,7	100,1	111,8	115,3	121,1	128,5	147,3	148,7	154,4	165,4	207,5	212,0	205,5		
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																						
1. Pièces et billets ²	3,7	3,8	3,8	3,9	4,1	4,2	3,7	3,8	3,9	4,0	4,0	4,3	4,4	4,8	4,7	4,7	5,1	5,6	5,0	5,2		
2. Autres :																						
a) envers la Banque Nationale de Belgique .....	...	...	...	...	0,7	...	1,0	...	...	...	...	...	...	...	...	0,5	1,4	1,4	1,2	...	
b) envers les organismes publics	0,5	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,4	0,1	0,3	0,1	0,5	0,2	0,4	0,1	1,1	0,3	0,2	0,2	0,1		
c) envers les banques de dépôts :																						
— réserve monétaire	1,3	1,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
— autres	11,1	7,0	7,5	12,3	10,4	5,8	6,3	13,3	10,0	7,7	9,0	15,7	16,1	11,4	13,3	19,0	19,0	20,5	22,1	31,2		
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																						
1. Monnaie fiduciaire ³	161,4	168,9	169,1	173,4	169,9	177,7	176,8	178,7	173,4	182,9	179,2	180,1	176,6	187,4	182,7	185,4	182,1	190,4	184,6	185,2	(1)	
2. Monnaie scripturale :																						
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	122,4	128,4	126,5	133,4	132,2	139,7	133,6	146,0	139,0	149,2	148,2	153,0	155,0	161,3	159,4	170,4	167,4	180,2	167,2	175,5	(1)	
b) détenue par les pouvoirs publics	9,2	12,2	10,8	11,8	12,4	12,0	12,0	14,9	14,0	15,4	15,8	17,4	18,4	24,0	19,6	20,8	22,7	23,2	22,0	25,6	(1)	
3. Liquidités quasi monétaires :																						
a) détenues par les entreprises et particuliers :																						
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	32,7	32,4	34,2	35,4	38,3	36,3	40,5	40,5	45,6	45,1	48,7	48,6	53,0	53,0	55,0	54,4	60,2	60,3	67,3	76,0	(2)	
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	37,8	38,8	40,6	42,0	44,1	44,8	46,0	48,5	52,0	53,8	57,0	59,2	62,9	65,3	68,4	71,3	74,8	75,1	75,0	73,3	(2)	
— dépôts en devises	4,5	5,1	3,9	4,4	4,2	4,9	5,1	5,7	6,0	7,5	6,9	8,4	7,5	7,8	9,1	8,8	9,7	12,6	15,3	14,7	(3)	
b) détenues par le Trésor	(4)
4. Emprunts obligataires	11,4	11,3	11,3	11,4	11,5	11,5	11,7	12,0	12,4	12,6	13,1	13,5	14,7	15,3	15,8	16,5	17,3	19,0	20,3	21,1	(13)	
5. Autres :																						
a) envers le Fonds des Rentes ⁵	0,3	0,5	1,5	0,1	...	...	...	...	...	...	3,0	0,2	0,8	1,0	1,4	...	—	—	—	—	(11)
b) envers les paraétatiques de crédit	0,7	0,1	0,4	0,2	0,6	0,2	0,2	...	0,3	0,3	0,4	0,1	0,4	0,6	0,4	0,5	0,8	0,5	0,2	0,3	(12)	
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(7)
D. Autres	93,9	99,1	98,3	99,9	99,7	101,2	104,9	110,4	106,6	126,8	129,4	131,5	130,6	126,8	131,4	127,8	127,9	154,0	162,4	157,6	(14)	
TOTAL DU PASSIF ...	570,3	584,6	584,8	607,4	614,4	625,8	633,8	678,9	663,4	717,4	730,1	753,6	769,1	806,4	810,0	835,6	854,1	950,5	954,8	971,3		

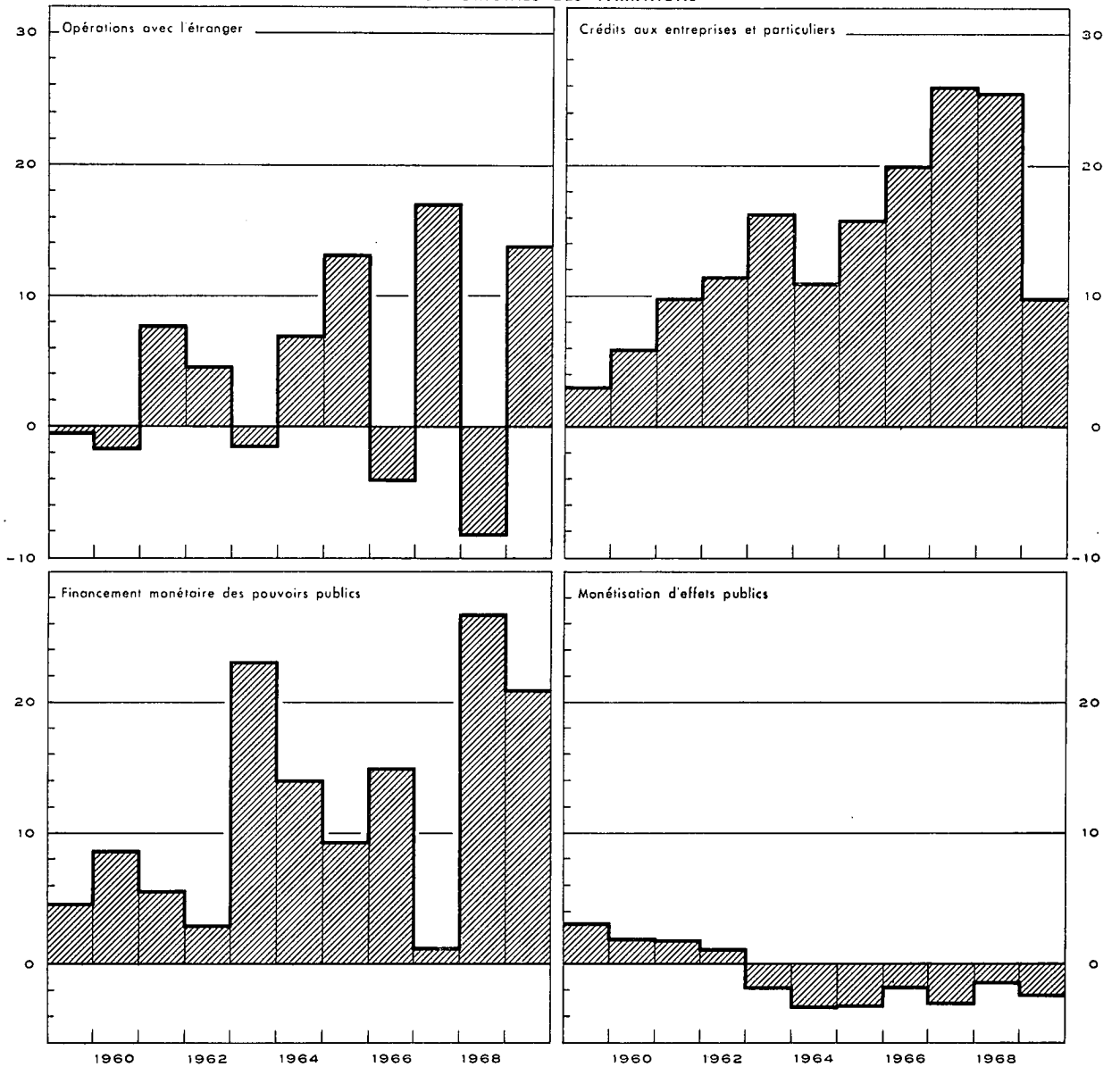
Colonne du tableau XIII-1
« Bilans intégrés des organismes monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise (6)¹ Pour la Banque Nationale, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.; pour les autres organismes monétaires, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L. depuis qu'ils ont pu être extraits des engagements envers le secteur intérieur non monétaire, c'est-à-dire depuis juin 1958.² B.N.B. : y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique. *Organismes publics monétaires* : uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la Banque Nationale de Belgique.³ Les chiffres de cette rubrique sont sous-évalués pour la Banque Nationale de Belgique et surévalués pour les organismes publics à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique.⁴ B.N.B. : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est compris dans la rubrique C5a ou D. « Autres ». *Organismes publics monétaires* : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.⁵ Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les engagements envers le Fonds des Rentes sont compris sous la rubrique D. « Autres ».

XIII - 3. — STOCK MONETAIRE ET LIQUIDITES QUASI MONETAIRES
(variations en milliards de francs)

A.- VARIATIONS DU STOCK ET DES LIQUIDITES



B.- ORIGINES DES VARIATIONS



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires	Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital les entreprises et particuliers)	Crédits aux entreprises et particuliers 1	Refinancement en dehors des organismes monétaires (augmentation : -) 2		Financement monétaire des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Crédite à des intermédiaires financiers non monétaires	Emprunts obligataires des banques de dépôts	Divers
						de créances commerciales sur l'étranger	de crédits aux entreprises et particuliers	Etat 3	Autres pouvoirs publics 4	achats sur le marché par les organismes monétaires	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes			
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)
1965 1 ^{er} trimestre	- 4,5	+ 4,8	+ 0,3	+ 4,7	+ 0,3	- 2,3	...	- 3,9	+ 1,0	+ 0,5	...	- 0,1	...	+ 0,1
2 ^e trimestre	+16,5	+ 1,2	+ 17,7	+ 3,9	+ 4,6	+ 1,9	- 0,7	+ 5,1	+ 1,1	- 0,4	- 0,4	+ 0,6	+ 0,1	+ 1,9
3 ^e trimestre	- 3,1	+ 2,5	- 0,6	+ 0,9	+ 3,1	- 2,2	+ 1,4	+ 2,2	- 1,2	- 0,9	- 1,4	- 0,1	...	- 2,4
4 ^e trimestre	+12,2	+ 3,1	+ 15,3	+ 3,7	+ 7,9	+ 1,4	- 2,3	+ 3,6	+ 1,5	- 0,3	- 0,2	+ 0,9	- 0,1	- 0,8
Total ...	+21,1	+11,6	+ 32,7	+13,2	+ 15,9	- 1,2	- 1,6	+ 7,0	+ 2,4	- 1,1	- 2,0	+ 1,3	...	- 1,2
1966 1 ^{er} trimestre	- 4,0	+ 4,8	+ 0,8	- 0,3	+ 2,3	+ 0,3	- 0,8	+ 2,1	- 0,4	- 1,0	- 0,3	- 0,1	- 0,1	- 0,9
2 ^e trimestre	+14,8	- 0,6	+ 14,2	...	+ 4,0	+ 0,6	+ 1,0	+ 7,5	+ 1,2	- 0,5	...	+ 0,7	...	- 0,3
3 ^e trimestre	- 6,9	+ 5,5	- 1,4	- 2,8	+ 4,7	+ 0,6	+ 1,5	- 7,9	+ 0,9	+ 0,5	+ 0,4	+ 1,7	- 0,2	- 0,8
4 ^e trimestre	+17,3	+ 3,1	+ 20,4	- 0,9	+ 9,0	- 0,4	+ 0,7	+ 10,1	+ 1,5	- 0,1	- 0,7	+ 0,1	- 0,3	+ 1,4
Total ...	+21,2	+12,8	+ 34,0	- 4,0	+ 20,0	+ 1,1	+ 2,4	+ 11,8	+ 3,2	- 1,1	- 0,6	+ 2,4	- 0,6	- 0,6
1967 1 ^{er} trimestre	-13,1	+ 9,0	- 4,1	+ 4,9	+ 4,8	- 0,3	- 3,4	- 2,7	- 3,9	- 1,1	- 1,7	- 0,3	- 0,4	...
2 ^e trimestre	+21,1	+ 2,7	+ 23,8	+ 5,5	+ 6,6	- 0,9	- 2,4	+ 9,6	+ 2,2	- 0,3	+ 0,8	+ 1,0	- 0,3	+ 2,0
3 ^e trimestre	- 4,3	+ 6,2	+ 1,9	+ 2,8	+ 2,9	- 2,4	+ 2,2	- 0,6	+ 0,3	- 0,5	+ 0,4	+ 0,6	- 0,4	- 3,4
4 ^e trimestre	+ 7,3	+ 3,7	+ 11,0	+ 3,9	+ 11,7	+ 0,9	- 0,3	- 4,9	+ 1,3	- 0,1	- 0,4	+ 0,2	- 0,5	- 0,8
Total ...	+11,0	+21,6	+ 32,6	+17,1	+ 26,0	- 2,7	- 3,9	+ 1,4	- 0,1	- 2,0	- 0,9	+ 1,5	- 1,6	- 2,2
1968 1 ^{er} trimestre	- 0,5	+ 7,1	+ 6,6	- 0,7	+ 4,6	- 1,9	- 2,2	+ 4,4	- 0,4	- 0,8	...	+ 3,3	- 1,2	+ 1,5
2 ^e trimestre	+22,7	+ 2,8	+ 25,5	+ 2,8	+ 6,1	+ 1,3	+ 0,5	+ 18,0	- 0,5	+ 0,3	- 1,1	- 0,6	- 0,6	- 0,7
3 ^e trimestre	-10,9	+ 6,2	- 4,7	- 6,0	+ 1,2	+ 0,4	+ 0,9	- 3,1	+ 0,3	- 1,1	+ 2,1	+ 1,3	- 0,5	- 0,2
4 ^e trimestre	+14,8	+ 2,1	+ 16,9	- 4,2	+ 13,7	+ 1,0	+ 0,8	+ 4,4	+ 3,7	- 0,5	- 0,3	...	- 0,7	- 1,0
Total ...	+26,1	+18,2	+ 44,3	- 8,1	+ 25,6	+ 0,8	...	+ 23,7	+ 3,1	- 2,1	+ 0,7	+ 4,0	- 3,0	- 0,4
1969 1 ^{er} trimestre	- 4,4	+10,2	+ 5,8	- 0,7	+ 7,7	- 1,0	- 0,9	+ 6,5	- 2,8	- 1,8	- 1,8	- 0,6	- 0,7	+ 1,9
2 ^e trimestre	+21,7	+ 3,4	+ 25,1	+ 4,3	+ 6,9	- 0,4	+ 2,1	+ 13,0	+ 3,3	+ 0,3	+ 1,3	+ 1,9	- 1,7	- 5,9
3 ^e trimestre	-19,9	+ 9,4	- 10,5	p- 2,9	- 4,2	+ 0,9	+ 1,6	p- 4,9	p+ 1,2	p- 0,8	+ 0,9	p+ 3,8	- 1,3	p- 4,8
4 ^e trimestre	+12,4	+ 6,4	+ 18,8	p+13,2	- 0,5	- 2,3	+ 0,7	p+ 3,8	p+ 0,9	p+ 0,7	- 1,1	p+ 0,6	- 0,8	p+ 3,6
Total ...	+ 9,8	+29,4	+ 39,2	p+13,9	+ 9,9	- 2,8	+ 3,5	p+ 18,4	p+ 2,6	p- 1,6	- 0,7	p+ 5,7	- 4,5	p- 5,2

N. B. — Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.

— Pour le détail des « Opérations avec l'étranger », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

— Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau 1 du chapitre XIII.

1 Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes monétaires. — 2 Il s'agit d'un refinancement net : crédits accordés à leur origine par les organismes monétaires et refinancés par eux auprès d'organismes non monétaires moins crédits accordés à leur origine par ces derniers et refinancés par eux auprès des organismes monétaires. — 3 Y compris le Fonds des Rentes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1968]. — 4 Y compris les fonds de pension.

XIII - 4. — STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Fin de période	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale					Total du stock monétaire	Pourcentage de monnaie fiduciaire	
	Billets et monnaies du Trésor 2	Billets de la B.N.B.	Stock de monnaie fiduciaire 3	détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés 4	détenue par les entreprises et particuliers 1			Stock de monnaie scripturale			
					comptes courants à la B.N.B. 5	avoirs en C.C.P. 6	dépôts à vue et à 1 mois au plus dans les banques et établissements para-étatiques 7				Total 8
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (4) + (8)	(10) = (3) + (9)	(11) = (3) : (10)	
1957 Juin	4,6	111,2	113,9	7,9	0,4	23,0	56,7	80,1	88,0	201,9	56,4
Décembre	4,7	112,7	115,5	6,4	0,9	22,0	53,2	76,1	82,5	198,0	58,3
1958 Juin	4,8	115,3	118,1	7,6	0,4	23,2	56,8	80,4	88,0	206,1	57,3
Décembre	4,8	117,4	120,3	7,2	0,5	24,0	57,5 ⁴	82,0	89,2	209,5	57,4
1959 Juin	4,9	117,5	120,3	7,8	0,4	24,9	60,6	85,9	93,7	214,0	56,2
Décembre	4,9	118,3	121,3	7,6	0,5	25,8	61,1	87,4	95,0	216,3	56,1
1960 Juin	5,0	119,3	122,1	8,2	0,4	25,7	63,5	89,6	97,8	219,9	55,5
Décembre	5,2	124,1	126,8	7,3 ⁶	0,7	26,9	58,7 ⁵	86,3	93,6	220,4	57,5
1961 Juin	5,3	124,8	127,9	8,5	0,4	27,3	62,7 ⁵	90,4	98,9	226,8	56,4
Décembre	5,5	129,1	132,2	10,0	0,6	27,9	66,7	95,2	105,2	237,4	55,7
1962 Juin	5,6	132,1	135,3	10,4	0,4	29,1	69,8	99,3	109,7	245,0	55,2
Décembre	5,8	138,5	141,7	10,6	0,5	30,4	71,3	102,2	112,8	254,5	55,7
1963 Juin (e)	5,9	146,2	149,6	12,8	0,4	32,2	78,2	110,8	123,6	273,2	54,8
<i>Nouvelle série 7</i>											
Juin	5,9	146,2	149,6	12,8	0,4	32,2	76,0	108,6	121,4	271,0	55,2
Décembre	6,1	150,5	153,7	12,1	0,5	32,9	78,6	112,0	124,1	277,8	55,3
1964 Juin	6,1	153,9	157,1	12,4	0,3	35,8	80,0	116,1	128,5	285,6	55,0
Décembre	6,4	160,3	163,7	10,8	0,6	35,9	86,4	122,9	133,7	297,4	55,0
1965 Juin	6,4	165,8	168,9	12,2	0,4	37,5	90,5	128,4	140,6	309,5	54,6
Décembre	6,6	170,3	173,4	11,8	0,4	37,6	95,4	133,4	145,2	318,6	54,4
1966 Juin	6,7	174,8	177,7	12,0	0,2	41,0	98,4	139,6	151,6	329,3	54,0
Décembre	6,9	175,3	178,7	14,9	0,5	41,5	104,1	146,1	161,0	339,7	52,6
1967 Juin	6,9	179,7	182,8	15,4	0,3	41,1	107,9	149,3	164,7	347,5	52,6
Décembre	6,5	177,5	180,1	17,4	0,5	39,0	113,5	153,0	170,4	350,5	51,4
1968 Juin	6,5	185,3	187,4	24,0	0,4	42,4	118,5	161,3	185,3	372,7	50,3
1968 Octobre	6,5	178,9	181,5	18,9	0,4	44,1	114,8	159,3	178,2	359,7	50,5
Novembre	6,5	179,3	181,8	21,0	0,5	40,0	119,9	160,4	181,4	363,2	50,1
Décembre	6,6	183,2	185,4	20,8	0,8	46,2	123,3	170,3	191,1	376,5	49,2
1969 Janvier	6,6	178,1	180,5	21,8	0,5	44,8	114,8	160,1	181,9	362,4	49,8
Février	6,6	180,5	183,0	21,8	0,5	41,1	118,5	160,1	181,9	364,9	50,2
Mars	6,5	180,4	182,1	22,6	0,5	41,9	125,0	167,4	190,0	372,1	48,9
Avril	6,6	183,2	185,2	20,9	0,3	48,9	122,6	171,8	192,7	377,9	49,0
Mai	6,7	186,3	188,4	22,4	0,5	44,5	125,7	170,7	193,1	381,5	49,4
Juin	6,8	188,9	190,4	23,2	0,6	48,0	131,6	180,2	203,4	393,8	48,3
Juillet	6,9	188,1	189,9	19,6	0,4	47,0	122,3	169,7	189,3	379,2	50,1
Août	6,8	184,9	187,3	21,4	0,6	43,4	123,8	167,8	189,2	376,5	49,7
Septembre	6,8	182,5	184,7	22,0	0,6	43,0	123,6	167,2	189,2	373,9	49,4
Octobre	6,9	178,6	181,0	22,0	0,4	45,3	123,8	169,5	191,5	372,5	48,6
Novembre	6,9	178,0	180,3	21,2	0,4	44,4	124,1	168,9	190,1	370,4	48,7
Décembre	7,0	183,0	185,2	25,6	0,4	43,9	131,2	175,5	201,1	386,3	47,9

1 Y compris des organismes para-étatiques administratifs.

2 Déduction faite des avoirs de la Banque Nationale de Belgique.

3 Déduction faite des encaisses des organismes monétaires.

4 Depuis août 1958, grâce à une nouvelle ventilation, les comptes à plus d'un mois des sociétés financières dans les banques sont éliminés du stock monétaire.

5 En principe, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges ne devraient pas être compris dans le stock monétaire. L'application de ce principe se heurte cependant à des difficultés d'ordre statistique. C'est ainsi que jusqu'à la fin de juillet 1960, les dépôts à un mois au plus des résidents congolais non bancaires dans les banques belges étaient englobés dans le stock monétaire; ils en ont été exclus à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en août et d'un montant supplémentaire de 0,4 milliard en septembre, mais ces montants y ont ensuite été partiellement réenglobés, soit à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en décembre 1960, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en janvier, d'un montant supplémentaire de 0,2 milliard en septembre et d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en octobre 1961. Il s'ensuit que le mouvement des chiffres de la colonne (7) du présent tableau durant la période de juillet 1960-octobre 1961 est influencé par des facteurs purement comptables.

6 Le chiffre de la monnaie scripturale détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés à la fin de décembre 1960 est anormalement bas par suite de la désorganisation causée par les grèves. En l'absence de celles-ci, il se serait sans doute situé entre 8 et 9 milliards.

7 Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLII^e année, vol. I, n° 1, janvier 1967.

XIII - 5. — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période 1			Evolution								Evolution	
	B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger		Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger (augmentation : -)	Opérations avec l'étranger ³ (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)	Différence entre les données de la balance des paiements [col. (12)] et celles des organismes monétaires [col. (6)] ⁴	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. ⁵	
				B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total	Etat	Autres 2					(10) = (6) - (7) - (8) - (9)
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)		
1960 Année	80,6	- 5,8 ⁶	74,8 ⁶	+ 8,3	- 4,2 ⁶	+ 4,1 ⁶	+ 3,5	+ 1,7	+ 0,5	- 1,6	+ 2,1	+ 6,2	
1961 Année	92,7	-14,9 ⁶	77,8 ⁶	+12,2	-10,4 ⁶	+ 1,8 ⁶	- 5,0	+ 0,1	- 1,1	+ 7,8	- 1,2	+ 0,6	
1962 Année	91,0	-10,5	80,5	- 1,7	+ 4,4	+ 2,7	- 2,2	+ 0,4	- 0,2	+ 4,7	+ 1,3	+ 4,0	
1963 Année ⁷	102,2	-23,0	79,2	+11,2	-10,3	+ 0,9	+ 2,3	+ 0,1	- 0,1	- 1,4	- 1,0	- 0,1	
1964 Année	114,8	-26,8	88,0	+12,6	- 3,8	+ 8,8	+ 0,7	+ 1,1	...	+ 7,0	+ 1,9	+10,7	
1965 1 ^{er} trimestre .	113,3	-26,3	87,0	- 1,5	+ 0,5	- 1,0	- 3,5	+ 0,1	- 2,3	+ 4,7	+ 0,3	- 0,7	
2 ^e trimestre .	120,4	-28,0	92,4	+ 7,1	- 1,7	+ 5,4	- 1,2	+ 0,8	+ 1,9	+ 3,9	+ 0,3	+ 5,7	
3 ^e trimestre .	120,0	-29,6	90,4	- 0,4	- 1,6	- 2,0	- 0,1	- 0,6	- 2,2	+ 0,9	- 0,6	- 2,6	
4 ^e trimestre .	122,8	-28,0	94,8	+ 2,8	+ 1,6	+ 4,4	- 0,7	...	+ 1,4	+ 3,7	+ 0,5	+ 4,9	
				+ 8,0	- 1,2	+ 6,8	- 5,5	+ 0,3	- 1,2	+13,2	+ 0,5	+ 7,3	
1966 1 ^{er} trimestre .	119,7	-26,0	93,7	- 3,1	+ 2,0	- 1,1	- 1,1	...	+ 0,3	- 0,3	+ 0,4	- 0,7	
2 ^e trimestre .	123,0	-29,6	93,4	+ 3,3	- 3,7	- 0,4	- 1,0	...	+ 0,6	...	+ 0,2	- 0,2	
3 ^e trimestre .	121,8	-32,3	89,5	- 1,2	- 2,6	- 3,8	- 1,6	...	+ 0,6	- 2,8	+ 0,6	- 3,2	
4 ^e trimestre .	124,5	-35,3	89,2	+ 2,7	- 3,0	- 0,3	+ 1,0	...	- 0,4	- 0,9	- 0,9	- 1,2	
				+ 1,7	- 7,3	- 5,6	- 2,7	...	+ 1,1	- 4,0	+ 0,3	- 5,3	
1967 1 ^{er} trimestre .	124,0	-33,2	90,8	- 0,5	+ 2,3	+ 1,8	- 2,4	- 0,4	- 0,3	+ 4,9	+ 0,9	+ 2,7	
2 ^e trimestre .	129,3	-36,4	92,9	+ 5,3	- 3,1	+ 2,2	- 2,4	...	- 0,9	+ 5,5	- 1,6	+ 0,6	
3 ^e trimestre .	130,0	-39,1	90,9	+ 0,7	- 2,8	- 2,1	- 2,4	- 0,1	- 2,4	+ 2,8	+ 2,8	+ 0,7	
4 ^e trimestre .	136,9	-39,8	97,1	+ 6,9	- 0,7	+ 6,2	+ 1,4	...	+ 0,9	+ 3,9	- 0,6	+ 5,6	
				+12,4	- 4,3	+ 8,1	- 5,8	- 0,5	- 2,7	+17,1	+ 1,5	+ 9,6	
1968 1 ^{er} trimestre .	133,4	-38,9	94,5	- 3,5	+ 0,9	- 2,6	...	...	- 1,9	- 0,7	- 0,1	- 2,7
2 ^e trimestre .	134,5	-37,3	97,2	+ 1,1	+ 1,6	+ 2,7	- 1,2	- 0,2	+ 1,3	+ 2,8	- 1,9	+ 0,8	
3 ^e trimestre .	129,3	-39,2	90,1	- 5,2	- 1,7	- 6,9	- 1,3	...	+ 0,4	- 6,0	+ 3,0	- 3,9	
4 ^e trimestre .	122,9	-36,8	86,1	- 6,4	+ 2,2	- 4,2	- 1,0	...	+ 1,0	- 4,2	+ 5,3	+ 1,1	
				-14,0	+ 3,0	-11,0	- 3,5	- 0,2	+ 0,8	- 8,1	+ 6,3	- 4,7	
1969 1 ^{er} trimestre .	117,6	-34,0	83,6	- 5,3	+ 2,8	- 2,5	- 0,8	...	- 1,0	- 0,7	p+ 3,7	p+ 1,2	
2 ^e trimestre .	121,7	-33,2	88,5	+ 4,1	+ 0,8	+ 4,9	+ 1,2	- 0,2	- 0,4	+ 4,3	p- 1,5	p+ 3,4	
3 ^e trimestre .	114,5	-29,2	85,3	- 7,2	+ 4,0	- 3,2	p- 1,2	p ...	+ 0,9	p- 2,9	p- 2,6	p- 5,8	
4 ^e trimestre .	128,3	-33,6	94,7	+13,4 ⁸	- 4,4	+ 9,0	p- 1,9	p ...	- 2,3	p+13,2	p+ 6,9	p+15,9	
				+ 5,0 ⁸	+ 3,2	+ 8,2	p- 2,7	p- 0,2	- 2,8	p+13,9	p+ 6,5	p+14,7	

1 Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2, et, pour la période 1950-1960, dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* de juillet 1961, page 20 à 27.

2 Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger des pouvoirs publics subordonnés et des parastatutaires administratifs, sauf, à partir de 1963, le Fonds des Routes, qui est compris dans la colonne (7), Etat.

3 Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (4) du tableau XIII-8.

4 Cette différence est égale à :

— variations des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires de l'U.E.B.L. résultant a) des variations des avoirs ou engagements nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique et des institutions internationales établies en U.E.B.L., b) jusqu'au 31 décembre 1960, des variations des engagements des banques belges envers les sociétés congolaises [ces variations sont comprises dans la colonne (12), mais non dans la colonne (6)].

— moins, a) depuis le 3^e trimestre de 1963, variations des avoirs nets des banques belges vis-à-vis des résidents luxembourgeois; b) depuis le 2^e trimestre de 1968 variations des effets publics luxembourgeois détenus par la Banque Nationale de Belgique [ces variations sont comprises dans la colonne (6), mais non dans la colonne (12)].

5 Voir tableaux IX - 1, 2 et 3, rubriques 6.21 et 6.22.

6 Au 3^e trimestre de 1960, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges, dont il n'avait pas été possible jusque là de tenir compte pour calculer les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires tels qu'ils figurent aux colonnes (2) et (3) du présent tableau, ont été convertis en comptes étrangers « bilatéraux ou financiers »; ultérieurement une partie des comptes financiers a été réassimilée à des comptes de résidents. Ces conversions ont provoqué, dans les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires, une diminution purement comptable de 1,0 milliard en 1960 et une augmentation, également comptable, de 0,5 milliard en 1961. Ces mouvements de caractère purement comptable ont été éliminés de l'évolution des « avoirs extérieurs nets après ajustement statistique » [col. (5) et (6)].

7 A partir de 1963, les chiffres des autres organismes monétaires ne sont plus comparables à ceux des années antérieures; un article explicatif à ce sujet est inséré dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.), XLII^e année, vol. I, n° 1, janvier 1967.

8 Non compris une augmentation de 0,4 milliard représentant l'ajustement comptable des avoirs au comptant en marks allemands à la suite de la réévaluation de cette monnaie.

**XIII - 6. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

Destination économique apparente

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits aux entreprises et particuliers						Crédits à l'étranger				Total général (11) = (6) + (10)
	Financements spécifiques				Crédits dont la destination économique apparente n'a pu être identifiée (5)	Total (6) = (1) à (5)	Financement spécifique de délais de paiement à l'exportation (7)	Crédits dont la destination économique apparente n'a pu être identifiée		Total (10) = (7) à (9)	
	d'investissements industriels, agricoles et artisanaux 1	de la construction et de transactions immobilières 2	de ventes et prêts à tempérament 3	d'importations 4				Crédits de caisse 4	Autres (9)		
					(1)	(2)	(3)			(4)		(8)	(9)
1964 Mars	8,6	6,5	11,1	9,7	63,6	99,5	13,0	4,3	1,8	19,1	118,6
Juin	9,6	6,8	12,1	9,9	64,5	102,9	13,8	4,3	1,5	19,6	122,5
Septembre	10,3	6,9	12,2	9,1	65,9	104,4	13,3	4,7	1,6	19,6	124,0
Décembre	10,9	6,9	12,0	9,9	67,1	106,8	14,2	5,3	1,7	21,2	128,0
1965 Mars	11,6	6,6	12,1	9,6	66,8	106,7	15,3	6,4	1,5	23,2	129,9
Juin	12,0	7,2	12,7	10,1	69,7	111,7	16,3	6,9	1,6	24,8	136,5
Septembre	12,2	7,4	12,8	11,3	71,3	115,0	15,5	7,0	1,9	24,4	139,4
Décembre	13,7	8,2	12,8	12,2	75,8	122,7	18,0	7,2	3,1	28,3	151,0
1966 Mars	13,8	8,0	13,0	12,0	78,3	125,1	17,9	8,1	2,7	28,7	153,8
Juin	15,0	8,6	13,4	12,4	80,0	129,4	17,9	7,7	2,5	28,1	157,5
Septembre	16,5	8,9	13,7	11,4	83,8	134,3	18,2	7,6	2,5	28,3	162,6
Décembre ⁵	18,2	9,2	14,1	13,2	87,9	142,6	19,6	6,7	2,5	28,8	171,4
1967 Mars	20,0	9,2	14,1	11,9	92,3	147,5	19,6	7,4	2,2	29,2	176,7
Juin	22,1	10,4	15,0	11,7	95,2	154,4	21,8	7,3	3,6	32,7	187,1
Septembre ⁵	22,3	10,5	15,1	11,5	98,2	157,6	22,3	6,7	3,1	32,1	189,7
Décembre ⁵	22,8	11,5	15,5	13,4	105,1	168,3	23,7	6,9	3,9	34,5	202,8
1968 Mars ⁵	23,8	11,6	16,3	13,8	107,3	172,8	25,1	8,2	4,2	37,5	210,3
Juin ⁵	25,0	12,1	18,2	13,3	111,2	179,8	26,7	9,1	4,5	40,3	220,1
Septembre	27,4	12,7	19,0	13,2	108,9	181,2	26,7	11,2	3,6	41,5	222,7
Décembre	27,7	13,9	19,8	14,3	118,4	194,1	29,8	14,5	4,1	48,4	242,5
1969 Mars	27,1	14,0	20,0	16,0	124,3	201,4	30,9	16,4	3,3	50,6	252,0
Nouvelle série											
Mars	26,3	13,0	20,8	16,0	125,3	201,4	30,9	16,4	3,3	50,6	252,0
Juin	28,3	13,3	23,4	15,1	128,8	208,9	34,6	20,4	3,0	58,0	266,9
Septembre	26,9	14,1	24,0	15,6	124,4	205,0	33,1	25,6	3,0	61,7	266,7
Décembre						203,5				54,2	257,7

¹ Crédits octroyés dans le cadre des lois des 24 mai 1959, 17 juillet 1959, 18 juillet 1959, 15 février 1961 et 14 juillet 1966 (crédits subsidiés et/ou garantis), ainsi que crédits non « subsidiés et/ou garantis » dont une partie au moins a une durée initiale de 2 ans ou plus (5 ans ou plus dans l'ancienne série) à condition toutefois qu'il ne s'agisse ni de crédits purement commerciaux, ni de crédits finançant principalement la construction ou l'achat d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc. L'ancienne série (mars 1964-mars 1969) comprenait un certain montant de crédits finançant des ventes à tempérament. Dans la nouvelle série, tous les crédits de ce type sont repris dans la colonne (3).

² Crédits à des entreprises ayant pour objet social la construction immobilière et/ou la réalisation de travaux de génie civil, crédits à des sociétés immobilières et crédits qui ont pour destination principale le financement de l'achat ou de la construction d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

³ Crédits aux acheteurs et vendeurs à tempérament (que les banques soient intervenues ou non dans le contrat de vente), prêts personnels consentis directement par les banques et crédits octroyés par les banques aux sociétés de financement. Dans l'ancienne série (mars 1964-mars 1969) une partie des crédits des acheteurs à tempérament figurait dans la colonne (1). Dans la nouvelle série, tous les crédits de ce type sont repris dans la colonne (3).

⁴ Y compris les promesses sur l'étranger, qui au tableau XIII-7 sont comprises dans la colonne (2) « Effets commerciaux ».

⁵ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLIII^e année, vol. II, no 8, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 7. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AYANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

Forme et localisation

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts				Crédits logés en dehors des banques de dépôts ¹			Crédits logés dans les banques de dépôts				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les banques ²
	Acceptations bancaires (1)	Effets commerciaux (2)	Avances (3)	Total (4) = (1) à (3) = (7) + (11)	Acceptations bancaires (5)	Effets commerciaux (6)	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires (8)	Effets commerciaux (9)	Avances (10)	Total (11) = (8) à (10)		(12)

A. Crédits aux entreprises et particuliers

1965	Septembre ...	11,7	50,6	52,7	115,0	2,1	8,6	10,7	9,6	42,0	52,7	104,3	—
	Décembre	12,6	55,3	54,8	122,7	7,0	9,8	16,8	5,6	45,5	54,8	105,9	—
1966	Mars	12,3	55,3	57,5	125,1	4,7	9,9	14,6	7,6	45,4	57,5	110,5	—
	Juin	12,6	57,3	59,5	129,4	5,2	10,1	15,3	7,4	47,2	59,5	114,1	—
	Septembre ...	11,7	57,9	64,7	134,3	4,7	9,5	14,2	7,0	48,4	64,7	120,1	—
	Décembre ³ ...	13,8	65,5	63,3	142,6	6,4	10,3	16,7	7,4	55,2	63,3	125,9	0,2
1967	Mars	12,3	65,7	69,5	147,5	5,1	9,4	14,5	7,2	56,3	69,5	133,0	0,1
	Juin	12,0	69,1	73,3	154,4	6,0	11,0	17,0	6,0	58,1	73,3	137,4	0,1
	Septembre ³ ...	11,2	71,9	74,5	157,6	4,3	11,0	15,3	6,9	60,9	74,5	142,3	0,1
	Décembre ³ ...	12,7	77,9	77,7	168,3	5,8	13,4	19,2	6,9	64,5	77,7	149,1	0,2
1968	Mars ³	12,7	79,3	80,8	172,8	5,3	11,9	17,2	7,4	67,4	80,8	155,6	...
	Juin ³	11,6	82,0	86,2	179,8	5,0	13,1	18,1	6,6	68,9	86,2	161,7	0,1
	Septembre ...	10,9	79,5	90,8	181,2	5,8	12,6	18,4	5,1	66,9	90,8	162,8	1,6
	Décembre	11,9	84,2	98,0	194,1	7,7	17,2	24,9	4,2	67,0	98,0	169,2	0,6
1969	Mars	13,0	85,6	102,8	201,4	9,4	15,3	24,7	3,6	70,3	102,8	176,7	0,5
	Juin	11,9	91,7	105,3	208,9	8,1	17,8	25,9	3,8	73,9	105,3	183,0	0,3
	Septembre ...	11,5	93,4	100,1	205,0	7,6	18,6	26,2	3,9	74,8	100,1	178,8	0,4
	Décembre	10,2	93,9	99,4	203,5	6,3	13,0	19,3	3,9	80,9	99,4	184,2	0,5

B. Crédits à l'étranger

1965	Septembre ...	11,8	6,8	5,8	24,4	7,5	2,6	10,1	4,3	4,2	5,8	14,3	—
	Décembre	14,4	7,3	6,6	28,3	9,2	2,9	12,1	5,2	4,4	6,6	16,2	0,1
1966	Mars	14,1	6,9	7,7	28,7	7,8	2,5	10,3	6,3	4,4	7,7	18,4	0,1
	Juin	13,8	6,9	7,4	28,1	9,2	2,7	11,9	4,6	4,2	7,4	16,2	0,1
	Septembre ...	13,6	7,2	7,5	28,3	7,6	2,4	10,0	6,0	4,8	7,5	18,3	0,1
	Décembre ³ ...	15,0	7,6	6,2	28,8	9,4	2,6	12,0	5,6	5,0	6,2	16,8	...
1967	Mars	14,3	8,5	6,4	29,2	8,9	2,7	11,6	5,4	5,8	6,4	17,6	0,1
	Juin	16,4	9,6	6,7	32,7	8,9	3,5	12,4	7,5	6,1	6,7	20,3	0,1
	Septembre ³ ...	16,0	9,7	6,4	32,1	7,8	3,9	11,7	8,2	5,8	6,4	20,4	0,1
	Décembre ³ ...	16,8	11,3	6,4	34,5	10,4	5,0	15,4	6,4	6,3	6,4	19,1	0,1
1968	Mars ³	16,9	12,9	7,7	37,5	9,4	5,4	14,8	7,5	7,5	7,7	22,7	0,1
	Juin ³	17,5	14,1	8,7	40,3	9,8	6,4	16,2	7,7	7,7	8,7	24,1	0,1
	Septembre ...	17,2	13,7	10,6	41,5	11,4	5,4	16,8	5,8	8,3	10,6	24,7	...
	Décembre	20,2	14,3	13,9	48,4	13,8	6,6	20,4	6,4	7,7	13,9	28,0	...
1969	Mars	20,2	14,6	15,8	50,6	14,4	7,1	21,5	5,8	7,5	15,8	29,1	...
	Juin	22,9	15,6	19,5	58,0	16,2	8,5	24,7	6,7	7,1	19,5	33,3	...
	Septembre ...	21,1	16,0	24,6	61,7	14,5	7,6	22,1	6,6	8,4	24,6	39,6	...
	Décembre	19,1	17,0	18,1	54,2	12,7	7,9	20,6	6,4	9,1	18,1	33,6	...

C. Total

1965	Septembre ...	23,5	57,4	58,5	139,4	9,6	11,2	20,8	13,9	46,2	58,5	118,6	—
	Décembre	27,0	62,6	61,4	151,0	16,2	12,7	28,9	10,8	49,9	61,4	122,1	0,1
1966	Mars	26,4	62,2	65,2	153,8	12,5	12,4	24,9	13,9	49,8	65,2	128,9	0,1
	Juin	26,4	64,2	66,9	157,5	14,4	12,8	27,2	12,0	51,4	66,9	130,3	0,1
	Septembre ...	25,3	65,1	72,2	162,6	12,3	11,9	24,2	13,0	53,2	72,2	138,4	0,1
	Décembre ³ ...	28,8	73,1	69,5	171,4	15,8	12,9	28,7	13,0	60,2	69,5	142,7	0,2
1967	Mars	26,6	74,2	75,9	176,7	14,0	12,1	26,1	12,6	62,1	75,9	150,6	0,2
	Juin	28,4	78,7	80,0	187,1	14,9	14,5	29,4	13,5	64,2	80,0	157,7	0,2
	Septembre ³ ...	27,2	81,6	80,9	189,7	12,1	14,9	27,0	15,1	66,7	80,9	162,7	0,2
	Décembre ³ ...	29,5	89,2	84,1	202,8	16,2	18,4	34,6	13,3	70,8	84,1	168,2	0,3
1968	Mars ³	29,6	92,2	88,5	210,3	14,7	17,3	32,0	14,9	74,9	88,5	178,3	0,1
	Juin ³	29,1	96,1	94,9	220,1	14,8	19,5	34,3	14,3	76,6	94,9	185,8	0,2
	Septembre ...	28,1	93,2	101,4	222,7	17,2	18,0	35,2	10,9	75,2	101,4	187,5	1,6
	Décembre	32,1	98,5	111,9	242,5	21,5	23,8	45,3	10,6	74,7	111,9	197,2	0,6
1969	Mars	33,2	100,2	118,6	252,0	23,8	22,4	46,2	9,4	77,8	118,6	205,8	0,5
	Juin	34,8	107,3	124,8	266,9	24,3	26,3	50,6	10,5	81,0	124,8	216,3	0,3
	Septembre ...	32,6	109,4	124,7	266,7	22,1	26,2	48,3	10,5	83,2	124,7	218,4	0,4
	Décembre	29,3	110,9	117,5	257,7	19,0	20,9	39,9	10,3	90,0	117,5	217,8	0,5

¹ Ces crédits sont localisés essentiellement à la Banque Nationale de Belgique, à l'Institut de Récompte et de Garantie, auprès d'autres intermédiaires financiers belges et à l'étranger.

² Il s'agit d'effets commerciaux.

³ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, n° 8, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER,
LOGES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE**

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par la Banque Nationale (crédits directs)			Effets réescomptés			Total général			
	Effets commer- ciaux (1)	Avances (2)	Total (3) = (1) + (2)	Accep- tations bancaires (4)	Effets commer- ciaux (5)	Total (6) = (4) + (5)	Accep- tations bancaires (7)	Effets commer- ciaux (8)	Avances (9)	Total (10) = (7) + (8) + (9) + (6)
A. Crédits aux entreprises et particuliers										
1965 Septembre	1,5	...	1,5	...	0,6	0,6	...	2,1	...	2,1
Décembre	1,8	...	1,8	2,7	1,1	3,8	2,7	2,9	...	5,6
1966 Mars	1,7	...	1,7	0,2	0,8	1,0	0,2	2,5	...	2,7
Juin	1,4	...	1,4	1,7	1,4	3,1	1,7	2,8	...	4,5
Septembre	1,2	...	1,2	1,7	1,9	3,6	1,7	3,1	...	4,8
Décembre ¹	1,9	...	1,9	4,0	2,0	6,0	4,0	3,9	...	7,9
1967 Mars	1,8	...	1,8	0,8	0,5	1,3	0,8	2,3	...	3,1
Juin	1,4	...	1,4	0,2	1,1	1,3	0,2	2,5	...	2,7
Septembre ¹	1,2	...	1,2	...	1,1	1,1	...	2,3	...	2,3
Décembre ¹	2,2	...	2,2	0,7	2,7	3,4	0,7	4,9	...	5,6
1968 Mars ¹	2,2	...	2,2	...	0,6	0,6	...	2,8	...	2,8
Juin ¹	1,4	...	1,4	0,9	1,2	2,1	0,9	2,6	...	3,5
Septembre	1,1	...	1,1	0,4	1,1	1,5	0,4	2,2	...	2,6
Décembre	1,9	...	1,9	1,9	7,5	9,4	1,9	9,4	...	11,3
1969 Mars	2,4	...	2,4	2,8	6,4	9,2	2,8	8,8	...	11,6
Juin	1,5	0,2	1,7	3,6	8,3	11,9	3,6	9,8	0,2	13,6
Septembre	1,4	...	1,4	4,3	9,7	14,0	4,3	11,1	...	15,4
Décembre	2,5	...	2,5	1,9	4,1	6,0	1,9	6,6	...	8,5
B. Crédits à l'étranger										
1965 Septembre .....	...	...	...	2,8	...	2,8	2,8	...	...	2,8
Décembre .....	...	...	...	6,5	0,2	6,7	6,5	0,2	...	6,7
1966 Mars .....	...	...	...	4,7	0,2	4,9	4,7	0,2	...	4,9
Juin .....	...	...	...	6,8	0,6	7,4	6,8	0,6	...	7,4
Septembre .....	...	...	...	5,8	0,4	6,2	5,8	0,4	...	6,2
Décembre ¹ .....	...	...	...	7,2	0,4	7,6	7,2	0,4	...	7,6
1967 Mars .....	...	...	...	6,6	0,3	6,9	6,6	0,3	...	6,9
Juin .....	...	...	...	6,1	0,7	6,8	6,1	0,7	...	6,8
Septembre ¹ .....	...	...	...	2,7	...	2,7	2,7	...	...	2,7
Décembre ¹ .....	...	...	...	7,2	0,9	8,1	7,2	0,9	...	8,1
1968 Mars ¹ .....	...	...	...	4,8	0,5	5,3	4,8	0,5	...	5,3
Juin ¹	0,1	...	0,1	6,8	1,2	8,0	6,8	1,3	...	8,1
Septembre	0,3	...	0,3	8,3	1,3	9,6	8,3	1,6	...	9,9
Décembre	0,1	...	0,1	11,3	2,8	14,1	11,3	2,9	...	14,2
1969 Mars .....	...	...	...	11,2	3,1	14,3	11,2	3,1	...	14,3
Juin	0,1	...	0,1	12,6	4,4	17,0	12,6	4,5	...	17,1
Septembre	0,3	...	0,3	11,7	3,6	15,3	11,7	3,9	...	15,6
Décembre	0,1	...	0,1	8,5	1,2	9,7	8,5	1,3	...	9,8
C. Total										
1965 Septembre	1,5	...	1,5	2,8	0,6	3,4	2,8	2,1	...	4,9
Décembre	1,8	...	1,8	9,2	1,3	10,5	9,2	3,1	...	12,3
1966 Mars	1,7	...	1,7	4,9	1,0	5,9	4,9	2,7	...	7,6
Juin	1,4	...	1,4	8,5	2,0	10,5	8,5	3,4	...	11,9
Septembre	1,2	...	1,2	7,5	2,3	9,8	7,5	3,5	...	11,0
Décembre ¹	1,9	...	1,9	11,2	2,4	13,6	11,2	4,3	...	15,5
1967 Mars	1,8	...	1,8	7,4	0,8	8,2	7,4	2,6	...	10,0
Juin	1,4	...	1,4	6,3	1,8	8,1	6,3	3,2	...	9,5
Septembre ¹	1,2	...	1,2	2,7	1,1	3,8	2,7	2,3	...	5,0
Décembre ¹	2,2	...	2,2	7,9	3,6	11,5	7,9	5,8	...	13,7
1968 Mars ¹	2,2	...	2,2	4,8	1,1	5,9	4,8	3,3	...	8,1
Juin ¹	1,5	...	1,5	7,7	2,4	10,1	7,7	3,9	...	11,6
Septembre	1,4	...	1,4	8,7	2,4	11,1	8,7	3,8	...	12,5
Décembre	2,0	...	2,0	13,2	10,3	23,5	13,2	12,3	...	25,5
1969 Mars	2,4	...	2,4	14,0	9,5	23,5	14,0	11,9	...	25,9
Juin	1,6	0,2	1,8	16,2	12,7	28,9	16,2	14,3	0,2	30,7
Septembre	1,7	...	1,7	16,0	13,3	29,3	16,0	15,0	...	31,0
Décembre	2,6	...	2,6	10,4	5,3	15,7	10,4	7,9	...	18,3

¹ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.
N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, no 8, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 9. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES MONETAIRES
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les organismes monétaires 1				Crédits logés en dehors des organismes monétaires			Crédits logés dans les organismes monétaires 2				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les organismes monétaires 3
	Acceptations bancaires (1)	Effets commerciaux (2)	Avances (3)	Total (4) = (1) + (2) + (3) (5) + (7) + (11)	Acceptations bancaires (5)	Effets commerciaux (6)	Total (7) = (5) + (6) (8) + (10)	Acceptations bancaires (8)	Effets commerciaux (9)	Avances (10)	Total (11) = (8) + (9) + (10) (12)	
A. Crédits aux entreprises et particuliers												
1965 Septembre ...	11,7	52,1	52,7	116,5	2,0	7,6	9,6	9,7	44,5	52,7	106,9	—
1965 Décembre ...	12,6	57,1	54,8	124,5	3,9	8,1	12,0	8,7	49,0	54,8	112,5	—
1966 Mars	12,3	57,0	57,5	126,8	4,2	8,6	12,8	8,1	48,4	57,5	114,0	—
1966 Juin	12,6	58,7	59,5	130,8	3,5	8,3	11,8	9,1	50,4	59,5	119,0	—
1966 Septembre ...	11,7	59,1	64,7	135,5	2,9	7,4	10,3	8,8	51,7	64,7	125,2	—
1966 Décembre 4	13,8	67,4	63,3	144,5	2,2	7,6	9,8	11,6	59,8	63,3	134,7	0,2
1967 Mars	12,3	67,5	69,5	149,3	4,3	8,7	13,0	8,0	58,8	69,5	136,3	0,1
1967 Juin	12,0	70,5	73,3	155,8	5,7	9,7	15,4	6,3	60,8	73,3	140,4	0,1
1967 Septembre 4 ...	11,2	73,1	74,5	158,8	3,9	9,4	13,3	7,3	63,7	74,5	145,5	0,1
1967 Décembre 4	12,7	80,1	77,7	170,5	4,2	9,5	13,7	8,5	70,6	77,7	156,8	0,2
1968 Mars 4	12,7	81,5	80,8	175,0	4,9	10,8	15,7	7,8	70,7	80,8	159,3	...
1968 Juin 4	11,6	83,4	86,2	181,2	3,9	11,3	15,2	7,7	72,1	86,2	166,0	0,1
1968 Septembre ...	10,9	80,6	90,8	182,3	5,3	10,6	15,9	5,6	70,0	90,8	166,4	1,6
1968 Décembre ...	11,9	86,1	98,0	196,0	5,8	8,3	14,1	6,1	77,8	98,0	181,9	0,6
1969 Mars	13,0	88,0	102,8	203,8	6,6	8,4	15,0	6,4	79,6	102,8	188,8	0,5
1969 Juin	11,9	93,2	105,5	210,6	4,4	8,1	12,5	7,5	85,1	105,5	198,1	0,3
1969 Septembre ...	11,5	94,8	100,1	206,4	3,3	7,7	11,0	8,2	87,1	100,1	195,4	0,4
1969 Décembre ...	10,2	96,4	99,4	206,0	2,9	7,6	10,5	7,3	88,8	99,4	195,5	0,5
B. Crédits à l'étranger												
1965 Septembre ...	11,8	6,8	5,8	24,4	4,3	2,5	6,8	7,5	4,3	5,8	17,6	—
1965 Décembre ...	14,4	7,3	6,6	28,3	2,6	2,7	5,3	11,8	4,6	6,6	23,0	0,1
1966 Mars	14,1	6,9	7,7	28,7	2,8	2,3	5,1	11,3	4,6	7,7	23,6	0,1
1966 Juin	13,8	6,9	7,4	28,1	2,4	2,1	4,5	11,4	4,8	7,4	23,6	0,1
1966 Septembre ...	13,6	7,2	7,5	28,3	1,8	2,0	3,8	11,8	5,2	7,5	24,5	0,1
1966 Décembre 4	15,0	7,6	6,2	28,8	2,1	2,2	4,3	12,9	5,4	6,2	24,5	...
1967 Mars	14,3	8,5	6,4	29,2	2,3	2,4	4,7	12,0	6,1	6,4	24,5	0,1
1967 Juin	16,4	9,6	6,7	32,7	2,8	2,8	5,6	13,6	6,8	6,7	27,1	0,1
1967 Septembre 4 ...	16,0	9,7	6,4	32,1	4,3	3,6	7,9	11,7	6,1	6,4	24,2	0,1
1967 Décembre 4	16,8	11,3	6,4	34,5	3,0	4,1	7,1	13,8	7,2	6,4	27,4	0,1
1968 Mars 4	16,9	12,9	7,7	37,5	4,4	4,6	9,0	12,5	8,3	7,7	28,5	0,1
1968 Juin 4	17,5	14,2	8,7	40,4	2,7	4,9	7,6	14,8	9,3	8,7	32,8	0,1
1968 Septembre ...	17,2	14,0	10,6	41,8	3,1	4,1	7,2	14,1	9,9	10,6	34,6	...
1968 Décembre ...	20,2	14,4	13,9	48,5	2,4	3,8	6,2	17,8	10,6	13,9	42,3	...
1969 Mars	20,2	14,6	15,8	50,6	3,2	4,0	7,2	17,0	10,6	15,8	43,4	...
1969 Juin	22,9	15,7	19,5	58,1	3,5	4,1	7,6	19,4	11,6	19,5	50,5	...
1969 Septembre ...	21,1	16,3	24,6	62,0	2,7	4,0	6,7	18,4	12,3	24,6	55,3	...
1969 Décembre ...	19,1	17,1	18,1	54,3	3,1	5,9	9,0	16,0	11,2	18,1	45,3	...
C. Total												
1965 Septembre ...	23,5	58,9	58,5	140,9	6,3	10,1	16,4	17,2	48,8	58,5	124,5	—
1965 Décembre ...	27,0	64,4	61,4	152,8	6,5	10,8	17,3	20,5	53,6	61,4	135,5	0,1
1966 Mars	26,4	63,9	65,2	155,5	7,0	10,9	17,9	19,4	53,0	65,2	137,6	0,1
1966 Juin	26,4	65,6	66,9	158,9	5,9	10,4	16,3	20,5	55,2	66,9	142,6	0,1
1966 Septembre ...	25,3	66,3	72,2	163,8	4,7	9,4	14,1	20,6	56,9	72,2	149,7	0,1
1966 Décembre 4	28,8	75,0	69,5	173,3	4,3	9,8	14,1	24,5	65,2	69,5	159,2	0,2
1967 Mars	26,6	76,0	75,9	178,5	6,6	11,1	17,7	20,0	64,9	75,9	160,8	0,2
1967 Juin	28,4	80,1	80,0	188,5	8,5	12,5	21,0	19,9	67,6	80,0	167,5	0,2
1967 Septembre 4 ...	27,2	82,8	80,9	190,9	8,2	13,0	21,2	19,0	69,8	80,9	169,7	0,2
1967 Décembre 4	29,5	91,4	84,1	205,0	7,2	13,6	20,8	22,3	77,8	84,1	184,2	0,3
1968 Mars 4	29,6	94,4	88,5	212,5	9,3	15,4	24,7	20,3	79,0	88,5	187,8	0,1
1968 Juin 4	29,1	97,6	94,9	221,6	6,6	16,2	22,8	22,5	81,4	94,9	198,8	0,2
1968 Septembre ...	28,1	94,6	101,4	224,1	8,4	14,7	23,1	19,7	79,9	101,4	201,0	1,6
1968 Décembre ...	32,1	100,5	111,9	244,5	8,2	12,1	20,3	23,9	88,4	111,9	224,2	0,6
1969 Mars	33,2	102,6	118,6	254,4	9,8	12,4	22,2	23,4	90,2	118,6	232,2	0,5
1969 Juin	34,8	108,9	125,0	268,7	7,9	12,2	20,1	26,9	96,7	125,0	248,6	0,3
1969 Septembre ...	32,6	111,1	124,7	268,4	6,0	11,7	17,7	26,6	99,4	124,7	250,7	0,4
1969 Décembre ...	29,3	113,5	117,5	260,3	6,0	13,5	19,5	23,3	100,0	117,5	240,8	0,5

1 Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts [colonne (4) du tableau XIII-7] et par la Banque Nationale de Belgique [colonne (3) du tableau XIII-8].

2 Crédits logés dans les banques de dépôts, à la Banque Nationale de Belgique, au Crédit Communal de Belgique et à l'Institut de Récompte et de Garantie (crédits que cet organisme finance par un recours aux organismes monétaires).

3 Il s'agit d'effets commerciaux.

4 Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

N. P. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLIIe année, vol. II, no 3, septembre 1967, p. 241.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(millions de francs)

Rubriques	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre	1967 31 décembre	1968 31 décembre	1969 31 décembre
ACTIF								
Encaisse en or	68.248	68.566	72.555	77.913	76.233	73.963	76.175	75.947
Fonds Monétaire International : (Lois des 28-7-1948 et 9-6-1969)								
Participation								7.777
Prêts .....								...
Droits de tirage spéciaux .....								...
<i>Total des éléments de couverture</i> ¹	68.248	68.566	72.555	77.913	76.233	73.963	76.175	83.724
Monnaies étrangères	12.848	21.532	26.996	21.864	21.405	36.087	18.087	35.619
Monnaies étrangères et or à recevoir	2.935	10.924	9.260	9.682	11.477	12.468	12.327	17.510
Avoirs à l'étranger, en francs belges	—	1.500	1.500	1.500	1.500	3.000	—	—
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
U.E.P.	251	118	62	7	—	—	—	—
A.M.E. ....								...
F.M.I. — Participation	6.738	7.064	8.716	12.230	15.189	14.736	10.278	...
— Prêts ²	—	—	1.500	3.375	3.375	1.875	4.975	...
Autres accords				6			120	...
Débiteurs pour change et or, à terme ...	12.341	21.093	26.397	21.376	21.311	35.521	18.256	34.015
Effets de commerce	10.083	9.290	7.001	12.295	15.503	13.834	26.694	18.639
Avances sur nantissement	3.022	1.655	625	34	338	345	572	47
Effets publics : (Art. 20 des statuts. Conventions des 14-9-1948, 15-4-1952 et 30-3-1968)								
Effets publics belges	5.140	9.275	9.825	9.025	9.575	2.650	14.675	15.550
Effets publics luxembourgeois	—	—	—	—	—	—	200	...
Monnaies divisionnaires et d'appoint	326	247	397	455	302	320	266	281
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	2	1	2	1	2	2	2	1
Créance consolidée sur l'Etat (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	2.627	2.703	2.793	2.953	3.197	3.367	3.514	3.633
Immeubles, matériel et mobilier	1.593	1.657	1.712	1.788	1.909	1.999	2.064	2.105
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	1.278	1.430	1.593	1.804	2.035	2.329	2.583	2.858
Divers	1.778	1.186	1.215	1.509	1.640	1.357	1.919	1.746
	163.210	192.241	206.149	211.817	218.991	237.853	226.707	249.728
Compte d'ordre :								
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education nationale et de la Culture (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	1.911	1.500	1.450	1.362	1.350	1.672	2.437	2.649
PASSIF								
Billets en circulation	138.481	150.508	160.286	170.269	175.311	177.482	183.243	183.002
Comptes courants :								
{ compte ordinaire ...	5	3	5	18	12	2	4	25
{ taxe exceptionnelle de conjonct. (Loi du 12-3-1957) ...	27	17	12	14	13	10	9	8
{ compte spécial liquidation U.E.P. ...								
Banques à l'étranger : comptes ordin.	387	309	329	394	390	316	677	383
Comptes courants divers et valeurs à payer	3.474	3.298	1.651	2.937	2.281	3.206	2.545	4.511
Accords internationaux : (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
A.M.E.	185	126	161	262	128	271	256	148
Autres accords	413	333	383	217	325	326	224	319
<i>Total des engagements à vue</i> ...	142.972	154.594	162.827	173.511	178.460	181.613	186.958	188.396
Fonds Monétaire International : Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	—	—	—	—	—	—	—	...
Banques belges, réserve monétaire	—	—	1.253	...	...	...	...	...
Monnaies étrangères et or à livrer	15.271	32.000	35.707	31.151	32.800	48.218	30.665	51.767
Caisse de Pensions du Personnel	1.278	1.430	1.593	1.804	2.035	2.329	2.583	2.858
Divers	1.016	1.453	1.849	2.187	2.366	2.216	2.908	3.022
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	2.273	2.364	2.520	2.764	2.930	3.077	3.193	3.285
	163.210	192.241	206.149	211.817	218.991	237.853	226.707	249.728
Compte d'ordre :								
Ministre de l'Education nationale et de la Culture : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	1.911	1.500	1.450	1.362	1.350	1.672	2.437	2.649

N. B. — Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

¹ Les éléments de couverture des engagements à vue de la Banque sont définis par l'article 4 de la loi du 9 juin 1969, modifiant l'article 7 alinéa 2 de la loi organique de la Banque et par l'article 30 des statuts de la Banque, modifié par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Banque du 5 septembre 1969. Cette modification a été approuvée par l'arrêté royal du 22 septembre 1969, publié au *Moniteur belge* du 7 octobre 1969.

Avant cette dernière date, seule l'encaisse en or était admise comme élément de couverture.

² Bons spéciaux du Trésor Belge (Loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

XIII - 10. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(millions de francs)

Rubriques	1968 8 novembre	1969 7 novembre	1968 9 décembre	1969 8 décembre	1969 6 janvier	1970 5 janvier	1969 10 février	1970 9 février
ACTIF								
Encaisse en or	76.119	75.932	76.118	75.957	76.151	75.888	76.151	75.983
Fonds Monétaire International :								
(Lois des 28-7-1948 et 9-6-1969)								
Participation		3.633		6.277		7.777		8.777
Prêts		—		—		—		—
Droits de tirage spéciaux		—		—		3.545		3.795
<i>Total des éléments de couverture</i> ¹ ...	76.119	79.565	76.118	82.234	76.151	87.210	76.151	88.555
Monnaies étrangères	20.374	34.277	20.383	32.662	18.774	35.190	19.032	35.856
Monnaies étrangères et or à recevoir	14.694	13.908	13.403	16.926	12.985	16.984	12.523	15.551
Avoirs à l'étranger, en francs belges	3.000	—	3.000	—	—	—	—	—
Accords internationaux :								
(Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
Accord Monétaire Européen .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Fonds Monétaire International :								
Participation	13.240		13.240		10.278		10.281	
Prêts ²	5.475		4.975		4.975		4.975	
Autres accords	18	...	109	...	177	...	20	...
Débiteurs pour change et or, à terme ...	21.429	28.748	24.841	31.663	18.926	33.436	20.044	34.723
Effets de commerce	14.739	20.622	19.288	16.926	24.914	18.807	22.607	13.084
Avances sur nantissement	38	19	55	36	39	64	35	23
Effets publics : (Art. 20 des statuts. Con-								
ventions des 14-9-1948, 15-4-1952 et								
30-3-1968) :								
Effets publics belges	14.925	12.025	13.425	12.825	14.350	12.275	14.050	11.475
Effets publics luxembourgeois	250	...	250	...	200	...	...	...
Monnaies divisionnaires et d'appoint	393	379	365	351	256	268	346	353
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	1	2	2	1	2	1	2	1
Créance consolidée sur l'Etat (Lois des								
28-7-1948 et 19-6-1959)	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	3.514	3.632	3.514	3.633	3.514	3.631	3.633	3.726
Immeubles, matériel et mobilier	1.998	2.064	1.998	2.064	1.998	2.064	2.064	2.105
Valeurs de la Caisse de Pensions du Per-								
sonnel	2.481	2.970	2.481	2.790	2.575	2.896	2.675	2.970
Divers	2.711	2.915	2.407	4.354	2.603	3.038	1.343	1.212
Compte d'ordre :	229.399	234.946	233.854	240.465	226.717	249.864	223.781	243.634
Office des Chèques Postaux : Avoir pour								
compte du Ministre de l'Education na-								
tionale (Pacte scolaire, loi du 29-5-1959,								
article 15)	1.095	629	1.737	1.658	2.414	2.649	2.168	2.413
PASSIF								
Billets en circulation	177.973	177.981	178.568	177.612	182.417	182.257	177.129	176.909
Comptes courants :								
Trésor public								
{ compte ordinaire ...	4	12	15	19	14	11	16	11
{ taxe exceptionnelle								
{ de conjonct. (Loi								
{ du 12-3-1957) ...	9	8	9	8	9	8	9	8
Banques à l'étranger : comptes ordin.	2.607	672	5.859	667	709	405	2.353	418
Comptes courants divers et valeurs à								
payer	2.734	1.042	853	783	921	1.576	2.462	2.800
Accords internationaux :								
(Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
A.M.E.	148	118	228	134	244	92	139	130
Autres accords	185	320	180	363	223	286	279	230
<i>Total des engagements à vue</i> ...	183.660	180.153	185.712	179.586	184.537	184.635	182.387	180.506
Fonds Monétaire International :								
Droits de tirage spéciaux, allocation								
cumulative nette	—	—	—	—	—	3.545	—	3.545
Banques belges, réserve monétaire .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Monnaies étrangères et or à livrer	36.275	43.040	38.370	48.842	32.004	50.666	32.639	50.509
Caisse de Pensions du Personnel	2.481	2.790	2.481	2.790	2.575	2.896	2.675	2.970
Divers	3.468	5.330	3.776	5.614	4.086	4.489	2.447	2.376
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	3.115	3.233	3.115	3.233	3.115	3.233	3.233	3.328
Compte d'ordre :	229.399	234.946	233.854	240.465	226.717	249.864	223.781	243.634
Ministre de l'Education nationale : Avoir								
pour son compte à l'Office des Chèques								
Postaux (Pacte scolaire, loi du 29-5-								
1959, article 15)	1.095	629	1.737	1.658	2.414	2.649	2.168	2.413

N. B. — Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

¹ Les éléments de couverture des engagements à vue de la Banque sont définis par l'article 4 de la loi du 9 juin 1969, modifiant l'article 7 alinéa 2 de la loi organique de la Banque et par l'article 30 des statuts de la Banque, modifié par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Banque du 5 septembre 1969. Cette modification a été approuvée par l'arrêté royal du 22 septembre 1969, publié au *Moniteur belge* du 7 octobre 1969. Avant cette dernière date, seule l'encaisse en or était admise comme élément de couverture.

² Bons spéciaux du Trésor Belge (Loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

XIII - 11. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : Office des Chèques postaux.

	Milliers de comptes	Avoir global 1	Avoirs des particuliers 2	Crédit		Débit		Mouvement général	Pourcentages des opérations effectuées sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
				(moyennes journalières) 3		(moyennes mensuelles ou mois)			
(fin de période)	(milliards de francs)								
1962	907	43,4	31,7	49,7	118,4	49,4	118,4	335,9	92
1963	933	47,9	34,8	54,8	130,5	54,6	130,5	370,4	92
1964	956	50,5	36,8	62,8	147,4	62,2	147,4	419,8	93
1965	981	54,1	38,8	72,4	163,7	72,2	163,7	472,0	93
1966	995	58,4	40,7	81,6	182,3	81,1	182,3	527,3	93
1967	1.004	60,6	41,3	89,0	194,5	89,2	194,5	567,1	93
1968	1.013	63,4	42,7	98,6	209,7	97,8	209,7	607,6	94
1969	1.017	68,0	45,1	112,5	234,0	112,5	234,0	693,0	94
1968 2 ^e trimestre	1.003	62,0	43,2	98,0	205,2	97,7	205,2	606,1	93
3 ^e trimestre	1.009	64,8	42,1	100,3	212,6	100,9	212,6	626,3	94
4 ^e trimestre	1.013	64,1	43,1	103,3	216,5	98,8	216,5	601,9	94
1969 1 ^{er} trimestre	1.015	66,3	44,3	102,4	222,7	104,8	222,7	652,7	94
2 ^e trimestre	1.014	67,7	45,7	118,8	233,0	117,6	233,0	702,5	94
3 ^e trimestre	1.018	69,9	45,3	112,2	237,0	114,5	237,0	700,6	94
4 ^e trimestre	1.022	68,0	45,1	116,3	243,3	113,2	243,3	716,1	94
1968 Novembre	1.013	61,6	42,8	90,3	200,1	94,0	200,1	584,6	94
Décembre	1.013	65,8	44,2	113,0	218,0	97,5	218,0	647,0	94
1969 Janvier	1.015	69,9	44,5	111,2	244,7	117,9	244,7	718,6	94
Février	1.015	65,4	44,4	96,5	219,4	103,5	219,4	638,9	94
Mars	1.015	63,5	44,1	99,5	204,1	93,1	204,1	600,7	93
Avril	1.015	66,5	44,3	105,9	219,3	102,5	219,3	647,0	94
Mai	1.014	66,4	45,8	111,7	228,4	116,8	228,4	685,3	94
Juin	1.014	70,1	47,0	138,9	251,4	133,6	251,4	775,2	95
Juillet	1.016	79,8	46,6	135,1	280,8	138,9	280,8	835,5	94
Août	1.017	64,7	45,5	98,4	211,7	102,4	211,7	624,2	94
Septembre	1.020	65,1	43,7	103,2	218,4	102,1	218,4	642,2	94
Octobre	1.022	68,0	43,9	121,4	259,5	120,1	259,5	760,5	94
Novembre	1.022	65,0	44,1	105,6	225,3	105,7	225,3	661,9	94
Décembre	1.022	71,0	47,4	122,0	245,0	113,9	245,0	726,0	94
1970 Janvier	1.022	73,7	48,1	121,6	259,6	125,7	259,6	766,4	94

1 Comprend l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

2 Les chiffres des avoirs des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la Dette publique (cf. tableau 8 du chapitre XVI du présent bulletin).

3 Moyennes des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

(millions de francs)

Actif

Rubriques	1965 31 décembre	1966 31 décembre	1967 31 décembre	1968 31 décembre	1968 30 novembre	1969 30 novembre	1968 31 décembre	1969 31 décembre
A. Opérations d'épargne (art. 15, A.R. 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Disponible et réalisable :								
Avoirs de réserve monétaire, dépôt spécial à la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—
Caisse, Banque Nationale, Chèques Postaux, C.N.C.P.	10.493	10.491	10.583	10.466	4.959	5.974	10.466	12.243
Prêts au jour le jour	3.253	4.743	5.559	4.894	4.346	8.935	4.894	11.942
Banquiers	29.786	41.276	49.380	72.637	71.163	102.998	72.637	111.824
Maison-mère, succursales et filiales	3.203	9.235	10.353	13.100	11.730	18.001	13.100	15.542
Autres valeurs à recevoir à court terme	10.746	15.465	16.506	21.086	22.081	42.375	21.086	30.932
Portefeuille-effets	91.587	106.751	118.984	119.034	128.034	148.223	119.034	142.197
a) Effets publics	34.175	39.162	41.099	37.717	43.100	51.431	37.717	46.822
b) Effets commerciaux ²	57.412	67.589	77.885	81.317	84.934	96.792	81.317	95.375
Reports et avances sur titres	1.348	1.245	1.516	1.644	1.708	1.468	1.644	1.441
Débiteurs par acceptations	26.938	28.785	29.484	32.044	32.544	31.417	32.044	29.338
Débiteurs divers	60.186	68.329	82.733	110.343	100.444	118.218	110.343	115.987
Portefeuille-titres	86.447	94.289	110.154	132.211	131.263	148.190	132.211	148.983
a) Valeurs de la réserve légale	705	789	833	907	904	»	907	»
b) Fonds publics belges	80.181	87.264	102.140	119.174	117.887	»	119.174	»
c) Fonds publics étrangers	1.354	1.896	2.384	6.129	6.020	»	6.129	»
d) Actions de banques	1.912	1.904	2.195	3.075	2.832	»	3.075	»
e) Autres titres	2.295	2.436	2.602	2.926	3.620	»	2.926	»
Divers	3.184	4.021	5.356	5.574	5.190	6.745	5.574	7.273
<i>Total disponible et réalisable ...</i>	327.171	384.630	440.608	523.033	513.462	632.544	523.033	627.702
C. Immobilisé :								
Frais de constitution et de premier établissement ...	68	56	114	102	139	155	102	136
Immeubles	2.714	3.021	3.300	3.652	3.508	3.991	3.652	4.192
Participations dans les filiales immobilières	260	258	283	449	450	311	449	310
Créances sur les filiales immobilières	89	115	77	85	87	165	85	200
Matériel et mobilier	375	457	455	465	486	539	465	606
<i>Total de l'immobilisé ...</i>	3.506	3.907	4.229	4.753	4.670	5.161	4.753	5.444
Total de l'actif ...	330.677	388.537	444.837	527.786	518.132	637.705	527.786	633.146

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actifs des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

2 Encours des effets réescomptés par les banques à la B.N.B. et aux institutions paraétatiques

(millions de francs)

1965 31 décembre	14.404	1967 31 décembre	23.946	1968 30 novembre	27.610	1968 31 décembre	82.085
1966 31 décembre	17.828	1968 31 décembre	32.935	1969 30 novembre	21.170	1969 31 décembre	21.161

3 Nouvelle subdivision depuis le 31 mars 1969 :

	30-11-69	31-12-69		30-11-69	31-12-69
Valeurs mobilières :	140.728	141.426	Valeurs de la réserve légale	984	984
a) Fonds publics belges	182.095	182.966	Participations :	6.478	6.578
b) Autres titres d'emprunt	8.315	8.228	a) Filiales	2.282	2.295
c) Actions et parts de sociétés	312	225	b) Autres participations	4.246	4.278
d) Autres valeurs mobilières	6	6			

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

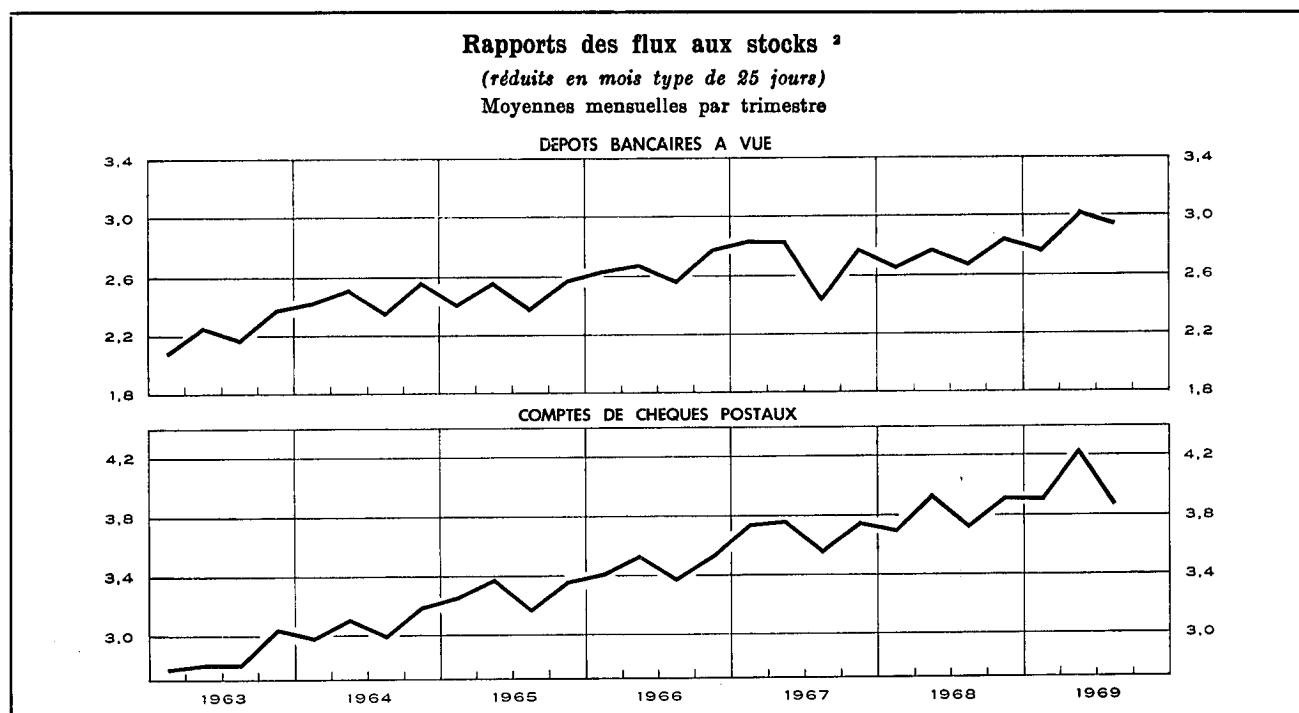
(millions de francs)

Passif

Rubriques	1965	1966	1967	1968	1968	1969	1968	1969
	31 décembre	31 décembre	31 décembre	31 décembre	30 novembre	30 novembre	31 décembre	31 décembre
A. Opérations d'épargne (art. 15, A.R. 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Exigible :								
Créanciers couverts par des sûretés réelles	589	835	784	1.306	1.798	1.796	1.306	922
a) Créanciers garantis par des privilèges	431	494	493	490	277	357	490	649
b) Créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	158	341	291	816	1.521	1.439	816	273
Emprunts au jour le jour	3.433	3.365	5.733	8.739	8.639	6.747	8.739	6.906
a) Garantis par des sûretés réelles	815	666	1.354	2.449	2.063	518	2.449	1.628
b) Non garantis par des sûretés réelles	2.618	2.699	4.379	6.290	6.576	6.229	6.290	5.278
Banquiers	57.426	79.174	94.222	119.989	115.903	165.624	119.989	164.481
Maison-mère, succursales et filiales	6.062	10.297	9.963	9.919	9.157	11.670	9.919	12.344
Acceptations	26.937	28.786	29.486	32.044	32.544	31.422	32.044	29.338
Autres valeurs à payer à court terme	6.578	8.012	7.891	13.964	13.100	32.976	13.964	22.457
Créditeurs pour effets à l'encaissement	1.413	1.107	1.320	1.976	1.703	1.804	1.976	1.944
Dépôts et comptes courants	189.447	213.093	244.383	281.371	275.960	313.667	281.371	322.625
a) A vue	92.774	98.921	109.385	122.443	119.220	120.634	122.443	124.004
b) A un mois au plus	11.847	15.035	16.778	18.476	16.598	22.060	18.476	26.342
c) A plus d'un mois	38.487	46.034	50.820	56.319	58.684	85.098	56.319	85.087
d) A plus d'un an	1.106	1.364	4.364	7.355	6.777	6.052	7.355	6.107
e) A plus de deux ans	3.031	3.016	3.493	5.023	4.910	7.379	5.023	7.384
f) Carnets de dépôts	40.179	46.800	57.739	69.787	67.862	70.698	69.787	71.948
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	2.023	1.923	1.804	1.968	1.909	1.746	1.968	1.753
Obligations et bons de caisse	11.371	11.978	13.546	16.538	16.362	18.301	16.538	18.680
Montants à libérer sur titres et participations	977	955	941	1.145	1.124	1.141	1.145	1.186
Divers	8.030	10.350	13.108	13.298	14.985	18.106	13.298	17.427
<i>Total de l'exigible ...</i>	<i>312.263</i>	<i>367.952</i>	<i>421.377</i>	<i>500.289</i>	<i>491.275</i>	<i>603.254</i>	<i>500.289</i>	<i>598.310</i>
C. Exigible spécial :								
Passifs subordonnés	—	—	—	—	—	2.292	—	2.392
D. Non exigible :								
Capital	11.245	12.461	14.610	17.859	17.505	20.168	17.859	20.442
Fonds indisponibles par prime d'émission	1.949	2.298	2.368	2.867	2.618	4.292	2.867	4.312
Réserve légale (art. 13, A.R. 185)	705	789	833	906	904	977	906	977
Réserve disponible	4.306	4.803	5.425	5.589	5.548	6.353	5.589	6.369
Provisions	209	234	224	276	282	369	276	344
<i>Total du non exigible ...</i>	<i>18.414</i>	<i>20.585</i>	<i>23.460</i>	<i>27.497</i>	<i>26.857</i>	<i>32.159</i>	<i>27.497</i>	<i>32.444</i>
Total du passif ...	330.677	388.537	444.837	527.786	518.132	637.705	527.786	633.146

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

**XIII - 13. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS
EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES
ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX ¹**



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements, réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Rapport des flux aux stocks ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs en C.C.P. ⁴	Total	brut		
				dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	avoirs en C.C.P. ⁴
(milliards de francs)						
1961	106,9	93,0	199,9	2,19	2,18	2,96
1962	119,0	99,3	218,3	2,25	2,23	2,89
1963	132,5	107,1	239,6	2,25	2,23	2,85
1964	154,7	121,0	275,7	2,50	2,46	3,08
1965	167,8	135,8	303,6	2,51	2,48	3,30
1966	191,3	149,3	340,6	2,70	2,67	3,47
1967	210,3	163,9	374,2	2,74	2,72	3,71
1968	236,6	174,0	410,6	2,78	2,74	3,83
1968 1 ^{er} trimestre	216,9	167,2	384,1	2,73	2,66	3,70
1968 2 ^e trimestre	238,2	181,2	419,4	2,74	2,78	3,94
1968 3 ^e trimestre	234,6	168,4	403,0	2,75	2,68	3,74
1968 4 ^e trimestre	256,7	179,1	435,8	2,89	2,85	3,92
1969 1 ^{er} trimestre	253,8	185,4	439,2	2,81	2,77	3,92
1969 2 ^e trimestre	288,7	205,7	494,4	3,00	3,04	4,22
1969 3 ^e trimestre	273,9	187,2	461,1	3,03	2,95	3,88
1968 Novembre	239,9	176,6	416,5	2,59	2,70	3,93
1968 Décembre	287,6	183,1	470,7	3,12	3,12	3,83
1969 Janvier	260,4	191,9	452,3	2,98	2,86	3,98
1969 Février	251,5	196,2	447,7	2,65	2,76	4,20
1969 Mars	249,6	168,0	417,6	2,81	2,70	3,57
1969 Avril	279,1	190,8	469,9	3,01	3,01	4,04
1969 Mai	293,1	209,4	502,5	2,97	3,10	4,32
1969 Juin	293,8	216,8	510,6	3,02	3,02	4,30
1969 Juillet	290,9	205,0	495,9	3,18	3,06	4,12
1969 Août	253,0	181,3	434,3	2,75	2,75	3,77
1969 Septembre	277,8	175,4	453,2	3,17	3,05	3,75
1969 Octobre	298,3	198,9	497,2	3,53	3,26	4,29
1969 Novembre	289,3	203,4	492,7	2,97	3,23	4,43

¹ Approximations données par le total des débits portés en compte (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² Le rapport des flux aux stocks est obtenu en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes de chèques postaux des particuliers et des comptables extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Le recensement ne s'étend pas à toutes les banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N. B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXVe année, vol. II, no 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B. — Moniteur belge* : Situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Statistiques économiques belges 1950-1960*, Tome I. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XLe année, vol. I, no 1, janvier 1965, p. 21; XLIIe année, vol. I, no 1, janvier 1967, p. 19; vol. II, no 3, septembre 1967, p. 241. — *Rapports annuels de la Commission bancaire*.

XIV. — INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONETAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(millions de francs)

Source : *Rapports annuels du Fonds des Rentes.*

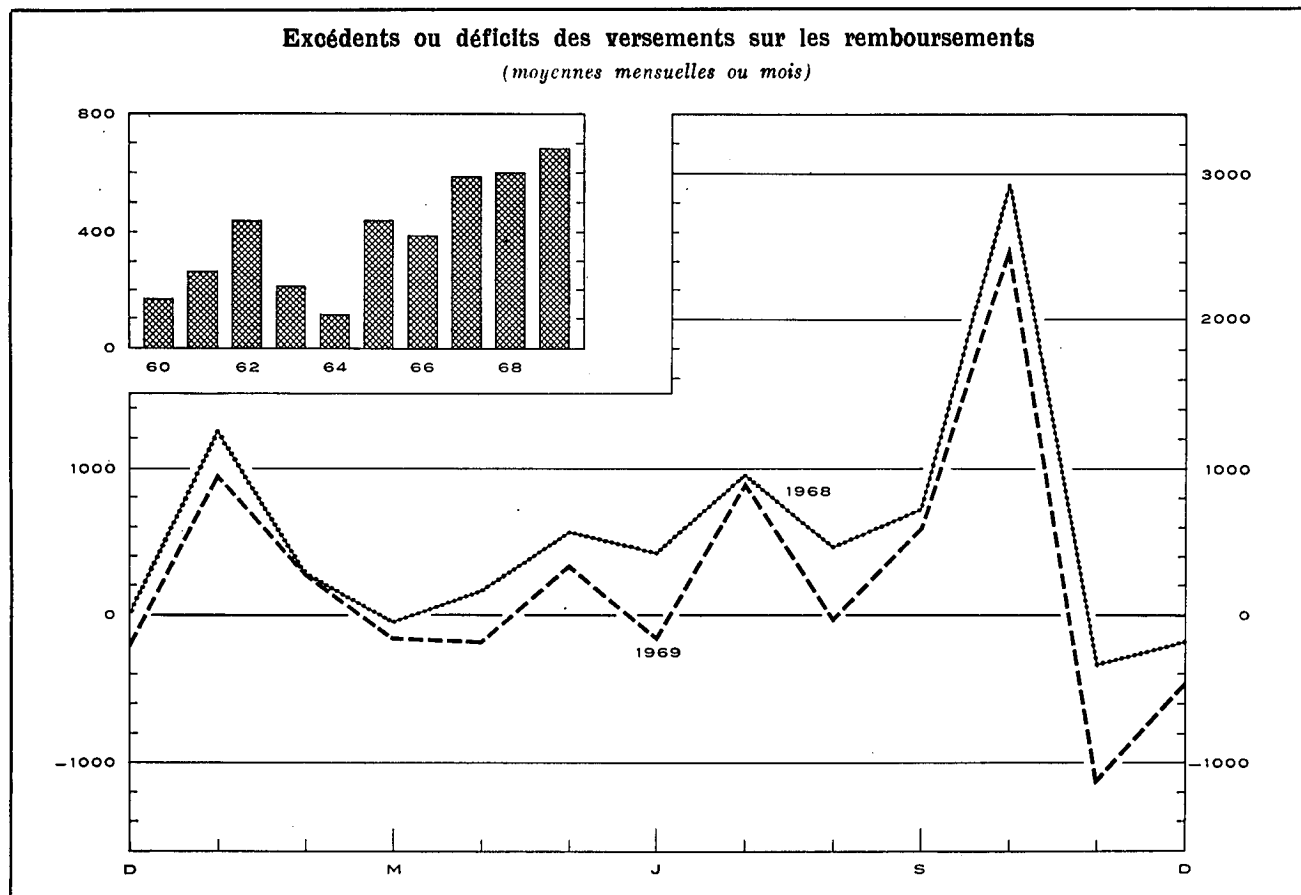
Fin de période	Actifs					Passifs		
	Portefeuille			Solde créditeur à la Banque Nationale de Belgique	Prêts d'argent à très court terme	Certificats du Fonds des Rentes	Emprunts d'argent à très court terme	Solde débiteur à la Banque Nationale de Belgique
	Valeurs cotées	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie					
valeur nominale								
1959	4.572	623	2.700	1	—	4.608	72	...
1960	6.661	1.403	1.200	6	15	5.812	...	...
1961	6.892	1.086	...	3.201	3.069	10.996	...	...
1962	7.759	2.226	...	...	50	6.440	...	589
1963	8.383	2.711	...	...	...	6.549	877	600
1964	6.827	4.099	...	...	...	7.357	...	389
1965	6.299	2.728	...	50	...	5.884	...	...
1966	6.426	3.269	...	...	...	4.524	1.563	320
1967	5.943	3.560	...	...	141	6.348	...	...
1968	7.959	5.124	...	...	432	8.892	1.256	...
1967 Janvier	6.044	2.674	...	...	51	5.304	...	...
Février	6.297	2.294	...	...	...	4.887	323	...
Mars	6.087	3.735	1.700	...	...	5.306	2.607	302
Avril	6.060	2.460	1.200	...	1.516	7.826	...	...
Mai	5.906	2.300	6.300	...	...	8.284	833	1.961
Juin	5.873	2.890	5.250	...	...	7.195	1.241	2.190
Juillet	5.314	1.700	...	258	2.300	6.211	...	...
Août	5.471	2.556	...	154	2.700	7.458	...	...
Septembre	5.531	2.300	...	598	3.000	7.927	...	...
Octobre	5.692	2.880	...	...	3.030	8.160	...	...
Novembre	5.702	1.869	...	2.672	503	7.301	...	...
Décembre	5.943	3.560	...	...	141	6.348	...	...
1968 Janvier	5.815	2.296	...	...	2.023	6.694	...	...
Février	6.113	2.657	...	...	2.282	7.685	...	...
Mars	6.572	3.250	...	...	848	7.262	...	...
Avril	6.537	2.590	...	...	2.771	8.462	...	...
Mai	6.655	2.300	4.000	...	2.100	8.974	585	2.100
Juin	7.534	2.300	5.500	...	1.700	8.915	1.063	3.500
Juillet	7.330	3.660	...	...	2.200	9.365	...	438
Août	7.567	3.785	3.300	...	2.700	10.123	945	2.700
Septembre	7.746	3.685	1.500	...	2.457	8.988	71	2.922
Octobre	7.276	4.194	...	...	2.550	9.927	...	617
Novembre	7.314	3.684	4.000	...	1.234	10.165	1.234	1.264
Décembre	7.959	5.124	...	...	432	8.892	1.256	...

XIV . 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5a. — Mouvements des dépôts

Livrets des particuliers seulement

(millions de francs)



Périodes	Versements 1		Remboursements		Excédents ou déficits		Soldes des dépôts à fin de période 2	
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)
1959	21.939	16.232	5.707	74.442				
1960	21.840	19.786	2.054	78.887				
1961	22.799	19.585	3.214	84.633				
1962	25.995	20.717	5.278	92.654				
1963	26.388	23.788	2.600	97.980				
1964	28.229	26.757	1.472	102.395				
1965	32.450	27.211	5.239	112.192				
1966	37.449	32.817	4.632	120.322				
1967	45.363	38.294	7.069	131.137				
1968	50.955	43.751	7.204	142.297				
1969 p	65.141	56.967	8.174	150.471				
	1968	1969	1968	1969	1968	1969	1968	1969
Janvier	4.558	5.166	3.305	4.202	1.253	964	132.389	143.261
Février	3.732	4.008	3.439	3.714	293	294	132.682	143.555
Mars	3.763	4.275	3.808	4.429	-45	-154	132.637	143.401
Avril	3.917	4.368	3.761	4.535	156	-167	132.793	143.234
Mai	4.342	4.919	3.779	4.574	563	345	133.356	143.579
Juin	3.971	4.857	3.546	4.995	425	-138	133.781	143.441
Juillet	4.733	5.644	3.777	4.737	956	907	134.737	144.348
Août	3.682	4.197	3.210	4.204	472	-7	135.209	144.341
Septembre	4.270	5.549	3.545	4.950	725	599	135.934	144.940
Octobre	6.919	8.582	3.988	6.086	2.931	2.496	138.865	147.436
Novembre	3.281	3.983	3.621	5.090	-340	-1.107	138.525	146.329
Décembre	3.787	p 5.000	3.972	p 5.451	-185	p -451	142.297	p150.471

1 A partir de 1963, y compris les intérêts échus sur livrets pour dépôts à terme.

2 Ces dépôts comprennent les intérêts capitalisés de l'exercice et, en 1965, la répartition d'une partie du fonds de réserve de la CGER. Pour l'année 1969, les intérêts capitalisés s'élèvent à (p) 4.593 millions de F.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5b. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne

(milliards de francs)

Source : Rapports de la CGER.

Fin de période	1963	1964	1965	1966 ³	1967	1968
ACTIF						
Disponible ¹	0,3	1,9	0,3	1,2	0,5	2,3
Placements provisoires ² :						
Effets sur la Belgique	18,0	20,6	24,6	26,5	29,9	33,0
Avances à l'industrie	9,5	11,0	12,2	16,4	17,8	18,0
Crédit agricole	0,1	...	...	0,1	0,2	0,5
Crédit d'exportation	0,7	0,8	1,0	1,1	1,5	1,5
Prêts sur nantissement .....	...	...	...	...	...	...
Prêts personnels	—	—	—	—	—	0,1
Acceptations bancaires	2,7	3,7	3,9	3,8	4,1	9,7
Certificats de Trésorerie et du Fonds des Rentes ...	5,4	4,1	4,8	4,9	11,2	10,0
Prêts au jour le jour	0,9	...	0,5	...	1,4	...
Total des placements provisoires ² ...	37,3	40,2	47,0	52,8	66,1	72,8
Placements définitifs ²						
Rentes belges directes	23,4	21,9	21,4	20,6	19,5	19,7
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	17,5	18,6	20,8	21,7	22,8	24,5
Valeurs du Congo ou garanties par le Congo	0,2	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	1,5	1,5	1,9	2,3	2,4	2,7
Obligations de sociétés belges	0,8	0,8	0,7	1,0	0,9	0,8
Avances à l'Etat résultant du paiement des alloca- tions complémentaires aux prisonniers politiques, et avances à l'Œuvre nationale des invalides de la guerre, divers	0,6	0,7	0,7	0,8	1,0	1,1
Prêts hypothécaires	5,3	5,9	6,5	7,0	7,6	8,6
Crédit agricole	4,0	4,4	4,7	5,2	5,6	6,0
Avances à la Société nationale du logement, aux sociétés agréées et aux communes en vue de la construction d'habitations sociales	25,0	24,6	25,8	26,7	27,5	29,0
Ouvertures de crédit (Industriel, agricole, profession- nel et universitaire)	—	—	—	—	—	1,5
Total des placements définitifs ² ...	78,3	78,5	82,6	85,5	87,5	94,1
Revenus échus sur placements et prorata d'intérêts ...	3,1	2,8	2,9	3,1	3,3	3,6
Valeurs échues du portefeuille	—	3,4	3,0	3,9	4,1	5,3

PASSIF

<i>Exigible :</i>						
Dépôts sur livrets ⁴ :						
Particuliers	97,8	102,2	112,0	120,1	131,0	143,9
Dotations des prisonniers	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Etablissements publics et autres	5,1	5,1	5,5	5,6	6,9	8,4
Dépôts pour timbres-retraite .....	...	...	...	...	...	...
Total des dépôts sur livrets ⁴ ...	103,1	107,5	117,7	125,9	138,1	152,5
Dépôts en comptes courants ⁴	4,7	6,8	5,6	6,0	7,3	8,7
<i>Non exigible :</i>						
Fonds de dotation, fonds de prévisions diverses, fonds de réserve et provisions	10,6	11,6	11,5	13,7	14,9	16,2

¹ Cette rubrique comprend principalement les avoirs en caisse, les comptes à la Banque Nationale de Belgique et à l'Office des Chèques Postaux.

² Depuis 1964, la CGER comptabilise ses placements provisoires et définitifs en valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.

³ A partir de 1966, les chiffres du portefeuille-titres ont été majorés à concurrence des amortissements passés au « Fonds de réserve pour dépréciation du portefeuille ». Ces amortissements s'élèvent à 0,9 milliard. Ils ont été ajoutés également au montant du « Non exigible ».

⁴ Comprennent les intérêts capitalisés et, en 1965, la répartition d'une partie du fonds de réserve de la CGER.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5c. — Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite

(milliards de francs)

Source : *Rapports de la CGER.*

Fin de période	1963	1964	1965	1966	1967	1968
ACTIF						
Placements définitifs ¹ :						
Rentes belges directes	7,2	7,4	7,3	7,6	7,6	7,5
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	13,3	14,5	15,6	16,1	17,3	14,0
Valeurs garanties par le Congo	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	0,9	1,1	1,1	1,1	1,0	1,0
Obligations de sociétés belges	0,8	0,7	0,7	0,6	0,6	0,6
Prêts hypothécaires	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Avances aux caisses publiques de prêts, divers	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2
Total ...	22,5	24,0	25,0	25,7	26,8	23,4
PASSIF						
Fonds des rentes ²	13,7	13,9	13,9	14,0	14,0	14,1
Réserves mathématiques ³	10,8	11,8	12,8	13,8	14,4	9,8 ⁴
Total ...	24,5	25,7	26,7	27,8	28,4	23,9

¹ Depuis 1964, la CGER publie dans son compte rendu annuel la ventilation et le total des placements définitifs à leur valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.

² Le Fonds des Rentes comprend les réserves représentatives des rentes assurées dans le cadre de la « Loi générale ». Ces réserves englobent les réserves mathématiques, de sécurité et de gestion, ainsi que les provisions. Toutefois, depuis 1960, le Fonds des Rentes ne comprend plus les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865. Ces réserves figurent depuis 1960 aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions ».

³ Les réserves mathématiques pures ont été majorées de chargelements pour frais de services des rentes, et pour marge de sécurité et frais d'administration.

⁴ En 1968, les réserves de la gestion « Pension des Indépendants » (4,8 milliards de francs) ont été cédées à l'Office National d'Assurances sociales pour Travailleurs Indépendants.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5d. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie ²

(milliards de francs)

Source : *Rapports de la CGER.*

Fin de période	1963	1964	1965	1966	1967	1968
ACTIF						
Placements définitifs ¹ :						
Rentes belges directes	3,1	2,9	2,7	2,7	2,8	2,7
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	3,8	4,7	5,2	5,8	6,5	7,4
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations de sociétés belges	0,5	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3
Prêts hypothécaires .....	...	...	...	...	...	...
Habitations sociales : Avances aux sociétés agréées et à la Société nationale du logement	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4
Total ...	7,7	8,4	8,7	9,2	10,0	10,9
PASSIF						
Réserves mathématiques et provisions ²	5,7	6,1	6,5	6,6	6,7	7,1
Fonds de réserve et de participation	2,2	2,6	2,4	3,1	3,3	3,6
Total ...	7,9	8,7	8,9	9,7	10,0	10,7

¹ Depuis 1964, la CGER publie dans son compte rendu annuel la ventilation et le total des placements définitifs à leur valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.

² Depuis 1960, ce bilan comporte, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions » les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865 et figurant auparavant dans le bilan des Caisses de Retraite concernant l'exécution de la « Loi générale ».

XIV - 6. — CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

Principaux moyens d'action et placements

(milliards de francs)

Source : Office Central de la Petite Epargne.

Fin de période	Dépôts		Obligations et bons de caisse	Total des dépôts, obligations et bons de caisse	Crédits aux entreprises et particuliers				Portefeuille-titres 1						
	inférieurs à 2 ans	2 ans et plus			Es-compte, avances et prêts avec caution	Débiteurs hypothécaires	Débiteurs divers	Total des créances sur les entreprises et particuliers	Dettes directes et indirectes de l'Etat 2	Pouvoirs subordonnés	Organismes de la sécurité sociale	Parastatutaires de crédit	Parastatutaires d'exploitation	Sociétés privées et divers	Etranger	Total du portefeuille-titres
1960	20,2	5,6	4,8	30,6	1,9	18,0	0,5	20,4	6,3	0,6	...	5,8		0,1	12,8
1961	23,1	6,4	5,2	34,7	2,1	20,3	0,6	23,0	7,1	0,6	...	6,6		0,1	14,4
1962	27,4	7,4	6,3	41,1	2,3	23,9	0,7	26,9	8,9	0,8	...	7,7		0,1	17,5
1963	31,4	9,9	6,1	47,4	3,6	26,4	0,5	30,5	10,7	1,0	0,1	6,2	2,1	0,4	20,6
1964 ³	35,1	11,6	10,3	57,0	4,7	35,0	0,4	40,1	11,6	1,0	0,1	6,2	2,0	0,4	21,4
1965	40,7	13,8	11,1	65,6	5,4	40,8	0,6	46,8	12,8	1,1	0,1	6,6	2,5	0,7	23,9
1966	46,3	16,7	12,5	75,5	6,5	47,3	0,8	54,6	13,8	1,4	0,1	7,2	3,0	0,8	26,4
1967 ⁴	51,8	17,3	20,1	89,2	8,0	54,5	0,7	63,2	14,9	2,0	...	9,4	3,3	0,8	30,5
1968	59,1	19,0	24,3	102,4	8,7	59,2	0,5	68,4	18,0	3,1	0,1	12,5	3,4	1,0	38,2
1968 Août	56,4	18,2	23,2	97,8											
Septembre	56,5	18,3	23,4	98,2	9,4	57,8	0,9	68,1	17,7	3,5	0,1	11,7	2,9	1,1	37,2
Octobre	57,1	18,5	23,8	99,4											
Novembre	57,6	18,7	24,1	100,4											
Décembre	59,1	19,0	24,3	102,4	8,7	59,2	0,5	68,4	18,0	3,1	0,1	12,5	3,4	1,0	38,2
1969 Janvier	59,5	19,2	24,9	103,6											
Février	60,4	19,4	25,3	105,1											
Mars	60,9	19,6	25,6	106,1	8,8	60,9	0,5	70,2	18,3	3,5	0,1	12,9	3,5	1,1	39,6
Avril	61,0	19,7	26,0	106,7											
Mai	61,2	19,9	26,3	107,4											
Juin	62,1	20,2	26,6	108,9	9,3	63,3	0,6	73,2	18,5	3,6	0,1	12,7	3,5	1,4	40,0
Juillet	62,3	20,3	27,0	109,6											
Août	63,2	20,4	27,4	111,0											
Septembre	63,5	20,4	27,7	111,6	10,0	65,1	0,7	75,8	18,2	3,6	0,1	12,5	3,4	1,5	39,5
Octobre	63,4	20,4	27,9	111,7											
Novembre	63,2	20,5	28,6	112,3											

1 Non compris les actions et les participations.

2 Y compris des certificats émis par l'Etat et le Fonds des Rentes.

3 De 1963 à 1964, les postes « Obligations et bons de caisse » et « Débiteurs hypothécaires » sont gonflés respectivement de 3,7 milliards et de 4 milliards, du fait de la prise en considération dans la statistique de sociétés nouvellement agréées entre ces dates.

4 A partir de juin 1967, nouvelle série comprenant des dépôts visés par les nouvelles dispositions légales régissant les caisses d'épargne privées. A partir de cette même date les « Bons et certificats d'épargne » figurent dans la colonne « Obligations et bons de caisse » et non plus dans les colonnes des « Dépôts ».

XIV - 7. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Rapports de la S.N.C.I.

	1963	1964	1965	1966	1967	1968
ACTIF						
En-cours des crédits :						
Crédits d'investissement à long et moyen terme :						
1° garantis par l'Etat	11,7	12,0	12,6	16,5	22,2	24,2
2° garantis par banques et organismes financiers .	8,0	9,9	11,1	13,6	14,6	18,0
3° dont le risque est à charge de l'Institution	19,6	24,1	25,5	31,4	34,9	41,5
Crédits de restauration (dommages de guerre et inondations)	1,5	1,3	1,2	1,2	1,1	1,0
Crédits de warrantages (charbonnages) garantis par l'Etat	—	—	0,3	0,5	0,3	0,1
Crédits commerciaux	1,5	1,4	1,0	0,9	0,9	1,3
Crédits d'exportations payables à moyen et à long terme	1,3	1,5	1,5	1,5	2,1	2,1
Crédits gérés pour compte de l'Etat 1	2,7	2,9	3,1	3,3	4,0	5,0
Placements divers à court terme	7,5	5,6	11,3	6,4	8,0	9,2
PASSIF						
Obligations	39,4	40,9	45,6	49,7	57,4	65,6
Bons de caisse	8,4	8,8	9,3	9,0	9,1	12,1
Dépôts et emprunts divers (notamment en monnaies étrangères)	1,0	3,4	5,9	8,0	8,8	9,3
Etat belge :						
Fonds d'Aide Marshall	1,4	1,4	1,3	1,3	1,3	1,3
Fonds de l'Armement et des Constructions Maritimes	1,3	1,6	1,7	2,0	2,5	3,3

1 Il s'agit de crédits d'aide aux entreprises en difficultés, de crédits financés principalement par le Fonds d'Aide Marshall et le Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes, et subsidiairement par le Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et le Fonds d'Aide aux ex-Colons belges rentrés d'Afrique.

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(millions de francs)

Source : *Crédit Communal de Belgique*.

Période	Financement des dépenses d'investissement des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal											Opérations en comptes courants des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal (dépenses ordinaires)		
	Comptes « Subsidés et Fonds d'Emprunts »											Moyenne des soldes globaux journaliers		
	Solde disponible au début de la période	Versements				Prélèvements			Solde disponible à la fin de la période	Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Engagements de crédits du Crédit Communal de Belgique				créditeurs	débiteurs	Total des paiements effectués par le débit de ces comptes
		Emprunts dont les charges sont supportées par les emprunteurs	Emprunts dont les charges sont remboursées aux emprunteurs par l'Etat	Subventions versées en capital par l'Etat et les Provinces et autres recettes	Total	Pour remboursements d'emprunts	Pour paiement de dépenses extra-ordinaires	Total						
(1)	(2)	(3)	(4)	(2) + (3) + (4) = (5)	(6)	(7)	(6) + (7) = (8)	(1) + (5) - (8) = (9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	
1960	2.499	5.410	290	2.306	8.006	604	7.311	7.915	2.590	41.756	4.398	1.267	1.424	20.451
1961	2.590	6.182	1.262	1.858	9.302	1.011	7.427	8.438	3.454	46.849	5.231	1.504	1.519	21.917
1962	3.453	6.526	1.365	1.320	9.211	363	8.421	8.784	3.880	52.178	7.337	1.350	2.288	24.877
1963	3.880	7.481	1.517	1.351	10.349	241	9.572	9.813	4.416	58.516	6.827	1.589	3.214	26.304
1964	4.416	8.768	2.138	1.397	12.303	269	12.100	12.369	4.350	66.677	4.992	1.752	2.725	31.794
1965	4.350	6.859	1.943	1.568	10.370	345	10.488	10.833	-3.887	72.551	4.373	1.647	4.271	35.471
1966	3.887	8.025	1.925	1.692	11.642	304	10.798	11.102	4.427	78.755	5.433	1.814	4.907	42.639
1967	4.427	10.146	2.357	2.027	14.530	350	12.804	13.154	5.803	87.089	8.925	2.400	4.511	53.991
1968	5.803	13.060	2.704	3.043	18.807	412	16.624	17.036	7.574	98.448	10.236	3.496	4.034	63.533
1969	7.574	15.951	2.961	5.002	23.914	836	21.901	22.737	8.751	111.650	9.993	3.998	5.531	80.753
1967 1 ^{er} trimestre	4.427	2.023	609	595	3.227	74	3.016	3.090	4.564	80.258	7.695	2.524	4.437	14.986
2 ^e trimestre	4.564	2.662	447	459	3.568	89	2.982	3.071	5.061	82.498	7.719	2.392	4.255	10.478
3 ^e trimestre	5.061	2.418	642	374	3.434	73	3.002	3.075	5.420	84.773	8.790	2.156	4.981	13.673
4 ^e trimestre	5.420	3.043	659	599	4.301	114	3.804	3.918	5.803	87.089	8.925	2.526	4.373	14.854
1968 1 ^{er} trimestre	5.803	2.449	681	696	3.826	97	3.617	3.714	5.915	88.988	9.880	3.031	3.858	17.245
2 ^e trimestre	5.915	3.226	555	957	4.738	82	3.662	3.744	6.909	91.810	10.749	3.395	3.892	15.243
3 ^e trimestre	6.909	3.408	745	718	4.871	118	3.961	4.079	7.701	95.004	11.036	3.383	4.462	14.698
4 ^e trimestre	7.701	3.977	723	672	5.372	115	5.384	5.499	7.574	98.448	10.236	4.177	3.924	16.347
Octobre	7.701	1.552	337	240	2.129	36	2.022	2.058	7.772	95.813	10.874	4.324	4.609	6.624
Novembre	7.772	1.465	166	194	1.825	40	1.559	1.599	7.998	97.379	10.093	4.120	3.847	4.604
Décembre	7.998	960	220	238	1.418	39	1.803	1.842	7.574	98.448	10.236	4.086	3.316	5.119
1969 1 ^{er} trimestre	7.574	3.933	733	2.025	6.691	182	6.042	6.224	8.041	103.402	11.342	3.352	4.723	20.087
2 ^e trimestre	8.041	4.424	530	1.025	5.979	198	5.028	5.226	8.794	105.415	10.138	3.649	5.928	15.388
3 ^e trimestre	8.794	3.619	884	929	5.432	241	4.719	4.960	9.266	108.768	9.444	4.013	6.427	17.411
4 ^e trimestre	9.266	3.975	814	1.023	5.812	215	6.112	6.327	8.751	111.650	9.993	4.978	5.046	27.867
Octobre	9.266	1.378	383	392	2.153	118	2.026	2.144	9.275	109.200	10.631	3.636	6.270	6.231
Novembre	9.275	1.180	211	256	1.647	53	1.843	1.896	9.026	110.598	10.904	4.476	4.913	5.538
Décembre	9.026	1.417	220	375	2.012	44	2.243	2.287	8.751	111.650	9.993	6.821	3.954	16.098

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Ministère des Affaires Economiques, Service des Assurances.

	1964	1965	1966	1967	1968	1964	1965	1966	1967	1968
	Sociétés belges					Sociétés étrangères				
ACTIF										
Immeubles	3,7	4,2	5,1	6,2	7,2	2,0	2,4	2,5	2,6	2,7
Prêts hypothécaires	14,2	15,4	16,7	18,2	19,2	4,2	4,4	4,8	5,2	5,6
Prêts sur police	1,5	1,6	1,9	2,1	2,2	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
Valeurs mobilières :										
Fonds publics belges	6,2	6,6	7,4	7,7	8,4	3,8	3,9	4,3	4,7	5,0
Valeurs étrangères	1,9	2,0	2,2	2,2	3,0	0,4	0,4	0,4	0,6	0,7
Valeurs congolaises	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...
Titres des organismes para- stataux de crédit	5,1	6,0	6,3	6,9	8,1	0,9	1,1	1,1	1,4	1,5
Titres des autres organismes parastataux	1,9	1,9	2,2	2,6	2,5	1,0	0,9	1,0	1,0	1,0
Titres des provinces et com- munes	1,8	1,5	1,6	1,9	2,3	0,5	0,4	0,4	0,4	0,5
Obligations de sociétés belges	9,2	10,8	11,4	11,9	12,0	0,6	0,7	0,8	0,9	0,9
Actions de sociétés belges ...	3,0	3,2	3,3	3,5	4,0	0,8	0,8	0,7	0,7	0,8
Total des valeurs mobilières ...	29,2	32,1	34,5	36,7	40,3	8,0	8,2	8,7	9,7	10,4

PASSIF

Cautionnements déposés	0,4	0,4	0,5	0,5	0,6	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2
Réserves mathématiques ¹	49,1	54,1	59,2	64,1	69,2	14,7	15,4	16,5	17,7	19,1

¹ Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation et la réserve de garantie.

XIV - 10. — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	Milliards de francs 1
1961	2,78
1962	3,03
1963	3,33
1964	3,93
1965	3,89
1966	4,51
1967	4,91
1968	5,09
1969	5,91
1968 1 ^{er} trimestre .	4,52
2 ^e trimestre .	4,96
3 ^e trimestre .	5,24
4 ^e trimestre .	5,62
1969 1 ^{er} trimestre .	5,32
2 ^e trimestre .	6,00
3 ^e trimestre .	6,33
4 ^e trimestre .	6,01

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscription perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 ½ p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : a) Rapports du Fonds des Rentes sur les opérations de l'année; b) Ministère des Communications : chèques postaux; c) Ministère des Finances : Situation des opérations en matière d'impôts. Droits d'hypothèque. — *Comptes rendus des opérations et de la situation de la CGER de Belgique*. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Economie belge en 1968*. — *Rapports annuels de la S.N.C.I., de l'O.C.D.E. et du Crédit Communal de Belgique*.

XV. — PRINCIPALES MODALITES D'EPARGNE DES PARTICULIERS ET DES ENTREPRISES DISPONIBLE A L'INTERIEUR DU PAYS

(milliards de francs)

Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

Modalités d'épargne	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966
	<i>p</i>										
I. Particuliers :											
A. <i>Thésaurisation</i> ¹ :	<i>p.m.</i>										
B. <i>Epargne-dépôts</i> ² :											
Caisse d'épargne	6,3	5,6	9,3	10,2	6,6	9,3	14,0	12,1	9,9	17,7	16,9
Banques	- 0,7	1,1	3,8	4,8	4,0	10,4	5,5	8,7	6,7	15,1	13,1
Institutions paraétatiques de crédit	0,6	- 0,2	1,4	0,9	0,8	1,2	0,9	1,5	2,7	3,7	2,6
Mutualités	—	—	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,2	0,2
Total ...	6,2	6,5	14,6	16,0	11,6	21,1	20,6	22,5	19,6	36,7	32,8
Doubles emplois ³ ...	- 0,2	- 0,3	- 2,5	- 0,9	- 2,3	- 5,9	- 1,7	- 0,7	- 0,4	- 8,8	- 5,7
Total net ...	6,0	6,2	12,1	15,1	9,3	15,2	18,9	21,8	19,2	27,9	27,1
C. <i>Epargne-réserves</i> ^{2 4} :											
Organismes de pensions	1,4	1,3	1,5	1,2	1,4	0,7	1,0	0,9	1,3	1,3	1,7
Organismes d'assurance-accidents du travail	1,1	1,0	1,0	0,8	0,5	1,1	0,9	1,1	1,4	1,4	1,4
Caisses de vacances annuelles	0,1	0,5	- 0,4	1,4	0,2	0,3	—	0,2	1,0	0,6	0,7
Organismes d'assurance-vie	3,5	3,5	3,9	5,4	5,6	4,9	4,6	4,5	6,3	6,3	6,9
Organismes d'assurances de la responsabilité civile, capitalisation, épargne immobilière et assurances diverses	0,7	0,7	0,7	0,7	0,8	0,8	1,1	1,6	1,7	0,7	0,5
Total ...	6,8	7,0	6,7	9,5	8,5	7,8	7,6	8,3	11,7	10,3	11,2
D. <i>Epargne hypothécaire et immobilière</i> :											
Remboursement par particuliers sur emprunts hypothécaires	6,7	7,3	7,1	8,5	9,2	10,3	12,4	12,9	12,8	14,2	14,6
Constructions d'habitations (Investissement net des particuliers)	0,9	1,8	1,5	2,8	3,7	4,4	5,4	4,5	11,2	18,4	7,6
Total ...	7,6	9,1	8,6	11,3	12,9	14,7	17,8	17,4	24,0	32,6	22,2
E. <i>Emissions de capitaux</i> :											
Nouveaux placements du public	10,7	14,5	18,4	18,0	18,5	13,4	15,8	9,0	21,3	18,7	25,7
F. <i>Mutations de créances et de dettes diverses des particuliers</i>	- 0,7	- 1,0	+ 0,3	- 0,5	- 1,5	- 0,9	- 0,8	- 1,9	- 1,8	- 1,9	- 1,4
Epargne nette totale ...	30,4	35,8	46,1	53,4	47,7	50,2	59,3	54,6	74,4	87,6	84,8
Amortissements sur habitations ...	6,5	7,1	7,6	7,6	7,8	8,1	8,8	9,6	10,6	11,8	12,6
Epargne brute totale ...	36,9	42,9	53,7	61,0	55,5	58,3	68,1	64,2	85,0	99,4	97,4
II. Entreprises :											
A. <i>Entreprises privées</i> :											
Epargne nette	13,4	8,2	3,8	9,6	10,1	11,0	9,2	15,8	16,1	15,3	11,6
Amortissements	26,9	28,7	29,7	31,1	34,3	35,7	33,7	41,7	47,1	47,7	52,4
Epargne brute ...	40,3	36,9	33,5	40,7	44,4	46,7	47,9	57,5	63,2	63,0	64,0
B. <i>Entreprises publiques autonomes</i> :											
Epargne nette	1,5	0,8	1,0	1,3	1,7	1,5	1,3	1,7	1,7	0,4	0,3
Amortissements	2,7	2,7	2,3	2,0	2,2	2,2	2,7	3,1	3,3	3,8	4,1
Epargne brute ...	4,2	3,5	3,3	3,3	3,9	3,7	4,0	4,8	5,0	4,2	4,4
Total général particuliers et entreprises ...											
Epargne nette ...	45,3	44,8	50,9	64,3	59,5	62,7	69,8	72,1	92,2	103,3	96,7
Epargne brute ...	81,4	83,3	90,5	105,0	103,8	108,7	120,0	126,5	153,2	166,6	165,8

¹ Les montants ne sont pas mentionnés car, au stade actuel des recherches, le montant absolu de l'avoir liquide des particuliers seuls n'a pu être établi avec suffisamment d'exactitude.

² Accroissement de l'année.

³ Accroissement ou diminution de l'avoir de diverses institutions et entreprises dont les réserves propres ou exigibles sont recensées comme une épargne dans une des autres rubriques du tableau, des pouvoirs publics et en provenance de l'étranger.

⁴ A l'exclusion des accroissements de réserves du secteur de la Sécurité sociale considérés comme une épargne des pouvoirs publics.

Référence bibliographique : Congrès du Centenaire (1865-1965). L'épargne dans la recherche économique contemporaine : dix ans d'inventaire de l'épargne.

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME ¹

(milliards de francs)

Emetteurs		Titres accessibles à tout placeur ²					Titres non accessibles à tout placeur ⁴			Total émissions nettes à long et moyen terme (plus d'un an) ¹
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet	Emissions nettes totales	Emissions brutes	Amortissements	Emissions nettes	
		Emissions brutes	Amortissements ³	Emissions nettes						
					(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5) = (3) + (4)		(6)	(7)	(8) = (6) - (7)	(9) = (5) + (8)
1. Etat (dette directe uniquement) ...	1963	18,6	13,5	5,1	—	5,1	0,7	2,9	- 2,2	2,9
	1964	30,1	22,2	7,9	—	7,9	2,0	2,0	...	7,9
	1965	29,8	13,3	16,5	—	16,5	3,0	2,3	0,7	17,2
	1966	31,3	19,4	11,9	—	11,9	1,3	0,2	1,1	13,0
	1967	37,8	26,3	11,5	—	11,5	3,0	2,3	0,7	12,2
	1968	40,9	22,9	18,0	—	18,0	1,6	1,0	0,6	18,6
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1963	3,0	1,4	1,6	—	1,6	3,4	1,0	2,4	4,0
	1964	5,4	1,1	4,3	—	4,3	7,0 ⁵	3,5 ⁵	3,5	7,8
	1965	5,5	4,8	0,7	—	0,7	3,8	1,7	2,1	2,8
	1966	0,4	2,1	- 1,7	—	- 1,7	4,0	1,9	2,1	0,4
	1967	12,3	2,6	9,7	—	9,7	4,7	2,2	2,5	12,2
	1968	8,3	1,3	7,0	—	7,0	5,5	3,3 ⁶	2,2	9,2
3. Intermédiaires financiers publics (y compris C.G.E.R.)	1963	0,4	0,1	0,3	4,1	4,4	2,8	1,2	1,6	6,0
	1964	...	0,3	- 0,3	1,3	1,0	3,3	1,3	2,0	3,0
	1965	2,5	0,1	2,4	4,7	7,1	3,7	1,5	2,2	9,3
	1966	1,1	0,4	0,7	4,0	4,7	4,9	2,0	2,9	7,6
	1967	2,9	0,2	2,7	6,8	9,5	5,5	2,5	3,0	12,5
	1968	0,5	0,4	0,1	13,2	13,3	6,3	2,4	3,9	17,2
4. Pouvoirs subordonnés, Intercommunale E3 et Crédit Communal	1963	2,9	2,5	0,4	2,6	3,0	...	...	...	3,0
	1964	1,5	0,8	0,7	4,4	5,1	...	...	...	5,1
	1965	6,4	1,6	4,8	4,1	8,9	0,1	...	0,1	9,0
	1966	9,1	3,2	5,9	5,8	11,7	0,4	0,2	0,2	11,9
	1967	5,3	2,2	3,1	9,0	12,1	0,8	0,1	0,7	12,8
	1968	9,0	2,3	6,7	9,2	15,9	0,3	0,7	- 0,4	15,5
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1963	2,7	1,0	1,7	—	1,7	0,2	0,4	- 0,2	1,5
	1964	1,4	1,9	- 0,5	—	- 0,5	0,9	0,5	0,4	- 0,1
	1965	2,0	2,7	- 0,7	—	- 0,7	2,2	0,8	1,4	0,7
	1966	4,5	3,3	1,2	—	1,2	2,8	0,8	2,0	3,2
	1967	6,8	4,2	2,6	—	2,6	1,8	1,4	0,4	3,0
	1968	7,3	2,6	4,7	—	4,7	1,9	1,6	0,3	5,0
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge	1963	27,6	18,5	9,1	6,7	15,8	7,1	5,5	1,6	17,4
	1964	38,4	26,3	12,1	5,7	17,8	13,2	7,3	5,9	23,7
	1965	46,2	22,5	23,7	8,8	32,5	12,8	6,3	6,5	39,0
	1966	46,4	28,4	18,0	9,8	27,8	13,4	5,1	8,3	36,1
	1967	65,1	35,5	29,6	15,8	45,4	15,8	8,5	7,3	52,7
	1968	66,0	29,5	36,5	22,4	58,9	15,6	9,0	6,6	65,5

¹ Les émissions par grosses tranches, dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

Jusqu'en 1965, les émissions au robinet de bons de caisse à court terme (un an au plus) des intermédiaires financiers publics et du Crédit Communal de Belgique sont comprises dans les montants des émissions nettes au robinet, faute d'avoir pu être isolées. A partir de 1966, les chiffres de la colonne (4) ne comprennent plus que les émissions nettes à long et moyen terme (à plus d'un an); le montant des émissions nettes à un an au plus des années 1966, 1967 et 1968 qui s'élevaient respectivement à « Intermédiaires financiers publics » : néant, - 0,8 milliard et 1,7 milliard; « Pouvoirs subordonnés, Intercommunale E3 et Crédit Communal » 0,6 milliard, 1,6 milliard et 1,2 milliard ne figure donc plus dans le présent tableau.

Pour mémoire : Mouvement net de la dette à court terme en FB de l'Etat en 1963 : 8,8; en 1964 : 2,5; en 1965 : 7,4; en 1966 : 4,5; en 1967 : - 5,6; en 1968 : 10,9 milliards.

² Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors-bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, l'Office Central de Crédit Hypothécaire, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel de même que les bons d'épargne émis par la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

³ Les titres rachetés en bourse par la Caisse d'Amortissement de la Dette publique sont recensés à la colonne (2) « Amortissements » non au moment de ces rachats, mais au moment où il est procédé à leur annulation.

⁴ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

⁵ Les chiffres relatifs au Fonds de Dotation des Pensions de la Guerre comprennent en émissions brutes 2.844 millions de consolidation (intérêts et amortissements non remboursés à leur échéance) et 1.561 millions en remboursements ayant trait aux années 1961 à 1963.

⁶ Non compris 3,8 milliards de titres de l'Office National des Pensions pour Travailleurs Indépendants annulés à la suite de la cession par la CGER de la gestion « Pension des Indépendants » à l'Office National d'Assurances Sociales pour Travailleurs Indépendants.

XVI - 2. — PRINCIPALES EMISSIONS A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC *

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis 1 (millions de francs)	Rendement moyen à l'émission 2 3	Rendement pour le porteur 3		
Mois	Jour							à l'échéance intercalaire	à l'échéance finale	
1968	Janvier	8	Ville de Gand 1968-1980	6,75	98,25	12 ans	1.000	7,04	—	6,97
	Janvier	11	C.N.C.P. 1968-1980	6,75	99,00	12 ans	500	—	—	6,93
	Février	7	Etat belge 1968-1978	6,75	99,50	10 ans	10.000	6,84	—	6,82
	Mars	20	Intercom. Autor. E3 1968-1980	6,75	99,00	12 ans	5.000	6,89	—	6,88
	Avril	16	S.N.C.B. 1968-1983	6,75	99,75	15 ans	2.500	6,79	—	6,78
	Mai	13	Ville d'Anvers 1968-1983	6,75	99,75	15 ans	2.000	n.d.	—	6,78
	Mai	13	Ville de Liège 1968-1983	6,75	99,75	15 ans	1.000	n.d.	—	6,78
	Juin	17	Etat belge 1968-1975-1983	6,50 — 6,75 ⁴	99,50	7 ou 15 ans	10.000	6,65	6,59	6,70
	Septembre	9	Etat belge 1968-1974-1980	6,50 — 6,75 ⁴	99,50	6 ou 12 ans	8.665	6,68	6,60	6,72
	Septembre	9	Etat belge 1968-1980	6,75	99,25	12 ans	12.185	6,86	—	6,84
	Octobre	24	R.T.T. 1968-1982	6,75	99,00	11 ans	4.500	6,91	—	6,86
	Décembre	2	Fonds des Routes 1968-1983	6,75	99,00	15 ans	8.000	6,90	—	6,86
						65.350				
1969	Janvier	9	Intercom. Autor. E3 1969-1981	6,75	98,50	12 ans	5.000	7,00	—	6,99
	Février	17	Etat belge 1969-1975-1982	6,50 — 6,75 ⁴	99,00	6 ou 13 ans	5.650	6,78	6,71	6,88
	Février	17	Etat belge 1969-1980	6,75	98,50	11 ans 6 m. 22 jours	11.600	6,97	—	6,93
	Mars	20	S.N.C.B. 1969-1977-1984	6,75	99,25	8 ou 15 ans	3.500	6,99	6,88	7,07
	Avril	28	Fonds des Routes 1969-1981	7,00	98,50	12 ans	9.200	7,25	—	7,19
	Juin	16	Etat belge 1969-1975-1981	7,00 — 7,25 ⁴	99,00	6 ou 12 ans	9.450	7,28	7,21	7,34
	Juin	16	Etat belge 1969-1987	7,50	99,50	18 ans	5.550	7,57	—	7,55
	Septembre	1	Intercom. Autor. E5 1969-1984 ⁵	5,00	100,00	15 ans	2.000	7,61	—	—
	Septembre	9	C.N.C.P. 1969-1975	7,10	99,00	6 ans	500	—	—	7,45
	Octobre	13	Etat belge 1969-1975-1981 ⁶	8,00 — 8,25 ⁴	99,50	5 a. 6 m. ou 11 a. 6 m.	24.345	8,39	8,13	8,51
	Novembre	24	R.T.T. 1969-1981	8,25	99,00	12 ans	3.500	8,44	—	8,44
	Décembre	10	Ville de Liège 1969-1983	8,25	98,50	14 ans	1.000	8,64	—	8,64
	Décembre	10	Ville d'Anvers 1969-1983	8,25	98,50	14 ans	2.000	8,64	—	8,64
	Décembre	15	S.N.C.I. 1969-1980	8,25	99,00	11 ans	1.500	8,45	—	8,45
						84.795				
1970	Janvier	7	C.N.C.P. 1970-1978	8,25	99,00	8 ans	500	—	—	8,43
	Janvier	14	Etat belge 1970-1980	8,25	99,50	10 ans	5.250	8,42	—	8,46
	Janvier	14	Etat belge 1970-1975-1981	8,00 — 8,25 ⁴	99,50	5 a. 3 m. ou 11 a. 3 m.	9.800	8,37	8,10	8,50
	Mars	2	Intercom. Autor. E3 1970-1978	8,25	99,50	8 ans	5.000	8,50	—	8,52
	Mars	2	Intercom. Autor. E5 1970-1978	8,25	99,50	8 ans	3.000	8,50	—	8,52

1 Les totaux annuels peuvent différer des chiffres repris à la colonne (1) du tableau précédent (émissions brutes par grosses tranches) parce qu'ils comprennent les émissions pour leur montant nominal, même si une partie seulement de l'emprunt a été effectivement couverte et parce qu'ils ne comprennent pas les obligations émises par la C.A.D.G. et la Fondation nationale pour le financement de la recherche scientifique.

2 Le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix du capital en vie, évalué au cours d'émission.

3 Rendements calculés avant retenues fiscales à la source.

4 Intérêts : le premier taux indiqué est celui qui est appliqué jusqu'à l'échéance intercalaire, le second est celui qui est appliqué à partir de celle-ci.

5 Emprunt à lots.

6 Y compris 1.595 millions de souscriptions reçues du 1^{er} au 10 décembre en échange de titres de l'emprunt de l'Etat 1964-69-75.

Emprunts en monnaies étrangères

Date de l'arrêté 1		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montants émis (millions d'unités de monnaies étrangères)	Rendement moyen à l'émission	
Mois	Jour							
1965	Janvier	29	Sabena	5-5,125	100,0	7 ans 6 mois	U.S. \$ 8	5,17
	Mai	20	R.T.T.	5,25-5,50	100,0	5 ans	U.S. \$ 20	6,00
1966	Janvier	6	Sabena	5,75	100,0	8 ans	U.S. \$ 7,2	5,83
	Janvier	31	Sabena	5,375-5,50	100,0	5 ans	U.S. \$ 7,7	5,50

1 La date exacte d'émission des emprunts en monnaies étrangères n'est en général pas connue. Le plus souvent cependant, un emprunt est émis, ou commence à être émis, peu après que l'arrêté y relatif a été pris. La date de cet arrêté est reprise dans le présent tableau comme indiquant, de façon aussi approchée que possible l'époque de l'émission. Lorsqu'il y a plusieurs arrêtes, par exemple un arrêté royal suivi d'un arrêté ministériel, c'est le dernier en date qui est cité.

* Emprunts de l'Etat, des provinces et des communes, des organismes d'utilité publique, tels que la S.N.C.B., la S.N.C.V., la Société Nationale des Distributions d'Eau, le Crédit Communal, etc. (à l'exception des émissions continues), qui ont fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*.

XVI - 3. — DETTES DE L'ETAT

XVI - 3a. — Situation officielle

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Fin de période	Dettes directes								Total de la dette directe 2	Dette indirecte	Dette totale (à l'excl. de la dette reprise du Congo) 2	Dette reprise du Congo 3	Dette totale (y compris la dette reprise du Congo) 2
	en francs belges				en monnaies étrangères								
	Consolidées y compris E.A.M. 1	à moyen terme	à court terme	Avoirs libres des particuliers en C.C.P.	totale	conso- lidée 2	à moyen et court terme	totale 2					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11) = (9)+(10)	(12)	(13) = (11)+(12)	
1961	217,4	17,4	70,8	32,8	338,4	18,8	28,3	47,1	385,5	25,5	411,0		
1962	251,6	20,9	50,0	36,1	358,6	19,5	17,6	37,1	395,7	27,5	423,2		
1963	261,6	13,7	55,1	39,8	370,2	18,4	28,1	46,5	416,7	29,3	446,0		
1964	276,9	6,3	51,2	46,2	380,6	17,2	31,0	48,2	428,8	33,3	462,1		
1965	293,6	6,8	58,6	46,3	405,3	15,6	29,8	45,4	450,7	33,9	484,6	4,4	489,0
1966	305,6	7,8	59,9	49,4	422,7	14,3	35,5	49,8	472,5	31,0	503,5	3,9	507,4
1967	317,1	8,5	57,8	45,9	429,3	12,9	42,5	55,4	484,7	40,7	525,4	3,5	528,9
1968 Octobre	337,5	9,7	62,5	47,1	456,8	11,6	43,4	55,0	511,8	39,8	551,6	3,1	554,7
Novembre	336,1	9,2	75,2	43,0	463,5	11,6	43,4	55,0	518,5	39,7	558,2	3,0	561,2
Décembre	335,0	9,1	66,2	54,5	464,8	11,5	43,4	54,9	519,7	47,6	567,3	3,0	570,3
1969 Janvier	332,9	10,1	71,2	49,1	463,3	11,3	43,4	54,7	518,0	47,3	565,3	3,0	568,3
Février	331,5	12,0	84,5	45,0	473,0	11,3	43,4	54,7	527,7	46,9	574,6	3,0	577,6
Mars	337,8	12,0	81,9	47,9	479,6	11,1	43,3	54,4	534,0	46,8	580,8	2,9	583,7
Avril	333,9	12,0	82,3	52,0	480,2	11,0	45,6	56,6	536,8	45,3	582,1	2,9	585,0
Mai	332,7	11,8	83,5	47,3	475,3	11,9	45,8	57,7	533,0	53,4	586,4	2,9	589,3
Juin	337,1	13,9	78,0	50,6	479,6	11,6	45,8	57,4	537,0	53,3	590,3	2,9	593,2
Juillet	343,0	13,8	63,0	49,3	469,1	11,4	45,7	57,1	526,2	53,4	579,6	2,9	582,5
Août	341,8	13,7	66,9	45,7	468,1	11,4	49,6	61,0	529,1	53,2	582,3	2,8	585,1
Septembre	340,7	16,1	70,9	45,2	472,9	11,2	49,6	60,8	533,7	53,1	586,8	2,7	589,5
Octobre	353,9	15,8	62,2	47,0	478,9	11,3	50,0	61,3	540,2	53,1	593,3	2,7	596,0
Novembre	352,2	15,4	67,7	47,7	483,0	11,2	49,9	61,1	544,1	53,1	597,2	2,6	599,8
Décembre	347,7	13,9	67,3	52,9	481,8	11,2	49,9	61,1	542,9	52,9	595,8	2,6	598,4
1970 Janvier	355,1	13,9	63,0	49,7	481,7	11,1	48,8	59,9	541,6	52,7	594,3	2,6	596,9

1 E.A.M. : Emprunt de l'Assainissement Monétaire.

2 Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918.

3 Voir : *Moniteur belge* - 27-5-1965 - Convention du 6 février 1965.

XVI - 3b. — Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds

(milliards de francs)

Période	Dette totale (à l'excl. de la dette reprise du Congo) 1	Dette reprise du Congo 2	Dette totale 3	Variations comptables à éliminer				Doubles emplois à éliminer	Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds 7	Pour mémoire : Variations de l'encours des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes 7
				Certificats de trésorerie détenus par le Fonds Monétaire International 4	Certificats de trésorerie souscrits par la B.N.B. pour le financement des prêts au Fonds Monétaire International en exécution des Accords Généraux d'Emprunt 5	Avoirs de la B.N.B. à l'O.C.P. pour compte du Ministre de l'Education Nationale 6	Divers			
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (3) - (8)	(10)	
1963	+ 22,8	- 1,2	+ 21,6	- 0,3	...	- 0,4	...	- 1,0	+ 23,3	...
1964	+ 16,1	- 1,2	+ 14,9	- 1,7	+ 1,5	+ 0,1	...	...	+ 15,0	...
1965	+ 22,5	- 2,1	+ 20,4	- 3,5	+ 1,9	- 0,1	...	...	+ 22,1	...
1966	+ 18,9	- 0,5	+ 18,4	+ 1,3	...	...	...	...	+ 17,1	...
1967	+ 21,9	- 0,4	+ 21,5	+ 0,5	- 1,5	+ 0,3	...	...	+ 22,2	+ 0,8
1968	+ 41,9	- 0,5	+ 41,4	+ 4,4	+ 3,1	+ 0,8	...	...	+ 33,1	+ 1,0
1969	+ 28,5	- 0,4	+ 28,1	+ 2,3	- 5,0	+ 0,2	+ 0,7 8	...	+ 29,9	- 1,8
1969 Premier mois	- 2,0	...	- 2,0	...	...	- 0,2	...	...	- 1,8	+ 0,1
1970 Premier mois	- 1,5	...	- 1,5	...	...	- 0,2	...	...	- 1,3	...

1 Variations de la colonne (11) du tableau XVI - 3a.

2 Variations de la colonne (12) du tableau XVI - 3a. La dette reprise du Congo ne figure toutefois à ce tableau que depuis la ratification de la convention du 6 février 1965.

3 Variations de la colonne (13) du tableau XVI - 3a, depuis 1966.

4 Les remboursements de certificats de trésorerie détenus par le Fonds Monétaire International sont, conformément aux dispositions légales et conventionnelles en vigueur, supportés par la Banque Nationale de Belgique; celle-ci reçoit, par ailleurs, le produit des souscriptions de certificats par le Fonds.

5 La souscription de certificats de trésorerie constitue simplement la modalité technique sous laquelle la Banque Nationale de Belgique finance les prêts consentis au Fonds Monétaire International dans le cadre des Accords Généraux d'Emprunt.

6 Les variations de l'avoir de la Banque Nationale de Belgique à l'Office des Chèques Postaux pour compte du Ministre de l'Education Nationale ont pour exactes contreparties des mouvements de l'avoir du Ministre de l'Education Nationale auprès de la Banque.

7 Le total des colonnes (9) et (10) correspond (avec signe inversé) à la colonne (5) « Besoins nets de financement de l'Etat » du tableau XI - 8.

8 Réévaluation du D.M.

XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC

a) Par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Débiteurs	Accessibles à tout placeur 1					Non accessibles à tout placeur					Total				
	1964	1965	1966	1967	1968 p	1964	1965	1966	1967	1968 p	1964	1965	1966	1967	1968 p
Etat 2	250,8	268,0	277,1	298,0	322,7	64,2 ³	64,8 ³	65,8 ³	66,4 ³	67,0 ³	315,0 ³	332,8 ³	342,9 ³	364,4 ³	389,7 ³
Intermédiaires financiers non monétaires 4	120,3	132,6	144,9	165,3	191,0	25,1	27,0	29,3	31,5	34,5	145,4	159,6	174,2	196,8	225,5
Paraétatiques d'exploitation	28,6	27,9	30,1	33,0	38,0	6,9	8,7	10,8	11,4	11,8	35,5	36,6	40,9	44,4	49,8
Sécurité sociale et fonds de pension	—	—	—	—	—	13,2	14,6	16,1	17,9	15,7	13,2	14,6	16,1	17,9	15,7
Secteur public non compris ailleurs	26,5	30,4	35,9	39,4	46,6	13,2	13,9	14,9	16,3	16,5	39,7	44,3	50,8	55,7	63,1
Total ...	426,2	458,9	488,0	535,7	598,3	122,6	129,0	136,9	143,5	145,5	548,8	587,9	624,9	679,2	743,8
Pour mémoire : Titres congolais et Titres du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion 5	10,1	11,4	11,5	11,4	11,1	0,8	—	—	—	—	10,9	11,4	11,5	11,4	11,1

b) Par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Détenteurs	Accessibles à tout placeur 1					Non accessibles à tout placeur					Total				
	1964	1965	1966	1967	1968 p	1964	1965	1966	1967	1968 p	1964	1965	1966	1967	1968 p
A. Secteurs non financiers :															
Entreprises, particuliers, Etranger	229,3	245,3	264,9	294,2	318,8	5,7	6,3	7,5	9,3	10,5	235,0	251,6	272,4	303,5	329,3
Paraétatiques d'exploitation	3,8	3,8	3,8	3,8	4,4	0,2	0,2	0,2	0,4	0,5	4,0	4,0	4,0	4,2	4,9
Secteur public non compris ailleurs 6	1,9	2,1	2,9	3,0	3,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	2,0	2,2	3,0	3,1	3,2
Sécurité sociale 8	2,6	4,8	6,8	4,1	4,7	1,5	1,3	1,6	1,5	1,4	4,1	6,1	8,4	5,6	6,1
B. Intermédiaires financiers :															
Organismes monétaires 7	52,2	61,5	64,3	74,8	91,0	59,8 ³	61,4 ³	62,7 ³	64,7 ³	64,9 ³	112,0 ³	122,9 ³	127,0 ³	139,5 ³	155,9 ³
Fonds des Rentes	5,9	5,4	5,5	5,0	7,1	—	—	—	—	—	5,9	5,4	5,5	5,0	7,1
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	47,0	50,0	51,1	54,2	61,4	20,0	21,1	22,6	23,6	25,8	67,0	71,1	73,7	77,8	87,2
Organismes d'assurance-vie et d'accidents du travail, fonds de pension 8	73,6	76,0	78,5	86,9	90,2	34,7	37,9	40,5	43,0	41,0	108,3	113,9	119,0	129,9	131,2
Organismes publics de crédit non monétaires ...	9,9	10,0	10,2	9,7	17,7	0,6	0,7	1,7	0,9	1,2	10,5	10,7	11,9	10,6	18,9
Total ...	426,2	458,9	488,0	535,7	598,3	122,6	129,0	136,9	143,5	145,5	548,8	587,9	624,9	679,2	743,8

1 Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, l'Office Central de Crédit Hypothécaire, de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

2 Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

3 Y compris l'emprunt spécial de conversion de 1962 soit 18,8 milliards à partir de 1964.

4 Y compris les bons de caisse à un an.

5 Année 1964 : emprunts qui ont été ultérieurement déclarés admissibles à l'emprunt du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion, y compris l'emprunt « Fifteen Year 5 ¼ % External Loan of 1958 » ; années 1965, 1966, 1967 et 1968 : titres admis ou admissibles à la souscription du Fonds, y compris les bonifications effectivement accordées à la fin de chaque année.

6 A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

7 A l'exclusion des avoirs des caisses de pension gérées par ces organismes.

8 Les montants à fin 1966 et à fin 1967 des secteurs « Sécurité sociale » et « Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension » ne sont pas comparables du fait du passage d'avoirs, s'élevant à 3,4 milliards à fin 1966, du premier au second de ces secteurs à la suite de la reprise par l'Office national des pensions pour travailleurs salariés, organisme classé dans le second de ces secteurs, du patrimoine de l'Office national des pensions pour ouvriers, organisme qui figurait dans le premier.

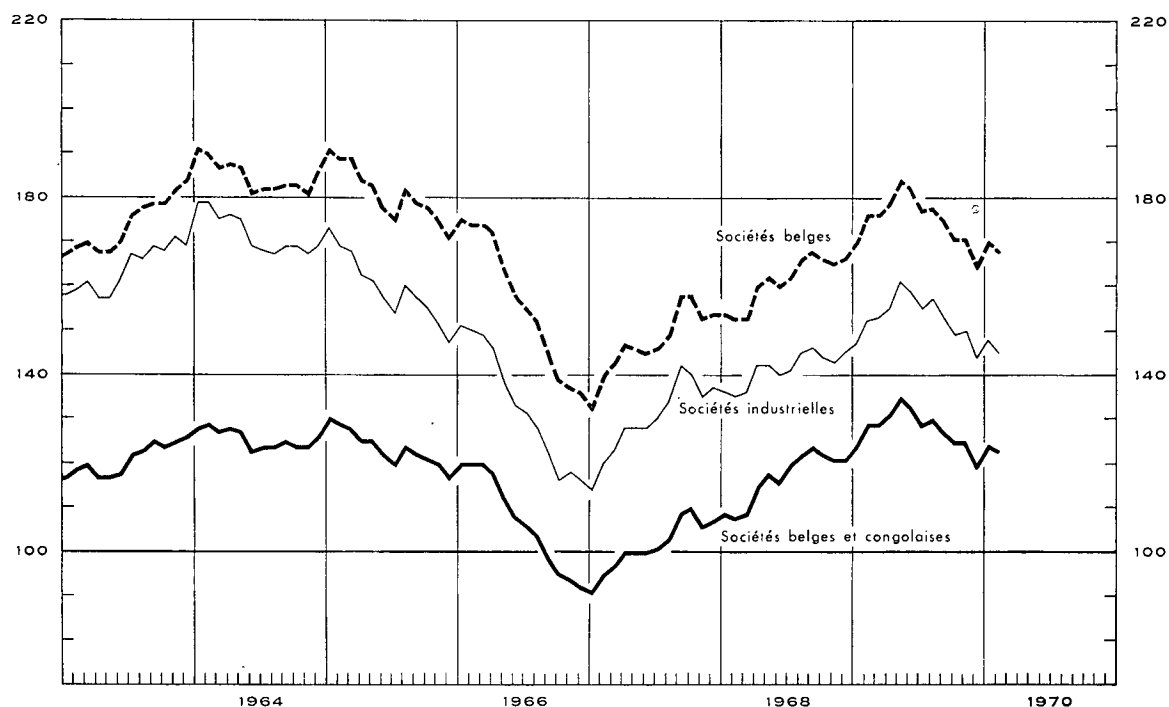
Références bibliographiques : Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire Statistique de la Belgique. — Bulletin de Documentation du Ministère des Finances. — Bulletin d'Information et de Documentation : XXXVI^e année, vol. I, n° 3, mars 1961 : « L'inventaire et le classement des fonds publics belges ». — XXXVII^e année, vol. I, n° 4, avril 1963 : « L'inventaire et le classement des fonds publics ». — XL^e année, vol. I, n° 3, mars 1966 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». — XLIII^e année, vol. I, n° 3, mars 1968 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». — Statistiques Economiques belges 1950-1960.

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE ET CREDITS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS

1. — EVOLUTION DE L'ACTIVITE, DU NIVEAU DES COURS ET DU TAUX DE RENDEMENT DES VALEURS BOURSIERES

Indices des cours des actions au comptant

(Base 1953 = 100)



Périodes	Capitaux traités moyennes par séances (millions de francs) 1 5	Indice global du cours des actions						Taux de rendement 3 5						
		Au comptant			A terme	Valeurs belges		Valeurs belges						
		Valeurs belges et congolaises	Valeurs belges			Ensemble	Sociétés industrielles	Ensemble	Sociétés industrielles					
			Ensemble	Sociétés industrielles										
(Base 1953 = 100) 2 4						en %								
1960 Moyenne mensuelle ...	93	121	162	156	116	3,4	3,2							
1961 Moyenne mensuelle ...	103	120	169	168	115	3,5	3,4							
1962 Moyenne mensuelle ...	82	119	171	166	113	3,5	3,4							
1963 Moyenne mensuelle ...	88	121	174	164	116	3,4	3,3							
1964 Moyenne mensuelle ...	91	126	185	172	115	3,2	3,0							
1965 Moyenne mensuelle ...	83	123	181	159	114	3,4	3,5							
1966 Moyenne mensuelle ...	71	107	156	132	102	4,1	4,2							
1967 Moyenne mensuelle ...	81	102	148	130	105	4,2	4,0							
1968 Moyenne mensuelle ...	134	117	161	141	137	3,8 ⁶	3,8 ⁶							
1969 Moyenne mensuelle ...	149	128	175	153	163	3,7	3,4							
		1969	1970	1969	1970	1969	1970	1969	1970	1969	1970	1969	1970	
Janvier	160	117	124	124	170	170	147	148	155	158	3,6	4,0	3,5	3,7
Février	163		129	123	176	168	152	145	162	156	3,6		3,5	
Mars	161		129		176		153		163		3,6		3,4	
Avril	187		131		179		155		171		3,5		3,2	
Mai	226		135		184		161		178		3,5		3,2	
Juin	190		133		182		159		175		3,7		3,4	
Juillet	122		129		177		155		167		3,8		3,4	
Août	134		130		178		157		167		3,6		3,3	
Septembre	116		127		175		153		162		3,7		3,5	
Octobre	111		125		171		149		159		3,8		3,6	
Novembre	109		125		171		150		158		3,9		3,7	
Décembre	111		120		165		144		151		4,0		3,7	

1 Source : Commission de la Bourse de Bruxelles : ces chiffres portent sur les transactions en obligations de sociétés et en actions (terme et comptant).

2 Source : Institut National de Statistique : Pour les chiffres annuels : moyenne des indices aux 10 et 25 de chaque mois; pour les chiffres mensuels : indices au 10 de chaque mois uniquement.

3 Source : Kredietbank : Rapport au cours à la fin du mois du dernier dividende net annoncé ou payé.

4 Bourses de Bruxelles et d'Anvers.

5 Bourse de Bruxelles.

6 Nouvelle série.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

Banques ⁴

1960	52	4.572	3.624	814	0,1	423	48	7.264	305
1961	53	4.742	3.967	1.043	5,5	492	57	8.293	363
1962	54	5.353	4.390	1.318	0,4	549	70	10.700	447
1963	51	6.349	4.402	1.552	0,1	676	60	11.096	514
1964	53	6.750	5.234	1.532	0,3	788	63	11.066	505
1965	55	9.077	4.813	1.789	1,1	902	73	11.055	521
1966	54	9.361	5.893	1.848	3,4	1.022	74	11.610	541
1967	50	10.073	7.170	1.939	10,0	1.084	82	13.129	555
1968	50	10.383	8.147	2.128	13,2	1.142	n.d.	n.d.	556

Sociétés financières et immobilières ⁵

1960	1.456	26.589	12.968	2.913	189	2.006	132	10.170	467
1961	1.483	28.302	16.075	3.611	190	2.138	140	11.200	531
1962	1.543	33.477	18.567	4.815	539	3.180	164	12.883	602
1963	1.557	34.172	19.038	3.580	230	2.282	135	13.309	665
1964	1.712	35.908	20.419	3.781	245	2.359	141	15.752	735
1965	1.778	37.587	21.571	3.901	342	2.414	142	17.384	1.015
1966	1.819	38.978	22.978	4.377	349	2.519	156	19.795	1.353
1967	1.865	44.399	26.192	4.396	398	2.824	167	23.602	1.206
1968	1.891	48.070	27.338	4.914	524	2.868	n.d.	n.d.	1.155

Industrie des fabrications métalliques

1960	1.271	15.432	10.785	2.619	499	1.533	107	1.917	120
1961	1.281	15.989	11.024	3.066	470	1.670	121	1.937	114
1962	1.300	16.480	12.038	3.400	443	1.795	133	1.918	117
1963	1.310	17.850	13.235	3.406	367	2.063	144	1.881	118
1964	1.264	18.630	13.597	3.691	627	1.129	144	1.826	109
1965	1.379	20.030	15.778	4.547	913	1.612	150	1.847	111
1966	1.396	21.522	17.264	4.772	923	1.284	163	2.087	113
1967	1.391	22.942	19.256	4.011	1.365	1.307	150	2.352	147
1968	1.361	24.836	21.259	3.960	1.334	1.506	n.d.	n.d.	153

Métallurgie du fer

1960	100	13.918	12.628	1.928	25	992	58	4.886	282
1961	97	15.826	13.880	2.242	44	1.277	75	4.763	294
1962	100	15.985	15.576	2.023	523	940	54	5.427	286
1963	95	16.168	15.004	1.335	78	546	36	5.764	321
1964	100	17.909	16.112	1.058	705	345	26	6.328	348
1965	100	19.373	17.690	1.027	411	668	47	6.931	398
1966	96	21.253	18.157	550	152	253	23	6.551	434
1967	93	23.949	18.465	770	373	233	22	5.603	410
1968	90	26.196	19.258	576	117	250	n.d.	n.d.	347

Industrie textile

1960	1.009	12.138	9.853	1.098	255	452	64	453	26
1961	982	12.358	10.249	1.260	265	492	76	386	25
1962	988	11.265	9.864	1.121	339	405	83	340	24
1963	975	11.117	10.123	1.114	447	319	67	357	21
1964	912	11.231	10.351	1.256	370	376	70	327	20
1965	981	12.012	11.136	1.097	408	305	74	340	21
1966	986	12.827	11.095	1.323	781	377	79	302	23
1967	976	13.124	11.415	1.287	695	343	65	281	20
1968	957	13.184	11.951	1.069	717	291	n.d.	n.d.	18

Notes : voir fin du tableau XVII - 2.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	
Industrie alimentaire									
1960	725	9.591	5.505	1.381	179	720	63	892	82
1961	713	9.926	5.983	1.335	165	695	70	805	55
1962	722	9.969	6.374	1.470	110	667	67	760	52
1963	725	10.340	7.186	1.556	161	622	59	872	49
1964	685	10.983	7.540	1.356	162	617	55	938	59
1965	723	11.589	8.697	1.618	150	632	59	940	64
1966	725	12.131	9.463	1.720	153	742	73	896	61
1967	729	12.932	10.838	2.140	317	794	79	845	58
1968	716	14.725	10.225	2.453	372	929	n.d.	n.d.	57
Industrie chimique									
1960	534	13.309	6.442	1.639	245	711	76	1.290	76
1961	540	14.239	6.883	1.749	360	927	88	1.110	75
1962	544	15.930	7.064	1.888	209	1.065	87	964	66
1963	558	16.331	8.440	2.038	265	1.132	84	881	55
1964	542	17.022	8.522	2.374	358	1.222	76	789	51
1965	601	18.733	9.302	2.889	402	1.228	86	669	52
1966	606	20.177	9.751	2.844	414	1.525	96	595	44
1967	607	22.294	10.657	2.737	627	1.492	89	458	36
1968	627	35.128	25.847	4.092	947	2.216	n.d.	n.d.	31
Electricité									
1960	40	17.132	3.628	1.808	...	1.539	85	5.441	330
1961	36	18.581	4.260	1.800	3	1.608	86	5.703	326
1962	36	20.056	3.320	2.053	...	1.690	82	7.188	340
1963	32	20.412	3.630	2.163	...	1.657	85	8.602	443
1964	29	23.281	3.849	2.200	...	1.813	87	8.896	545
1965	28	23.710	4.169	2.304	1	1.972	91	12.295	550
1966	24	23.460	4.327	2.280	5	1.865	94	13.281	769
1967	16	14.570	2.152	1.340	5	1.219	49	14.230	866
1968	17	27.953	5.775	2.597	...	2.308	n.d.	n.d.	937
Industrie du charbon									
1960	49	8.530	4.367	107	1.023	63	7	477	50
1961	44	8.109	3.018	124	1.450	93	10	471	30
1962	41	7.679	2.065	146	710	106	13	398	27
1963	39	7.661	1.574	209	244	184	21	253	23
1964	36	7.043	1.020	423	356	268	29	339	13
1965	35	7.979	1.580	185	656	145	16	308	21
1966	30	6.951	1.994	196	586	81	9	282	20
1967	30	7.005	1.824	81	807	69	8	85	18
1968	26	4.908	1.690	94	512	55	n.d.	n.d.	2
Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁶									
1960	13.816	162.844	102.221	21.788	3.243	11.778	1.128	97.521	1.989
1961	13.926	171.069	108.305	24.169	3.936	12.954	1.258	39.625	2.096
1962	14.142	185.420	114.895	26.823	3.906	14.090	1.343	45.434	2.259
1963	14.234	193.465	121.935	25.205	3.202	13.006	1.256	49.441	2.510
1964	14.498	205.933	126.884	26.664	4.241	12.437	1.278	51.951	2.740
1965	14.706	220.447	136.028	29.522	4.703	13.510	1.362	57.546	3.197
1966	14.913	231.698	145.645	30.420	5.119	13.491	1.439	61.124	3.790
1967	14.986	240.349	156.423	28.718	7.403	13.118	1.342	66.706	3.683
1968	15.088	280.531	183.720	33.234	7.963	15.976	n.d.	n.d.	3.655

Notes : voir fin du tableau XVII - 2, page suivante.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligatoire en via au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1960	442	48.024	21.895	9.900	348	7.284	346	1.628	78
1961	336	40.721	18.636	7.192	958	4.397	212	1.096	56
1962	302	38.822	19.383	5.865	644	3.048	172	834	35
1963	313	40.710	27.336	2.863	664	1.196	98	523	30
1964	316	41.009	28.955	2.975	850	1.358	105	711	35
1965	302	41.282	30.474	3.537	600	1.632	117	1.097	32
1966	299	41.447	32.682	3.484	921	2.110	137	1.817	60
1967	277	40.281	32.720	2.712	5.164	2.336	146	1.839	112
1968	265	40.257	28.708	4.467	614	2.702	n.d.	n.d.	119

C. — Total général des sociétés par actions ⁶

1960	14.258	210.868	124.116	31.688	3.591	19.062	1.474	39.123	2.067
1961	14.262	211.790	126.941	31.361	4.894	17.351	1.470	40.721	2.152
1962	14.444	224.242	134.278	32.688	4.550	17.138	1.515	46.268	2.294
1963	14.547	234.175	149.271	28.068	3.866	14.202	1.354	49.964	2.540
1964	14.814	246.942	155.840	29.639	5.091	13.795	1.383	52.662	2.775
1965	15.008	261.729	166.502	33.059	5.303	15.142	1.479	58.643	3.229
1966	15.212	273.145	178.327	33.904	6.040	15.601	1.576	62.941	3.850
1967	15.263	280.630	189.143	31.430	12.567	15.454	1.488	68.545	3.795
1968	15.353	320.788	212.423	37.701	8.577	18.673	n.d.	n.d.	3.774

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge. Sociétés congolaises : sociétés par actions à responsabilité limitée de droit congolais. A partir de 1961 sont reprises graduellement dans la statistique les sociétés de droit congolais qui sont converties en sociétés de droit belge exploitant au Congo ; les sociétés de droit congolais ne sont plus comprises dans la statistique.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique ; ce montant est en relation avec la dette obligatoire en vie au 31/12 de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B.

⁵ Non compris la S.N.C.I.

⁶ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la Sabena.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ ⁵

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁴

1967 Janvier	136	2,8	1,7	0,3	0,1	0,2	0,3
2 premiers mois	287	4,4	4,5	0,9	0,2	0,3	0,5
3 premiers mois	1.603	24,6	18,4	4,0	0,7	1,7	0,8
4 premiers mois	4.242	67,0	47,3	8,0	2,4	3,5	1,0
5 premiers mois	7.653	146,9	84,8	15,4	4,6	7,4	1,4
6 premiers mois	9.661	174,1	106,3	19,8	5,3	9,4	1,6
7 premiers mois	10.233	183,8	114,7	20,9	5,6	10,0	2,0
8 premiers mois	10.483	185,1	115,9	21,0	5,6	10,0	2,1
9 premiers mois	10.811	187,2	117,9	21,5	5,7	10,1	2,4
10 premiers mois	11.299	197,3	126,8	22,6	5,9	10,5	2,6
11 premiers mois	11.640	206,5	132,8	23,9	6,0	11,2	3,0
12 mois	12.012	215,6	140,3	25,0	6,1	11,9	3,5
12 mois (avec supplément) ⁶	15.021	242,2	157,6	28,9	7,4	13,2	3,5
1968 Janvier	128	2,7	1,5	0,4	0,1	0,2	0,4
2 premiers mois	291	4,2	4,4	0,7	0,2	0,2	0,5
3 premiers mois	1.561	16,8	12,9	2,1	0,6	0,6	0,8
4 premiers mois	4.143	56,3	34,6	7,2	2,0	3,0	1,1
5 premiers mois	7.476	144,2	76,0	14,3	4,1	6,8	1,5
6 premiers mois	9.653	191,9	114,5	20,7	4,9	10,0	1,8
7 premiers mois	10.238	199,0	119,1	21,6	5,1	10,4	2,1
8 premiers mois	10.425	200,2	119,9	21,8	5,2	10,4	2,3
9 premiers mois	10.764	202,9	122,4	22,3	5,4	10,6	2,5
10 premiers mois	11.208	212,5	131,6	22,8	5,6	10,9	2,8
11 premiers mois	11.500	221,9	138,0	24,1	5,7	11,6	3,2
12 mois	11.925	234,3	146,5	26,2	5,9	12,7	3,7
12 mois (avec supplément) ⁶	15.088	280,5	183,7	33,2	8,0	16,0	3,7

Notes : voir page suivante.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ^{1 5} (suite)

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1967 Janvier	2	0,1	0,2	...	...	...	...
2 premiers mois	4	0,1	0,2	...	...	...	...
3 premiers mois	20	0,7	0,2	0,1	...	...	...
4 premiers mois	41	3,0	0,5	0,1	0,1	0,1	...
5 premiers mois	88	15,5	11,7	1,8	0,1	1,2	0,1
6 premiers mois	176	23,6	17,4	2,3	0,3	1,6	0,1
7 premiers mois	203	25,5	19,2	2,3	0,3	1,6	0,1
8 premiers mois	204	25,6	19,4	2,3	0,3	1,7	0,1
9 premiers mois	208	26,2	19,7	2,3	0,3	1,7	0,1
10 premiers mois	221	26,7	19,9	2,3	0,3	1,7	0,1
11 premiers mois	237	29,7	21,6	2,5	0,4	1,8	0,1
12 mois	250	30,3	22,1	2,5	0,5	1,8	0,1
12 mois (avec supplément) ⁶	278	40,3	32,7	2,7	5,2	2,3	0,1
1968 Janvier	1	0,1	0,2	...	...	...	...
2 premiers mois	5	0,1	0,2	...	...	...	...
3 premiers mois	24	0,8	0,5	0,1	...	0,1	0,1
4 premiers mois	43	1,6	0,9	0,1	0,1	0,1	0,1
5 premiers mois	78	11,3	5,5	1,4	0,2	1,0	0,1
6 premiers mois	157	18,2	10,7	1,7	0,5	1,4	0,1
7 premiers mois	184	20,4	12,3	1,8	0,5	1,5	0,1
8 premiers mois	185	20,4	12,3	1,8	0,5	1,5	0,1
9 premiers mois	191	21,0	12,5	1,8	0,5	1,5	0,1
10 premiers mois	207	22,3	13,1	1,9	0,5	1,5	0,1
11 premiers mois	219	24,3	14,3	2,0	0,5	1,7	0,1
12 mois	235	26,1	15,5	2,1	0,5	1,7	0,1
12 mois (avec supplément) ⁶	265	40,3	28,7	4,5	0,6	2,7	0,1

C. — Total général ⁴

1967 Janvier	138	2,9	1,9	0,3	0,1	0,2	0,3
2 premiers mois	291	4,5	4,7	0,9	0,2	0,3	0,5
3 premiers mois	1.623	25,3	18,6	4,1	0,7	1,7	0,8
4 premiers mois	4.283	70,0	47,8	8,1	2,5	3,6	1,0
5 premiers mois	7.741	162,4	96,5	17,2	4,7	8,6	1,5
6 premiers mois	9.837	197,7	123,7	22,1	5,6	11,0	1,7
7 premiers mois	10.486	209,3	133,9	23,2	5,9	11,6	2,1
8 premiers mois	10.687	210,7	135,3	23,3	5,9	11,7	2,2
9 premiers mois	11.019	213,4	137,6	23,8	6,0	11,8	2,5
10 premiers mois	11.520	224,0	146,7	24,9	6,2	12,2	2,7
11 premiers mois	11.877	236,2	154,4	26,4	6,4	13,0	3,1
12 mois	12.262	245,9	162,4	27,5	6,6	13,7	3,6
12 mois (avec supplément) ⁶	15.299	282,5	190,3	31,6	12,6	15,5	3,6
1968 Janvier	129	2,8	1,7	0,4	0,1	0,2	0,4
2 premiers mois	296	4,3	4,6	0,7	0,2	0,2	0,5
3 premiers mois	1.585	17,6	13,4	2,2	0,6	0,7	0,9
4 premiers mois	4.186	57,9	35,5	7,3	2,1	3,1	1,2
5 premiers mois	7.554	155,5	81,5	15,7	4,3	7,8	1,6
6 premiers mois	9.810	210,1	125,2	22,4	5,4	11,4	1,9
7 premiers mois	10.422	219,4	131,4	23,4	5,6	11,9	2,2
8 premiers mois	10.610	220,6	132,2	23,6	5,7	11,9	2,4
9 premiers mois	10.955	223,9	134,9	24,1	5,9	12,1	2,6
10 premiers mois	11.415	234,8	144,7	24,7	6,1	12,4	2,9
11 premiers mois	11.719	246,2	152,3	26,1	6,2	13,3	3,3
12 mois	12.160	260,4	162,0	28,3	6,4	14,4	3,8
12 mois (avec supplément) ⁶	15.353	320,8	212,4	37,7	8,6	18,7	3,8

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).

³ Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué à une autre date que celui des dividendes. De ce fait, les obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la Sabena.

⁵ Y compris les sociétés de droit congolais converties en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont pas comprises dans la statistique.

⁶ Les renseignements concernant un certain nombre de sociétés parviennent à l'I.N.S. après la publication du chiffre mensuel correspondant. Ce supplément corrigé avec le total des 12 mois est repris séparément pour chaque année.

XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

Chiffres annuels

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B. 2).

Années	Actions		Obligations (montant nominal)					Actions et obligations	Actions et obligations
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions	amortisse- ments	émissions nettes				
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) - (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (2) + (7)	(9)

Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

1960	16.065	6.266	1.367	1.682	— 315	1.009	694	6.960	11.241
1961	19.013	6.014	1.667	1.520	147	844	991	7.005	12.660
1962	19.173	8.249	3.375	1.860	1.515	1.762	3.277	11.526	14.614
1963	14.956	6.541	4.640	1.648	2.992	418	3.410	9.951	12.018
1964	21.556	11.568	3.848	2.108	1.740	1.024	2.764	14.332	14.200
1965	22.797	11.042	6.126	2.044	4.082	1.296	5.378	16.420	17.795
1966	29.935	14.805	3.126	2.143	983	1.928	2.911	17.716	15.987
1967	33.471	p 14.053	3.081	2.743	338	3.712	4.050	p 18.103	24.009
1968	51.461	n.d.	p 1.448	p 2.453	p -1.005	p 4.347	p 3.342	n.d.	p 34.774

Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger ³

1960	6.443	1.685	80	177	— 97	— 21	— 118	1.567	1.510
1961	209	82	...	85	— 85	— 24	— 109	— 27	— 64
1962	398	204	4	32	— 28	...	— 28	176	167
1963	232	41	...	257	— 257	— 6	— 263	— 222	— 223
1964	1.660	10	1	59	— 58	...	— 58	— 48	— 49
1965	540	14	500	40	460	— 5	455	469	463
1966	659	10	764	40	724	...	724	734	734
1967	86	p 21	86	57	29	...	29	p 50	44
1968	1.567	n.d.	p 2.000	p 51	p 1.949	...	p 1.949	n.d.	p 1.949

Total général

1960	22.508	7.951	1.447	1.859	— 412	988	576	8.527	12.751
1961	19.222	6.096	1.667	1.605	62	820	882	6.978	12.596
1962	19.571	8.453	3.379	1.892	1.487	1.762	3.249	11.702	14.782
1963	15.188	6.582	4.640	1.905	2.735	412	3.147	9.729	11.795
1964	23.216	11.578	3.849	2.167	1.682	1.024	2.706	14.284	14.151
1965	23.337	11.056	6.626	2.084	4.542	1.291	5.833	16.889	18.258
1966	30.594	14.815	3.890	2.183	1.707	1.928	3.635	18.450	16.721
1967	33.557	p 14.074	3.167	2.800	367	3.712	4.079	p 18.153	24.053
1968	53.028	n.d.	p 3.448	p 2.504	p 944	p 4.347	p 5.291	n.d.	p 36.723

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge. Sociétés congolaises (jusqu'au 30 juin 1960) : sociétés par actions à responsabilité limitée et de personnes à responsabilité limitée de droit congolais (voir note 3).

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues d'obligations du secteur public (S.N.C.I., Sabena) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

³ Jusqu'au 30 juin 1960, y compris les sociétés belges ayant leur principale exploitation au Congo et les sociétés de droit congolais. A partir de juillet 1960, cette statistique ne comprend plus les sociétés de droit congolais.

N. B. — Col. (1) et (9) montants repris sans modification des statistiques de l'I.N.S. — col. (2) à (8) montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note 2 ci-dessus.

Col. (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — col. (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — col. (8) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion.

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

Chiffres mensuels ²

(millions de francs)

Sources : Chiffres définitifs : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B. 3).
Chiffres provisoires : Commission bancaire + B.N.B.

Périodes	A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique				B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger			
	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations
	émissions nominales (1)	émissions nettes (2)	émissions non continues brutes (3)	Total (4) = (2) + (3)	émissions nominales (5)	émissions nettes (6)	émissions non continues brutes (7)	Total (8) = (6) + (7)
1966 12 mois	29.935	9.715	3.126	12.841	659	10	764	774
1967 3 premiers mois ...	3.021	1.072	63	1.135	...	...	...	...
6 premiers mois ...	16.044	2.345	1.669	4.014	46	15	...	15
9 premiers mois ...	20.505	4.263	1.669	5.932	46	15	...	15
12 mois	33.471	10.099	3.081	13.180	86	15	86	101
1968 3 premiers mois ...	6.740	2.663	400	3.063	918	...	...	...
6 premiers mois ...	34.543	6.446	550	6.996	1.567	...	2.000	2.000
9 premiers mois ...	38.043	8.539	565	9.104	1.567	...	2.000	2.000
12 mois	51.461	17.671	p 1.448	p19.119	1.567	...	p 2.000	p 2.000
1969 3 premiers mois ...	3.865	2.259	525	2.784	5	...	500	500
6 premiers mois ...	14.755	6.574	2.225	8.799	696	1	500	501
1968 Février	2.753	1.759	...	1.759	18	...	...	...
Mars	2.403	404	400	804	900	...	...	...
Avril	3.355	677	...	677	...	...	...	...
Mai	6.814	1.990	150	2.140	525	...	...	...
Juin	17.634	1.116	...	1.116	124	...	2.000	2.000
Juillet	1.685	1.587	...	1.587	...	...	...	...
Août	671	233	15	248	...	...	...	...
Septembre	1.144	273	...	273	...	...	...	...
Octobre	780	284	400	684	...	...	...	...
Novembre	6.355	6.533	...	6.533	...	...	...	...
Décembre	6.282	2.315	30	2.345	...	...	...	...
1969 Janvier	1.230	849	400	1.249	2	...	...	...
Février	1.322	610	...	610	1	...	500	500
Mars	1.313	800	125	925	2	...	...	...
Avril	3.777	1.083	1.000	2.083	3	...	...	...
Mai	1.552	756	700	1.456	644	...	...	...
Juin	5.561	2.476	...	2.476	44	1	...	1
Juillet p	1.971	1.279	...	1.279	...	...	...	...
Août p	900	400	325	725	...	...	...	...
Septembre p	2.401	552	...	552	...	...	...	...
Octobre p	4.148	570	650	1.220	...	...	...	...
Novembre p	3.458	891	...	891	...	...	...	...

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII - 4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.

³ Les modifications consistent à éliminer les émissions d'obligations du secteur public (S.N.C.I., Sabena) et les obligations des banques belges.

N. B. — 3, 6 et 9 premiers mois = addition des chiffres mensuels. Le chiffre des 12 mois comprend des données supplémentaires qui ne peuvent être ventilées mensuellement [pour les colonnes (1), (3), (6) et (7) voir le tableau XVII - 4].

Références bibliographiques : Annuaire Statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960 (B.N.B.). — Bulletin Mensuel des Statistiques (Commission de la Bourse de Bruxelles). — Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank.

XVII - 6. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS

Ventilation d'après les organismes qui ont accordé les crédits à leur origine

(milliards de francs)

Fin de période	Organismes monétaires			Organismes non monétaires				Total général	
	Banques	Banque Nationale de Belgique	Total 2	Intermédiaires financiers publics de crédit spécialisés dans		Caisse Générale d'Épargne et de Retraite	Caisses d'épargne privées		Total
				les crédits professionnels	le crédit à l'habitation				
1963 Septembre	88,7	1,0	89,7	61,2	33,3	69,2	(e)32,4	196,1	285,8
Décembre	95,3	2,2	97,5	64,8	33,5	72,8	33,9	205,0	302,5
1964 Mars	99,5	1,8	101,3	67,5	34,3	72,4	34,8	209,0	310,3
Juin	102,9	1,4	104,3	70,7	35,2	74,6	36,4	216,9	321,2
Septembre	104,4	1,0	105,4	72,5	36,1	76,5	38,0	223,1	328,5
Décembre	106,8	1,7	108,5	75,7	36,1	79,7	39,4	230,9	339,4
1965 Mars	106,7	2,1	108,8	76,3	36,9	79,2	40,6	233,0	341,8
Juin	111,7	1,7	113,4	77,5	37,7	80,5	42,6	238,3	351,7
Septembre	115,0	1,5	116,5	79,7	38,5	82,6	44,8	245,6	362,1
Décembre	122,7	1,8	124,5	82,1	38,7	86,4	46,3	253,5	378,0
1966 Mars	125,1	1,7	126,8	83,5	39,5	86,7	48,3	258,0	384,8
Juin	129,4	1,4	130,8	86,0	40,5	88,6	50,3	265,4	396,2
Septembre	134,3	1,2	135,5	92,0	41,4	90,7	52,5	276,6	412,1
Décembre ³	142,6	1,9	144,5	97,9	41,6	94,4	54,0	287,9	432,4
1967 Mars	147,5	1,8	149,3	100,4	42,6	93,8	55,4	292,2	441,5
Juin	154,4	1,4	155,8	103,9	43,9	95,4	57,9	301,1	456,9
Septembre ³	157,6	1,2	158,8	108,2	45,0	96,7	60,3	310,2	469,0
Décembre ³	168,3	2,2	170,5	114,9	45,1	100,4	62,1	322,5	493,0
1968 Mars ³	172,8	2,2	175,0	117,4	46,2	100,2	64,1	327,9	502,9
Juin ³	179,8	1,4	181,2	120,6	47,3	101,6	64,5	334,0	515,2
Septembre	181,2	1,1	182,3	128,4	48,3	103,5	66,9	347,1	529,4
Décembre	194,1	1,9	196,0	133,3	48,5	109,6	67,2	358,6	554,6
1969 Mars	201,4	2,4	203,8	134,6	49,6	110,3	68,8	363,3	567,1
Juin	208,9	1,7	210,6	139,8	50,7	113,0	71,7	375,2	585,8
Septembre	205,1	1,3	206,4	148,1	51,9	115,6	74,3	389,9	596,3
Décembre	203,5	2,5	206,0						

¹ Les entreprises comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers. Les chiffres englobent les achats nets par la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite d'obligations des entreprises (y compris les organismes publics d'exploitation), mais non les opérations similaires par d'autres organismes.

² Cf. tableau XIII-9, A, col. 4.

³ Y compris les effets venus à échéance le dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR *

(millions de francs)

Moyennes journalières ¹	Capitaux prêtés par			Capitaux empruntés par				Total (8) = (1) + (2) + (3) ou (4) + (5) + (6) + (7)	Retraites de capitaux (9)
	Banques de dépôts (1)	Fonds des Rentes (2)	Autres organismes ² (3)	Banques de dépôts (4)	Fonds des Rentes (5)	I.R.G. (6)	Autres organismes ³ (7)		
1960	2.415	1.107	1.664	1.025	10	3.104	1.047	5.186	37
1961	2.487	1.811	1.671	1.817	1	3.162	989	5.969	23
1962	1.518	943	1.703	1.517	1	1.375	1.271	4.164	307
1963	1.585	202	1.842	1.600	122	1.126	781	3.629	49
1964	1.879	6	2.743	1.310	480	1.690	1.148	4.628	11
1965	1.767	722	2.546	1.417	5	2.356	1.257	5.035	83
1966	1.905	264	2.658	1.222	805	1.696	1.104	4.827	...
1967	1.984	1.148	3.299	1.731	282	3.418	1.000	6.431	...
1968	2.135	1.448	2.974	2.346	19	3.089	1.103	6.557	...
1969	3.829	59	3.351	1.280	1.841	3.455	663	7.239	...
1968 2 ^e trimestre	2.206	1.543	2.952	2.358	27	3.236	1.080	6.701	...
3 ^e trimestre	1.921	1.568	2.681	2.524	6	2.295	1.346	6.171	...
4 ^e trimestre	1.791	1.110	3.033	2.424	43	2.211	1.256	5.934	...
1969 1 ^{er} trimestre	3.544	195	3.498	2.190	315	3.527	1.205	7.237	...
2 ^e trimestre	3.280	...	3.077	1.185	1.401	3.298	473	6.357	...
3 ^e trimestre	3.336	14	3.068	919	3.112	1.786	601	6.418	...
4 ^e trimestre	5.143	30	3.761	844	2.500	5.210	380	8.934	...
1968 Mai	1.798	1.393	3.425	2.604	79	3.066	867	6.616	...
Juin	2.389	1.245	2.994	2.056	1	3.365	1.206	6.628	...
Juillet	1.702	2.215	2.342	2.819	...	1.670	1.770	6.259	...
Août	1.622	1.545	2.918	2.348	...	2.649	1.088	6.085	...
Septembre	2.456	923	2.790	2.399	18	2.576	1.176	6.169	...
Octobre	1.186	1.940	2.523	2.511	...	1.780	1.358	5.649	...
Novembre	1.732	1.070	3.237	2.660	11	2.174	1.194	6.039	...
Décembre	2.452	320	3.344	2.108	117	2.679	1.213	6.117	...
1969 Janvier	1.584	495	3.354	2.432	151	2.111	739	5.433	...
Février	4.497	81	3.478	2.330	167	4.776	783	8.056	...
Mars	4.644	...	3.657	1.820	613	3.817	2.051	8.301	...
Avril	3.033	...	3.696	1.085	992	3.630	1.022	6.729	...
Mai	3.235	...	3.016	1.399	1.718	2.911	223	6.251	...
Juin	3.573	...	2.522	1.064	1.484	3.365	182	6.095	...
Juillet	2.142	27	2.783	1.130	898	1.749	1.175	4.952	...
Août	2.349	15	3.611	1.051	2.923	1.795	206	5.975	...
Septembre	5.592	...	2.800	564	5.595	1.818	415	8.392	...
Octobre	6.697	...	4.352	524	4.680	5.561	284	11.049	...
Novembre	3.985	2	3.439	970	2.413	3.573	470	7.426	...
Décembre	4.711	90	3.481	1.042	404	6.448	388	8.282	...
1970 Janvier	5.382	168	3.669	908	74	7.828	409	9.219	...

* Du 17 novembre 1959 au 30 avril 1969, la plus grande partie des capitaux traités au jour le jour a été régie par le « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti ». Depuis le 1^{er} mai 1969, un nouveau « Protocole régissant le marché du call money garanti » est intervenu entre le Fonds des Rentes, l'Institut de Récompte et de Garantie et les organismes financiers du secteur public et du secteur privé recevant des dépôts de fonds à vue, en carnets de dépôt ou d'épargne ou à des termes n'excédant pas 3 mois. Le présent tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ces Protocoles.

¹ Jusqu'au 31 décembre 1964, les moyennes sont calculées sur la base du nombre de jours ouvrables de la période. A partir de 1965, les moyennes sont établies sur la base du nombre total de jours de la période; cette dernière méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

² Cette colonne comprend notamment la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, le Crédit Communal, la Société Nationale des Chemins de Fer Belges (jusqu'au 30 avril 1969) et depuis août 1960, divers prêteurs « hors Protocole ».

³ Cette colonne comprend notamment l'Office National du Ducroire, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, le Crédit Communal, la Société Nationale des Chemins de Fer Belges (jusqu'au 30 avril 1969).

**XVIII - 2. — LOCALISATION DES EFFETS COMMERCIAUX
ESCOMPTE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
ET DES ACCEPTATIONS BANCAIRES ¹**

(milliards de francs)

Moyennes des encours à fin de période ²	Portefeuille logé				Total (5) = (1) à (4)
	dans les banques de dépôts (1)	à l'Institut de Réescoute et de Garantie ³ (2)	dans les autres organismes du marché hors banque et à l'étranger (3)	à la Banque Nationale de Belgique ⁴ (4)	
1965	56,6	1,9	14,9	4,0	77,4
1966	62,6	0,8	15,6	8,8	87,8
1967	74,3	2,5	17,4	6,7	100,9
1968	86,6	1,7	21,2	10,8	120,3
1969	89,9	2,2	19,2	26,0	137,3
1964 4 ^e trimestre	51,4	1,0	14,1	4,5	71,0
1965 1 ^{er} trimestre	55,0	1,5	15,2	2,2	73,9
2 ^e trimestre	55,1	1,7	15,8	3,4	76,0
3 ^e trimestre	56,2	2,8	13,9	4,8	77,7
4 ^e trimestre	59,9	1,8	14,8	5,7	82,2
1966 1 ^{er} trimestre	59,5	1,4	17,0	7,0	84,9
2 ^e trimestre	61,2	0,7	16,4	8,8	87,1
3 ^e trimestre	62,3	0,4	14,8	10,1	87,6
4 ^e trimestre	67,5	0,6	14,3	9,2	91,6
1967 1 ^{er} trimestre	70,0	1,5	16,9	8,1	96,5
2 ^e trimestre	74,3	0,6	17,8	7,6	100,3
3 ^e trimestre	73,4	3,8	17,4	6,5	101,1
4 ^e trimestre	79,6	4,0	17,5	4,7	105,8
1968 1 ^{er} trimestre	84,8	2,6	19,9	7,5	114,8
2 ^e trimestre	87,9	1,7	21,6	7,6	118,8
3 ^e trimestre	86,5	1,5	21,8	11,9	121,7
4 ^e trimestre	87,3	1,2	21,4	16,0	125,9
1969 1 ^{er} trimestre	84,6	1,6	21,6	22,7	130,5
2 ^e trimestre	88,1	1,9	20,0	27,1	137,1
3 ^e trimestre	88,9	1,1	18,5	32,8	141,3
4 ^e trimestre	98,0	4,4	16,7	21,2	140,3

¹ Encours utilisés des crédits d'escompte et d'acceptations en francs belges accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers (autres que les intermédiaires financiers, mais y compris les parafinanciers d'exploitation), au Fonds des Routes et à l'étranger.

² Ces moyennes ont été calculées en prenant une fois les encours au début et de la fin de la période et deux fois les encours des fins de mois intercalaires.

³ Encours du portefeuille, à l'exclusion de la partie financée par recours au réescompte de la Banque Nationale.

⁴ Comme le tableau porte uniquement sur les crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts, les chiffres de cette colonne ne comprennent pas les crédits directs de la Banque Nationale.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, no 8, septembre 1967, p. 241.

XVIII - 3. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION

Mouvement du débit

Moyennes mensuelles ou mois	Nombre de chambres	Bruxelles						Province		Total général	
		Argent à très court terme		Autres opérations ¹		Total		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs
		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs				
1962	39	3	158	475	196	478	354	285	68	763	422
1963	39	2	129	510	226	521	355	302	73	823	428
1964	39	2	148	605	269	607	417	358	82	965	499
1965	39	2	169	736	307	738	476	423	99	1.161	575
1966	39	2	160	1.146	322	1.148	482	507	117	1.655	599
1967	39	3	200	1.383	406	1.386	606	637	128	2.023	734
1968	39	3	220	1.707	474	1.709	695	835	146	2.544	841
1969	39	2	233	2.005	585	2.007	818	1.161	177	3.168	995
1968 2 ^e trimestre	39	3	215	1.678	455	1.681	670	818	139	2.499	809
3 ^e trimestre	39	3	221	1.647	480	1.650	701	829	143	2.479	844
4 ^e trimestre	39	2	191	1.861	547	1.863	738	930	166	2.793	904
1969 1 ^{er} trimestre	39	3	234	1.854	559	1.857	793	998	166	2.855	959
2 ^e trimestre	39	2	181	1.959	571	1.961	752	1.137	171	3.098	923
3 ^e trimestre	39	2	207	1.998	601	2.000	808	1.160	177	3.160	985
4 ^e trimestre	39	2	311	2.209	607	2.211	918	1.347	197	3.558	1.115
1968 Juillet	39	3	230	1.781	533	1.784	763	902	154	2.686	917
Août	39	3	199	1.512	432	1.515	631	755	131	2.270	762
Septembre	39	3	235	1.648	475	1.651	710	830	145	2.481	855
Octobre	39	3	212	1.906	566	1.909	778	955	177	2.864	955
Novembre	39	2	174	1.643	512	1.645	686	830	146	2.475	832
Décembre	39	2	188	2.034	562	2.036	750	1.006	174	3.042	924
1969 Janvier	39	3	168	1.939	623	1.942	791	1.009	173	2.951	964
Février	39	2	267	1.745	535	1.747	802	942	163	2.689	965
Mars	39	3	267	1.878	519	1.881	786	1.043	161	2.924	947
Avril	39	2	182	1.987	517	1.989	699	1.144	162	3.133	861
Mai	39	2	179	1.856	582	1.858	761	1.080	162	2.938	923
Juin	39	2	182	2.033	613	2.035	795	1.189	191	3.224	986
Juillet	39	2	158	2.101	600	2.103	758	1.225	185	3.328	943
Août	39	2	173	1.774	602	1.776	775	1.028	153	2.804	928
Septembre	39	2	291	2.119	601	2.121	892	1.227	192	3.348	1.084
Octobre	39	3	414	2.305	665	2.308	1.079	1.373	213	3.681	1.292
Novembre	39	2	213	1.943	545	1.945	758	1.169	165	3.114	923
Décembre	39	2	305	2.380	611	2.382	916	1.498	213	3.880	1.129

¹ Titres, effets publics, coupons, virements, chèques, traites, promesses, quittances, opérations sur l'étranger, etc.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.). — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVIII^e année, vol. I, n° 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » — XXXV^e année, vol. I, n° 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » — XXXVII^e année, vol. I, n° 8 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge » — XLII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1967 : « Nouveaux tableaux concernant les crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger ».

XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(Pour cent par an)

1. — TAUX D'ESCOMPTE ET D'INTERET DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Date des changements	Escompte							Avances en compte courant et prêts sur *				
	Traites acceptées domiciliées en banque, warrants	Acceptations préalablement visées par la B.N.B. représentatives		Traites acceptées non domiciliées en banque	Traites non acceptées		Promesses	Certificats de trésorerie émis au taux de 1 15/16 %	Certificats de trésorerie et certificats du Fonds des Rentes émis à maximum 180 jours	Certificats de trésorerie émis à plus de 180 jours et à maximum 366 jours 1	autres effets publics 2	
		d'importations	d'exportations		domiciliées en banque	non domiciliées en banque						
1962 22 mars	4,—	4,—	3,—	4,50	4,75	5,25	5,25	2,25	4,—	4,50	5,25	
9 août	3,75	3,75	3,—	4,25	4,50	5,—	5,—	2,25	3,75	4,25	5,—	
6 décembre .	3,50	3,50	2,75	4,—	4,50	5,—	5,—	—	3,50	4,—	5,—	
1963 18 juillet	4,—	4,—	3,25	4,50	5,—	5,50	5,50	—	4,—	4,50	5,50	
31 octobre ...	4,25	4,25	3,75	5,—	5,75	6,25	6,25	—	4,50	5,25	6,25	
1964 4 février	4,25	4,25	3,75	5,—	5,75	6,25	6,25	—	4,75	5,50	6,50	
3 juillet	4,75	4,75	4,25	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,—	5,50	6,50	
18 décembre .	4,75	4,75	4,25	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,25	5,75	6,50	
1966 2 juin	5,25	5,25	4,75	5,75	6,25	6,75	6,75	—	5,75	6,25	7,—	
27 octobre ...	5,25	5,25	4,75	5,75	6,25	6,75	6,75	—	6,—	6,25	7,—	
1967 2 février	5,—	5,—	4,50	5,75	6,25	6,75	6,75	—	6,—	6,25	6,75	
23 mars	4,75	4,75	4,25	5,50	6,—	6,50	6,50	—	6,—	6,25	6,50	
20 avril	4,75	4,75	4,25	5,50	6,—	6,50	6,50	—	5,75	6,—	6,50	
11 mai	4,50	4,50	4,—	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,50	5,75	6,25	
14 septembre .	4,25	4,25	3,75	5,—	5,50	6,—	6,—	—	5,25	5,50	6,—	
26 octobre ...	4,—	4,—	3,50	4,75	5,25	5,75	5,75	—	5,—	5,25	5,75	
1968 7 mars	3,75	3,75	3,25	4,50	5,—	5,50	5,50	—	4,75	5,—	5,50	
19 décembre .	4,50	4,50	4,—	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,50	5,75	6,25	
1969 1 janvier ...	4,50	4,50	pays de la C.E.E.	4,—	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,50	5,75	6,25
			autres pays									
6 février	4,50	4,50	4,50	4,—	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,75	6,—	6,25
6 mars	5,—	5,—	5,—	4,50	5,75	6,25	7,—	7,—	—	6,50	6,75	7,—
10 avril	5,50	5,50	5,50	5,—	6,25	6,75	7,50	7,50	—	7,—	7,25	7,50
29 mai	6,—	6,—	6,—	5,50	6,75	7,25	8,—	8,—	—	7,50	7,75	8,—
31 juillet	7,—			9,—				—	8,50	8,75	9,—	
18 septembre	7,50			9,50				—	9,—	9,25	9,50	

* Quotité de l'avance au 28 février 1970

Cert. de trés. et cert. du Fonds des Rentes émis à max. 366 jours 1 ... max. 95 % | Autres effets publics (voir note 2) max. 80 %

1 Durée maximum portée à 374 jours à partir du 20 décembre 1967.

2 Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.

**XIX - 2. — TAUX DE L'ARGENT
AU JOUR LE JOUR**

**XIX - 3. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE
ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES**

Moyennes 1	A fin de période	Certificats de trésorerie à très court terme 2			Certificats de trésorerie B et certificats du Fonds des Rentes 3		Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication 7			
		1 mois	2 mois	3 mois	4 6	5 6		6 mois	9 mois	12 mois	
1963	2,31										
1964	3,35										
1965	3,17	1966	5,35	5,60	5,85	6,15	5,48	1965 14 déc.	5,30	5,45	5,50
1966	3,88	1967	3,80	4,10	4,40	4,90	5,56	1966 13 déc.	6,05	6,10	6,25
1967	3,19	1968	4,00	4,50	5,00	5,25	4,44	1967 12 déc.	5,00	5,10	5,15
1968	2,84	1969	7,50	8,00	8,50	8,75	7,14	1968 10 déc.	5,25	5,30	5,30
1969	5,40	1969 Févr. .	4,70	5,20	5,70	5,90	5,80	1969 9 déc.	8,80	8,80	8,80
1969 Janvier	3,90	Mars .	5,50	5,75	6,00	6,20	6,14	1969 11 mars	6,10	*	*
Février	3,16	Avril .	5,50	5,80	6,10	6,30	6,27	8 avril	6,35	*	6,35
Mars	3,47	Mai ...	5,55	5,90	6,25	6,45	6,35	13 mai	6,50	6,70	6,70
Avril	3,75	Juin ..	5,85	6,20	6,55	6,80	6,63	10 juin	6,65	*	*
Mai	4,25	Juillet .	6,50	7,00	7,50	7,75	7,47	8 juill.	7,00	*	7,10
Juin	4,28	Août ..	6,75	7,25	7,75	8,00	7,85	12 août	8,00	*	*
Juillet	6,39	Sept. .	7,50	8,00	8,50	8,75	8,21	9 sept.	8,30	*	8,30
Août	7,10	Oct. ...	7,50	8,00	8,50	8,75	8,75	14 oct.	8,80	*	8,80
Septembre	7,48	Nov. ..	7,50	8,00	8,50	8,75	8,75	13 nov.	8,80	8,80	8,80
Octobre	6,66	Déc. ..	7,50	8,00	8,50	8,75	8,75	9 déc.	8,80	8,80	8,80
Novembre	6,89	1970 Janv. .	7,50	8,00	8,50	8,70	8,72	1970 13 jan.	8,75	8,75	8,75
Décembre	6,07	Févr. .	7,40	7,80	8,25	8,50	8,59	10 fév.	8,70	*	8,70
1970 Janvier	5,75										

1 Il s'agit de moyennes pondérées des taux journaliers moyens. (La pondération tient compte, non seulement des capitaux empruntés chaque jour dans le cadre des protocoles dressés en vue de la participation au marché du call-money, mais encore de capitaux empruntés en dehors de ces protocoles.)

Jusqu'à fin décembre 1964, les moyennes sont calculées sur la base du nombre de jours ouvrables de la période. A partir de 1965, les moyennes sont établies sur la base du nombre total de jours de la période; cette dernière méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

2 Cf. Arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8028), modifié par arrêté ministériel du 25 mars 1964 (*Moniteur belge* du 28 mars 1964, p. 3238).

3 Les certificats de trésorerie B sont détenus soit par les banques soit par le Fonds des Rentes; les certificats du Fonds des Rentes sont détenus par les banques et accessoirement, depuis mai 1965, par des institutions du secteur public et des caisses d'épargne privées. Ces deux types de certificats ont été créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957; les certificats de trésorerie B ont été créés par la conversion à concurrence de 8,9 milliards de la dette à court terme logée à l'époque dans les banques, le solde de cette dette, soit 20 milliards étant converti en certificats de trésorerie A à 12 mois et à 1 15/16 p.c. (Arrêté ministériel du 9 novembre 1957, *Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8030). Par l'A.R. du 20-12-1962, les certificats A ont été convertis en un « Emprunt Spécial de Conversion de 1962 » remboursable en 20 ans et divisé en trois tranches, (10.000, 5.000 et 4.826 millions) portant intérêt au taux de 8,50 % l'an à partir du 1-1-1962, 81-12-1966 et 31-12-1971 respectivement. Avant ces dates le taux reste fixé à 1 15/16 % l'an. L'encours des certificats de trésorerie B ne varie pas; le 8 avril 1960 il a cependant été porté à 9,1 milliards par conversion de certificats de Trésorerie A. A partir de la réforme du marché monétaire de novembre 1957, les certificats de trésorerie A et B et les certificats du Fonds des Rentes ont été les seuls effets publics éligibles pour constituer la couverture dite « partielle » des dépôts à un mois au plus des banques de grande et de moyenne circulation jusqu'à la suppression de cette couverture le 1er janvier 1962. Jusqu'à la fin de 1961, le taux des certificats de trésorerie B et des certificats du Fonds des Rentes a été lié au taux d'escompte de la Banque Nationale de Belgique pour les traites acceptées domiciliées en banque; depuis le 1er janvier 1962, le taux des certificats du Fonds des Rentes est fixé par des adjudications hebdomadaires qui déterminent également les taux des certificats de trésorerie B.

4 Taux de la dernière adjudication hebdomadaire du mois.

5 Moyenne pondérée des taux fixés par les adjudications hebdomadaires de l'année ou du mois.

6 Taux unique, valable pour tous les certificats adjugés (taux le plus élevé retenu par le Fonds des Rentes).

7 Taux uniques valables pour tous les certificats adjugés (taux les plus élevés retenus par le Trésor).

* Pas d'adjudication.

XIX - 4. — TAUX DE DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES ¹

Dates des changements	Comptes de dépôts à				
	vue	15 jours de préavis ²	Terme ²		
			1 mois	3 mois	6 mois
1960 1 ^{er} janvier	0,50	1,05	1,90	3,00	3,10
4 août	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60
1961 24 août	0,50	1,50	2,65	3,30	3,45
28 décembre	0,50	1,30	2,40	3,15	3,30
1962 18 janvier	0,50	1,15	2,15	3,00	3,15
26 mars	0,50	1,10	1,90	2,75	2,90
9 août	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70
1963 6 novembre	0,50	1,20	2,10	3,00	3,50
1964 23 mars	0,50	1,20	2,30	3,30	3,80
13 juillet	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00
1966 1 ^{er} juillet	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30
1967 1 ^{er} mai	0,50	1,50	3,00	3,60	4,10
1968 1 ^{er} janvier	0,50	1,25	2,70	3,40	4,00
8 avril	0,50	1,00	2,20	3,00	3,50
1969 15 février	0,50	1,25	2,70	3,50	4,00
1 ^{er} avril	0,50	1,50	3,20	4,00	4,50
10 juin	0,50	2,00	4,00	4,75	5,25
1 ^{er} septembre	0,50	2,50	4,50	5,25	5,50
10 novembre	0,50	3,00	5,00	6,00	6,25

¹ Tarif appliqué par 25 banques environ, dont les principales. D'autres banques, surtout régionales, appliquent en général un tarif supérieur.

² De novembre 1957 à la fin de 1961 les taux des dépôts à préavis et à terme ont fluctué en fonction du taux d'escompte de la B.N.B. pour les traites acceptées domiciliées en banque. Depuis le début de 1962, leurs variations, décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paiements et de l'évolution de la conjoncture font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la Banque Nationale de Belgique et l'Association Belge des Banques.

**XIX - 5. — TAUX D'INTERET APPLIQUES SUR LIVRETS ORDINAIRES
A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

Dates des changements	1 ^{re} tranche ¹		2 ^e tranche ²	
	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³
1963 1 ^{er} janvier	2,75	0,275	2,00	0,20
1 ^{er} mai	3,00	0,30	2,00	0,20
1964 1 ^{er} janvier	3,00	0,40	2,00	0,30
1965 1 ^{er} janvier	3,00	0,50	2,00	0,40
1969 16 avril	3,00	0,75	2,00	0,60
10 juin	3,00	1,00	2,00	1,00
1970 1 ^{er} janvier	3,50	1,00	2,50	1,00

¹ Taux alloués sur les dépôts (ou la fraction des dépôts) jusqu'à : 250.000 F pour la période du 1-1-1963 au 31-12-1964; 350.000 F pour la période du 1-1-1965 au 31-12-1966; 500.000 F à partir du 1-1-1967.

² Taux alloués sur la fraction des dépôts dépassant les limites décrites au 1.

³ La prime de fidélité est accordée sur tout dépôt ou partie de dépôt qui est resté inscrit au livret durant l'année civile entière (à partir de 1965 : entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre d'une même année).

**XIX - 6. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES ***

Début de période	Emprunts émis avant le 1 ^{er} décembre 1962						Emprunts émis après le 1 ^{er} décembre 1962				
	Dette unifiée (rendement eu égard au cours seulement)	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans 1		Taux moyen pondéré (non compris la Dette unifiée) 2	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans 1		Taux moyen pondéré 2
		Etat	Paraéta-tiques et villes	Etat	Paraéta-tiques et villes		Etat	Paraéta-tiques et villes	Etat	Paraéta-tiques et villes	
	4 % 1 ^{re} a.	3,50 à 5,50 %	3 à 5,50 %	4,75 à 5,50 %	3 à 5,50 %	6,25 à 6,75 %	5,50 à 6,50 %	5 à 7 %	8 à 7 %		
1960	4,21	4,72	4,79	5,21	5,10	5,11	—	—	—	—	—
1961	4,39	5,55	5,69	6,07	5,80	5,89	—	—	—	—	—
1962	4,40	5,21	5,34	5,74	5,70	5,64	—	—	—	—	—
1963	4,05	4,54	4,50	4,96	5,02	4,94	—	—	—	—	—
1964	4,04	5,04	4,92	5,32	5,21	5,23	—	—	5,98	5,95	5,98
1965	4,06	5,38	5,38	5,62	5,60	5,83	—	—	6,43	6,55	6,47
1966	4,06	5,35	5,46	5,66	5,64	5,54	—	—	6,45	6,54	6,49
1967	4,07	5,83	5,82	5,85	5,84	5,84	—	—	6,76	6,81	6,80
1968	4,06	5,67	5,56	5,70	5,70	5,66	—	—	6,58	6,68	6,64
1968 Novembre	4,06	5,65	5,28	5,64	5,71	5,59	6,59	6,61	6,59	6,66	6,63
Décembre	4,06	5,71	5,25	5,56	5,73	5,61	6,60	6,62	6,63	6,69	6,67
1969 Janvier	4,06	5,82	5,37	5,58	5,76	5,69	6,61	6,62	6,65	6,71	6,69
Février	4,06	5,87	5,45	5,64	5,81	5,74	6,65	6,63	6,71	6,75	6,74
Mars	4,06	5,94	5,56	5,66	5,86	5,80	6,69	6,72	6,76	6,79	6,79
Avril	4,06	6,01	5,58	5,68	5,91	5,86	6,68	6,71	6,84	6,84	6,85
Mai	4,06	6,44	5,85	5,90	6,04	6,15	6,83	6,78	7,06	7,07	7,06
Juin	4,07	6,49	6,03	5,94	6,18	6,24	6,73	6,92	7,19	7,21	7,18
Juillet	4,07	6,50	6,13	5,95	6,16	6,26	6,72	6,99	7,16	7,38	7,23
Août	4,07	6,55	6,23	5,96	6,16	6,29	6,68	6,82	7,22	7,41	7,26
Septembre	4,07	6,58	6,28	6,00	6,28	6,35	6,76	6,80	7,37	7,55	7,41
Octobre	4,08	7,17	6,79	6,44	6,54	6,81	7,02	7,21	7,86	8,25	7,98
Novembre	4,09	7,25	6,94	6,45	6,71	6,91	7,16	8,05	7,82	8,26	7,97
Décembre	4,09	7,12	6,75	6,25	6,66	6,79	7,43	7,94	7,73	8,21	7,91
1970 Janvier	4,09	7,09	6,75	6,19	6,68	6,78	7,37	7,96	7,80	8,20	7,93
Février	4,09	6,99	6,76	6,09	6,65	6,69	7,29	7,69	7,82	8,18	7,91

* Sauf indication contraire, le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour, majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

1 Non compris les emprunts perpétuels. — 2 Y compris les emprunts de sociétés à plus de 5 ans.

N.B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXXI^e année, vol. 1, no 2, février 1956.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVI^e année, vol. I, no 8, juin 1951 : « Le Marché de l'argent au jour le jour depuis septembre 1950 » ; XXVIII^e année, vol. I, no 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » ; XXXII^e année, vol. II, no 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire » ; XXXV^e année, vol. I, no 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » ; XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ».

XX. — BANQUES D'EMISSIONS ETRANGERES

1. — TAUX D'ESCOMPTE *

Mois des changements	Allemagne		Etats-Unis 1		France		Grande- Bretagne		Italie		Pays-Bas		Canada		Suisse	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 31-12-1959		4,—		4,—		4,—		4,—		3,50		3,50		2		2,—
1960 Août			12	3,—												
Octobre ..					6	3,50	27	5,50								
Novembre ..	11	4,—														
Décembre ..							8	5,—								
1961 Janvier	20	3,50														
Mai	5	3,—														
Juillet							25	7,—								
Octobre ..							5	6,50								
Novembre ..							2	6,—								
1962 Mars							8	5,50								
Mars							22	5,—								
Avril							26	4,50			25	4,—	26	6,—		
Juin													10	5,50		
Septembre ..													12	5,—		
Octobre ..													13	4,—		
Novembre ..																
1963 Janvier ...								3	4,—			8	3,50			
Mai													6	3,50		
Juillet			17	3,50												
Août													11	4,—		
Novembre ..					14	4,—										
1964 Janvier ...											6	4,—				
Février ...								27	5,—							
Juin											4	4,50			3	2,50
Juillet																
Novembre ..			24	4,—				23	7,—					23	4,25	
1965 Janvier ...	22	3,50														
Avril					9	3,50										
Juin								3	6,—							
Août	13	4,—														
Décembre ..			6	4,50										6	4,75	
1966 Mars														14	5,25	
Mai	27	5,—									2	5,—				
Juillet								14	7,—						6	3,50
1967 Janvier ...	6	4,50						26	6,50					30	5,—	
Février ...	17	4,—														
Mars								16	6,—		15	4,50				
Avril	14	3,50	7	4,—									7	4,50		
Mai	12	3,—						4	5,50							
Juillet															10	3,—
Septembre ..														28	5,—	
Octobre ..								19	6,—							
Novembre ..								9	6,50							
Novembre ..			20	4,50				18	8,—					20	6,—	
1968 Janvier ...														22	7,—	
Mars			22	5,—				21	7,50					15	7,50	
Avril			19	5,50												
Juillet					4	5,—								2	7,—	
Juillet														29	6,50	
Août			30	5,25												
Septembre ..								19	7,—					3	6,—	
Novembre ..					13	6,—										
Décembre ..			18	5,50										18	6,50	
1969 Février ...								27	8,—							
Mars														3	7,—	
Avril	18	4,—	4	6,—							9	5,50				
Juin	20	5,—			13	7,—								11	7,50	
Juillet														16	8,—	
Août									1	5,— ³						
Septembre ..	11	6,—							14	5,50 ⁴	4	6,00				
Octobre ..					8	8,—									15	3,75

* Définitions des taux d'escompte officiels : voir « International Financial Statistics » (F.M.I.).

1 Federal Reserve Bank of New York.

2 Entre le 1-11-1956 et le 26-6-1962, le taux de la Banque du Canada était ajusté une fois par semaine en fonction de l'évolution du taux moyen des bons du Trésor.

3 Le taux de 8,5 % qui était en vigueur du 7 juin 1958 au 30 juin 1969 pour toutes les opérations, est maintenu pour les établissements de crédit qui auront fait recours au réescompte pour un montant inférieur aux cinq pour cent de leurs réserves bancaires obligatoires, pendant le semestre de calendrier précédant celui de l'opération. A partir du 1er juillet 1969, le taux d'escompte s'appliquant aux établissements de crédit qui auront dépassé cette limite est majoré de 1,50 pour cent.

4 A partir du 14 août 1969 la majoration de 1,50 pour cent s'applique à un taux d'escompte de base de 4 % au lieu de 8,50 %.

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(millions de francs français)

(Ancienne présentation des postes de la situation hebdomadaire)

	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre
ACTIF				
Encaisse or	4.322	4.322	4.322	4.322
Disponibilités à vue à l'étranger	17.448	20.665	22.415	23.824
Avances au Fonds de Stabilisation des changes ¹	2.627	3.370	4.716	5.200
<i>Concours au Fonds Monétaire Interna- tional</i>	2.263	3.096	4.405	4.926
<i>Autres opérations</i>	364	274	311	274
Annuités de Prêt de la B.I.R.D. et de l'E.I.B.	630	589	1.471	1.471
Monnaies divisionnaires	28	24	22	30
Comptes courants postaux	911	920	1.135	1.221
Prêts à l'Etat ²	5.450	5.450	5.450	5.450
Avances à l'Etat ³	3.316	3.546	1.682	3.427
Portefeuille d'escompte	20.007	18.606	19.053	16.010
Effets représentatifs de crédits à court terme :				
<i>Effets escomptés sur la France</i>	7.030	6.173	6.925	7.038
<i>Effets escomptés sur l'étranger</i> .....	...	...	...	...
<i>Effets garantis par l'Office des céréales</i> ⁴	575	669	612	141
<i>Obligations cautionnées</i> .....	—	...	...	1.332
Effets de mobilisation de crédits à moyen terme :				
<i>Prêts spéciaux à la construction</i>	12.402	6.819	6.188	4.050
<i>Autres crédits à moyen terme</i>		4.945	5.328	3.449
Effets négociables achetés en France ⁵ ...	3.220	4.546	6.183	8.840
Avances à 30 jours sur effets publics ...	72	32	5	12
Avances sur titres	71	88	91	99
Avances sur or .....	...	...	...	...
Effets en cours de recouvrement	1.656	1.689	1.465	1.368
Divers	1.468	1.497	1.142	1.373
Total ...	61.226	65.344	69.152	72.647
PASSIF				
Engagements à vue :				
Billets au porteur en circulation	55.781	59.544	64.170	67.627
Comptes créditeurs	3.479	3.668	3.272	3.066
<i>Comptes courants du Trésor public</i> ...	1	...	...	...
<i>Comptes des banques, institutions et personnes étrangères</i>	238	426	169	226
<i>Comptes courants des banques et institutions financières françaises</i> .	1.789	1.807	1.721	1.345
<i>Autres comptes courants et de dépôts de fonds; dispositions et autres engagements à vue</i>	1.451	1.435	1.382	1.495
Capital de la Banque	250	250	250	250
Divers	1.716	1.882	1.460	1.704
Total ...	61.226	65.344	69.152	72.647

¹ Convention du 27 juin 1949.

² Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959 et convention du 8 mai 1962 approuvée par la loi du 7 juin 1962.

³ Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959.

⁴ Loi du 15 août 1936, décret du 29 juillet 1939 et loi du 19 mai 1941.

⁵ Décret du 17 juin 1938.

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(millions de francs français)

(Nouvelle présentation des postes de la situation hebdomadaire)

	1967 31 décembre	1968 31 décembre	1969 31 décembre	1969 9 janvier	1970 8 janvier	1969 6 février	1970 5 février
ACTIF							
Encaisse or	4.322	4.322	4.862	4.322	4.862	4.322	4.862
Disponibilités à vue à l'étranger	25.618	16.356	15.238	16.328	15.246	16.327	15.444
Avances au Fonds de Stabilisation des changes ¹	4.683	1.216	1.368	1.246	1.368	1.354	2.287
<i>Concours au Fonds Monétaire Interna- tional</i>	4.423	1.216	1.368	1.216	1.368	1.216	1.368
<i>Autres opérations</i>	260	...	...	30	...	138	919
Annuités de Prêt de la B.I.R.D. et de l'E.I.B.	1.380	1.290	1.341	1.244	1.290	1.244	1.290
Monnaies divisionnaires	7	32	44	30	47	32	91
Comptes courants postaux	1.194	1.514	252	1.696	331	1.357	239
Prêts à l'Etat ²	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450
Avances à l'Etat ³	3.153	3.368	2.899	3.855	3.452	3.452	3.452
Portefeuille d'escompte	25.185	36.468	37.546	39.677	42.571	40.071	37.517
Mobilisation de créances sur la France							
Effets représentatifs de crédits à court terme :							
<i>Obligations cautionnées</i>	1.810	839	901	2.126	3.358	3.154	422
<i>Effets garantis par l'Office des céréa- les</i> ⁴	1.859	2.930	2.907	3.001	2.963	2.869	2.516
<i>Autres effets sur la France</i>	7.697	10.643	8.278	10.999	8.675	10.708	8.382
Effets de mobilisation de crédits à moyen terme :							
<i>Prêts spéciaux à la construction</i>	2.565	4.751	4.707	5.226	5.448	5.011	4.187
<i>Autres crédits à moyen terme</i>	2.249	4.335	6.632	5.011	6.924	4.805	6.483
Mobilisation de créances sur l'étranger							
Effets représentatifs de crédits à court terme	4.722	7.760	7.310	8.144	8.435	8.206	8.521
Effets de mobilisation de créances à moyen terme	4.283	5.210	6.811	5.170	6.768	5.318	7.006
Effets négociables achetés en France ⁵ ...	3.443	12.251	22.499	8.169	17.969	7.512	17.655
Avances à 30 jours sur effets publics ...	212	—	—	—	—	—	—
Avances sur titres	86	142	130	142	133	139	137
Effets en cours de recouvrement	1.638	3.375	2.806	1.137	1.218	1.320	1.465
Divers	1.815	5.432	2.082	4.965	1.845	4.249	1.296
Total ...	78.186	91.216	96.517	88.261	95.782	86.829	91.185
PASSIF							
Engagements à vue :							
Billets au porteur en circulation	70.508	72.194	72.398	71.847	72.374	71.054	70.938
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	3.606	7.056	5.262	6.130	5.468	6.971	5.214
Autres comptes créditeurs	1.761	5.074	12.133	4.300	10.699	3.948	11.114
<i>Compte courant du Trésor public</i> ...	...	1	1	1	1	1	1
<i>Comptes des banques, institutions et personnes étrangères</i>	246	3.405	9.727	2.817	8.777	2.496	9.280
<i>Autres comptes courants et de dépôts de fonds; dispositions et autres engagements à vue</i>	1.515	1.668	2.405	1.482	1.921	1.451	1.833
Compte spécial du Fonds de Stabilisation des changes -							
Contrepartie des allocations de droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	919
Plus-value de réévaluation 1966 ⁶	—	—	2.351	—	2.351	—	—
Capital de la Banque	250	250	250	250	250	250	250
Divers	2.061	6.642	4.123	5.734	4.640	4.606	2.750
Total ...	78.186	91.216	96.517	88.261	95.782	86.829	91.185

¹ Convention du 27 juin 1949.

² Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959 et convention du 8 mai 1962 approuvée par la loi du 7 juin 1962.

³ Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959.

⁴ Loi du 15 août 1936, décret du 29 juillet 1939 et loi du 19 mai 1941.

⁵ Décret du 17 juin 1938.

⁶ Convention du 4 décembre 1960 approuvée par la loi du 24 décembre 1960.

XX . 3. — BANK OF ENGLAND

(*millions of £*)

	1966 February 28	1967 February 28	1968 February 28	1969 February 28	1969 January 8	1970 January 7	1969 February 5	1970 February 4
--	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	-------------------	-------------------	--------------------	--------------------

ISSUE DEPARTMENT

Government Debt	11	11	11	11	11	11	11	11
Other Government Securities	2.788	2.888	3.038	3.188	3.288	3.361	3.138	3.211
Other Securities	1	1	1	1	1	28	1	28
Coin other than Gold Coin .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Amount of Fiduciary Issue	2.800	2.900	3.050	3.200	3.300	3.400	3.150	3.250
Gold Coin and Bullion .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total ...	2.800	2.900	3.050	3.200	3.300	3.400	3.150	3.250

Notes Issued :								
In Circulation	2.784	2.869	3.016	3.140	3.236	3.360	3.106	3.201
In Banking Department	16	31	34	60	64	40	44	49
Total ...	2.800	2.900	3.050	3.200	3.300	3.400	3.150	3.250

BANKING DEPARTMENT

Government Securities	380	458	526	486	487	479	549	395
Other Securities :								
Discounts and Advances	70	93	88	70	69	34	81	50
Securities	28	27	31	89	51	54	40	82
Notes	16	31	34	60	64	40	44	49
Coin	1	1	1	1	1	2	1	2
Total ...	495	610	680	706	672	609	715	578

Capital	15	15	15	14	15	14	15	14
Rest	4	4	4	4	3	4	4	4
Public Deposits	13	12	13	12	12	11	12	12
(including Exchequer, National Loans Fund, National Debt Commissioners and Dividend Accounts)								
Special Deposits	97	201	218	231	227	226	231	226
Other Deposits :								
Bankers	272	268	302	301	274	212	311	188
Other Accounts	94	110	128	144	141	142	142	134
Total ...	495	610	680	706	672	609	715	578

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS ¹

(millions of \$)

	1965 December 31	1966 December 31	1967 December 31	1968 December 31	1969 January 8	1970 January 7	1969 February 5	1970 February 4
ASSETS								
Gold certificate account	13.436	12.674	11.481	10.026	10.025	10.036	10.025	11.045
Special Drawing Rights certificate account	—	—	—	—	—	...	—	200
Cash	129	298	360	207	203	111	235	172
Discounts and advances	137	173	141	188	180	164	1.154	1.186
Acceptances :								
Bought outright	75	69	75	58	57	64	49	60
Held under repurchase agreement	112	124	89	...	...	...	...	44
Federal agency obligations :								
Held under repurchase agreement	—	34	38	...	...	...	3	106
U.S. Government securities :								
Bought outright :								
Bills	9.100	11.803	15.975	18.756	18.541	21.803	17.820	20.629
Certificates .....	...	4.351	...	...	...	...	...	...
Notes	24.828	21.302	26.918	28.706	28.706	31.392	28.706	31.392
Bonds	6.550	6.199	6.087	5.475	5.475	3.946	5.475	3.496
Total bought outright ...	40.478	43.655	48.980	52.937	52.722	56.691	52.001	55.517
Held under repurchase agreement	290	627	132	...	...	...	58	681
Total U.S. Government securities ...	40.768	44.282	49.112	52.937	52.722	56.691	52.059	56.198
Total loans and securities	41.092	44.682	49.455	53.183	52.959	56.919	53.265	57.594
Cash items in process of collection	6.915	7.879	8.465	9.417	9.659	11.368	8.772	10.020
Bank premises	103	107	112	113	112	116	113	118
Other assets	977	1.418	2.153	2.894	2.791	2.588	2.803	1.734
Total assets ...	62.652	67.058	72.026	75.840	75.749	81.138	75.213	80.883
LIABILITIES								
Federal Reserve notes	37.074	39.339	41.642	44.726	44.166	46.985	43.066	45.712
Deposits :								
Member bank reserves	18.447	19.794	20.999	21.773	21.722	22.767	22.612	23.736
U.S. Treasurer - general account	668	416	1.123	703	762	1.057	414	1.205
Foreign	150	174	135	216	216	229	119	178
Other	355	588	663	747	469	503	481	681
Total deposits ...	19.620	20.972	22.920	23.439	23.169	24.556	23.626	25.800
Deferred availability cash items	4.667	5.369	5.972	6.020	6.695	7.619	6.609	7.135
Other liabilities and accrued dividends ...	189	238	296	395	399	568	379	565
Total liabilities ...	61.550	65.918	70.830	74.580	74.429	79.728	73.680	79.212
CAPITAL ACCOUNTS								
Capital paid in	551	570	598	630	628	673	635	676
Surplus	551	570	598	630	630	669	630	669
Other capital accounts .....	...	...	...	...	62	68	268	326
Total liabilities and capital accounts ...	62.652	67.058	72.026	75.840	75.749	81.138	75.213	80.883
Contingent liability on acceptances purchased for foreign correspondents	144	191	156	109	111	145	100	147

¹ Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks.

XX - 5. — DE NEDERLANDSCHE BANK
(miljoenen guldens)

	1965 31 december	1966 31 december	1967 31 december	1968 31 december	1969 6 januari	1970 5 januari	1969 10 februari	1970 9 februari
ACTIVA								
Goud	6.327	6.234	6.166	6.115	6.115	6.198	6.115	6.231
Vorderingen en geldwaardige papieren luidende in goud of in buitenlandse geldsoorten	1.096	1.119	2.023	984	920	1.343	716	1.330
Buitenlandse betaalmiddelen .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Vorderingen op het buitenland luidende in guldens	44	53	50	19	24	10	5	7
Bijzondere trekkingsrechten in het I.M.F.	—	—	—	—	—	—	—	346
Wissels, promessen, schatkistpapier en schuldbrieven in disconto	7	78	203	211	171	262	104	262
Wissels, schatkistpapier en schuldbrieven door de Bank gekocht (art. 15, onder 4 ^o van de Bankwet 1948)	704	1.139	895	1.613	1.613	1.033	1.572	1.284
Voorschotten in rekening-courant (incl. beleningen)	157	234	283	418	368	607	627	598
Voorschotten aan de Staat (art. 20 van de Bankwet 1948) .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Nederlandse munten	30	22	20	28	28	29	29	35
Belegging van kapitaal en reserves	164	162	183	226	223	264	227	264
Gebouwen en inventaris .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Diverse rekeningen	15	20	24	21	18	332	15	11
Totaal ...	8.544	9.061	9.847	9.635	9.480	10.078	9.410	10.368

PASSIVA

Bankbiljetten in omloop	7.682	8.245	8.558	8.703	8.514	9.113	8.339	8.864
Bankassignaties .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Rekening-courantsaldo's in guldens van ingezetenen	525	437	873	472	523	141	629	631
's Rijks schatkist	394	326	775	394	473	8	567	572
Banken in Nederland	91	76	43	31	17	85	14	12
Andere ingezetenen	40	35	55	47	33	48	48	47
Rekening-courantsaldo's in guldens van niet-ingezetenen	64	56	57	61	52	62	51	64
Buitenlandse circulatiebanken en daar- mede gelijk te stellen instellingen ...	57	50	48	42	45	49	45	54
Andere niet-ingezetenen	7	6	9	19	7	13	6	10
Saldo's luidende in buitenlandse geld- soorten	13	13	13	7	13	8	7	5
Tegenwaarde toegewezen bijzondere trek- kingsrechten in het I.M.F.	—	—	—	—	—	—	—	316
Kapitaal	20	20	20	20	20	20	20	20
Reserves	163	171	209	244	209	244	209	244
Diverse rekeningen	77	119	117	128	149	490	155	224
Totaal ...	8.544	9.061	9.847	9.635	9.480	10.078	9.410	10.368

N. B. — Circulatie der door de Bank namens de Staat in het verkeer gebrachte muntbiljetten

71	72	34	24	23	18	23	18
----	----	----	----	----	----	----	----

XX - 6. — BANCA D'ITALIA

(miliardi di lire)

	1965 dicembre	1966 dicembre	1967 dicembre	1968 dicembre	1968 ottobre	1969 ottobre	1968 novembre	1969 novembre
Oro in cassa	1.502	1.509	1.500	1.827	1.740	1.846	1.779	1.847
Cassa ¹	24	35	44	37	33	37	35	27
Portafoglio ²	720	939	1.243	1.333	902	1.199	904	1.254
Effetti ricevuti per l'incasso .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Anticipazioni ³	311	664	1.209	1.337	1.052	1.356	892	1.099
Prorogati pagamenti	93	95	...	...	...	...	...	...
Ufficio italiano dei cambi	1.982	2.129	2.474	2.086	2.286	1.558	2.165	1.599
Disponibilita in divisa all'estero .....	...	—	—	...	...	...	...	...
Titoli emessi o garantiti dallo Stato ⁴ ...	405	619	747	1.035	639	1.988	640	2.150
Immobili .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Debitori diversi	211	241	365	531	403	891	436	684
Anticipazioni straordinarie al Tesoro	377	339	339	339	339	339	339	339
C/c servizio tesoreria	913	537	166	287	252	...	539	...
Servizi diversi per conto dello Stato	33	59	61	91	65	119	65	121
Spese	102	133	157	179	110	122	114	125
Totale attivo ...	6.673	7.299	8.305	9.082	7.821	9.455	7.908	9.245
Circolazione dei biglietti ⁵	4.283	4.595	5.126	5.390	4.695	5.219	4.742	5.331
Vaglia, assegni e debiti a vista ⁶	41	62	52	110	34	27	46	41
Conti correnti liberi	157	172	256	186	39	65	46	40
Conti correnti vincolati	1.738	1.933	2.162	2.425	2.372	2.717	2.362	2.711
Creditori diversi	340	391	537	775	555	1.125	582	920
C/c servizio tesoreria .....	...	...	...	...	...	162	...	59
Capitale .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Fondo di riserva ordinario	7	8	9	9	9	10	9	10
Fondo di riserva straordinario	4	5	6	7	6	7	6	7
Rendite	103	133	157	180	111	123	115	126
Utile provvisorio del precedente esercizio ..	—	—	—	—	—	—	—	—
Totale passivo e patrimonio ...	6.673	7.299	8.305	9.082	7.821	9.455	7.908	9.245
Depositanti di titoli e valori	4.991	6.338	7.340	8.089	7.128	9.294	7.126	9.538
¹ Comprese monete di Stato	1	22	24	14	15	13	16	13
² Compreso finanziamento ammassi e acquisto grano :								
— aziende di credito	387	414	441	506	466	544	501	545
— istituti speciali	293	314	335	324	351	344	320	345
³ Comprese anticipazioni a :								
— aziende di credito	308	661	1.208	1.332	1.047	1.337	887	1.075
— privati	1	1	1	6	4	19	5	24
⁴ Compresi BOT	107	108	153	80	86	374	83	374
⁵ Compresi biglietti presso il Tesoro	2	1	2	2	1	n.d.	2	n.d.
⁶ Compresi vaglia e assegni	22	27	28	20	15	25	21	26

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Millionen DM)

	1966 31. Dezember	1967 31. Dezember	1968 31. Dezember	1969 31. Dezember	1969 7. Januar	1970 7. Januar	1969 7. Februar	1970 6. Februar
AKTIVA								
Gold	16.905	16.647	17.881	14.700	17.880	14.697	17.881	14.697
Guthaben bei ausländischen Banken und Geldmarktanlagen im Ausland	9.775	10.353	11.503	5.693	8.657	5.392	6.540	6.774
Sonstige Geldanlagen im Ausland und Forderungen an das Ausland	—	1.000	3.715	4.200	3.715	4.200	3.700	2.200
Sonderziehungsrechte	—	—	—	—	—	738	—	738
Sorten, Auslandswechsel und -schecks ...	1.084	1.953	3.134	3.445	3.143	3.561	3.163	3.672
Deutsche Scheidemünzen	166	200	191	138	207	146	254	182
Postcheckguthaben	425	418	470	451	345	363	187	188
Inlandswechsel	5.031	2.922	2.139	11.425	2.239	13.266	4.412	15.795
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatz- anweisungen	711	...	5	578	...	577	...	300
Lombardforderungen	938	950	875	2.797	179	3.717	106	2.230
Kassenkredite	1.164	2.220	1.344	1.974	1.172	1.270	267	1.142
Wertpapiere	1.095	2.317	1.688	1.031	1.667	1.034	1.224	1.056
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung	7.804	6.438	6.148	6.653	6.108	6.637	6.538	7.032
Kredite an Bund für Beteiligung an inter- nationalen Einrichtungen	3.741	3.639	4.053	1.173	4.043	1.173	3.960	1.173
Forderungen an Bund wegen Forderungs- erwerb aus Nachkriegswirtschaftshilfe und Änderung der Währungsparität ...	2.462	1.534	783	722	768	722	768	722
Kredite an internationale Einrichtungen und Konsolidierungskredite	3.256	2.448	3.969	1.699	3.969	1.699	4.068	1.873
<i>darunter : a) an I.W.F.</i>	1.390	670	2.082	...	2.082	...	2.082	...
<i>b) an Weltbank</i>	1.446	1.447	1.644	1.544	1.644	1.544	1.743	1.718
<i>c) aus der Abwicklung der E.Z.U.</i>	420	331	243	155	243	155	243	155
Ausgleichsbedarf für Neubewertung der Gold- und Devisenpositionen	—	—	—	...	—	—	—	—
Sonstige Aktiva	357	830	813	2.017	411	711	362	543
	54.914	53.869	58.711	58.696	54.503	59.903	53.430	60.317
PASSIVA								
Banknotenumlauf	30.770	31.574	32.499	34.617	30.880	33.015	30.217	32.471
Einlagen von	19.784	17.628	21.255	21.089	18.480	23.350	18.245	24.318
<i>Kreditinstituten</i>	17.386	15.179	17.579	16.890	15.504	20.139	15.490	20.106
<i>Öffentlichen Einlegern</i>	2.109	2.115	3.299	3.826	2.659	2.859	2.490	3.913
<i>Andere inländischer Einlegern</i>	289	334	377	373	317	352	265	299
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsge- schäft	552	643	365	472	479	421	351	370
<i>Einlagen ausländischer Einleger</i>	494	506	322	383	372	376	313	325
<i>Sonstige</i>	58	137	43	89	107	45	38	45
Ausgleichsposten für zugewiesene Sonder- ziehungsrechte	—	—	—	—	—	738	—	738
Rückstellungen	1.690	1.925	2.110	1.170	2.110	1.170	2.110	1.170
Grundkapital	290	290	290	290	290	290	290	290
Rücklagen	963	1.080	1.180	860	1.180	860	1.180	860
Sonstige Passiva	863	729	1.012	198	1.084	59	1.037	100
	54.914	53.869	58.711	58.696	54.503	59.903	53.430	60.317

XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(millions de francs suisses)

	1966 31 décembre	1967 31 décembre	1968 31 décembre	1969 31 décembre	1969 7 janvier	1970 7 janvier	1969 6 février	1970 6 février
ACTIF								
Encaisse or	12.297	13.370	11.356	11.435	11.356	11.435	11.459	11.508
Devises	2.060	1.987	5.601	5.793	4.319	4.364	1.491	1.494
Bons du Trésor étrangers en FS	432	432	1.442	1.851	1.442	1.851	1.552	1.851
Avoirs avec garantie de change auprès de banques d'émission étrangères	519	174	108	—	108	—	108	—
Portefeuille effets sur la Suisse	158	142	288	731	128	180	108	116
<i>Effets de change</i>	141	142	281	613	127	116	108	116
<i>Bons du Trésor de la Confédération suisse</i>	17	...	7	118	1	64	...	...
Avances sur nantissement	109	86	160	277	49	74	13	12
Titres	182	182	181	170	181	170	181	170
<i>pouvant servir de couverture</i> .....	...	9	17	43	17	43	17	43
<i>autres</i>	182	173	164	127	164	127	164	127
Correspondants :	97	87	122	109	18	42	25	36
<i>en Suisse</i>	82	72	100	89	1	23	8	16
<i>à l'étranger</i>	15	15	22	20	17	19	17	20
Autres postes de l'actif	68	59	57	91	50	86	50	93
Total ...	15.922	16.519	19.315	20.457	17.651	18.202	14.987	15.280

PASSIF

Fonds propres	58	59	60	61	60	61	60	61
Billets en circulation	10.651	11.327	12.047	12.518	11.485	11.939	10.809	11.300
Engagements à vue	3.431	4.145	6.414	6.955	5.164	5.100	3.156	2.768
<i>Comptes de virements des banques, du commerce et de l'industrie</i>	2.982	3.811	5.776	6.354	4.437	4.337	2.352	2.341
<i>Autres engagements à vue</i>	449	334	638	601	727	763	804	427
Comptes de virements de banques tempo- rairement liés	1.035	—	—	—	—	—	—	—
Engagements à terme	389	550	233	142	375	318	375	318
Dépôts obligatoires selon l'arrêté fédéral du 13 mars 1964	2	—	—	—	—	—	—	—
Autres postes du passif	356	438	561	781	567	784	587	833
Total ...	15.922	16.519	19.315	20.457	17.651	18.202	14.987	15.280

Références bibliographiques : *International Financial Statistics* (F.M.I.) — *Banque de France* : « Compte rendu des opérations ». — *Report of the Bank of England*. — *Federal Reserve Bulletin*. — *De Nederlandsche Bank* : Verslag over het boekjaar. — *Banca d'Italia*. : Bolletino. — *Geschäftsbericht der Deutschen Bundesbank*. — *Banque Nationale Suisse* (rapports).

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE

Situations en millions de francs or

[unités de 0.29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Actif

	31 décembre 1987	31 décembre 1988	30 novembre 1988	30 novembre 1989	31 décembre 1988	31 décembre 1989
I. Or en lingots et monnayé	2.720	4.057	4.116	4.038	4.057	4.177
II. Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue .	38	42	43	85	42	46
III. Bons du Trésor réescomptables	1.335	70	67	7	70	7
IV. Effets div. remobilis. sur dem.	72	62	62	62	62	63
Y. Dépôts à terme et avances :	6.231	9.949	8.132	9.610	9.949	10.673
a) à 3 mois au maximum	5.755	6.004	4.125	7.482	6.004	8.223
b) à 3 mois au maximum (or)	—	—	—	—	—	—
c) de 3 à 6 mois	440	} 3.945	4.007	2.128	3.945	2.450
d) de 6 à 9 mois	21					
e) de 9 à 12 mois	15					
f) à plus d'un an	—					
VI. Autres effets et titres :	1.941	1.563	1.687	4.130	1.563	4.548
1. Or :						
a) à 3 mois au maximum	295	299	299	299	299	299
b) de 3 à 6 mois	20	} 118	117	117	118	118
c) de 6 à 9 mois	77					
d) de 9 à 12 mois	11					
e) à plus d'un an	—					
2. Monnaies :						
a) à 3 mois au maximum	1.345	999	1.149	3.176	999	3.696
b) de 3 à 6 mois	83	} 147	122	538	147	435
c) de 6 à 9 mois	53					
d) de 9 à 12 mois	34					
e) à plus d'un an	23					
VII. Actifs divers	1	20	5	21	20	17
<i>Total actif ...</i>	12.338	15.763	14.112	17.953	15.763	19.531

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE

Situations en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Passif

	31 décembre 1967	31 décembre 1968	30 novembre 1968	30 novembre 1969	31 décembre 1968	31 décembre 1969
I. Capital :						
Actions libérées de 25 %	125	125	125	125	125	250
II. Réserves	45	75	75	105	75	168
1. Fonds de Réserve Légale	12	12	12	12	12	25
2. Fonds de Réserve Générale	23	38	38	53	38	53
3. Fonds Spécial de Réserve de Dividendes ..	10	10	10	10	10	10
4. Fonds de Réserve Libre	—	15	15	30	15	80
III. Dépôts (or) :	5.032	5.543	5.328	5.400	5.543	6.064
1. Banques centrales :						
a) à plus d'un an	—					
b) de 9 à 12 mois	183	226	264	337	226	258
c) de 6 à 9 mois	—					
d) de 3 à 6 mois	52					
e) à 3 mois au maximum	3.172	2.665	2.614	2.804	2.665	2.811
f) à vue	995	2.066	1.889	1.820	2.066	1.936
2. Autres déposants :						
a) à plus d'un an	—					
b) de 9 à 12 mois	17	—	—	—	—	611
c) de 6 à 9 mois	—					
d) de 3 à 6 mois	55					
e) à 3 mois au maximum	375	97	97	—	97	—
f) à vue	183	489	464	439	489	448
IV. Dépôts (monnaies) :	6.228	8.241	6.813	11.161	8.241	12.061
1. Banques centrales :						
a) à plus d'un an	13					
b) de 9 à 12 mois	47	1.942	2.028	1.551	1.942	1.373
c) de 6 à 9 mois	89					
d) de 3 à 6 mois	377					
e) à 3 mois au maximum	5.273	5.714	3.555	8.147	5.714	9.451
f) à vue	99	32	17	40	32	58
2. Autres déposants :						
a) de 9 à 12 mois	8					
b) de 6 à 9 mois	—	90	89	74	90	81
c) de 3 à 6 mois	—					
d) à 3 mois au maximum	305	447	1.101	1.332	447	1.079
e) à vue	17	16	23	17	16	19
V. Effets :	573	1.466	1.463	831	1.466	835
a) de 9 à 12 mois	—					
b) de 6 à 9 mois	—	937	983	465	937	367
c) de 3 à 6 mois	—					
d) à 3 mois au maximum	573	529	480	366	529	468
VI. Divers	104	75	71	111	75	121
VII. Comptes de profits et pertes	—	—	—	—	—	—
VIII. Dividende payable le 1^{er} juillet	—	—	—	—	—	—
IX. Provision	231	238	237	220	238	32
<i>Total passif ...</i>	12.338	15.763	14.112	17.953	15.763	19.531

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES.

A.M.E.	Accord Monétaire Européen.
B.C.G.B.R.U.	Banque Centrale du Congo belge et du Ruanda-Urundi.
B.I.R.D.	Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.
B.I.T.	Bureau International du Travail.
	B.N.B. Banque Nationale de Belgique.
B.R.I.	Banque des Règlements Internationaux.
	C.A.D.G. Caisse Autonome des Dommages de Guerre.
C.E.C.A.	Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
C.E.E.	Communauté Economique Européenne.
	C.G.E.R. Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
	C.N.C.P. Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
	D.U.L.B.E.A. Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles.
	FABRIMETAL Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
F.A.O.	Food and Agricultural Organization.
	FEBELTEX Fédération de l'Industrie Textile Belge.
	F.I.B. Fédération des Industries Belges.
F.M.I.	Fonds Monétaire International.
	I.N.S. Institut National de Statistique.
	I.R.G. Institut de Réescompte et de Garantie.
	M.A.E. Ministère des Affaires Economiques.
	O.C.P. Office des Chèques Postaux.
O.C.D.E.	Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
	O.N.D. Office National du Dueroire.
	ONEM Office National de l'Emploi.
	O.N.S.S. Office National de Sécurité Sociale.
O.N.U.	Organisation des Nations Unies.
	R.T.B. Radiodiffusion-Télévision Belge.
	R.T.T. Régie des Télégraphes et des Téléphones.
	R.Y.A. Régie des Voies Aériennes.
	SABENA Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
	S.N.C.B. Société Nationale des Chemins de fer belges.
	S.N.C.I. Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
	S.N.C.V. Société Nationale des Chemins de fer vicinaux.
	S.N.D.E. Société Nationale des Distributions d'Eau.
U.E.B.L.	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.
U.E.P.	Union Européenne de Paiements.

SIGNES CONVENTIONNELS.

—	la donnée n'existe pas.
n.d.	non disponible.
p.c.	pour cent.
p	provisoire.
r	chiffre rectifié.
(e)	estimation.
...	zéro ou quantité négligeable.

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numéros des tableaux		Numéros des tableaux
I. — Population et comptes nationaux.			
1. Population	I - 1		
2. Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 2		
3. Produit national brut calculé par l'analyse de la production aux prix du marché	I - 3		
4. Affectation du produit national :			
a) Estimations à prix courants	I - 4a		
b) Indices des estimations aux prix de 1963	I - 4b		
II. — Emploi et chômage.			
1. Indices de l'emploi dans l'industrie (ouvriers)	II - 1		
2. Demandes et offres d'emploi	II - 2		
III. — Agriculture et pêche.			
1. Production agricole	III - 1		
2. Pêche maritime — Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges	III - 2		
IV. — Industrie.			
1. Indices généraux de la production industrielle	IV - 1		
2. Indices de la production industrielle (principaux secteurs)	IV - 2		
3. Energie	IV - 3		
4. Métallurgie	IV - 4		
5. Construction : données annuelles	IV - 5		
6. Construction : données mensuelles	IV - 6		
7. Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 7		
V. — Services.			
1. Transports :			
a) Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la Sabena	V - 1a		
b) Navigation maritime	V - 1b		
c) Navigation intérieure	V - 1c		
2. Tourisme	V - 2		
3. Commerce intérieur :			
a) Indices des ventes	V - 3a		
b) Ventes à tempérament	V - 3b		
VI. — Revenus.			
1. Rémunérations des ouvriers	VI - 1		
2. Gains horaires bruts moyens dans l'industrie	VI - 2		
VII. — Prix et indices des prix.			
1. Prix de gros mondiaux	VII - 1		
2. Indices des prix de gros mondiaux	VII - 2		
3. Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3		
4. Indices des prix à la consommation en Belgique ...	VII - 4		
VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.			
1. Tableau général	VIII - 1		
2. Exportations selon la nature des produits	VIII - 2		
3. Importations selon l'usage des produits	VIII - 3		
4. a) Indices des valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a		
b) Indices du volume	VIII - 4b		
5. Orientation géographique	VIII - 5		
IX. — Balance de paiements de l'U.E.B.L.			
1. Chiffres annuels	IX - 1		
2. Soldes trimestriels	IX - 2		
3. Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés	IX - 3		
X. — Marché des changes.			
1. Cours officiels arrêtés par les Banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles	X - 1		
2. Monnaies des pays membres de l'A.M.E.	X - 2		
XI. — Finances publiques.			
1. Recettes et dépenses de trésorerie résultant des opérations budgétaires	XI - 1		
2. Impasse de trésorerie et son financement	XI - 2		
3. Besoins nets de financement de l'Etat et leur couverture	XI - 3		
4. Recettes fiscales (par exercice)	XI - 4		
5. Détail des recettes fiscales	XI - 5		
6. Recettes fiscales sans distinction d'exercice	XI - 6		
XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.			
1. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1966	XII - 1a		
b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1967	XII - 1b		
2. Mouvements des créances et des dettes en 1967 ...	XII - 2		
3. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1966 (totaux sectoriels)	XII - 3a		
b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1967 (totaux sectoriels)	XII - 3b		
4. Mouvements des créances et des dettes en 1967 (totaux sectoriels)	XII - 4		
XIII. — Organismes monétaires.			
1. Bilans intégrés des organismes monétaires	XIII - 1		
2. Bilans de la Banque Nationale de Belgique, des organismes publics monétaires et des banques de dépôts :			
a) Banque Nationale de Belgique (chiffres trimestriels et mensuels)	XIII - 2a		
b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b		
c) Banques de dépôts	XIII - 2c		
d) Ensemble des organismes monétaires	XIII - 2d		
3. Origines des variations du stock monétaire	XIII - 3		
4. Stock monétaire	XIII - 4		
5. Avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...	XIII - 5		
6-7. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers et à l'étranger :			
— Destination économique apparente	XIII - 6		
— Forme et localisation	XIII - 7		
8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger, logés à la Banque Nationale de Belgique	XIII - 8		

Numéros
des tableaux

Numéros
des tableaux

- 9. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger **XIII - 9**
- 10. Bilans de la Banque Nationale de Belgique **XIII - 10**
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique **XIII - 10**
- 11. Comptes de chèques postaux **XIII - 11**
- 12. Situation globale des banques **XIII - 12**
- 13. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux **XIII - 13**

XIV. — Intermédiaires financiers non monétaires.

- 4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes ... **XIV - 4**
- 5. Caisse Générale d'Epargne et de Retraite :
 - a) Mouvements des dépôts **XIV - 5a**
 - b) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne **XIV - 5b**
 - c) Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite **XIV - 5c**
 - d) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie **XIV - 5d**
- 6. Caisses d'épargne privées **XIV - 6**
- 7. Société Nationale de Crédit à l'Industrie **XIV - 7**
- 8. Crédit Communal de Belgique **XIV - 8**
- 9. Compagnies d'assurances sur la vie **XIV - 9**
- 10. Inscriptions hypothécaires **XIV - 10**

XV. — Principales modalités d'épargne des particuliers et des entreprises disponibles à l'intérieur du pays **XV**

XVI. — Emissions et dettes du secteur public.

- 1. Emissions en francs belges à long et moyen terme . **XVI - 1**
- 2. Principales émissions à long et moyen terme du secteur public **XVI - 2**
- 3. Dettes de l'Etat :
 - a) Situation officielle **XVI - 3a**
 - b) Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds **XVI - 3b**
- 4. Recensement des dettes en francs belges à long et moyen terme du secteur public **XVI - 4**

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé et crédits aux entreprises et particuliers.

- 1. Evolution de l'activité, du niveau des cours et du taux de rendement des valeurs boursières **XVII - 1**
- 2. Rendement des sociétés par actions — chiffres annuels **XVII - 2**
- 3. Rendement des sociétés par actions — chiffres mensuels cumulés **XVII - 3**
- 4. Emissions des sociétés — chiffres annuels **XVII - 4**
- 5. Emissions des sociétés — chiffres mensuels **XVII - 5**
- 6. Encours utilisés des crédits aux entreprises et particuliers **XVII - 6**

XVIII. — Marché monétaire.

- 1. Marché de l'argent au jour le jour **XVIII - 1**
- 2. Localisation des effets commerciaux escomptés par les banques de dépôts et des acceptations bancaires **XVIII - 2**
- 3. Activité des chambres de compensation **XVIII - 3**

XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.

- 1. Taux d'escompte et d'intérêt de la Banque Nationale de Belgique **XIX - 1**
- 2. Taux de l'argent au jour le jour **XIX - 2**
- 3. Taux des certificats de trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes **XIX - 3**
- 4. Taux de dépôts en francs belges dans les banques **XIX - 4**
- 5. Taux d'intérêt appliqués sur livrets ordinaires à la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite **XIX - 5**
- 6. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles **XIX - 6**

XX. — Banques d'émission étrangères.

- 1. Taux d'escompte **XX - 1**
- 2. Banque de France (ancienne et nouvelle présentation) **XX - 2**
- 3. Bank of England **XX - 3**
- 4. Federal Reserve Banks **XX - 4**
- 5. De Nederlandsche Bank **XX - 5**
- 6. Banca d'Italia **XX - 6**
- 7. Deutsche Bundesbank **XX - 7**
- 8. Banque Nationale Suisse **XX - 8**
- 9. Banque des Règlements Internationaux **XX - 9**

Principales abréviations utilisées.

Liste des graphiques :

- I - 4. — P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses.
- II - 2. — Demandes et offres d'emploi.
- IV - 0. — Résultats des enquêtes sur la conjoncture.
- IV - 2. — Indices de la production industrielle.
- IV - 7. — Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.
- VI - 1. — Rémunérations des ouvriers — Indice du gain moyen brut par heure prestée.
- VII - 3. — Indices des prix de gros en Belgique.
- VII - 4. — Indices des prix de détail et des prix à la consommation en Belgique.
- VIII - — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.
- XI - 6. — Recettes fiscales sans distinction d'exercice.
- XIII - 3. — Stock monétaire et liquidités quasi monétaires.
- XIII - 13. — Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux. Rapport des flux aux stocks.
- XIV - 5a. — C.G.E.R. — Mouvements des dépôts.
- XVII - 1. — Indices des cours des actions au comptant.